
Carrières et matériaux (industries)

Ouvriers

BROCHURE JO 3081

IDCC 87

Convention collective nationale du 22 avril 1955

[Étendue par arrêté du 13 décembre 1960, JO 21 décembre 1960]

(Voir nouvelle Convention Collective Nationale «Carrières et matériaux de construction (industries)» du 6 juillet 2022)

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

D'origine :

Union nationale interprofessionnelle des matériaux de construction et produits de carrières (par abréviation UNI), agissant au nom de l'ensemble de ses branches professionnelles rattachées ;

Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB)(adhésion par lettre du 13 août 1974) ;

Syndicat national des industries du tuyau d'assainissement, des produits de voirie et autres produits en béton (SNITA)(adhésion par lettre du 18 février 1980) ;

Syndicat national du béton prêt à l'emploi(adhésion par lettre du 14 décembre 1983) ;

Fédération de l'industrie du béton(adhésion par lettre du 11 septembre 1992, prenant effet à compter du 1er janvier 1992).

Actuelles :

Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM), agissant tant pour son compte qu'au nom et pour le compte de la fédération de l'industrie du béton, du syndicat national des producteurs de silice pour l'industrie et du syndicat des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC (fédération française des syndicats du bâtiment, des travaux publics, du bois, de l'ameublement, des carrières et matériaux de construction) ;

CGT (fédération nationale des travailleurs du bâtiment, des travaux publics et des matériaux de construction) ;

CGT-FO (fédération des travailleurs du bâtiment, du bois et des matériaux de construction) ;

Confédération générale des syndicats indépendants (CGSI)

Fédération nationale indépendante du bâtiment, des travaux publics, du bois et connexes CFT

Fédération française des syndicats chrétiens des industries du bâtiment et des travaux publics, de l'ameublement, du bois, des matériaux de construction, des installations électriques, des briques et tuiles CFTC

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1

Champ d'application

(Modifié par accord du 9 mai 1996, non étendu et applicable à la date de publication de son arrêté d'extension)

La présente convention est conclue en application du chapitre IV *bis* du titre II du livre 1^{er} du code du travail.

Elle s'applique avec ses annexes à l'ensemble du territoire métropolitain, y compris la Corse (à l'ensemble du territoire national français, à l'exception des départements d'outre-mer).

Elle règle les conditions de travail des ouvriers occupés dans les entreprises appartenant aux industries ci-après énumérées, par référence à la nomenclature des activités économiques (décret du 9 avril 1959).

1

Toute la section 14 : Extraction de matériaux de construction et d'autres produits de carrière, à l'exception de :

141 : Ardoisière, carrière d'ardoises ; de schiste ardoisier.

146-0 : Carrière d'argile (indépendante d'un établissement de céramique).

146-1 : Extraction de terre à brique, de terre à poterie : glaise, glaisière.

146-2 : Extraction d'argiles réfractaires, terres réfractaires.

146-3 : Extraction de kaolin et d'argiles kaoliniques.

146-4 : Extraction d'argiles décolorantes.

2

Dans la section 15 : Extraction et préparation de minéraux divers :

Les rubriques et sous-rubriques 157-3 : Extraction de silice fossile de kieselgurh, de diatomites.

157-31 : Extraction avec ou sans préparation de briques.

157-32 : Préparation de briques ou enduits de silice fossile.

3

Toute la section 32 : Matériaux de construction, à l'exception de :

La rubrique 321-3 : Taille d'ardoise.

Dans le sous-groupe 324 : Fabrication de plâtre, les usines rattachées à des sociétés appliquent déjà la convention collective de l'industrie du ciment.

Groupe 325 : Fabrication de chaux et ciments.

La sous-rubrique 327-22 : Fabrication de matériaux d'étanchéité : feutres bitumés et goudronnés, bitume armé.

Ces activités correspondent aux codes NAF suivants de la nomenclature INSEE de 1993 (accord du 9 mai 1996, non étendu et applicable à la date de publication de son arrêté d'extension).

14-1 A *Extraction de pierres pour la construction.*

Dans cette classe, toutes les activités sont visées.

Précédent code APE : 1503.

14-1 C *Extraction de calcaire industriel, de gypse et de craie.*

Dans cette classe, toutes les activités sont visées.

Toutefois, ne sont pas visées les entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment.

Précédents codes APE : 1402, 1505.

14-2 A *Production de sables et de granulats.*

Dans cette classe, toutes les activités sont visées.

Précédents codes APE : 1501, 1502.

14-3 Z *Extraction de minéraux pour l'industrie chimique et d'engrais naturels.*

Dans cette classe n'est visée que l'extraction de terres colorantes (ocres, oxydes naturels, terres serpentines etc.).

Précédent code APE : 1402.

14-5 Z *Activités extractives non classées ailleurs.*

Dans cette classe n'est visée que l'extraction de matières abrasives naturelles.

Précédent code APE : 1402.

26-5 E *Fabrication de plâtres.*

Dans cette classe, toutes les activités sont visées.

Toutefois, ne sont pas visées les entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment.

Précédent code APE : 1505.

26-6 A *Fabrication d'éléments en béton pour la construction.*

Dans cette classe, toutes les activités sont visées.

Précédent code APE : 1508.

26-6 C *Fabrication d'éléments en plâtre pour la construction.*

Dans cette classe, toutes les activités sont visées.

Toutefois, ne sont pas visées les entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment.

Précédent code APE : 1505.

26-6 E *Fabrication du béton prêt à l'emploi.*

Dans cette classe, toutes les activités sont visées.

Précédent code APE : 1507.

26-6 J *Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment.*

Dans cette classe est visée la fabrication de produits et d'ouvrages en amiante-ciment, en cellulose-ciment, ou similaires.

Précédent code APE : 1509.

26-6 L *Fabrication d'autres ouvrages en béton ou en plâtre.*

Dans cette classe, toutes les activités sont visées.

Précédents codes APE : 1505, 1508.

26-7 Z *Travail de la pierre.*

Dans cette classe, sont visées les entreprises de production de matériaux en pierre et autres matériaux naturels.

Précédents codes APE : 1503, 1502, 1509.

26-8 A *Fabrication de produits abrasifs.*

Dans cette classe n'est visée que la production de meules et de pierres à aiguiser en matières abrasives naturelles.

Précédent code APE : 1402.

26-8 C *Fabrication de produits minéraux non métalliques non classés ailleurs.*

Dans cette classe n'est visée que la fabrication de matières minérales isolantes (laines de roche et de laitier, vermiculite).

Précédent code APE : 1509.

74-1 J *Administration d'entreprises.*

Dans cette classe, ne sont visés que les sièges sociaux ou administratifs d'entreprises liées par le présent champ d'application.

93-0 H *Pompes funèbres.*

Dans cette classe est visée l'activité de fourniture, pose et gravure de dalles funéraires (marbrerie funéraire).

Précédent code APE : 8705.

La convention s'applique également :

— aux dépôts et agences des établissements soumis à la présente convention ;

— aux salariés exerçant des métiers ressortissant à d'autres professions, tels que mécaniciens, électriciens, menuisiers, maçons, plombiers, couvreurs, soudeurs, etc., mais employés dans l'industrie qui fait l'objet de la présente convention, étant entendu que leurs salaires ne pourront être inférieurs à ceux de la classification résultant des accords ou conventions de leur profession ou industrie d'origine.

Des annexes à la présente convention, établies par branches professionnelles nationales ou régionales, détermineront les dispositions particulières qui leur sont applicables.

Article 2 **Droit syndical et liberté d'opinion**

a

Les employeurs s'engagent :

— à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou non à un syndicat, d'exercer ou non des fonctions syndicales ;

— à ne pas tenir compte des opinions politiques, philosophiques ou confessionnelles, de l'origine sociale ou raciale du travailleur, pour arrêter leurs décisions relatives aux conditions de travail, et notamment l'embauchage et le congédiement, l'exécution, la conduite ou la répartition du travail, les mesures d'avancement et de discipline.

Le personnel s'engage à ne pas prendre en considération, dans le travail, les opinions ou origines des autres salariés ou leur appartenance ou non à tel ou tel syndicat.

Les deux parties veilleront à la stricte observation des engagements définis ci-dessus et s'emploieront, auprès de leurs adhérents, à en assurer le respect intégral ;

b

Chaque fois que des salariés des entreprises soumises à la présente convention seront appelés à participer à une commission paritaire décidée entre les organisations signataires ou celles qui leur sont affiliées, il appartiendra aux syndicats patronaux et ouvriers ayant organisé la réunion, de déterminer de quelle façon et dans quelles limites (nombre de participants, durée, indemnisation, etc.) il conviendra de faciliter cette participation ;

c

Au cas où des salariés desdites entreprises seraient désignés pour participer à des commissions prévues par les textes législatifs ou réglementaires, des autorisations d'absence non rémunérée seront accordées pour assister aux réunions desdites commissions sans que ces absences puissent réduire la durée des congés des intéressés ;

d

Des autorisations d'absence seront également accordées, dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe c ci-dessus, aux salariés devant assister aux réunions statutaires de leurs organisations syndicales, sur présentation, dans un délai suffisant, d'une convocation écrite émanant de celles-ci.

Les parties s'emploieront à ce que ces absences n'apportent pas de gêne sensible à la production.

Article 3
Embauchage, essai, rupture du contrat et préavis

Mod. par Avenant n° 13, 25 janv. 1979, étendu par arr. 28 mai 1979, JO 27 juin

Accord 16 sept. 2009, étendu par arr. 16 avr. 2010, JO 27 avr., applicable à compter de la date de parution au JO de son arr. d'extension

Mod. par Accord 5 janv. 2010, étendu par arr. 17 nov. 2010, JO 24 nov., applicable à compter de la date de publication au Journal officiel de son arrêté d'extension

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

FO ;

CFTC ;

CFE-CGC.

Paragraphe 1 : Embauchage

Les employeurs sont tenus de notifier au service départemental de la main-d'oeuvre ou à l'agence locale de ce service, ou à défaut au maire de leur commune, les places vacantes dans leur entreprise.

Ils peuvent toujours recourir à l'embauchage direct sous réserve des dispositions légales en vigueur.

A l'expiration de la période d'essai, chaque engagement sera confirmé par une lettre ou feuille d'embauchage signée par le patron et par le salarié, et indiquant notamment l'établissement ou le lieu de travail, lorsque l'établissement en comporte plusieurs, le titre, la fonction ou l'emploi de l'intéressé, la catégorie à laquelle il est affecté, son coefficient hiérarchique et sa rémunération horaire de base.

En ce qui concerne les carrières à ciel ouvert, la lettre ou feuille d'embauche comportera la mention de la remise d'un exemplaire du décret n° 54-321 du 15 mars 1954 sur l'exploitation des carrières à ciel ouvert.

Ce document tiendra lieu du reçu prévu par l'article 13 dudit décret.

Tout changement dans ces conditions d'entrée entraînant une modification de classification fera l'objet d'une nouvelle notification par écrit.

Pour chaque embauchage, l'employeur fera procéder à l'examen médical conformément à la législation en vigueur.

Paragraphe 2 : Période d'essai

(Accord 16 sept. 2009, étendu)

La période d'essai et son renouvellement éventuel sont expressément stipulés dans le contrat de travail ou la lettre d'engagement.

La durée de la période d'essai est fixée à 1 mois de travail effectif.

Elle peut être renouvelée une fois pour une durée maximale de 1 mois.

Le renouvellement doit être signifié au salarié par écrit au moins 48 heures avant le terme de la période initiale, soit par lettre remise en main propre contre récépissé, soit par lettre recommandée.

Pendant la période d'essai, le contrat de travail peut cesser à tout instant par la volonté de l'une ou l'autre des parties en respectant un délai de prévenance.

Lorsque la rupture de la période d'essai est à l'initiative de l'employeur, le salarié est prévenu dans un délai qui ne peut être inférieur à :

— 24 heures en-deçà de 8 jours de présence dans l'entreprise ;

— 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;

— 2 semaines après 1 mois de présence.

Lorsque la rupture de la période d'essai est à l'initiative du salarié, le salarié doit respecter un délai de prévenance

de 48 heures. Ce délai est ramené à 24 heures si la durée de présence du salarié dans l'entreprise est inférieure à 8 jours.

La période d'essai, renouvellement inclus, ne peut être prolongée du fait de la durée du délai de prévenance.

Paragraphe 3 : Rupture du contrat et préavis ou délai-congé

(Voir aussi article 7 de l'avenant n° 11 du 24 avril 1974)

En cas de rupture du contrat de travail, la durée du préavis ou délai-congé, sauf cas de faute grave, sera la suivante :

- a)** Jusqu'à trois mois de présence, préavis réciproque de trois jours ;
- b)** De trois à six mois de présence, préavis réciproque d'une semaine ;
- c)** Après six mois de présence, le délai de préavis sera d'un mois en cas de licenciement par l'employeur, d'une semaine seulement si le salarié prend l'initiative de la rupture du contrat.

Le délai de préavis prend effet :

— de la date de présentation de la lettre recommandée avec accusé de réception obligatoire s'il s'agit d'un licenciement par l'employeur ;

— de la date de la signification, si la rupture du contrat est décidée par le salarié.

Lorsque le préavis n'est pas observé par l'une des parties, celle-ci doit à l'autre partie une indemnité correspondant au nombre de journées du préavis qui n'auront pas été travaillées. *Elle sera calculée en prenant pour base un horaire hebdomadaire maximal de 40 heures.* Le taux applicable sera égal pour les ouvriers rémunérés à l'heure, au salaire horaire effectif et, pour ceux rémunérés au rendement, au salaire horaire moyen réalisé pendant la dernière quinzaine précédant le préavis.

En cas de licenciement, et lorsque le quart du préavis aura été exécuté, l'ouvrier qui se trouverait dans l'obligation d'occuper immédiatement un nouvel emploi pourra quitter l'établissement avant l'expiration du délai-congé sans avoir à payer l'indemnité pour inobservation de ce délai.

Pendant la période de préavis, les ouvriers seront autorisés à s'absenter pour leur permettre de trouver du travail :

- a)** Dans le premier cas (jusqu'à trois mois de présence), pendant deux heures au total, au gré de l'ouvrier ;
- b)** Dans les deuxième et troisième cas, pendant un total maximal de douze heures réparties d'un commun accord entre les parties ou, à défaut, six heures au gré de l'ouvrier et six heures au gré de l'employeur ; ces heures sont au moins groupées par deux heures ; elles peuvent être entièrement groupées si les parties y consentent.

Les heures ainsi perdues pour recherche d'emploi seront payées sur la base du salaire effectif, sauf en cas de départ volontaire.

Paragraphe 4 : Indemnité de congédiement

(Voir aussi les articles 5 et 8 de l'avenant n° 11 du 24 avril 1974)

Lorsqu'un ouvrier ayant plus de dix années de services, consécutifs ou non, dans une entreprise, sera licencié, une indemnité de congédiement, distincte du préavis, lui sera accordée.

Elle sera calculée sur la base de 50 heures de salaire, plus 10 heures par année d'ancienneté dans l'entreprise, à compter du début de la onzième année.

Elle sera majorée de 10 p. 100 lorsque l'ouvrier licencié a plus de cinquante ans et de 20 p. 100 lorsqu'il a plus de soixante ans.

Son plafond, y compris ces majorations, ne dépassera pas 200 heures.

Elle n'est pas due lorsque l'ouvrier a dépassé l'âge normal de la retraite actuellement fixé à soixante-cinq ans :

— lorsque le licenciement est prononcé à la suite d'une faute grave ;

— lorsqu'il s'agit d'un licenciement collectif résultant de la réduction ou de la cessation d'activité de l'entreprise.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul de cette indemnité sera établi sur la base de la moyenne horaire des deux dernières périodes payée.

Paragraphe 5 : Absences

(Voir aussi article 4 de l'avenant n° 11 du 24 avril 1974)

a

Pour accidents du travail ou maladies professionnelles

Les absences justifiées par incapacité résultant d'accidents du travail pris en charge par la sécurité sociale, survenus à l'occasion du contrat de travail liant le salarié à l'entreprise, ou de maladies professionnelles reconnues dans l'industrie considérée, ne constituent pas une rupture du contrat de travail, mais une simple suspension de celui-ci. Ledit salarié sera réintégré dans son ancien emploi ou dans un emploi similaire, ou, en cas de réduction de ses

capacités professionnelles, dans un autre emploi compatible avec ses nouvelles possibilités de travail.
L'interruption du contrat de travail comptera, au regard de l'ancienneté, comme temps de présence effectif.

b
Pour maladie

Dans le cas de maladie, le droit, pour l'employeur, de rompre le contrat de travail ne sera utilisé que si des nécessités de service l'exigent.

Toutefois, si l'employeur a usé de cette faculté, le salarié aura droit à être réembauché à la fin de sa maladie sur demande écrite de sa part, s'il avait au moment de son arrêt de travail au moins six mois d'ancienneté dans l'entreprise.

Ce réembauchage sera assuré dans l'emploi de la catégorie à laquelle appartenait le salarié ou, à défaut, dans tout autre emploi.

Lors de son réembauchage, le salarié bénéficiera de l'ancienneté acquise avant sa maladie.

c
Maternité (Accord 5 janv. 2010, étendu)

Les salariées recevront, pendant la durée légale du congé de maternité, la différence entre leurs appointements et les indemnités journalières versées par la Sécurité sociale et, le cas échéant, par les régimes de prévoyance auxquels participe l'employeur.

Paragraphe 6 : Licenciements

a
Licenciements individuels

Avant de procéder à un licenciement individuel, l'employeur convoquera l'intéressé qui conserve la faculté de se faire accompagner par un délégué du personnel ou, dans les établissements n'occupant pas plus de dix salariés, par un salarié de son choix sous réserve que ce dernier remplisse les conditions déterminées par la loi pour exercer les fonctions de délégué du personnel.

b
Licenciements collectifs

Aucun licenciement collectif pour cause de diminution d'activité ne pourra avoir lieu avant épuisement des possibilités d'utilisation du personnel en place (réduction d'horaire, repos par roulement, arrêt provisoire, reclassement, etc.), consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel là où il en existe et intervention de l'inspecteur du travail.

Le personnel licencié dans ces conditions aura, sur sa demande présentée dans le mois qui suit le licenciement, une priorité de réembauchage dans un emploi identique à celui qu'il occupait précédemment et ceci pendant une durée d'un an (deux ans après douze mois de présence.)

Paragraphe 7 : Service militaire et autres obligations militaires

(Voir aussi article 9 de l'avenant n° 11 du 24 avril 1974)

a
Service militaire

Conformément à l'article 25 *a* modifié du livre I^{er} du code du travail⁽²⁾, lorsqu'il connaît la date de sa libération du service militaire légal, au plus tard dans le mois suivant celle-ci, l'ouvrier qui désire reprendre l'emploi occupé par lui au moment où il a été appelé sous les drapeaux doit en avertir son ancien employeur, par

(2) Devenu l'article L. 122-18 du nouveau code du travail.

pli recommandé avec accusé de réception.

L'ouvrier qui a manifesté son intention de reprendre son emploi, comme il est dit à l'alinéa précédent, sera réintégré dans l'entreprise, à moins que l'emploi occupé par lui, ou un emploi ressortissant dans la même catégorie professionnelle que le sien, ait été supprimé.

Lorsqu'elle est possible, la réintégration dans l'entreprise devra avoir lieu dans le mois suivant la réception de la lettre dans laquelle l'ouvrier a fait connaître son intention de reprendre son emploi. L'ouvrier réintégré bénéficiera de tous les avantages qu'il avait acquis au moment de son départ.

Le droit de priorité à l'embauchage, valable durant une année à dater de sa libération, est réservé à tout travailleur qui n'aura pu être réemployé à l'expiration de la durée légale de son service militaire dans l'établissement où il travaillait au moment de son départ.

Ces dispositions sont applicables, lors de leur renvoi dans leurs foyers, aux jeunes gens qui, ayant accompli leur

service militaire légal, ont été maintenus sous les drapeaux, et aux jeunes gens qui, ayant cessé d'être aptes après leur incorporation, ont été classés réformés temporaires ou réformés définitifs et renvoyés dans leurs foyers.

b

Autres obligations militaires

Les autres obligations militaires ne constituent pas une cause de rupture du contrat de travail. L'employeur est tenu de reprendre dans son entreprise un salarié qui a dû abandonner son emploi pour satisfaire à ses obligations militaires (périodes de préorientation militaire, périodes de réserve, etc.).

Article 4

Représentation du personnel et oeuvres sociales de l'entreprise

Paragraphe 1 : Délégués et comités d'entreprise

(Modifié par avenant n° 5 du 3 mai 1966, étendu par arrêté du 9 août 1967, JO 26 août 1967)

Devant chaque établissement, il est institué des délégués du personnel et un comité d'entreprise, dans les conditions où la loi l'exige.

Dans les établissements n'occupant pas plus de dix salariés, tout membre du personnel pourra toujours se faire assister auprès de l'employeur par un salarié de son choix, sous réserve que ce dernier remplisse les conditions déterminées par la loi pour exercer les fonctions de délégué du personnel.

Le scrutin aura lieu pendant les heures de travail et le temps perdu sera payé au salaire effectif.

Les élections seront organisées par le chef d'entreprise de telle sorte que les nouveaux délégués soient élus avant l'expiration du mandat de leurs prédécesseurs.

Les anciens représentants du personnel, pendant une durée de six mois à partir de l'expiration de leur mandat, et les candidats aux fonctions de membres du comité d'entreprise ou de délégués du personnel présentés au premier tour par les organisations syndicales, dès la publication des candidatures et pendant une durée de trois mois, bénéficieront, en ce qui concerne le licenciement, des mêmes protections que les représentants élus.

Pour exercer leurs fonctions de représentants du personnel et conformément à la loi, les intéressés disposeront d'un nombre d'heures payées dans les limites d'une durée qui, sauf circonstances exceptionnelles, ne pourra excéder quinze heures par mois pour les délégués du personnel, vingt heures pour les membres du comité d'entreprise.

Paragraphe 2 : Oeuvres sociales

Le budget nécessaire au fonctionnement du comité d'entreprise ou au financement des oeuvres sociales fera l'objet d'un accord entre l'employeur et le comité d'entreprise.

Les crédits prévus à ce budget seront utilisés dans les conditions fixées par la loi et les règlements en vigueur.

Dans les établissements n'ayant pas de comité d'entreprise, les parties recommandent l'institution de telles oeuvres, ou la participation à des oeuvres interentreprises.

Article 5

Salaires et clauses accessoires

Mod. par Avenant n° 13, 25 janv. 1979, étendu par arr. 9 août 1967, JO 26 août

Accord, 10 juill. 2008, étendu par arr. 27 avr. 2009, JO 6 mai, applicable à compter du 1^{er} janv. 2010

Paragraphe 1 : Salaire de qualification

(§ supprimé par Accord, 10 juill. 2008, étendu)

Paragraphe 2 : Garantie du salaire de qualification

(voir aussi annexe Salaires)

Le salaire horaire de qualification correspondant à la catégorie, échelon ou emploi, et à la zone considérée, est garanti à tout salarié.

Paragraphe 3 : Travaux à tâche, aux pièces ou au rendement

Le prix des travaux à tâche ou aux pièces doit être calculé de telle sorte qu'il procure au salarié moyen travaillant normalement un gain supérieur à celui des salariés à l'heure de la même catégorie.

Le pourcentage de gain supplémentaire est fixé par profession et par région.

Pour le travail au rendement individuel ou collectif, il sera établi des normes correspondant au rendement que peut atteindre un salarié d'habileté moyenne travaillant normalement.

Ces normes seront établies par entreprise par accord entre l'employeur et le personnel intéressé assisté du délégué qualifié du personnel lorsqu'il en existe, en se basant, lorsque c'est possible, sur le rendement atteint antérieurement

par les salariés ayant travaillé dans les conditions précitées.

Au cas de pertes de temps dues à une cause indépendante de la volonté du salarié pendant l'exécution de travaux à tâche, aux pièces ou au rendement (arrêt de courant, attente de pièces ou de matières, arrêt ou accident de machines, etc.), le salaire payé ne pourra descendre au-dessous de celui du salaire horaire minimum de sa catégorie. Pendant cette interruption, le salarié pourra être occupé à d'autres travaux.

Toutefois, cette disposition ne s'applique pas dans le cas où la cause de perte de temps entraîne l'arrêt du travail de l'établissement.

Les barèmes de primes au rendement devront être établis de façon que le ou les salariés intéressés puissent se rendre compte du gain réalisé.

Paragraphe 4 : Dispositions particulières à certains travaux

Dans les établissements où il n'est pas tenu compte, soit dans la qualification, soit autrement, pour la fixation du salaire des conditions particulièrement pénibles, dangereuses ou insalubres dans lesquelles les travaux sont exécutés, des indemnités ou fournitures en nature distinctes du salaire seront attribuées pour tenir compte de ces conditions. Étant donné les modalités sous lesquelles elles sont susceptibles d'être allouées, les majorations éventuelles dont il s'agit seront fixées dans chaque établissement, compte tenu des installations matérielles existantes et des conditions particulières propres à chaque poste.

Le versement des indemnités ainsi définies est subordonné à la persistance des causes qui les ont motivées ; elles peuvent donc n'être applicables que de façon intermittente, toute modification ou amélioration des conditions de travail entraînera leur révision ou leur suspension.

Paragraphe 5 : Indemnité d'outillage et fourniture de vêtements de protection et de travail

(Modifié par avenant n° 5 du 3 mai 1966, étendu par arrêté du 9 août 1967, JO 26 août 1967)

(Voir aussi avenant du 23 janvier 1992)

Dans le cas où l'ouvrier est appelé à fournir son outillage, l'entreprise devra l'en dédommager.

Dans le cadre de chaque entreprise, seront également déterminées les conditions dans lesquelles seront mis à la disposition du personnel les vêtements de protection rendus nécessaires par l'exercice du métier.

De plus, en vue de la distribution des vêtements de travail, dans chaque entreprise seront déterminés les postes qui entraînent une usure ou une salissure anormale des vêtements.

Paragraphe 6 : Salariés à capacité professionnelle limitée

Le cas de ces salariés sera réglé d'un commun accord entre l'intéressé et l'employeur, après consultation du délégué du personnel ou de l'inspecteur du travail.

A défaut, les dispositions de l'arrêté du 26 mai 1945 seront appliquées (abattement de 10 p. 100 appliqué dans la limite du dixième de l'effectif).

Paragraphe 7 : Travail des femmes et des jeunes (modalités d'application du principe « à travail égal, salaire égal »)

Les barèmes de salaires s'appliquent indistinctement aux femmes et aux jeunes, comme aux hommes, dans le cas où les catégories d'emploi sont identiques.

Paragraphe 8 : Hygiène et sécurité

Les parties contractantes s'emploieront à ce que soient observées les dispositions légales concernant l'hygiène et la sécurité.

Elles s'attacheront, en particulier, à l'application du décret n° 54-321 du 15 mars 1954 sur l'exploitation des carrières à ciel ouvert.

Elles veilleront également à ce que soient observées les prescriptions légales concernant les services médicaux du travail, notamment en ce qui concerne la visite médicale à l'embauchage et l'affiliation à un centre médical interentreprises, lorsque l'établissement ne peut avoir son service propre.

Dans les entreprises occupant d'une façon habituelle un minimum de cinquante salariés, un comité d'hygiène et de sécurité doit être constitué et il fonctionnera dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Il est rappelé que, dans les établissements de plus de cinquante salariés, les comités d'hygiène et de sécurité comprennent :

- le chef d'établissement ou son représentant, président ;
- un technicien de l'entreprise, secrétaire ;
- le médecin de l'établissement ou du service interentreprises ;

— la conseillère du travail, s'il en existe une ;

— trois ou six représentants du personnel (dont un du personnel de maîtrise) suivant que l'établissement occupe moins ou plus de mille salariés.

Ces comités ont pour mission de s'employer à prévenir tous accidents, de dresser la statistique de ces derniers, de procéder à toutes enquêtes et de dresser chaque année un rapport d'activité à adresser en double exemplaire au ministère du travail par l'intermédiaire de l'inspecteur du travail ou de l'ingénieur des mines qui en fait fonction. Ils doivent être réunis au moins une fois par trimestre.

Dans les établissements occupant habituellement cinq cents salariés au moins, l'inspecteur du travail doit être invité à assister à la réunion au cours de laquelle le rapport annuel est présenté.

Dans les établissements non assujettis à la réglementation relative au comité d'hygiène et de sécurité, les délégués du personnel seront chargés d'établir la liaison entre la direction et le personnel pour toutes les questions intéressant l'hygiène et la sécurité à l'intérieur de l'établissement.

Paragraphe 9 : Mutations provisoires d'emploi

Le salaire est attaché à la fonction exercée.

Toutefois, si, pour des raisons imprévues d'ordre technique ou pour éviter une mise en chômage, la direction est amenée à affecter momentanément un salarié à un travail correspondant à une catégorie inférieure à celle de son emploi habituel, ce salarié conserve le bénéfice du salaire individuel qui lui était garanti dans son précédent emploi. Si le changement d'affectation vise le salarié d'une équipe, il sera tenu compte de l'ancienneté dans le choix de ce salarié.

Si l'affectation provisoire se transforme en affectation définitive, le contrat initial se trouve rompu du fait de l'employeur en cas de non-acceptation par le salarié.

Ce dernier bénéficiera alors d'un droit de priorité pour occuper ensuite tout poste de sa spécialité correspondant à sa classification antérieure.

Si l'employeur affecte un ouvrier à un travail correspondant à une catégorie supérieure à celle de son emploi habituel, cet ouvrier percevra, pendant ce temps, le salaire de ladite catégorie.

Paragraphe 10 : Pluralité d'emplois

(Modifié par avenant n° 5 du 3 mai 1966, étendu par arrêté du 9 août 1967, JO 26 août 1967)

En cas de pluralité d'emplois ressortissant à des catégories professionnelles différentes, le salaire est fixé au prorata de l'importance et de la durée des fonctions exercées dans chacune de ces catégories.

Toutefois, cette disposition ne joue que s'il s'agit d'une affectation provisoire. La durée d'une affectation provisoire ne peut dépasser trois mois.

En cas d'affectation permanente à des emplois ressortissant à des catégories professionnelles différentes, le salarié bénéficiera des salaires et des avantages prévus pour la catégorie la plus élevée.

Paragraphe 11 : Congés

(Modifié en dernier lieu par le protocole d'accord du 4 juin 1968, étendu par arrêté du 31 juillet 1969, JO 19 août 1969)

a

Congés annuels payés

Les congés annuels sont accordés au personnel, conformément aux prescriptions légales, sous réserve des dispositions plus favorables définies ci-dessous.

Pour la détermination des droits à congés, sont prises en considération les périodes de travail effectif auxquelles sont assimilées seulement les périodes de congés payés, de repos des femmes en couches, celles d'absences pour maladies professionnelles ou accidents du travail (dans la limite d'un an), ainsi que celles pendant lesquelles un salarié se trouve maintenu ou rappelé sous les drapeaux, à un titre quelconque.

La durée du congé sera calculée à raison de deux jours par mois de travail effectif ou période assimilée, selon les dispositions légales rappelées ci-dessus, sans que la durée totale de ce congé puisse excéder vingt-quatre jours ouvrables.

Il en résulte un supplément d'une demi-journée de congé par mois de travail effectif ou période assimilée. Le supplément ne sera accordé qu'au personnel :

— ayant au moins trois mois d'ancienneté dans l'entreprise ;

— qui sera effectivement rentré du congé précédent à la date prévue ;

— et qui, en outre, justifiera n'avoir eu durant la période de référence, indépendamment des périodes assimilées par la loi à un travail effectif, aucune absence pour motif autre que les cas suivants :

-
- absences autorisées pour l'exercice du droit syndical, par application de l'article 2 de la présente convention ;
 - service militaire ou période de réserve ;
 - absences autorisées des délégués du personnel et des membres du comité d'entreprise, par application de l'article 4 de la convention ;
 - absences ayant l'accord de l'employeur et non prolongées sans nouvel accord ;
 - maladie ou accident du salarié reconnus médicalement ;
 - empêchement grave par maladie de moins de quarante-huit heures du salarié ;
 - empêchement grave par cas fortuit ou de force majeure dont l'employeur devra être avisé normalement dans le cours de la première journée d'absence et, à la limite, le lendemain.

L'indemnité de congé est alors égale au douzième de la rémunération totale perçue par le salarié au cours de la période de référence (1^{er} juin -31 mai). Toutefois, l'indemnité ainsi calculée ne pourra être inférieure au montant de la rémunération qu'aurait perçue le salarié s'il avait travaillé durant sa période de congé, compte tenu à la fois du salaire gagné pendant la période précédant le congé et de la durée du travail effectif de l'établissement.

L'avantage ainsi accordé, dans les conditions ci-dessus, inclut tous les suppléments de congés légaux ou conventionnels existants, notamment les suppléments accordés pour ancienneté et pour charges de famille.

Cependant, pour tenir compte de l'ancienneté, les ouvriers totalisant au moins vingt ans de services dans l'entreprise bénéficieront d'un supplément d'indemnité égal au montant de l'indemnité correspondant à un jour ouvrable de congé, porté à deux jours à compter de vingt-cinq ans et trois jours à compter de trente ans d'ancienneté.

Il est entendu que les jours correspondant à ce supplément pourront être effectivement pris, en accord avec l'employeur, compte tenu des nécessités de service, à condition qu'ils ne soient pas accolés au congé principal.

Si de nouveaux avantages légaux venaient à être institués, ils ne seraient pris en considération que pour la partie excédant les dispositions du présent accord.

Mais en cas d'absence pour tous autres motifs que ceux énumérés ci-dessus ou en cas de départ volontaire ou de licenciement pour faute grave, le calcul de la durée du congé sera effectué sur la base de un jour et demi par mois de travail effectif ou période assimilée, l'indemnité compensatrice restant alors égale au seizième de la rémunération totale définie plus haut.

La période des congés est fixée du 1^{er} juin au 31 mai.

Cette disposition ne peut cependant pas avoir pour effet d'obliger un salarié à prendre la totalité de son congé en dehors de la période du 1^{er} mai au 31 octobre.

Les dates de fermeture ou les ordres de départs en congés par roulement sont fixés par l'employeur en tenant compte, dans la mesure du possible, du désir des intéressés.

L'ordre de départ est communiqué à chaque ayant droit dès que possible et en tout cas un mois au moins avant son départ.

En cas de fractionnement, la fraction principale doit être d'au moins deux semaines et doit se situer durant la période qui va du 1^{er} mai au 31 octobre, le surplus étant pris à des époques fixées en fonction des conditions de travail habituelles de la profession ou de l'entreprise.

Lorsqu'une période de congés comporte un jour férié tombant un jour de semaine, ce dernier sera considéré comme jour ouvrable et donnera lieu à rémunération au titre du congé, sans que celui-ci soit prolongé.

En cas de fermeture totale de l'établissement ou lorsque la direction l'estimera absolument nécessaire, le personnel d'entretien pourra être employé, en tout ou partie, durant la période d'arrêt.

L'employeur devra s'efforcer d'occuper les ouvriers dont le congé serait inférieur à la période de fermeture ; à défaut et conformément au décret du 12 mars 1951, l'employeur prendra toutes dispositions pour que les intéressés bénéficient des allocations de chômage partiel.

b

Prime de vacances (Accord, 10 juill. 2008, étendu)

En plus de l'indemnité de congés payés, une prime de vacances est due à tout salarié ayant au moins un an de présence continue au 31 mai de l'année de référence.

La prime de vacances est égale à 30 % du montant de l'indemnité de congés payés due au salarié ; dans la limite de 24 jours ouvrables de congés.

En cas de rupture du contrat de travail, la prime de vacances est calculée proportionnellement à la durée comprise entre le 1^{er} juin et la date de fin de contrat de travail. En cas de rupture du contrat de travail pour faute grave ou lourde, la prime de vacances n'est pas due.

c
Jours fériés (et fêtes professionnelles ou locales)⁽¹⁾

Voir protocole d'accord du 4 juin 1968 et accord de mensualisation du 24 avril 1974 en annexe à la présente convention.

En dehors du 1^{er} mai qui fait l'objet de dispositions légales, l'ouvrier ayant au moins 3 mois d'ancienneté qui aura perdu une journée de travail du fait du chômage d'un jour férié tombant un jour habituellement travaillé dans l'établissement ou partie d'établissement sera payé, dans la limite de 7 jours par an, à partir de l'année 1996.

Ces jours seront choisis dans chaque entreprise au début de chaque année, après consultation du personnel, de telle façon qu'ils soient au mieux répartis sur les 4 trimestres.

Les jours fériés choisis dans l'entreprise qui tomberont dans la période des congés d'un salarié seront payés à la fois au titre du congé (§ a ci-dessus) et au titre du présent paragraphe.

Leur paiement ne sera dû que si, au cours des 3 mois précédents, l'ouvrier n'a eu aucune absence, dans les mêmes conditions que celles définies pour l'attribution de la prime de vacances et la quatrième semaine de congés, et notamment s'il a accompli à la fois la dernière journée de travail précédant et la première journée de travail suivant ledit jour férié, sauf si l'absence pendant une de ces 2 journées a été autorisée par l'employeur.

Ces jours seront payés à raison de 8 heures normales.

Les heures chômées à ce titre ne seront pas considérées comme temps de travail effectif en vue du calcul des heures supplémentaires éventuellement dues au cours de la semaine incluant un jour chômé payé.

d
Congés exceptionnels pour événements familiaux (Accord, 10 juill. 2008, étendu)

Des autorisations d'absence sont accordées aux Ouvriers, aux ETAM et aux Cadres qui en feront la demande à l'occasion d'événements familiaux et sur justification, dans les conditions ci-après :

- Mariage du salarié ou pacte civil de solidarité : 5 jours
- Mariage d'un enfant : 1 jour
- Naissance ou adoption d'un enfant : 3 jours
- Décès du conjoint, d'un partenaire lié par un pacs ou d'un enfant : 4 jours
- Décès du père, de la mère ou d'un beau parent : 2 jours
- Décès d'un frère, d'une sœur ou d'un grand-parent : 1 jour

Ces jours de congés exceptionnels sont décomptés en jours ouvrés. Ils doivent être pris au moment de l'évènement en cause.

Ces jours d'absence n'entraînent pas de réduction de la rémunération. Ils sont assimilés à des jours de travail effectif pour la détermination de la durée du congé annuel.

e
Congés syndicaux

En dehors des congés ci-dessus, des autorisations d'absences non rémunérées pourront être accordées au personnel et dans les conditions fixées par la loi du 23 juillet 1957 pour favoriser l'éducation ouvrière et par la loi du 29 décembre 1961 en vue de favoriser la formation de cadres et d'animateurs de jeunesse.

Paragraphe 12 : Majoration de salaires

Les heures de travail effectuées le jour du repos hebdomadaire et les jours fériés exceptionnellement pour exécuter un travail urgent, ou temporairement pour faire face à un surcroît d'activité, bénéficieront d'une majoration d'incommodité de 100 p. 100 comprenant les majorations pour heures supplémentaires.

Au cas où les heures prévues à l'alinéa précédent ne comprendraient pas de majorations pour heures supplémentaires, elles ne sont majorées que de 75 p. 100.

Lorsque l'horaire habituel de travail ne comporte pas de travail de nuit, les heures de travail effectuées entre 22 heures et 6 heures exceptionnellement pour exécuter un travail urgent, ou temporairement afin de faire face à un surcroît d'activité, bénéficieront d'une majoration d'incommodité de 100 p. 100 comprenant les majorations pour heures supplémentaires.

Paragraphe 13 : Heures de récupération et de dérogation

La récupération des heures de travail perdues collectivement au-dessous de quarante heures et les heures de dérogation pourront être effectuées sous réserve de l'observation par l'employeur des dispositions légales ou réglementaires.

Paragraphe 14 : Heures normales et heures supplémentaires

Les heures normales sont celles qui sont effectuées dans la limite de quarante heures par semaine ou de la durée

considérée comme équivalente.

Les heures effectuées au-delà de cette limite sont considérées comme supplémentaires et bénéficient d'une majoration portant sur le salaire effectif, et qui est actuellement de :

- 25 p. 100 pour les huit premières heures ;
- 50 p. 100 à partir de la neuvième heure.

Paragraphe 15 : Travail continu

En dehors de l'horaire normal, comportant deux demi-journées de travail séparées par le repas de midi, le travail peut s'effectuer de façon continue dans l'ensemble ou dans une partie de l'entreprise.

Dans ce cas, les annexes à la présente convention détermineront les modalités d'application et les conditions de rémunération de ce régime de travail.

Paragraphe 16 : Intempéries

(Modifié par avenant n° 5 du 3 mai 1966, étendu par arrêté du 9 août 1967, JO 26 août 1967)

En cas d'intempéries rendant directement impossible la marche de la production, l'employeur s'efforcera d'occuper son personnel à des travaux accessoires rémunérés à son salaire individuel.

A défaut de possibilité d'emploi, le chef d'entreprise décide l'arrêt collectif du travail qui entraîne l'allocation d'une indemnité égale à 75 p. 100 du salaire individuel pour le temps perdu au-dessous de quarante heures par semaine ; le temps ainsi indemnisé ne compte pas comme travail effectif en vue du calcul des heures supplémentaires.

Si l'arrêt de travail intervient au début ou en cours de journée, ces indemnités sont payées à partir de la cinquième heure qui suit la décision d'arrêt ; s'il est décidé en fin de journée, elles sont allouées à partir du lendemain ; en tout état de cause, le délai de carence ne doit pas excéder quatre heures dans une même semaine.

Le temps ainsi indemnisé pourra être récupéré, auquel cas il le sera en heures normales, et en étalant les heures ainsi récupérées sur la plus longue période possible.

Le refus sans raison valable d'exécuter les travaux accessoires prévus au premier alinéa du présent paragraphe expose l'intéressé à la perte du droit à l'indemnité prévue au second.

Ces dispositions ne s'appliquent pas pendant la période de morte-saison aux établissements dont l'activité est habituellement interrompue du fait des conditions climatiques.

Des accords interviendront entre les organisations signataires pour la détermination de ces périodes d'interruption qui varient suivant l'altitude, la position géographique, ainsi que la nature de la profession.

Paragraphe 17 : Paye et bulletin de

(Modifié par avenant n° 5 du 3 mai 1966, étendu par arrêté du 9 août 1967, JO 26 août 1967)

La paye est effectuée pendant les heures et sur les lieux du travail.

Si, exceptionnellement, la paye ne peut être effectuée qu'en dehors de ces heures ou de ces lieux, le temps passé sera considéré comme temps de travail et rémunéré comme tel.

La paye est faite à la semaine, à la quinzaine, à la quinzaine, *éventuellement au mois, dans les conditions autorisées par la législation.*

Lorsque la paye ne s'effectue pas à la semaine, un acompte sera versé aux ouvriers qui en auront fait la demande.

L'acompte maximum sera évalué d'après le temps de travail effectué l'avant-veille de sa délivrance. Son montant sera arrondi aux 5 francs immédiatement inférieurs à la somme ainsi calculée.

Le bulletin de paye comportera les mentions légales, savoir :

- 1° Le nom et l'adresse de l'employeur ou la raison sociale de l'établissement ;
- 2° La référence de l'organisme auquel l'employeur verse les cotisations de sécurité sociale, ainsi que le numéro d'immatriculation sous lequel ces cotisations sont versées ;
- 3° Le nom de l'ayant droit et l'emploi occupé par lui ;
- 4° *La période et le nombre d'heures de travail auxquels correspond la rémunération versée, en mentionnant séparément, le cas échéant, celles qui sont payées au taux normal et, pour celles qui comportent une majoration au titre des heures supplémentaires, le ou les taux de majoration appliqués et le nombre d'heures correspondant ; pour les travailleurs dont les cotisations de sécurité sociale sont calculées sur la base d'un salaire forfaitaire par journée ou demi-journée de travail, la mention des heures de travail sera remplacée par celle des journées et, éventuellement des demi-journées de travail ;*
- 5° La nature et le montant des diverses primes s'ajoutant à la rémunération ;
- 6° Le montant de la rémunération brute gagnée par l'ayant droit ;

7° La nature et le montant des diverses déductions opérées sur cette rémunération brute ;

8° Le montant de la rémunération nette effectivement reçue par l'ayant droit ;

9° La date de paiement de la rémunération.

Il ne peut être exigé, au moment de la paye, aucune formalité de signature ou d'émargement autre que celle établissant que le total des espèces remises au travailleur correspond bien au montant de la rémunération nette indiquée sur le bulletin de :

Paragraphe 18 : Prime d'ancienneté

(Voir l'article 11 de l'avenant n° 11 du 24 avril 1974 : Accord de mensualisation.)

Article 5 bis Promotion

(Ajouté par avenant n° 13 du 25 janvier 1979, étendu par arrêté du 28 mai 1979, JO 27 juin 1979)

Les définitions générales des catégories professionnelles et de leurs échelons permettent et facilitent la promotion.

Il est de l'intérêt de la profession, des entreprises et du personnel de favoriser la promotion des salariés, en priorité de ceux des catégories les moins favorisées, afin de rendre possible leur accès à toutes les catégories d'emplois.

La formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente doit être judicieusement utilisée pour faciliter la promotion.

Les entreprises doivent recourir en priorité au personnel présent pour pourvoir les postes vacants ou nouveaux ; il est souhaitable que les postes à pourvoir soient portés à la connaissance du personnel.

Il est rappelé le rôle dévolu aux représentants du personnel en matière de formation et d'emploi.

Article 6 Apprentissage ou formation professionnelle

(Voir aussi les accords nationaux sur la Formation professionnelle)

a Généralités

On désigne par « apprentis » celui qui est lié par un contrat d'apprentissage à un chef d'entreprise. Il reçoit l'apprentissage dans les conditions définies au paragraphe *b* ci-après.

Le contrat d'apprentissage sera établi conformément aux dispositions de l'article No. 3 du livre I^{er} du code du travail.

Les signataires de la présente convention estiment que l'apprentissage doit comporter une formation d'ensemble alliant une instruction générale sommaire à l'acquisition d'une technique professionnelle théorique et pratique approfondie sanctionnée par un certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.).

Cette formation peut être donnée soit en école, soit « sur le tas » par des entreprises agréées à cet effet.

En ce qui concerne les industries de carrières et matériaux, les conditions de l'apprentissage sont déterminées pour chacun des métiers par la commission consultative professionnelle des matériaux de construction et produits de carrières instituée par l'arrêté du 22 décembre 1950.

b Application aux industries de carrières et matériaux

1° Dans les industries de carrières et matériaux, l'apprentissage est généralement organisé sur le tas, en raison de la dispersion des carrières et de l'importance des matières d'oeuvre à rassembler et il est suivi de près par une commission nationale tripartite qui fonctionne sous le contrôle de celle visée au paragraphe précédent ;

2° Au cours de cet apprentissage le souci de la production ne doit pas faire oublier celui de la formation à donner à l'apprenti. Les apprentis peuvent effectuer des travaux utilisables, mais sous réserve que ceux-ci soient utiles à l'accroissement de leurs connaissances et soient sélectionnés selon une progression minutieuse ;

3° Les employeurs s'engagent à ce que la formation technique, physique, théorique et pratique donnée à l'apprenti soit établie en conformité des règles fixées à ce sujet par la commission visée plus haut.

Les employeurs s'engagent à faire donner cette formation par des personnes qualifiées, tant sur le plan technique que sur le plan pédagogique.

Les apprentis devront être préparés aux épreuves des certificats professionnels qui constituent la sanction de l'apprentissage ;

4° Dans les entreprises formant des apprentis, le comité d'entreprise désignera une commission spécialisée, composée de membres compétents et qualifiés de l'entreprise, qui sera chargée de veiller à l'application des dispositions de la

présente convention et des dispositions légales en vigueur, ainsi qu'à l'exécution du contrat d'apprentissage.

Dans celles où il n'existe pas de comité d'entreprise, le chef d'entreprise s'adjoindra les délégués du personnel ou, à défaut, toute personne qualifiée pour veiller à l'application des dispositions dont il s'agit ;

5° Les apprentis reçoivent, dès le début de leur formation professionnelle, une indemnité dont le taux, fonction des habitudes locales, est à débattre avec le maître d'apprentissage. Ce taux tient compte du degré de formation de l'apprenti et des pertes de matières ou d'outillage que sa formation entraîne. Il ne peut être inférieur à une proportion du salaire horaire de l'ouvrier qualifié 1^{er} échelon fixée comme il est indiqué dans les annexes à la présente convention ;

6° En outre, des récompenses sont allouées aux apprentis qui obtiennent le certificat d'aptitude professionnelle.

Elles comprennent en principe :

- une médaille d'argent gravée au nom de l'intéressé ;
- une caisse d'outils correspondant au métier exercé ou, si le métier n'en comporte pas, un livret de caisse d'épargne ou un ou plusieurs objets d'égale valeur ;
- une allocation à leur famille.

Le taux de ces récompenses est fixé par la commission nationale de formation professionnelle.

De même, des gratifications sont accordées par cette commission aux apprentis de deuxième ou troisième année qui ont envoyé à Paris, pour y être exposé, un exemple de leurs travaux pratiques et qui ont été classés parmi ceux ayant fait les meilleurs envois.

Article 7

Commission d'interprétation de la convention

(Art. abrogé par Accord du 7 juin 2017, non étendu)

Une commission nationale paritaire se réunira à Paris. Elle aura pour mission de résoudre les difficultés d'interprétation du présent texte et de ses annexes qui lui seront soumises.

Elle se réunira dans un délai maximum d'un mois à partir du jour où l'organisation patronale signataire aura été saisie d'une demande d'interprétation.

Elle sera composée de deux représentants désignés par chaque organisation syndicale de salariés signataire de la présente convention et d'un nombre égal de représentants des employeurs désignés par l'organisation syndicale patronale également signataire de cette même convention.

Lorsqu'un avis sera donné à l'unanimité, il aura la même valeur que les clauses de la présente convention et de ses annexes.

Si l'unanimité ne peut être obtenue, un procès verbal exposera les différents points de vue exprimés.

Article 8

Commissions de conciliation

Des commissions régionales de conciliation, composées d'un représentant de chaque organisation syndicale de salariés signataire de la présente convention et d'un nombre égal de représentants des employeurs, se réuniront en vue de rechercher une solution amiable aux différends collectifs qui pourraient survenir à l'occasion de l'application de la présente convention et de ses annexes.

Ces commissions se réuniront dans le plus court délai possible, à la diligence de l'organisation patronale saisie du différend par pli recommandé. Elles devront statuer dans un délai de dix jours francs comptés à partir de la date de réception de cette lettre recommandée.

A l'issue de chaque réunion, un procès verbal sera établi pour consigner la position de la commission de conciliation.

Si le différend est considéré, d'accord entre les parties signataires, comme dépassant le cadre régional, il sera soumis à la commission nationale d'interprétation de la convention qui siègera dans ce cas comme commission nationale de conciliation.

Pour autant qu'il s'agisse de difficultés relatives à l'application de la présente convention, aucune mesure de fermeture d'établissement ou de cessation concertée de travail ne pourra intervenir avant l'expiration d'un délai de dix jours francs au cours duquel les parties s'efforceront de rechercher une solution de conciliation. Ce délai est compté à partir du jour de réception par l'organisation syndicale patronale de la lettre recommandée demandant la convocation de la commission de conciliation.

Article 9
Date d'application, durée et procédure de dénonciation ou de révision

(Modifié par avenant n° 5 du 3 mai 1966, étendu par arrêté du 9 août 1967, JO 26 août 1967)

La présente convention est applicable à la date du 1^{er} Mai 1955.

Elle est conclue pour la durée d'un an et se poursuivra ensuite d'année en année par tacite reconduction. Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes trois mois avant la date de son expiration.

Elle pourra être révisée à tout moment d'un commun accord entre les parties.

La partie demanderesse devra accompagner sa demande d'un projet d'accord sur les points sujets à révision, et la discussion commencera aussitôt.

Des annexes à la présente convention, établies par branches professionnelles, pourront déterminer les dispositions qui leur seront applicables pour tenir compte des particularités de leurs conditions de travail.

Article 10
Dispositions diverses

Paragraphe 1 : Avantages acquis

La présente convention ne peut être une cause de restriction des avantages acquis par les travailleurs, individuellement ou collectivement, dans l'entreprise qui les emploie. Ses clauses se substitueront à celles, moins avantageuses, existantes et de même nature.

Paragraphe 2 : Dépôt

La présente convention sera déposée en triple exemplaire au conseil de prud'hommes de la Seine, à la diligence de l'une des parties signataires.

Paragraphe 3 : Adhésion

Tout syndicat professionnel non partie à la présente convention peut y adhérer ultérieurement dans les conditions prévues par la loi.

ANNEXES

Avenant mensualisation

Avenant n° 11 du 24 avril 1974

[Étendu par arrêté du 8 novembre 1974, JO 16 novembre 1974]

(Modifié par accord du 22 décembre 1998 étendu par arrêté du 21 décembre 1999, JO 24 décembre 1999)

Article 1 Bénéficiaires

Les dispositions du présent avenant s'appliquent, sous réserve des conditions de présence continue supérieure stipulées aux articles 4, 7 et 10 ci-dessous, aux ouvriers qui ont une présence de un mois dans l'entreprise.

Article 2 Définition de la présence continue

1

La présence continue se définit comme le temps écoulé depuis la date du début du contrat de travail en cours, même si celui-ci a subi quelque modification que ce soit.

2

Sont incluses dans le temps de présence continue les périodes pendant lesquelles le contrat de travail a été interrompu ou suspendu pour mobilisation, faits de guerre (tels que captivité, déportation, service du travail obligatoire, acte de résistance à l'ennemi, réquisition civile, etc.), périodes militaires obligatoires, service militaire, congés d'allaitement, maladies, accidents du travail, maladies professionnelles, maternité, congés annuels payés, congés exceptionnels de courte durée, périodes de grève ou absences résultant d'un accord entre les parties.

3

Il est précisé que lorsque le contrat de travail en cours visé à l'alinéa 1 ci-dessus est exécuté dans des établissements différents d'une même entreprise, les périodes passées dans ces établissements s'additionneront pour déterminer la présence continue dans l'entreprise pourvu que les mutations d'établissement aient eu lieu d'accord entre l'employeur et le salarié.

4

En cas de mutation d'une entreprise à une autre à l'initiative des employeurs, le temps passé dans l'entreprise quittée comptera comme présence continue vis-à-vis de l'entreprise où l'ouvrier aura ainsi été embauché.

5

En cas de licenciement dû à un ralentissement de l'activité de l'entreprise, le temps de présence continue acquis par le salarié avant ce licenciement s'ajoutera, s'il vient à être réembauché par la même entreprise, au temps de présence continue acquis par lui à dater de son réembauchage.

Article 3 Paiement au mois

1

La rémunération sera faite au mois dans les conditions indiquées ci-dessous. Afin de neutraliser les effets de la répartition inégale des jours entre les douze mois de l'année, elle sera indépendante du nombre de jours que comptera le mois.

2

La rémunération mensuelle sera calculée sur la base d'un nombre d'heures mensuel correspondant à un horaire de travail hebdomadaire de référence.

3

Pour chaque entreprise, établissement ou partie d'établissement, cet horaire de travail hebdomadaire de référence sera l'horaire affiché et communiqué à l'inspecteur du travail. Il sera donc susceptible de variations en plus ou en moins selon le niveau d'activité de l'entreprise, de l'établissement ou de la partie d'établissement.

4

Pour un horaire hebdomadaire de travail de quarante heures, le montant de la rémunération mensuelle sera déterminé en multipliant le taux horaire du salaire de l'ouvrier par 174 heures.

5

De façon à adapter la rémunération à l'horaire visé à l'alinéa 2 ci-dessus, un coefficient de variation sera appliqué suivant cet horaire. Lorsque la rémunération adaptée à l'horaire comprendra des heures supplémentaires, le coefficient sera conforme au tableau ci-dessous :

DURÉE HEBDOMADAIRE de travail	COEFFICIENT DE VARIATIONS de la rémunération mensuelle	HORAIRE MENSUEL correspondant
40 heures	1	174
41 heures	1,032	179
42 heures	1,063	183
43 heures	1,094	187
44 heures	1,125	192
45 heures	1,157	196
46 heures	1,188	200
47 heures	1,219	205
48 heures	1,250	209
49 heures	1,288	214
50 heures	1,325	218

6

Au salaire mensuel, tel que défini ci-dessus, s'ajouteront le cas échéant :

- a)** La rémunération correspondant aux heures de travail effectuées chaque semaine au-delà de l'horaire hebdomadaire de référence de l'entreprise, de l'établissement ou de la partie d'établissement, avec les majorations pour heures supplémentaires conformément à la réglementation en vigueur ;
- b)** Les diverses indemnités et primes, quelles qu'elles soient, en vigueur dans l'entreprise ou l'établissement ou prévues par la convention collective du 22 avril 1955 et ses avenants.

7

Tout temps de travail non effectué entraînera une diminution de la rémunération mensuelle (définie aux alinéas 2 à 5 ci-dessus) proportionnelle à sa durée.

Toutefois les dispositions du paragraphe précédent ne font pas obstacle à l'application des dispositions de la convention collective nationale du 22 avril 1955 ou de ses avenants relatives aux jours fériés, congés exceptionnels, périodes militaires de réserve, chômage-intempéries, maladie ou accident professionnels ou non.

8

- a)** Pour les ouvriers bénéficiaires du présent avenant payés à la tâche ou aux pièces (rémunération fixée pour une production déterminée), la rémunération continuera d'être calculée selon la formule appliquée dans l'établissement ou la partie d'établissement ; les dispositions de l'accord national de salaires du 21 février 1957 demeurent applicables ;
- b)** Pour les salariés à temps partiel, leur rémunération mensuelle sera établie à partir de leur horaire hebdomadaire de travail individuel.

9

Les salaires seront payés une fois par mois. Des acomptes seront versés aux ouvriers qui en feront la demande, suivant une périodicité qui sera déterminée d'un commun accord au sein des entreprises.

Article 4

Absences pour maladie ou accident professionnels ou non

1

L'indemnisation des absences pour maladie ou accident interviendra pour les ouvriers ayant au moins un an de présence continue dans l'entreprise.

2

L'ouvrier remplissant cette condition de présence continue bénéficiera de l'indemnisation des absences pour maladie ou accident à condition que la maladie ou l'accident soit dûment constaté par certificat médical, à charge par l'intéressé d'adresser à l'employeur, sauf cas de force majeure, dans les quarante-huit heures de l'arrêt de travail (le cachet de la poste faisant foi de date) un avis motivé d'arrêt.

3

Sous ces réserves, l'employeur versera à l'intéressé pour la période indemnisable au titre du présent accord la différence entre sa rémunération et les indemnités journalières versées par la sécurité sociale augmentées le cas échéant des indemnités versées par les régimes de prévoyance auxquels pourrait participer l'employeur.

Les versements auront lieu aux dates habituelles de paye et seront mentionnés sur les bulletins de :

4

La rémunération visée au paragraphe précédent est celle correspondant, pendant l'absence de l'intéressé, à l'horaire pratiqué dans l'établissement ou partie d'établissement à laquelle il appartient.

5

La différence définie ci-dessus sera versée dans les limites de durée fixées ci-après : un mois et demi auquel s'ajoutera un demi-mois par cinq années de présence continue dans l'entreprise.

6

Les trois premiers jours suivant chaque date d'arrêt de travail, ouvrables ou non, ne donnent pas lieu au versement des indemnités prévues à l'alinéa 3 ci-dessus.

7

La durée d'indemnisation court à compter du quatrième jour suivant chaque date d'arrêt du travail.

8

Si plusieurs congés ouvrant droit à une indemnisation au titre du présent article sont accordés au cours d'une année civile, la durée totale d'indemnisation ne pourra dépasser celle résultant de l'application de l'alinéa 5 ci-dessus.

En outre, si un congé se prolonge au-delà de la durée d'indemnisation à laquelle l'intéressé a droit, la survenance d'une nouvelle année civile n'ouvrira pas une nouvelle période d'indemnisation.

9

La présence continue prise en compte pour la détermination des droits à l'indemnisation s'apprécie au premier jour d'arrêt du travail. Toutefois, si un ouvrier atteint, pendant qu'il est absent pour maladie ou accident, la durée de présence continue voulue pour bénéficier des dispositions du présent article, il bénéficiera de celles-ci pour la période d'indemnisation à courir, sans application du délai de carence.

10

Lorsque l'absence résultera d'un accident du travail, d'un accident du trajet pris en charge par la sécurité sociale comme un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, les durées d'indemnisation prévues à l'alinéa 5 ci-dessus seront augmentées de 50 p. 100 et commenceront à courir dès le premier jour d'arrêt du travail.

11

Il ne pourra être procédé au licenciement d'un ouvrier absent pour maladie ou accident tant qu'il n'aura pas épuisé son droit à indemnisation au titre du présent article.

Article 5

Indemnité de congédiement

1

Il est alloué aux ouvriers bénéficiaires du présent accord licenciés, sauf pour faute grave de leur part, une indemnité

distincte du préavis tenant compte de leur temps de présence continue et calculée comme suit :

- de zéro à deux ans de présence continue : néant ;
- de deux à cinq ans de présence continue : $2/20^e$ de mois par année de présence, soit au maximum $10/20^e$ de mois ;
- de cinq à quinze ans de présence continue : $3/20^e$ de mois par année de présence, soit au maximum $45/20^e$ de mois ;
- après quinze ans de présence continue : $45/20^e$ de mois, plus $4/20^e$ de mois par année de présence au-delà de quinze ans.

2

L'indemnité de congédiement ne pourra excéder trois mois.

3

Elle sera majorée de 20 p. 100 pour les ouvriers bénéficiaires du présent accord âgés de plus de soixante ans à la date d'expiration du préavis effectué ou non.

4

La rémunération servant de base au calcul sera égale à la moyenne mensuelle des salaires de l'intéressé au titre des trois mois précédant son départ de l'entreprise, compte tenu de la durée effective du travail dans l'établissement ou la partie d'établissement au cours de cette période. Seront exclus du calcul les éléments correspondant soit à des remboursements de frais, soit à des gratifications de caractère aléatoire ou temporaire.

5

A compter du 1^{er} janvier 1977, le barème de calcul de l'alinéa 1 ci-dessus est remplacé par le barème suivant :

- de zéro à deux ans de présence continue : néant ;
- de deux à cinq ans de présence continue : $2/20^e$ de mois par année de présence, soit au maximum $10/20^e$ de mois ;
- de cinq à quinze ans de présence continue : $4/20^e$ de mois par année de présence, soit au maximum $60/20^e$ de mois ;
- après quinze ans de présence continue : $60/20^e$ de mois plus $6/20^e$ de mois de présence au-delà de quinze ans.

6

Les dispositions des alinéas 3 et 4 du présent article continueront à s'appliquer même après le 1^{er} janvier 1977.

7

A compter du 1^{er} janvier 1977, le plafond prévu à l'alinéa 2 ci-dessus est porté à six mois.

Article 6 Départ en retraite

(Article annulé par accord du 15 novembre 2004, étendu par arrêté du 15 février 2005, JO 24 février 2005: voir cet accord reproduit dans Carrières et matériaux : accords nationaux)

Article 7 Préavis

1

Sauf en cas de faute grave ou de force majeure et sans qu'il soit dérogé aux dispositions conventionnelles relatives à la période d'essai, la durée du préavis ou délai-congé sera la suivante :

- démission du salarié : une semaine ;
- rupture du fait de l'employeur :
 - de un à six mois de présence continue : une semaine ;
 - de six mois à deux ans de présence continue : un mois ;
 - au-delà de deux ans de présence continue : deux mois.

2

En cas d'inobservation du préavis par l'employeur ou par l'ouvrier bénéficiaire du présent accord, la partie qui n'observe pas le préavis devra à l'autre une indemnité égale à la rémunération correspondant à la durée de préavis

non effectuée sur la base de l'horaire pratiqué dans l'établissement ou la partie d'établissement.

3

En cas de licenciement et lorsque le quart du délai-congé aura été exécuté, l'ouvrier bénéficiaire du présent accord qui se trouverait dans l'obligation d'occuper immédiatement un nouvel emploi pourra, après avoir avisé son employeur, quitter l'entreprise avant l'expiration du délai-congé sans avoir à payer d'indemnité pour inobservation de ce délai.

4

Dans tous les cas, les parties pourront convenir en cours de préavis d'une réduction de la durée de celui-ci.

Article 8
Heures pour recherche d'emploi

1

Pendant le préavis ou délai-congé, l'ouvrier bénéficiaire du présent accord sera autorisé à s'absenter pendant deux heures par jour pour lui permettre de trouver du travail, qu'il s'agisse d'une démission ou d'un licenciement. Ces heures ne seront payées qu'en cas de licenciement et que si elles sont effectivement prises.

2

Elles seront réparties dans la période de préavis d'un commun accord entre les parties ou, à défaut, alternativement un jour au gré de l'ouvrier et un jour au gré de l'employeur. Elles seront au moins groupées par deux mais pourront l'être entièrement si les parties y consentent.

Article 9
Périodes militaires de réserve obligatoires

Durant ces périodes, la rémunération correspondant à l'horaire pratiqué dans l'établissement ou la partie d'établissement sera maintenue sous déduction de la solde perçue.

Article 10
Congés exceptionnels

1

Des autorisations d'absences non rémunérées pourront être accordées aux ouvriers qui en feront la demande à l'occasion d'événements de famille.

2

Après un an d'ancienneté dans l'entreprise, les ouvriers auront droit, sur justification, aux congés payés ci-après :

- mariage du salarié : quatre jours ;
- mariage d'un enfant : un jour ;
- conseil de révision : un jour ;
- période de préorientation militaire : trois jours.

3

Sans considération d'ancienneté, les ouvriers auront droit, sur justification, aux congés prévus ci-après :

- décès du conjoint ou d'un enfant : trois jours ;
- décès du père, de la mère ou d'un beau-parent : un jour.

4

Ces absences n'entraîneront pas de réduction de la rémunération mensuelle.

Article 11
Prime d'ancienneté

(Voir avenant du 23 janvier 1992)

1

Les ouvriers bénéficiaires du présent accord percevront une prime d'ancienneté qui s'ajoutera à leur rémunération.

2

La prime d'ancienneté sera calculée sur la rémunération minimale de l'emploi dans lequel est classé l'intéressé et proportionnellement à l'horaire de travail. Les coefficients de majoration pour heures supplémentaires ne lui seront pas applicables.

3

Les taux applicables pour le calcul de la prime d'ancienneté seront fonction de la présence continue telle qu'elle est définie à l'article 2 du présent accord. Ces taux seront les suivants :

ANCIENNETÉ	1 ^{er} janvier 1972	1 ^{er} janvier 1973	1 ^{er} janvier 1975	1 ^{er} janvier 1976	1 ^{er} janvier 1977	1 ^{er} janvier 1978
	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100
3 ans	1	1	1,5	2	2,5	3
6 ans	2	2	3	4	5	6
9 ans	2	3	4,5	6	7,5	9
12 ans	2	4	6	8	10	12
15 ans	3	5	7,5	10	12,5	15
18 ans	4	6	9	12	15	
21 ans	5	7	10,5	14		
24 ans	6	8	12			
27 ans	7	9				
30 ans	8	10				

4

La prime d'ancienneté objet du présent article ne se cumulera pas avec les versements actuellement effectués dans les entreprises ou les établissements en raison de l'ancienneté.

Article 12 Champ d'application

1

Champ d'application du présent accord est identique à celui de la convention collective nationale du 22 avril 1955 et de ses avenants.

Toutefois en ce qui concerne les entreprises procédant à l'extraction de pierre de construction, marbre ou granit (activités visées à la rubrique 142 de la nomenclature des activités économiques, décret du 9 avril 1959) et celles exerçant les activités visées aux rubriques 321.1, 321.22, 322.0 de ladite nomenclature, le présent accord leur deviendra applicable aussitôt que l'union des industries de matériaux naturels (Unimat), dont elles sont adhérentes, aura adhéré au présent accord.

Cette adhésion sera obligatoirement constatée par un avenant au présent accord.

Cet avenant sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé au secrétariat du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions prévues par le code du travail, en vue de son extension.

2

Si, antérieurement à la signature du présent accord, une convention de mensualisation a été conclue au niveau de l'entreprise ou de l'établissement, les parties signataires de cette convention devront se réunir pour examiner les possibilités de conclure une nouvelle convention. A défaut d'entente entre les parties, le personnel optera par l'intermédiaire de ses représentants entre le maintien de la convention antérieurement conclue et l'application du présent accord.

Il en serait de même si le statut de mensualisation résultait non d'une convention, mais d'une décision unilatérale de l'employeur.

3

Le présent accord ne pourra faire échec au maintien des avantages acquis soit individuels, soit collectifs autres que ceux résultant des situations visées à l'alinéa 2 ci-dessus.

4

Le présent accord ne fait pas obstacle à la conclusion de conventions plus favorables dans les entreprises ou les établissements, postérieurement à sa signature.

Article 13
Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la date de sa signature, donc le 1^{er} Mai 1974. Toutefois, en ce qui concerne l'article 3, l'entrée en vigueur aura lieu au plus tard le 1^{er} janvier 1975, selon les possibilités des entreprises.

Article 14
Dispositions diverses

1

A la date de son entrée en vigueur le présent avenant annule et remplace l'avenant n° 9 à la convention collective du 22 avril 1955, signé le 29 avril 1971.

Toutes les dispositions de la convention collective du 22 avril 1955 et de ses avenants auxquelles il n'est pas expressément dérogé dans le présent accord, ou qui ne sont pas incompatibles avec ses dispositions, demeurent applicables à ses bénéficiaires.

3

Le présent accord sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé au secrétariat du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions prévues par le code du travail, en vue de son extension.

4

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration au secrétariat du conseil de prud'hommes de Paris où il aura été déposé.

Elle devra également aviser, par pli recommandé, toutes les organisations signataires.

Dispositions particulières à certains secteurs

Industrie des produits en béton
Réduction de la durée du travail
Avenant n° 6 du 26 septembre 1969

[Étendu par arrêté du 9 juin 1970, JO 27 juin 1970]

Article 1

Le présent accord s'applique à l'ensemble du personnel ouvrier et E.T.A.M. de l'industrie des produits en béton classée dans le groupe 326 de l'I.N.S.E.E., sous-groupes 326-0 et 326-2.

Toutefois, il ne s'applique pas dans les entreprises qui, postérieurement au début de la période de référence visée ci-dessous, ont pris des mesures assurant les mêmes réductions d'horaire et le maintien des ressources au moins égales à celles du présent accord.

Dans le cas où des entreprises ont pris des mesures qui ne sont pas entièrement couvertes par cet accord, elles doivent les compléter sans qu'il puisse y avoir cumul des deux régimes.

Article 2

L'horaire de référence de l'Établissement ou de la partie d'établissement, s'il existe des horaires différents dans l'entreprise, est celui affiché dans celui-ci ; il s'entend du travail effectivement payé calculé sur la moyenne des douze mois précédant le présent accord.

Article 3

La réduction des horaires de référence ainsi définis aura lieu dans les conditions suivantes :

1° Établissements dont l'horaire hebdomadaire est supérieur à 48 heures

Réduction de :

- 1/2 heure par semaine au 1^{er} octobre 1969 ;
- 1/2 heure par semaine au 31 décembre 1969 ;
- 1/2 heure par semaine au 30 juin 1970 ;
- 1/2 heure par semaine au 30 novembre 1970.

2^o Établissements ayant un horaire compris entre 45 et 48 heures.

Réduction de :

- 1/2 heure par semaine un mois après la signature de l'accord ;
- 1/2 heure par semaine au 31 décembre 1969 si l'horaire restait supérieur à 45 heures.

Article 4

Les réductions d'horaires prévues à l'article 3 donneront lieu à une compensation en fonction des salaires perdus de leur fait, majorations pour heures supplémentaires comprises, égale à :

- 66 p. 100 pour les horaires supérieurs à 48 heures ;
- 80 p. 100 pour les horaires compris entre 45 et 48 heures.

Cette compensation fera l'objet, sur le bulletin de paye, d'une inscription sous forme d'indemnité, distincte de celles afférentes aux heures travaillées.

Article 5

Les réductions d'horaires prévues dans le présent accord doivent être effectivement appliquées.

Toutefois, si dans certains établissements ou entreprises des nécessités techniques ou économiques rendent impossibles les réductions effectives d'horaires prévues par le présent avenant, il pourra exceptionnellement être dérogé à son application, d'accord entre la direction et les représentants du personnel. Les heures de travail effectif correspondant aux réductions d'horaires non appliquées donneront lieu au paiement du salaire y afférant (majorations pour heures supplémentaires comprises) auquel s'ajoutera l'indemnité compensatrice fixée par l'article 4 ci-dessus.

Article 6

Le présent avenant ne fait pas obstacle à l'application d'accords plus favorables qui seraient conclus à l'avenir au niveau de l'établissement ou de l'entreprise.

Article 7

Les parties conviennent de se rencontrer en fin du premier semestre 1970, à la demande de la plus diligente d'entre elles, pour examiner les conditions dans lesquelles le présent accord aura été appliqué, et envisager la possibilité d'un nouvel accord relatif à des réductions d'horaires, eu égard aux circonstances économiques et sociales d'alors.

Harmonisation des salaires minima Accord du 11 avril 2024

[Étendu par arr. 23 juil. 2024, JO 9 août, applicable à compter de sa signature]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM ;

FIB ;

UP Chaux.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC ;

FG-FO Construction ;

CFE-CGC BTP Section Sicma ;

FNSCBA-CGT.

Préambule

Les partenaires sociaux ont souhaité engager une négociation afin d'harmoniser les salaires conventionnels garantis des Ouvriers et ETAM au sein de la Branche des Industries de Carrières et Matériaux de Construction.

En effet, conformément à l'engagement paritaire du 3 avril 2013 fixant les modalités de négociation et de conclusion des accords collectifs au sein de la Branche, la FIB, représentative pour le secteur de l'Industrie du Béton, n'a pas signé depuis plus de cinq ans les accords régionaux sur les Salaires minimaux Garantis des Ouvriers et des ETAM conclus au sein de la branche.

La FIB a par ailleurs signé tous les autres accords conclus au sein de la Branche pour les salaires minimaux conventionnels des cadres et des recommandations patronales ont été régulièrement déposées auprès du Ministère du Travail, afin qu'aucun salaire ne soit inférieur au SMIC pour ce secteur.

Compte tenu de cette situation, les organisations syndicales représentatives ont saisi par courrier du 19 mai 2023 la Direction Générale du Travail en demandant au Ministère du Travail d'engager une procédure d'élargissement, conformément à l'article L. 2261-17 du Code du Travail.

Afin d'instruire cette demande, la Direction Générale du Travail a consulté les différentes parties, et, sans se prononcer sur la décision qu'elle pourrait prendre à l'issue de la procédure, a demandé aux parties d'engager rapidement une négociation afin d'harmoniser les salaires minimaux conventionnels des Ouvriers et ETAM au sein de la branche.

Les partenaires sociaux lors de la CPPNI du 15 février 2024 ont accepté le principe de cette négociation et ont décidé l'organisation d'une réunion exceptionnelle de la CPPNI Carrières et Matériaux le 19 mars 2024. La délégation patronale, à l'issue de la négociation lors de la CPPNI du 11 avril 2024, a adressé le présent accord aux organisations syndicales, en vue de leur signature.

Article 1

Le présent accord s'applique uniquement aux entreprises appartenant au secteur de l'Industrie du Béton (FIB), le champ d'application étant défini à l'Annexe 1.

Les Accords régionaux portant sur les Salaires Minima Garantis Ouvriers et ETAM des autres champs d'application des Conventions Collectives Carrières et Matériaux définissent les salaires minima Conventionnels pour ces autres secteurs.

Article 2

La FIB affirme aujourd'hui sa volonté de négocier l'harmonisation à terme des salaires minimaux conventionnels garantis Ouvriers et ETAM au sein de la branche, mais, compte tenu de contraintes économiques fortes au sein de son secteur, contraintes renforcées par la crise actuelle de la Construction, ne peut accepter un alignement immédiat sur les salaires minimaux régionaux actuels de l'UNICEM, dont les conséquences financières seraient importantes pour les entreprises.

Les Organisations Syndicales ont conscience des impacts potentiels d'une harmonisation immédiate entre les accords de salaires minimaux garantis Ouvriers-ETAM conclus par les UNICEM régionales et les Recommandations régionales patronales FIB de 2023 en vigueur et acceptent une harmonisation au plus tard au 1^{er} juillet 2027.

Article 3

La FIB s'engage à réduire progressivement au plus tard au 1^{er} juillet 2027 les écarts entre les accords salariaux régionaux étendus, conclus chaque année, et ses propres recommandations patronales de juillet 2023.

Modalités de rattrapage jusqu'au 1^{er} juillet 2027 :

— Au 1^{er} juillet 2024, un pourcentage de revalorisation de 3,6 % sera appliqué sur la recommandation FIB de juillet 2023 (Cf. tableau des grilles harmonisées au 1^{er} juillet 2024 en annexe 2)

— Pour les Niveaux I et II de la Classification, les Salaires Garantis des derniers accords conclus dans les Régions UNICEM seront appliqués par la FIB à compter du 1^{er} janvier 2025 (cf. tableau des grilles harmonisées au 1^{er} janvier 2025 en annexe 2)

— Les Niveaux III à VII seront progressivement rattrapés avec des évolutions à rythme constant jusqu'au 1^{er} juillet 2027, date de complète harmonisation (cf. projections tableau des grilles harmonisées en annexe 3)

— Les évolutions en pourcentage résultant des négociations régionales des années 2025 à 2027 seront rajoutées dans le calcul des grilles régionales, de façon à aboutir à une grille unique pour chaque région de la branche au plus tard au 1^{er} juillet 2027

— Chaque année de 2025 à 2027, les montants négociés feront l'objet d'un avenant au présent accord qui sera soumis à la signature des partenaires sociaux de la branche.

— Les modalités de rattrapage figurent dans le tableau des grilles, annexé au présent accord (cf. annexes 2 et 3)

Article 4

Les partenaires sociaux s'engagent à réviser avant janvier 2027 l'engagement paritaire du 3 avril 2013 «fixant les

modalités de négociation et de conclusion des accords collectifs au sein des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction».

Article 5

Un point sur l'application du présent accord sera effectué annuellement en CPPNI.

Article 6

Le présent accord à durée indéterminée a vocation à s'appliquer à toute entreprise, rentrant dans le champ d'application, quelle que soit sa taille.

Il entrera en vigueur à compter de sa signature selon les modalités prévues à l'article 3. Il fera l'objet d'une demande d'extension par le Ministère du Travail.

Article 7

Suivant les règles de droit commun en vigueur, toute Organisation Syndicale représentative non-signataire du présent accord ainsi que de toute organisation syndicale ou association d'employeur ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 8

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail, en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

En application de l'article L. 2231.7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition qui court à compter de l'envoi de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifiera le texte à l'ensemble des organisations représentatives et demandera l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et L. 2261-24 du code du travail.

Annexe 1 : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction de l'accord du 11 avril 2024

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.08	Produits en béton

Annexe 2

Salaires mini Ouvriers-Etam 2024 et 2025 applicables au secteur de l'Industrie du Béton

Les valeurs sont données en euros, pour 151,67 heures par mois - Application au 1^{er} juillet 2024 et 1^{er} janvier 2025

SMIC 1^{er} avril 2024 1 766,92 €

Régions	N a t	Date d'effet	Ni- veau 1	Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7				
			É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h			
			1	2	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	
Salaires mini garantis Industrie du Béton			1 7 6 6 9 2	1 7 6 6 9 2	1 7 7 1	1 7 7 7	1 7 8 3	1 7 8 8	1 8 1 8	1 8 3 8	1 8 6 3	1 8 8 3	1 9 1 3	1 9 4 9	1 9 8 9	2 0 9 5	2 1 5 6	2 2 7 0	2 3 4 5	2 4 7 5	2 5 8 1	2 7 8 9	2 8 0
Auvergne / Rhône Alpes	A c R é g	1 ^{er} février 2024	1 8 3 4	1 8 4 2	1 8 4 6	1 8 6 7	1 9 1 9	1 9 3 0	1 9 6 1	2 0 1 6	2 0 2 6	2 0 5 8	2 1 2 8	2 1 3 9	2 2 4 6	2 2 8 7	2 3 4 4	2 4 7 6	2 6 1 8	2 7 1 9	2 8 7 3	3 1 3 1	
		1 ^{er} juillet 2024	1 8 3 1	1 8 3 1	1 8 3 5	1 8 4 1	1 8 4 7	1 8 6 3	1 8 8 3	1 9 0 4	1 9 3 6	1 9 5 8	2 0 1 2	2 0 6 9	2 1 1 0	2 1 6 8	2 2 1 0	2 2 7 8	2 3 5 5	2 4 7 3	2 5 8 4	2 6 9 0	
		1 ^{er} janvier 2025	1 8 3 4	1 8 4 2	1 8 4 6	1 8 6 7	1 9 1 9	1 9 2 5	1 9 3 0	1 9 5 3	1 9 9 5	2 0 1 8	2 0 4 1	2 0 9 2	2 1 0 3	2 1 2 2	2 2 3 2	2 2 6 2	2 3 9 1	2 4 7 4	2 5 1 3	2 7 1 4	2 9 2 3
Bourgogne / Franche Comté	A c R é g	1 ^{er} avril 2024	1 8 0 0	1 8 3 4	1 8 5 2	1 8 7 5	1 9 2 9	1 9 3 9	1 9 6 7	2 0 2 1	2 0 3 2	2 0 6 2	2 1 2 9	2 1 3 6	2 2 4 8	2 2 7 0	2 3 4 7	2 4 6 4	2 6 0 9	2 7 5 0	2 8 9 6	3 0 5 8	
		1 ^{er} juillet 2024	1 8 0 0	1 8 3 1	1 8 3 5	1 8 4 1	1 8 4 7	1 8 6 3	1 8 8 3	1 9 0 4	1 9 3 6	1 9 5 8	2 0 1 2	2 0 6 9	2 1 1 0	2 1 6 8	2 2 1 0	2 2 7 8	2 3 5 5	2 4 7 3	2 5 8 4	2 6 9 0	
		1 ^{er} janvier 2025	1 8 0 0	1 8 3 4	1 8 5 2	1 8 7 5	1 9 2 9	1 9 3 9	1 9 6 7	1 9 8 0	2 0 1 8	2 0 4 1	2 0 9 2	2 1 0 3	2 1 2 2	2 2 3 2	2 2 6 2	2 3 9 1	2 4 7 4	2 5 1 3	2 7 1 4	2 9 2 3	
Bretagne	A c R é g	1 ^{er} janvier 2024	1 8 1 0	1 8 1 4	1 8 1 8	1 8 4 2	1 8 9 4	1 9 1 3	1 9 3 0	1 9 8 7	1 9 9 6	2 0 2 6	2 0 9 4	2 1 0 2	2 1 5 9	2 2 6 7	2 2 9 5	2 3 4 1	2 4 7 5	2 6 1 3	2 7 3 0	3 8 7 5	
		1 ^{er} juillet 2024	1 8 1 0	1 8 1 4	1 8 1 8	1 8 4 1	1 8 4 7	1 8 6 3	1 8 8 3	1 9 0 4	1 9 3 6	1 9 5 8	2 0 1 2	2 0 6 9	2 1 1 0	2 1 6 8	2 2 1 0	2 2 7 8	2 3 5 5	2 4 7 3	2 5 8 4	2 6 9 0	
		1 ^{er} janvier 2025	1 8 1 0	1 8 1 4	1 8 1 8	1 8 4 2	1 8 9 4	1 9 0 2	1 9 1 3	1 9 3 5	1 9 9 9	2 0 1 8	2 0 4 1	2 0 9 2	2 1 0 3	2 1 2 2	2 2 3 2	2 2 6 2	2 3 9 1	2 4 7 4	2 5 1 3	2 7 1 4	2 9 2 3

Régions	N a t .	Date d'effet	Ni- veau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7		
			É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	
			1	2	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3
Centre Val de Loire	A c R é g	1 ^{er} janvier 2024	1 7 9 1	1 8 2 2	1 8 6	1 8 5 1	1 9 0 5	1 9 1 3	1 9 4 0	1 9 9 7	2 0 0 6	2 0 3 8	2 1 0 8	2 1 1 5	2 1 7 8	2 2 2 4	2 2 6 1	2 2 5 0	2 2 4 1	2 6 9 1	2 6 5 0	3 0 9 7
		1 ^{er} juillet 2024	1 7 9 1	1 8 2 2	1 8 6	1 8 4 1	1 8 6 7	1 8 8 3	1 8 9 3	1 9 0 4	1 9 3 0	1 9 5 6	2 0 2 2	2 0 8 9	2 0 1 0	2 1 2 8	2 1 7 0	2 2 2 5	2 2 5 3	2 2 4 5	2 2 6 7	2 2 8 0
		1 ^{er} janvier 2025	1 7 9 1	1 8 2 2	1 8 6	1 8 5 1	1 9 0 7	1 9 1 2	1 9 4 3	1 9 9 0	2 0 5 9	2 1 8 5	2 2 1 2	2 2 4 9	2 2 0 3	2 2 6 2	2 2 6 2	2 3 6 2	2 3 9 2	2 4 7 1	2 5 1 4	2 7 2 3
Grand Est	A c R é g	1 ^{er} janvier 2024	1 8 0 2	1 8 2 2	1 8 9	1 8 5 6	1 9 1 0	1 9 1 8	1 9 4 7	2 0 0 0	2 0 1 1	2 0 4 4	2 1 1 1	2 1 8 3	2 2 7 3	2 2 3 5	2 2 4 4	2 2 6 5	2 2 7 6	2 7 5 0	2 8 6 8	3 1 1 8
		1 ^{er} juillet 2024	1 8 0 2	1 8 2 2	1 8 9	1 8 4 1	1 8 6 7	1 8 8 3	1 8 9 3	1 9 0 4	1 9 3 0	1 9 5 6	2 0 2 2	2 0 8 9	2 0 1 0	2 1 2 8	2 1 7 0	2 2 2 5	2 2 5 3	2 2 4 5	2 2 6 7	2 2 8 0
		1 ^{er} janvier 2025	1 8 0 2	1 8 2 2	1 8 9	1 8 5 6	1 9 1 0	1 9 1 2	1 9 4 3	1 9 9 0	2 0 5 9	2 1 8 5	2 2 1 2	2 2 4 9	2 2 0 3	2 2 6 2	2 2 6 2	2 3 6 2	2 3 9 2	2 4 7 1	2 5 1 4	2 7 2 3
Hauts de France	A c R é g	1 ^{er} janvier 2024	1 8 0 9	1 8 2 1	1 8 7	1 8 6 4	1 9 0 2	1 9 1 7	1 9 3 5	1 9 9 0	2 0 0 3	2 0 3 6	2 1 0 5	2 1 1 6	2 1 7 1	2 2 2 0	2 2 6 1	2 2 5 4	2 2 4 1	2 6 9 2	2 6 5 1	3 1 0
		1 ^{er} juillet 2024	1 8 0 9	1 8 2 1	1 8 7	1 8 4 1	1 8 6 7	1 8 8 3	1 8 9 3	1 9 0 4	1 9 3 0	1 9 5 6	2 0 2 2	2 0 8 9	2 0 1 0	2 1 2 8	2 1 7 0	2 2 2 5	2 2 5 3	2 2 4 5	2 2 6 7	2 2 8 0
		1 ^{er} janvier 2025	1 8 0 9	1 8 2 1	1 8 7	1 8 6 4	1 9 0 2	1 9 1 7	1 9 3 5	1 9 9 0	2 0 5 9	2 1 8 5	2 2 1 2	2 2 4 9	2 2 0 3	2 2 6 2	2 2 6 2	2 3 6 2	2 3 9 2	2 4 7 1	2 5 1 4	2 7 2 3

SMIC 1^{er} avril 2024 1 766,92 €

Régions	N a t .		D a t e d , e f f e t	Ni- veau 1	Niveau 2					Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Ni- veau 7		
		É c h 1		É c h 2	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2			
		Salaires mini garantis Industrie du Béton		1 7 6 6 , 9 2	1 7 6 6 , 9 2	1 7 7 1	1 7 7 7	1 7 8 3	1 7 9 8	1 8 1 8	1 8 3 8	1 8 6 3	1 8 8 3	1 9 1 3	1 9 4 9	2 0 8 9 5	2 1 5 1	2 2 4 6	2 3 7 0	2 4 4 5	2 5 8 1			
Île-de-France	A c R ég		1 er j a n v i e r 2 0 2 4	1 7 9 2	1 8 1 2	1 8 2 2	1 8 5 1	1 9 0 3	1 9 1 5	1 9 4 5	2 0 0 3	2 0 1 2	2 0 4 7	2 1 1 9	2 1 2 8	2 2 3 1	2 2 4 3	2 2 7 4	2 3 8	2 4 7	2 5 3	2 6 7	2 7 9	2 8 9
			1 ^{er} juillet 2024	1 7 9 2	1 8 1 2	1 8 2 2	1 8 4 1	1 8 4 7	1 8 6 3	1 8 8 3	1 9 0 4	1 9 3 0	1 9 5 6	2 0 8 2	2 0 9 1	2 2 0 0	2 2 1 7	2 2 2 8	2 2 5 7	2 3 4	2 4 5	2 5 3	2 6 7	2 7 4
		1 ^{er} janvier 2025	1 7 9 2	1 8 1 2	1 8 2 2	1 8 5 1	1 9 0 3	1 9 1 5	1 9 4 5	1 9 6 9	2 0 0 3	2 0 1 2	2 0 4 7	2 1 1 9	2 1 2 8	2 2 3 1	2 2 4 3	2 2 7 4	2 3 8	2 4 7	2 5 3	2 6 7	2 7 9	2 8 9
Normandie	Ac Rég		1 ^{er} janvier 2024	1 7 9 2	1 7 8 8	1 8 0 1	1 8 2 3	1 8 7 4	1 8 7 6	1 9 4 1	1 9 6 9	1 9 6 9	2 0 6 9	2 0 7 9	2 1 4 6	2 2 8 1	2 2 9 2	2 4 8 1	2 5 1 5	2 6 0 3	2 6 2 7	2 7 1	2 8 7	
			1 ^{er} juillet 2024	1 7 9 2	1 7 8 8	1 8 0 1	1 8 2 3	1 8 4 7	1 8 6 3	1 8 8 3	1 9 0 4	1 9 3 0	1 9 5 6	2 0 8 2	2 0 9 1	2 2 0 0	2 2 1 7	2 2 2 8	2 2 5 7	2 3 4	2 4 5	2 5 3	2 6 7	2 7 4
		1 ^{er} janvier 2025	1 7 9 2	1 7 8 8	1 8 0 1	1 8 2 3	1 8 7 4	1 8 7 6	1 9 4 1	1 9 6 9	2 0 0 3	2 0 1 2	2 0 4 7	2 1 1 9	2 1 2 8	2 2 3 1	2 2 4 3	2 2 7 4	2 3 8	2 4 7	2 5 3	2 6 7	2 7 9	2 8 9

Régions	N a t .		D a t e d ' e f f e t	Ni- veau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Ni- veau 7	
		É c h 1		É c h 2	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	
		Salaires mini garantis Industrie du Béton		1 7 6 6 , 9 2	1 7 6 6 , 9 2	1 7 1 7 8 2	1 7 7 7 8 3	1 7 8 9 1 8	1 8 1 3 8 8	1 8 8 3 8 8	1 8 8 6 3 4	1 8 9 2 7 9	1 9 9 0 2 6	1 9 9 0 9 5	1 9 9 8 1 9	1 9 9 5 9 2	2 0 9 9 5	2 1 5 1 6	2 2 4 7 0	2 3 4 5	2 4 4 5	2 5 1
Nouvelle Aquitaine		A c R é g	1 ^{er} janvier 2024	1 7 9 1	1 8 0 1	1 8 1 5	1 8 3 6	1 8 8 5	1 9 2 8	1 9 7 8	1 9 9 6	1 9 9 4	2 0 2 6	2 0 9 0	2 1 6 8	2 2 1 2	2 3 6 1	2 4 5 3	2 6 0 5	2 7 3 2	2 8 6 3	
			1 ^{er} juillet 2024	1 7 9 1	1 8 0 1	1 8 1 5	1 8 3 6	1 8 8 7	1 9 2 3	1 9 7 3	1 9 9 4	1 9 9 0	1 9 9 6	2 0 3 2	2 0 8 9	2 1 6 1	2 2 0 0	2 3 7 8	2 4 2 5	2 5 3 3	2 6 7 4	
			1 ^{er} janvier 2025	1 7 9 1	1 8 0 1	1 8 1 5	1 8 3 6	1 8 8 5	1 9 2 1	1 9 7 2	1 9 9 3	1 9 9 9	1 9 9 5	2 0 0 2	2 0 4 9	2 1 1 4	2 2 0 2	2 3 6 3	2 4 6 2	2 5 9 2	2 7 1 1	2 8 4
Occitanie		A c R é g	1 ^{er} janvier 2024	1 8 5	1 8 3 7	1 8 4 5	1 8 7 4	1 9 2 9	1 9 3 8	1 9 6 8	2 0 2 7	2 0 3 6	2 0 7 6	2 1 4 3	2 1 5 0	2 2 1 6	2 2 3 8	2 3 7 9	2 4 1 1	2 6 7 8	2 7 2 2	2 8 7
			1 ^{er} juillet 2024	1 8 5	1 8 3 1	1 8 3 5	1 8 4 1	1 8 8 7	1 8 9 3	1 9 6 3	1 9 9 4	1 9 9 0	1 9 9 6	2 0 3 2	2 0 8 9	2 1 1 6	2 2 0 0	2 3 7 8	2 4 2 5	2 5 3 3	2 6 7 4	
			1 ^{er} janvier 2025	1 8 5	1 8 3 7	1 8 4 5	1 8 7 4	1 9 2 9	1 9 3 4	1 9 6 4	1 9 9 5	1 9 9 9	2 0 0 2	2 0 4 9	2 1 1 4	2 2 0 2	2 3 6 6	2 4 9 2	2 5 7 1	2 7 1 4	2 8 4	

Régions	N a t .		D a t e d , e f f e t	Ni- veau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Ni- veau 7		
		É c h 1		É c h 2	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2		
		Salaires mini garantis Industrie du Béton		1 7 6 6 , 9 2	1 7 6 6 , 9 2					1 7 8 9 8	1 8 1 8	1 8 3 8	1 8 6 8	1 8 8 3	1 9 1 3	1 9 4 9	1 9 8 9	2 0 9 5	2 1 5 1	2 2 4 6	2 3 7 0	2 4 5 5	2 5 1
Pays de la Loire	A c R é g		l e r j a n v i e r 2 0 2 4	1 8 1 1 5	1 8 1 1 5	1 8 2 8	1 8 5 2	1 9 0 3	1 9 1 4 3	1 9 1 9	2 0 0 8	2 0 4 1	2 1 1 2	2 1 1 7	2 1 8 0	2 2 2 8	2 3 6 7	2 4 5 4	2 6 9 5	2 6 4 6	2 9 6 6		
			1 ^{er} juillet 2024	1 8 1 1 5	1 8 1 2 4	1 8 1 4 7	1 8 6 3	1 9 0 4	1 9 3 0	1 9 5 6	2 0 8 2	2 0 1 6	2 1 7 0	2 2 2 9	2 2 6 1	2 3 7 8	2 4 2 0	2 5 2 8	2 6 5 7	2 7 3 5	2 8 4 3		
			1 ^{er} janvier 2025	1 8 1 1 5	1 8 1 2 5	1 8 1 5 0	1 9 0 0 8	1 9 1 3 2	1 9 3 5 9	2 0 8 1	2 0 4 9	2 1 1 4 2	2 1 8 9	2 2 0 9	2 2 6 2	2 3 7 3	2 4 9 0	2 5 6 6	2 6 9 9	2 7 7 2	2 8 4 1	2 9 1 3	
Provence-Alpe-Côte d'Azur- Corse	A c R e g		l e r j a n v i e r 2 0 2 4	1 8 1 6 7	1 8 7 4	1 8 1 3	1 9 6 8	1 9 7 6	2 0 0 6	2 0 6 4	2 0 7 4	2 1 0 6	2 1 7 8	2 2 1 5	2 2 8 1	2 3 5 3	2 4 0 4	2 5 3 1	2 7 4 4	2 8 3 1	2 9 4 3	2 9 7 9	
			1 ^{er} juillet 2024	1 8 1 3 6	1 8 3 3 1	1 8 4 4 7	1 8 6 3	1 9 0 3	1 9 3 4	1 9 8 0	2 0 1 6	2 0 5 8	2 1 9 2	2 2 1 9	2 3 6 1	2 4 7 0	2 5 2 8	2 6 5 7	2 7 3 4	2 8 5 5	2 9 3 3	2 9 7 4	
			1 ^{er} janvier 2025	1 8 1 7 6	1 8 8 1 4	1 9 6 3	1 9 7 8	2 0 0 8	2 0 7 7	2 0 9 8	2 1 4 2	2 2 0 5	2 2 8 1	2 3 4 9	2 4 0 2	2 5 6 3	2 6 9 0	2 7 6 6	2 8 9 2	2 9 7 1	3 0 4 1	3 1 7 4	

Annexe 3

Salaires mini Ouvriers-Etam 2024 et 2025 applicables au secteur de l'Industrie du Béton

Les valeurs sont données en euros, pour 151,67 heures par mois - Projections
SMIC

1^{er} janvier 2024 1 766,92 €

Régions	N a t .	Date d'effet	Ni- veau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7				
			É c h 1	É c h 2	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3		
Répartition des salariés de l'IB *			1 %	2 %	3 %	1 9 %	4 %	3 %	1 9 %	5 %	3 %	1 3 %	3 %	1 %	2 %	2 %	4 %	1 %	1 %	1 %	0 %			
Salaires mini garants Industrie du Béton			1 7 6 6 , 9 2	1 7 6 6 , 9 2	1 7 7 1 7	1 7 7 3	1 7 8 8	1 7 8 8	1 8 1 8	1 8 3 8	1 8 6 3	1 8 8 3	1 9 1 9	1 9 4 9	2 0 5	2 1 6	2 2 4 0	2 3 7 5	2 4 1	2 5 1	2 7 8 0	2 8 9 1	2 9 0	
Auvergne/ Rhône Alpes	A c R é g	1 ^{er} février 2024	1 8 3 4	1 8 4 2	1 8 4 6	1 8 6 7	1 8 9 9	1 9 3 0	1 9 6 1	2 0 6	2 0 1 6	2 2 5 8	2 2 1 8	2 2 3 9	2 2 4 9	2 2 3 6	2 2 4 8	2 2 7 6	2 2 1 8	2 2 7 1	3 1 7 9			
		1 ^{er} juillet 2025	1 8 3 4	1 8 4 2	1 8 4 6	1 8 6 7	1 8 9 9	1 9 3 0	1 9 6 1	2 0 2	2 0 8	2 2 1 4	2 2 3 5	2 2 4 8	2 2 3 9	2 2 4 6	2 2 3 9	2 2 4 7	2 2 6 0	2 2 7 1	3 1 5	1 9 6	1 0 5	
		1 ^{er} juillet 2026	1 8 3 4	1 8 4 2	1 8 4 6	1 8 6 7	1 8 9 9	1 9 3 0	1 9 6 1	2 0 1	2 0 8	2 2 1 4	2 2 3 5	2 2 4 8	2 2 3 9	2 2 4 6	2 2 3 9	2 2 4 7	2 2 6 0	2 2 7 1	3 1 2	1 0 1	5	
		1 ^{er} juillet 2027	1 8 3 4	1 8 4 2	1 8 4 6	1 8 6 7	1 8 9 9	1 9 3 0	1 9 6 1	2 0 6	2 0 8	2 2 1 4	2 2 3 5	2 2 4 8	2 2 3 9	2 2 4 6	2 2 3 9	2 2 4 7	2 2 6 0	2 2 7 1	3 1 7			
		% augment appliqué sur la dernière année	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	1 , 2 5 %	0 , 3 8 %	0 , 6 2 %	2 , 6 8 %	1 , 0 7 %	2 , 0 5 %	3 , 4 7 %	2 , 6 8 %	1 , 8 4 %	3 , 6 2 %	2 , 9 7 %	3 , 9 6 %			

Régions	N a t .	Date d'effet	Ni- veau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7			
			É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h		
			1	2	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	
Bourgogne/Franche Comte	A c R é g	1 ^{er} avril 2024	1 8 0 0	1 8 3 4	1 8 5 2	1 8 7 5	1 9 2 9	1 9 3 9	1 9 6 7	2 0 2 1	2 0 3 2	2 0 6 2	2 1 3 9	2 1 9 4	2 2 3 0	2 2 7 7	2 2 6 4	2 2 4 9	2 2 7 0	2 2 0 6	3 8 5 9		
		1 ^{er} juillet 2025	1 8 0 0	1 8 3 4	1 8 5 2	1 8 7 5	1 9 2 9	1 9 3 9	1 9 6 7	2 0 2 1	2 0 3 2	2 0 6 2	2 1 3 9	2 1 9 4	2 2 3 0	2 2 7 7	2 2 6 4	2 2 4 9	2 2 7 0	2 2 0 6	1 9 5 7	1 0 1 5	
		1 ^{er} juillet 2026	1 8 0 0	1 8 3 4	1 8 5 2	1 8 7 5	1 9 2 9	1 9 3 9	1 9 6 7	2 0 2 1	2 0 3 2	2 0 6 2	2 1 3 9	2 1 9 4	2 2 3 0	2 2 7 7	2 2 6 4	2 2 4 9	2 2 7 0	2 2 0 6	3 8 5 9	1 0 1 5	
		1 ^{er} juillet 2027	1 8 0 0	1 8 3 4	1 8 5 2	1 8 7 5	1 9 2 9	1 9 3 9	1 9 6 7	2 0 2 1	2 0 3 2	2 0 6 2	2 1 3 9	2 1 9 4	2 2 3 0	2 2 7 7	2 2 6 4	2 2 4 9	2 2 7 0	2 2 0 6	3 8 5 9		
		% augment appliqué sur la dernière année	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 8 6 8 %	0 , 6 8 2 %	2 , 8 7 3 %	1 , 7 1 7 %	2 , 0 1 0 %	3 , 1 0 1 %	2 , 0 1 7 %	1 , 2 7 8 %	3 , 1 4 8 %	1 , 9 4 4 %	2 , 1 4 4 %	2 , 8 7 8 %			

Régions	N a t	Date d'effet	Ni- veau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7			
			É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h		
			1	2	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	
Bretagne	A c R é g	1 ^{er} janvier 2024	1 8 1 0	1 8 1 4	1 8 8 2	1 8 9 4	1 9 9 3	1 9 9 0	1 9 9 8	2 0 6	2 0 9	2 0 4	2 1 0	2 1 6	2 3 9	2 3 4	2 4 3	2 6 2	2 6 7	2 8 3	3 0 7		
		1 ^{er} juillet 2025	1 8 1 0	1 8 1 4	1 8 8 2	1 8 9 4	1 9 9 3	1 9 9 0	1 9 9 8	2 0 6	2 0 9	2 0 4	2 1 0	2 1 6	2 3 9	2 3 4	2 4 3	2 6 2	2 6 7	2 8 3	1 , 0 5		
		1 ^{er} juillet 2026	1 8 1 0	1 8 1 4	1 8 8 2	1 8 9 4	1 9 9 3	1 9 9 0	1 9 9 8	2 0 6	2 0 9	2 0 4	2 1 0	2 1 6	2 3 9	2 3 4	2 4 3	2 6 2	2 6 7	2 8 3	1 , 0 5		
		1 ^{er} juillet 2027	1 8 1 0	1 8 1 4	1 8 8 2	1 8 9 4	1 9 9 3	1 9 9 0	1 9 9 8	2 0 6	2 0 9	2 0 4	2 1 0	2 1 6	2 3 9	2 3 4	2 4 3	2 6 2	2 6 7	2 8 3	0 7		
		% augment appliqué sur la dernière année	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	1 , 0 4 %	0 , 0 8 %	0 , 1 4 %	0 , 7 2 %	0 , 7 8 %	0 , 0 8 %	2 , 0 2 %	0 , 9 1 %	1 , 2 1 %	2 , 1 0 %			

Régions	N a t .	Date d'effet	Ni- veau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7			
			É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h		
			1	2	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	
Centre Val de Loire	A c R é g	1 ^{er} janvier 2024	1 7 9 1	1 8 2 2	1 8 2 6	1 8 5 1	1 9 9 5	1 9 9 3	1 9 9 0	1 9 9 7	2 0 0 6	2 0 3 8	2 1 0 8	2 1 1 5	2 1 7 8	2 3 2 4	2 3 6 1	2 4 5 0	2 6 9 1	2 8 5 0	3 0 9 7		
		1 ^{er} juillet 2025	1 7 9 1	1 8 2 2	1 8 2 6	1 8 5 1	1 9 9 5	1 9 9 3	1 9 9 0	1 9 9 7	2 0 8 5	2 0 1 4	2 0 4 8	2 1 1 5	2 1 2 7	2 2 3 6	2 2 9 6	2 3 9 7	2 5 3 0	2 6 1 5	2 7 5 7	1 , 0 1 5	
		1 ^{er} juillet 2026	1 7 9 1	1 8 2 2	1 8 2 6	1 8 5 1	1 9 9 5	1 9 9 3	1 9 9 0	1 9 9 7	2 0 6 8	2 0 3 7	2 0 7 1	2 1 1 5	2 1 2 7	2 2 3 0	2 2 3 3	2 4 6 7	2 5 9 4	2 6 9 6	3 0 1 2	1 , 0 1 5	
		1 ^{er} juillet 2027	1 7 9 1	1 8 2 2	1 8 2 6	1 8 5 1	1 9 9 5	1 9 9 3	1 9 9 0	1 9 9 7	2 0 6 8	2 0 3 7	2 0 7 1	2 1 1 5	2 1 2 7	2 2 3 0	2 2 3 3	2 4 6 7	2 5 9 4	2 6 9 6	3 0 1 2		
		% augment appliqué sur la dernière année	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	0 , 0 0 %	1 , 0 0 %	1 , 0 0 %	2 , 1 7 8 %	1 , 3 2 %	0 , 7 3 %	2 , 8 2 %	1 , 6 0 %	1 , 9 3 %	2 , 8 3 %		

Régions	N a t .	Date d'effet	Ni- veau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7			
			É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h		
			1	2	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	
Grand Est	A c R e g	1 ^{er} janvier 2024	1 8 0 2	1 8 2 2	1 8 2 9	1 8 5 6	1 9 1 0	1 9 1 8	1 9 4 7	2 0 0	2 0 1 1	2 0 4 5	2 0 1 4	2 1 2 1	2 1 8 7	2 2 3 3	2 2 7 4	2 2 6 5	2 2 5 6	2 7 0 7	2 8 6 8	3 1 1 8	
		1 ^{er} juillet 2025	1 8 0 2	1 8 2 2	1 8 2 9	1 8 5 6	1 9 1 0	1 9 1 8	1 9 4 7	1 9 6 2	1 9 8 8	2 0 1 5	2 0 4 2	2 0 8 0	2 1 3 6	2 1 2 3	2 2 9 6	2 2 3 7	2 3 9 0	2 3 1 0	2 5 5 7	1 6 1 5	1 , 0 1 5
		1 ^{er} juillet 2026	1 8 0 2	1 8 2 2	1 8 2 9	1 8 5 6	1 9 1 0	1 9 1 8	1 9 4 7	1 9 6 2	2 0 1 1	2 0 4 5	2 0 7 2	2 1 1 5	2 1 5 0	2 2 3 3	2 2 4 7	2 2 3 6	2 2 5 9	2 6 4 9	2 7 1 6	3 0 1 2	1 , 0 1 5
		1 ^{er} juillet 2027	1 8 0 2	1 8 2 2	1 8 2 9	1 8 5 6	1 9 1 0	1 9 1 8	1 9 4 7	2 0 0	2 0 1 1	2 0 4 5	2 0 1 4	2 1 1 1	2 1 8 7	2 2 3 3	2 2 7 4	2 2 6 5	2 2 5 6	2 7 0 7	2 8 6 8	3 1 1 8	
		% augment appliqué sur la dernière année	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	2 %	0 %	1 %	3 %	2 %	1 %	3 %	2 %	3 %	4 %	

Régions	N a t .	Date d'effet	Ni- veau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7			
			É c h 1	É c h 2	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	
Hauts de France	A c R é g	1 ^{er} janvier 2024	1 8 0 9	1 8 2 1	1 8 7 4	1 8 6 2	1 9 0 1	1 9 3 7	1 9 9 5	2 0 0 4	2 0 3 6	2 1 0 5	2 1 1 1	2 1 7 6	2 3 2 1	2 3 6 2	2 4 5 0	2 6 4 1	2 6 9 2	2 8 5 1	3 1 0 0		
		1 ^{er} juillet 2025	1 8 0 9	1 8 2 1	1 8 7 4	1 8 6 2	1 9 0 1	1 9 3 7	1 9 9 5	2 0 8 8	2 0 1 5	2 1 0 2	2 1 1 3	2 1 8 6	2 2 3 6	2 2 9 6	2 3 3 7	2 5 3 0	2 6 1 0	2 7 5 2	2 9 6 1	1 0 7 5	
		1 ^{er} juillet 2026	1 8 0 9	1 8 2 1	1 8 7 4	1 8 6 2	1 9 0 1	1 9 3 7	1 9 9 5	2 0 0 4	2 0 3 6	2 1 0 2	2 1 1 3	2 1 5 6	2 2 7 0	2 3 3 3	2 4 3 7	2 5 6 4	2 6 9 6	2 7 4 9	3 0 1 2	1 0 1 5	
		1 ^{er} juillet 2027	1 8 0 9	1 8 2 1	1 8 7 4	1 8 6 2	1 9 0 1	1 9 3 7	1 9 9 5	2 0 0 4	2 0 3 6	2 1 0 2	2 1 1 3	2 1 7 6	2 2 2 1	2 3 6 2	2 4 5 0	2 6 4 1	2 6 9 2	2 8 5 1	3 1 0 0		
		% augment appliqué sur la dernière année	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	2 %	0 %	1 %	2 %	1 %	1 %	3 %	2 %	2 %	3 %	

Régions	N a t .	Date d'effet	Ni- veau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7			
			É c h 1	É c h 2	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	
Répartition des salariés de l'IB *			1 %	2 %	3 %	1 9 %	4 %	3 %	1 9 %	5 %	3 %	1 3 %	3 %	3 %	1 0 %	2 %	2 %	4 %	1 %	1 %	1 %	0 %	
Salaires mini garantis Industrie du Béton			1 7 6 6 2 9 2	1 7 6 6 2	1 7 1 7	1 7 8 3	1 7 9 8	1 8 1 8	1 8 3 8	1 8 6 3	1 8 8 8	1 9 1 3	1 9 4 9	1 9 8 9	2 0 5	2 1 1	2 2 4	2 3 7	2 4 4	2 5 1	2 7 8 0		

Régions	N a t .	Date d'effet	Ni- veau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7			
			É c h 1	É c h 2	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	
Île-de-France	A c t . R é g	1 ^{er} janvier 2024	1 7 9 2	1 8 1 2	1 8 2 2	1 8 5 1	1 9 0 3	1 9 1 5	1 9 4 5	2 0 0 3	2 0 1 2	2 0 4 7	2 1 1 9	2 1 1 8	2 1 3 1	2 2 3 4	2 2 7 6	2 2 8 3	2 3 9 4	2 7 8 1	3 9 5 2		
		1 ^{er} juillet 2025	1 7 9 2	1 8 1 2	1 8 2 2	1 8 5 1	1 9 0 3	1 9 1 5	1 9 4 5	2 0 0 3	2 0 1 2	2 0 4 7	2 1 1 9	2 1 1 8	2 1 3 1	2 2 3 4	2 2 7 6	2 2 8 3	2 3 9 4	2 7 8 1	3 9 5 2	1 9 6 7 0 1 5	
		1 ^{er} juillet 2026	1 7 9 2	1 8 1 2	1 8 2 2	1 8 5 1	1 9 0 3	1 9 1 5	1 9 4 5	2 0 0 3	2 0 1 2	2 0 4 7	2 1 1 9	2 1 1 8	2 1 3 1	2 2 3 4	2 2 7 6	2 2 8 3	2 3 9 4	2 7 8 1	3 9 5 2	1 9 6 7 0 1 5	
		1 ^{er} juillet 2027	1 7 9 2	1 8 1 2	1 8 2 2	1 8 5 1	1 9 0 3	1 9 1 5	1 9 4 5	2 0 0 3	2 0 1 2	2 0 4 7	2 1 1 9	2 1 1 8	2 1 3 1	2 2 3 4	2 2 7 6	2 2 8 3	2 3 9 4	2 7 8 1	3 9 5 2		
		% augment appliqué sur la dernière année	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	1 %	0 %	0 %	2 %	1 %	2 %	3 %	2 %	2 %	4 %	3 %	4 %	5 %	
* Source Enquête salaires réels 2019																							

Régions	N a t .	Date d'effet	Ni- veau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7			
			É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h		
			1	2	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	
Normandie	A c R é g	1 ^{er} janvier 2024	1 7 9 2	1 7 9 8	1 8 0 1	1 8 2 3	1 8 7 4	1 8 7 6	1 8 9 1	1 9 4 9	1 9 6 6	1 9 6 9	2 0 6 9	2 0 6 9	2 1 8 1	2 2 8 2	2 4 9 1	2 6 0 5	2 6 2 3	2 8 1 7	3 0 7 0		
		1 ^{er} juillet 2025	1 7 9 2	1 7 9 8	1 8 0 1	1 8 2 3	1 8 7 4	1 8 7 6	1 9 9 1	1 9 4 9	1 9 6 6	1 9 6 9	2 0 4 2	2 0 7 6	2 1 3 6	2 2 3 6	2 3 9 2	2 5 9 0	2 6 3 0	2 7 5 5	2 9 6 7	1 0 1 5	
		1 ^{er} juillet 2026	1 7 9 2	1 7 9 8	1 8 0 1	1 8 2 3	1 8 7 4	1 8 7 6	1 9 9 1	1 9 4 9	1 9 6 6	1 9 6 9	2 0 6 9	2 0 7 6	2 1 4 0	2 2 7 2	2 4 9 1	2 5 6 7	2 6 2 3	2 7 9 6	3 0 1 2	1 0 1 5	
		1 ^{er} juillet 2027	1 7 9 2	1 7 9 8	1 8 0 1	1 8 2 3	1 8 7 4	1 8 7 6	1 9 9 1	1 9 4 9	1 9 6 6	1 9 6 9	2 0 6 9	2 0 7 6	2 1 4 0	2 2 8 2	2 4 9 1	2 6 0 5	2 6 2 3	2 8 1 7	3 0 7 0		
		% augment appliqué sur la dernière année	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	1 %	0 %	0 %	1 %	0 %	1 %	2 %	

Régions	N a t .	Date d'effet	Ni- veau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7			
			É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h		
			1	2	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	
Nouvelle Aquitaine	A c R é g	1 ^{er} janvier 2024	1791	1801	1815	1836	185	188	192	197	199	204	206	210	215	221	223	224	226	227	228	311	
		1 ^{er} juillet 2025	1791	1801	1815	1836	185	188	192	197	199	204	206	210	215	221	223	224	226	227	228	229	1,015
		1 ^{er} juillet 2026	1791	1801	1815	1836	185	188	192	197	199	204	206	210	215	221	223	224	226	227	228	311	1,015
		1 ^{er} juillet 2027	1791	1801	1815	1836	185	188	192	197	199	204	206	210	215	221	223	224	226	227	228	311	
		% augment appliqué sur la dernière année	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	1%	0%	1%	2%	1%	1%	3%	2%	2%	3%	

Régions	N a t .	Date d'effet	Ni- veau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7			
			É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h		
			1	2	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	
Occitanie	A c R é g	1 ^{er} janvier 2024	1 8 1 5	1 8 3 7	1 8 5	1 8 4	1 9 9	1 9 2	1 9 3	2 0 6	2 0 3	2 0 7	2 1 5	2 2 0	2 2 6	2 3 8	2 3 9	2 4 1	2 6 2	2 7 2	2 8 7	3 1 4	
		1 ^{er} juillet 2025	1 8 1 5	1 8 3 7	1 8 5	1 8 4	1 9 9	1 9 2	1 9 3	2 0 6	2 0 3	2 0 7	2 1 5	2 2 0	2 2 6	2 3 8	2 3 9	2 4 1	2 6 2	2 7 2	2 8 7	1 9 6	1 0 1 5
		1 ^{er} juillet 2026	1 8 1 5	1 8 3 7	1 8 5	1 8 4	1 9 9	1 9 2	1 9 3	2 0 6	2 0 3	2 0 7	2 1 5	2 2 0	2 2 6	2 3 8	2 3 9	2 4 1	2 6 2	2 7 2	2 8 7	3 0 1 5	
		1 ^{er} juillet 2027	1 8 1 5	1 8 3 7	1 8 5	1 8 4	1 9 9	1 9 2	1 9 3	2 0 6	2 0 3	2 0 7	2 1 5	2 2 0	2 2 6	2 3 8	2 3 9	2 4 1	2 6 2	2 7 2	2 8 7	3 1 4	
		% augment appliqué sur la dernière année	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	1 %	1 %	1 %	4 %	2 %	3 %	3 %	2 %	2 %	4 %	3 %	3 %	4 %	

Régions	N a t	Date d'effet	Ni- veau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7			
			É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h	É c h			
			1	2	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	
Pays de la Loire	A c R é g	1 ^{er} janvier 2024	1 8 1 1	1 8 1 5	1 8 2 8	1 8 5 2	1 9 0 3	1 9 5 5	1 9 4 3	1 9 9 9	2 0 0 8	2 0 4 1	2 2 1 2	2 2 1 7	2 2 1 0	2 3 2 8	2 3 6 7	2 4 5 4	2 6 5 5	2 6 9 6	2 9 6 6	3 0 9 2	
		1 ^{er} juillet 2025	1 8 1 1	1 8 1 5	1 8 2 8	1 9 5 2	1 9 0 3	1 9 5 5	1 9 4 3	1 9 9 9	2 0 8 8	2 0 4 1	2 2 8 2	2 2 1 3	2 2 8 6	2 3 3 9	2 3 9 7	2 5 3 0	2 6 3 7	2 7 1 0	2 9 5 7	1 , 0 1 5	
		1 ^{er} juillet 2026	1 8 1 1	1 8 1 5	1 8 2 8	1 9 5 2	1 9 0 3	1 9 5 5	1 9 4 3	1 9 9 9	2 0 8 8	2 0 4 1	2 2 7 2	2 2 1 1	2 2 5 0	2 3 3 0	2 4 3 7	2 5 6 9	2 6 4 7	2 7 9 6	3 0 1 2	1 , 0 1 5	
		1 ^{er} juillet 2027	1 8 1 1	1 8 1 5	1 8 2 8	1 9 5 2	1 9 0 3	1 9 5 5	1 9 4 3	1 9 9 9	2 0 8 8	2 0 4 1	2 2 7 2	2 2 1 1	2 2 8 6	2 3 3 7	2 4 6 4	2 5 4 5	2 6 9 6	2 7 9 6	3 0 6 2		
		% augment appliqué sur la dernière année	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	2 %	0 %	1 %	3 %	2 %	1 %	3 %	2 %	6 %	3 %	

Régions	N a t .	Date d'effet	Ni- veau 1		Niveau 2			Niveau 3			Niveau 4			Niveau 5			Niveau 6			Niveau 7			
			É c h 1	É c h 2	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	É c h 1	É c h 2	É c h 3	
Provence-Alpes-Côte d'Azur- Corse	A c R e g	1 ^{er} janvier 2024	1 8 1 6	1 8 7 7	1 8 8 4	1 9 1 3	1 9 6 8	1 9 7 6	2 0 6 6	2 0 6 4	2 0 7 4	2 1 1 6	2 1 1 8	2 2 5 1	2 2 0 3	2 4 5 4	2 4 4 1	2 5 3 4	2 7 3 1	2 7 8 3	2 9 4 9	3 2 0 4	
	l e r j u i l l e t 2 0 2 5		1 8 1 6	1 8 7 7	1 8 8 4	1 9 1 3	1 9 6 8	1 9 7 6	2 0 0 4	2 0 0 8	2 0 1 2	2 0 1 5	2 0 4 2	2 1 1 0	2 2 3 6	2 2 3 9	2 3 9 6	2 3 9 7	2 5 3 0	2 6 1 5	2 7 5 7	2 9 6 1	1 , 0 1 5
		1 ^{er} juillet 2026	1 8 1 6	1 8 7 7	1 8 8 4	1 9 1 3	1 9 6 8	1 9 7 6	2 0 0 6	2 0 3 8	2 0 4 2	2 1 4 5	2 1 7 2	2 2 1 5	2 2 5 0	2 3 7 3	2 3 3 0	2 4 6 7	2 5 6 4	2 6 9 9	2 7 1 6	3 0 2 1	1 , 0 1 5
		1 ^{er} juillet 2027	1 8 1 6	1 8 7 7	1 8 8 4	1 9 1 3	1 9 6 8	1 9 7 6	2 0 0 6	2 0 6 4	2 0 7 4	2 1 1 8	2 1 2 5	2 2 4 1	2 2 5 3	2 4 0 4	2 4 3 1	2 5 4 4	2 7 3 1	2 7 8 3	2 9 4 9	3 2 0 4	
		% augment appliqué sur la dernière année	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	1 %	2 %	3 %	5 %	3 %	4 %	6 %	5 %	4 %	6 %	5 %	5 %	6 %

Industrie de la pierre, du marbre et du granit

Réduction de la durée du travail

Avenant n° 8 du 17 septembre 1970

[Étendu par arrêté du 5 janvier 1971, J.O. 5 février 1971]

Article premier

(Modifié par l'annexe du 25 septembre 1970)

Le présent accord s'applique à l'ensemble du personnel « Ouvriers » des industries dépendant des fédérations patronales signataires, classées dans les groupes 142, 321-1, 321-22 et 322-0 de la nomenclature I.N.S.E.E.

Toutefois, il ne s'applique pas dans les entreprises ou établissements qui, postérieurement au début de la période de référence visée ci-dessous, ont pris des mesures assurant les mêmes réductions d'horaire et le maintien des ressources au moins égales à celles du présent accord.

Dans le cas où les entreprises ou établissements ont pris des mesures qui ne sont pas entièrement couvertes par cet accord elles doivent les compléter sans qu'il puisse y avoir cumul des deux régimes.

Article 2

L'horaire de référence de l'établissement ou de la partie d'établissement, s'il existe des horaires différents, est celui affiché dans celui-ci. Il s'entend du travail effectivement payé calculé sur la moyenne des douze mois précédant la signature du présent accord.

Cet horaire est constaté au sein de chaque établissement par accord entre l'employeur et le comité d'établissement, ou à défaut de comité d'établissement, entre l'employeur et les délégués du personnel.

Article 3

La réduction des horaires de référence ainsi définis aura lieu dans les conditions suivantes :

1

Établissements dont l'horaire hebdomadaire est supérieur à 48 heures

Réduction d'une heure par semaine immédiatement après l'extension du présent accord et en tout cas quatre mois après sa signature, et réduction d'une heure par semaine six mois après la première réduction.

2

Établissements dont l'horaire hebdomadaire est compris entre 45 heures et 48 heures

Réduction d'une demi-heure par semaine immédiatement après l'extension du présent accord et en tout cas quatre mois après sa signature et réduction d'une demi-heure par semaine six mois après la première réduction.

A chacune des réductions d'horaire prévues au présent article correspondra une réduction égale de l'horaire maximum hebdomadaire autorisé, calculée sur la moyenne annuelle.

Article 4

Les réductions d'horaire prévues à l'article 3 donneront lieu à une compensation en fonction des salaires perdus de leur fait, majorations pour heures supplémentaires comprises, égale à :

66 p. 100 dans le cas du 1^o de l'article 3 ci-dessus ;

80 p. 100 dans le cas du 2^o de l'article 3 ci-dessus,

soit, dans l'un et l'autre cas, 100 p. 100 du taux de l'heure normale.

Cette compensation fera l'objet, sur le bulletin de paye, d'une inscription sous forme d'indemnité, distincte de celles afférentes aux heures travaillées.

Article 5

Les réductions d'horaire hebdomadaires prévues dans le présent accord doivent être effectivement accordées.

Toutefois, si dans certains établissements ou entreprises des nécessités techniques ou économiques rendent impossibles les réductions effectives d'horaire hebdomadaire prévues par le présent avenant, il pourra exceptionnellement y être dérogé, d'accord entre la direction et le comité d'établissement ou, à défaut de comité d'établissement, entre la direction et les délégués du personnel.

Dans ce cas, les heures de réduction seront reportées et cumulées jusqu'à ce que le total égale l'horaire d'une journée de travail, qui sera alors chômée par les intéressés. Cette journée chômée donnera lieu au paiement du salaire y afférent, majorations pour heures supplémentaires comprises.

Article 6

Le présent avenant ne fait pas obstacle à l'application d'accords plus favorables qui seraient conclus à l'avenir au niveau de l'établissement ou de l'entreprise.

Article 7

Les parties conviennent de se rencontrer six mois après l'application de la deuxième des réductions d'horaire prévues à l'article 3 ci-dessus, à la demande de la plus diligente d'entre elles, pour examiner les conditions dans lesquelles le présent accord aura été appliqué, et envisager la possibilité d'un nouvel accord relatif à des réductions d'horaire, eu égard aux circonstances économiques et sociales d'alors.

Article 8

Le texte du présent accord sera déposé au conseil de prud'hommes en vertu des dispositions de l'article L. 132-8 du code du travail en vue de son extension.

Industrie granitière dans la région Bretagne

Vêtements de travail et aménagement du temps de travail

Accord du 21 décembre 1987

[Étendu par arrêté du 19 septembre 1988, JO 19 octobre 1988]

Article 1

Champ d'application professionnel et territorial

Le présent accord s'applique au personnel ouvrier des entreprises de l'industrie du granit situées en Bretagne, départements : Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan.

Article 2

Salaires minimaux de qualification

(Voir les accords "salaires" de la région de Bretagne)

Article 3

Vêtements de travail

Il est attribué, par année, au personnel ouvrier ayant six mois d'ancienneté dans l'entreprise des vêtements de travail :

- soit deux combinaisons ;
 - soit deux vestes et deux pantalons ;
 - soit une veste et trois pantalons,
- de qualité minimale 400 grammes.

Cette attribution annuelle peut se faire en deux fois.

Article 4

Aménagement du temps de travail

Article 4.1

Préambule

Afin de permettre aux entreprises visées par le présent accord de faire face aux variations d'activité saisonnières ou conjoncturelles :

- cas pour les fabricants de monuments funéraires qui doivent satisfaire les commandes plus nombreuses, en période de préparation de la Toussaint et des Rameaux ;
- cas pour les fabricants de produits de voirie dont la production est liée aux contraintes administratives des collectivités locales et aux variations climatiques qui conditionnent la mise en oeuvre ;
- cas pour les fabricants de produits ouverts pour le bâtiment dont la production est de plus en plus liée à une demande court terme ou saisonnière pour certains de leurs produits ;
- cas pour les carriers-extracteurs dont la production est pour partie liée aux variations de la demande des secteurs précités et aux conditions climatiques, d'autre part.

Condition nécessaire à leur développement dans un contexte en mutation :

Les parties signataires conviennent que la modulation de la durée hebdomadaire du travail est une solution adaptée à ces variations et évolutions.

Cependant, et afin de tenir compte de la diversité des situations et du souhait grandissant des entreprises et de leurs salariés de fixer eux-mêmes dans certains domaines, comme celui de l'aménagement du temps de travail, les règles qui les régiront, les parties signataires conviennent de considérer, le présent accord comme un accord cadre dont la mise en oeuvre nécessite sur certains points un accord d'entreprise ou d'établissement dans les conditions fixées par la loi du 19 juin 1987.

Article 4.2

Principe de la modulation

La modulation est établie sur la base d'un horaire hebdomadaire moyen de trente-neuf heures de telle sorte que les heures effectuées en plus et en moins de celui-ci se compensent sur une année.

Article 4.3

Amplitude de la modulation

L'accord d'entreprise ou d'établissement fixe la limite supérieure d'amplitude dans la limite de 48 heures.

Il fixe également la durée hebdomadaire minimale de travail en dessous de laquelle la procédure de chômage partiel pourra être mise en oeuvre.

Article 4.4 **Programme indicatif et délai de prévenance**

Le programme indicatif préalable concernant la mise en oeuvre de la modulation est porté à la connaissance du personnel par tout moyen approprié, après consultation du comité d'entreprise ou à défaut des délégués du personnel, dans les entreprises qui en sont dotées, au début de l'année.

Cette programmation peut être révisée en tant que de besoin suivant la même procédure de consultation et en respectant le délai de prévenance ci-dessous.

Le délai dans lequel les salariés sont prévenus du changement d'horaire dépend du rythme de fluctuation des activités de l'entreprise. Ce délai sera au minimum égal à une semaine. Il sera fixé par accord d'entreprise ou d'établissement.

Article 4.5 **Contrepartie de la modulation**

Conformément à l'article L. 212-8-2, alinéa 2, du code du travail, il appartient aux entreprises visées par le présent accord de fixer une contrepartie à la dérogation au régime des heures supplémentaires apportée par la loi du 19 juin 1987.

La nature et l'importance de cette contrepartie sont fixées par accord d'entreprise ou d'établissement.

Toutefois, les entreprises ou établissements ayant un horaire hebdomadaire de travail effectif supérieur à 39 heures à la date de signature du présent accord devront réduire cet horaire à 39 heures au jour de l'entrée en vigueur du présent accord, cette réduction de la durée du travail étant compensée à 100 p. 100.

Article 4.6 **Calcul de rémunération**

Afin d'assurer aux salariés un revenu constant indépendant des variations d'horaire résultant de la modulation, les entreprises pourront après consultation des représentants du personnel, établir le salaire mensuel à partir de la durée moyenne hebdomadaire de 39 heures.

Lorsqu'un salarié n'aura pas accompli la totalité de la période annuelle de modulation, sa rémunération devra être régularisée sur la base de son temps réel de travail.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Les dispositions des articles 2 et 3 entrent en vigueur au 1^{er} novembre 1987.

Les dispositions de l'article 4 entreront en vigueur au premier jour du troisième mois qui suivra la publication de l'arrêté d'extension au *journal officiel*.

Article 6 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi conformément aux dispositions légales et au décret du 1^{er} juillet 1983.

Fibres-ciment

[Se reporter à l'accord national du 4 juin 1994 sur les garanties en cas de changement d'emploi non consécutif à une inaptitude médicalement constatée.]

Classification professionnelle

Avenant n° 13 du 25 janvier 1979

[Étendu par arrêté du 28 mai 1979, JO 27 juin 1979]

(Avenant supprimé et remplacé par Accord, 10 juill. 2008 étendu, applicable à compter du 1^{er} janv. 2010)

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (Uni Cem).

Syndicat(s) de salarié(s) :

Préambule

Désirant tenir compte de l'évolution des techniques et des entreprises, des besoins de la profession et des aspirations des hommes au travail, les parties soussignées s'engagent à concourir au développement professionnel et personnel des travailleurs.

Elles ont établi de nouvelles définitions des catégories professionnelles et une nouvelle échelle des coefficients.

Elles ont défini des niveaux d'entrée posant les principes d'une politique de promotion à laquelle contribue la formation continue.

Les nouvelles classifications considèrent la valeur professionnelle acquise par la formation ou la pratique, reconnaissant ainsi les qualités propres des intéressés.

Par ailleurs, pour faciliter le classement des ouvriers, un certain nombre de filières sont annexées au présent accord. Elles comportent pour chaque activité des exemples illustratifs de tâches. Elles font application des définitions générales, lesquelles sont dans tous les cas l'élément essentiel servant de base pour déterminer le classement des ouvriers de l'ensemble des branches professionnelles des carrières et matériaux de construction.

Définition des catégories et des échelons

Catégorie I - ouvrier manoeuvre

personnel exécutant des travaux très simples, sans responsabilité, ne nécessitant ni formation, ni spécialisation, ni adaptation préalable.

Catégorie II - ouvrier spécialisé

personnel exécutant des travaux nécessitant une certaine adaptation préalable mais ne nécessitant pas d'avoir acquis une formation professionnelle.

Cette catégorie comporte trois échelons : *a*, *b*, et *c* :

a) O.S. 1 : personnel effectuant un nombre limité de tâches élémentaires ne nécessitant qu'une adaptation facile et rapide suivant des instructions précises ;

b) O.S. 2 : personnel qui, par rapport au précédent, se distingue par l'exécution de travaux plus diversifiés qu'il effectue éventuellement à l'aide de moyens mécaniques d'usage simple ;

c) O.S. 3 : personnel qui, par rapport au précédent, exécute ou participe à des travaux nécessitant une plus large spécialisation ou une initiation professionnelle. Ces travaux peuvent exiger de sa part un choix entre des solutions usuelles connues et limitées, dans le cadre de directives et de consignes très précises. L'O.S. 3 peut éventuellement assister un O.Q.

Catégorie III - ouvrier qualifié

personnel exécutant des travaux qualifiés nécessitant la connaissance du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme.

Cette catégorie comporte trois échelons : *a*, *b* et *c* :

a) O.Q. 1 : personnel exécutant, suivant les directives reçues, les travaux simples du métier ;

b) O.Q. 2 : personnel qui, par rapport au précédent, possède une meilleure connaissance du métier résultant notamment de l'expérience professionnelle, et exécutant les travaux habituels de ce métier selon des directives n'excluant pas certaines initiatives limitées ;

c) O.Q. 3 : personnel ayant une connaissance confirmée du métier, et exécutant toutes les opérations de celui-ci ; il est capable de prendre les initiatives nécessaires dans le cadre des directives reçues.

Catégorie IV - ouvrier hautement qualifié

personnel exécutant des travaux hautement qualifiés nécessitant la parfaite maîtrise du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme.

Hiérarchie professionnelle

La hiérarchie professionnelle s'établit comme suit :

	Coefficients
Catégorie I. - Ouvrier manoeuvre :	120
Catégorie II. - Ouvrier spécialisé :	
Échelon <i>a</i> (O.S. 1) :	130
Échelon <i>b</i> (O.S. 2) :	140
Échelon <i>c</i> (O.S. 3) :	150
Catégorie III. - Ouvrier qualifié :	
Échelon <i>a</i> (O.Q. 1) :	160
Échelon <i>b</i> (O.Q. 2) :	170
Échelon <i>c</i> (O.Q. 3) :	185
Catégorie IV. - Ouvrier hautement qualifié :	200

Classification minimale garantie aux titulaires de diplômes

(Complétée par accord du 11 juin 1993, étendu par arrêté du 15 octobre 1993, JO 27 octobre 1993)

Les niveaux fixés au présent article font référence aux seuls diplômes ; cependant, le classement effectif du personnel se situera à tout niveau supérieur si, par rapport à ce niveau, tous autres éléments d'appréciation répondant aux définitions générales des catégories et des échelons lui sont immédiatement applicables.

Les titulaires d'un diplôme correspondant aux travaux exercés seront classés en fonction de ce diplôme, de la manière suivante :

- certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.) : ouvrier qualifié 1^{er} échelon
- brevet d'enseignement professionnel (B.E.P.) : ouvrier qualifié 2^e échelon ;
- brevet professionnel (B.P.) : ouvrier hautement qualifié.

Les diplômes, autres que ceux mentionnés ci-dessus, homologués par la commission nationale d'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique, garantiront à leurs titulaires, à l'entrée dans l'entreprise, une qualification en fonction du niveau reconnu par la commission.

Les correspondances retenues sont les suivantes :

- niveau V : O.Q. 1 ;
- niveau IV : O.H.Q.

En ce qui concerne le certificat d'éducation professionnelle (C.E.P.), il garantit la classification d'O.S. 3 dans la mesure où les tâches exercées correspondent effectivement à celles pour lesquelles l'éducation professionnelle a été reçue.

La classification minimale garantie aux titulaires de certificat de qualification professionnelle est déterminée par la Commission nationale paritaire de l'emploi des carrières et matériaux de construction.

Chefs d'équipe

1) Premier niveau

Lorsqu'au sein d'un petit groupe d'ouvriers l'un d'entre eux (moniteur, animateur, premier ouvrier, responsable de poste) est appelé à coordonner les travaux en y participant, il bénéficie d'une promotion individuelle qui lui confère un coefficient supérieur de deux échelons à celui de l'ouvrier le mieux classé de son équipe et en tout cas supérieur d'un échelon à celui qui était le sien.

Il lui est attribué, en conséquence, et compte tenu à la fois de la composition de l'équipe et de son propre coefficient d'origine, un coefficient de 185 ou de 200 :

- si l'équipe est constituée d'ouvriers dont le coefficient est compris entre 120 et 160, il reçoit l'appellation « Chef d'équipe 1^{er} niveau, 1^{er} échelon (coefficient 185) ».
- si l'équipe est constituée d'ouvriers dont le coefficient est compris entre 120 et 170, il reçoit l'appellation de « Chef d'équipe 1^{er} niveau, 2^e échelon (coefficient 200) ».

L'équipe qui lui est confiée ne peut excéder quatre ouvriers, en plus de lui-même.

2) Deuxième niveau

Le chef d'équipe 2^e niveau a une formation d'ouvrier qualifié et une parfaite maîtrise de son métier ; il est chargé

de la conduite d'une équipe ; il met en application les directives de travail reçues du personnel d'encadrement en assumant les responsabilités qui lui sont confiées. Aux connaissances nécessaires il joint les qualités de commandement appropriées.

L'équipe qui lui est confiée, qui ne peut comporter d'O.H.Q., ne peut excéder neuf ouvriers, en plus de lui-même. Son coefficient hiérarchique est de 225.

NOTA. — Lorsqu'une équipe d'ouvriers, quelle que soit sa composition, comporte un ou plusieurs ouvriers hautement qualifiés, le chef d'équipe qui en assume la responsabilité directe est classé dans la catégorie E.T.A.M.

Avantages acquis

Le présent accord constitue une remise en ordre des classifications. Son application ne peut porter atteinte aux avantages acquis par les ouvriers de la profession, ni aboutir à fixer des coefficients intermédiaires à ceux figurant à l'article « Hiérarchie professionnelle » du présent accord.

Filières

Les filières comportent pour chaque activité des exemples illustratifs de tâches. Elles font application des définitions générales, lesquelles sont dans tous les cas l'élément essentiel servant de base pour déterminer le classement des ouvriers de l'ensemble des branches professionnelles des carrières et matériaux de construction.

Ces filières sont les suivantes :

1. Filière Extraction-traitement des matériaux ;
2. Filière Entretien et travaux neufs ;
3. Filière Engins et appareils de manutention et levage ;
4. Filière Magasinage-stockage ;
5. Filière Contrôle-laboratoire ;
6. Filière Transports terrestres ;
7. Filière Navigation fluviale ;
8. Filière générale Fabrication :
 - 8-1 Sous-filière Béton prêt à l'emploi ;
 - 8-2 Sous-filière Produits en béton ;
 - 8-3 Sous-filière Plâtre-produits en plâtre craie blanc de craie ;
 - 8-4 Sous-filière Matériaux naturels ;
 - 8-5 Sous-filière Marbrerie funéraire.

Elles sont annexées au présent accord (voir annexe à l'avenant n° 13 du 25 janvier 1979).

Champ d'application

Le champ d'application du présent accord est identique à celui de la convention nationale du 22 avril 1955 (art.1).

Sont ainsi concernés les ouvriers occupés dans les entreprises appartenant aux industries ci-après énumérées par référence à la nomenclature d'activités et de produits 1973 établie par l'I.N.S.E.E. (décret n° 73-1036 du 9 novembre 1973) :

1. Dans la classe 14 : Minéraux divers :
 - le groupe 1402 : Matériaux de carrières pour l'industrie.
2. Dans la classe 15 : Matériaux de construction :
 - le groupe 1501 : Sables et graviers d'alluvions ;
 - le groupe 1502 : Matériaux concassés de roches et de laitier ;
 - le groupe 1503 : Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise) ;
 - le groupe 1505 : Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment) ;
 - le groupe 1507 : Béton prêt à l'emploi ;
 - le groupe 1508 : Produits en béton ;
 - le groupe 1509 : Matériaux de construction divers.
3. Dans la classe 87 : Services divers (marchands) :

— le groupe 8705 (pour partie) : Services funéraires (marbrerie funéraire).

Mise en place et entrée en vigueur

L'entrée en vigueur du présent accord interviendra le premier jour du deuxième mois suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* de la République française.

Dans le cas où la date d'entrée en vigueur ainsi déterminée se situerait entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre, elle sera reportée au 1^{er} octobre suivant.

Le temps écoulé entre la date de signature et l'entrée en vigueur doit permettre à l'employeur de procéder avec les représentants du personnel et leurs organisations syndicales à un examen des problèmes susceptibles de se poser à l'occasion de la modification du système de classification.

La nouvelle classification devra être effective au plus tard à la date d'entrée en vigueur définie ci-dessus.

Chaque ouvrier recevra une notification écrite au plus tard à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Dispositions diverses

1) Dès son entrée en vigueur, le présent accord annule toutes les dispositions antérieures portant sur les classifications des ouvriers figurant dans la convention collective nationale du 22 avril 1955 et ses avenants.

2) Toutes les dispositions de la convention collective du 22 avril 1955 et de ses avenants auxquelles il n'est pas expressément dérogé dans le présent accord, ou qui ne sont pas incompatibles avec ses dispositions demeurent applicables.

3) Le présent accord sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé au secrétariat du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions prévues par le code du travail, en vue de son extension.

4) Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration au secrétariat du conseil de prud'hommes de Paris où il aura été déposé.

Elle devra également aviser, par pli recommandé, toutes les organisations signataires.

Annexe à l'avenant n° 13 du 25 janvier 1979

Filière 1 - Extraction - Traitement des matériaux

I) Ouvrier manoeuvre (coefficient 120)

Personnel exécutant des travaux très simples, sans responsabilité, ne nécessitant ni formation, ni spécialisation, ni adaptation préalable, par exemple : rangement, nettoyage, etc.

II) Ouvrier spécialisé

Personnel exécutant des travaux simples nécessitant une certaine adaptation préalable, mais ne nécessitant pas d'avoir acquis une formation professionnelle :

O.S. 1 (coefficient 130) : ouvrier effectuant un nombre limité de tâches élémentaires ne nécessitant qu'une adaptation facile et rapide suivant des instructions précises, par exemple : terrassement ou manutention sans moyen mécanique ; participation à la mise en place de bateaux ou de wagons ; entretien de pistes ou de décharges sans moyen mécanique ; participation à des opérations telles que perforation, sondage, minage, extraction, manutention, concassage, criblage, traitement des matériaux, débitage de blocs abattus notamment par sciage ou forage ; abattage, grattage, nettoyage de front (manuels) ; régalaie des matériaux, etc.

O.S. 2 (coefficient 140) : ouvrier qui, par rapport au précédent, se distingue par l'exécution de travaux plus diversifiés qu'il effectue éventuellement à l'aide de moyens mécaniques d'usage simple, par exemple : participation à des opérations telles que perforation, sondage, minage, extraction, manutention, concassage, criblage, traitement des matériaux, avec participation à l'entretien élémentaire et à la surveillance ; participation au sciage au fil sur pierre ; exécution de forage au marteau pneumatique, en plat, etc.

O.S. 3 (coefficient 150) : ouvrier qui, par rapport au précédent, exécute ou participe à des travaux nécessitant une plus large spécialisation ou une initiation personnelle. Ces travaux peuvent exiger de sa part un choix entre des solutions usuelles, connues et limitées, dans le cadre de directives et de consignes très précises. L'O.S. 3 peut éventuellement assister un O.Q., par exemple : conduite et surveillance d'appareils ou d'engins d'extraction, forage, manoeuvre, manutention, concassage, criblage, traitement d'usage simple ne nécessitant qu'une initiation à la profession et à la connaissance des possibilités des appareils ou engins et participation à l'entretien courant ; pompage d'épuisement à l'aide de groupe motopompe, avec entretien courant du matériel et vérification de son état ; participation aux opérations de purgeage ; assistance simple à du personnel qualifié pour des opérations de sondage ou de minage, etc.

III) Ouvrier qualifié

Personnel exécutant des travaux qualifiés nécessitant la connaissance du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme :

O.Q. 1 (coefficient 160) : personnel exécutant, suivant les directives reçues, les travaux simples du métier, par exemple : conduite d'engins ou d'appareils d'usage simple, avec connaissance de leurs possibilités, exécution de l'entretien courant et signalement des anomalies apparentes de fonctionnement, tels que engins ou appareils d'extraction, de concassage, de criblage, de manutention ou de traitement des matériaux, engins ou appareils de chargement, de terrassement, de forage, de sondage ou de transport en carrière, engins de manoeuvre de navigation ; travaux de forage au marteau pneumatique manuel ; travaux de minage, d'abattage, de pétardage avec possession du C.A.M. participant à l'exécution du plan de tir, etc.

O.Q. 2 (coefficient 170) : personnel qui, par rapport au précédent, possède une meilleure connaissance du métier, résultant notamment de l'expérience professionnelle, et exécutant les travaux habituels de ce métier selon des directives n'excluant pas certaines initiatives limitées, par exemple : conduite d'engins ou d'appareils nécessitant une qualification plus élevée, avec connaissance de leurs possibilités, exécution de l'entretien courant et compte rendu du fonctionnement ; exécution du plan de tir ; conduite d'appareils de forage en galerie ; opérations de purgeage dans le cadre des directives reçues, etc.

O.Q. 3 (coefficient 185) : personnel ayant une connaissance confirmée du métier et exécutant toutes les opérations de celui-ci ; il est capable de prendre les initiatives nécessaires dans le cadre des directives reçues, par exemple : conduite des mêmes engins ou appareils que l'O.Q. 2 en étant capable de faire appel à davantage de techniques professionnelles et d'initiatives, en assurant le compte rendu de l'activité dans le cadre du programme confié ; exécution de travaux complexes de sondage dans le cadre des directives reçues ; travaux de forage en falaise, etc.

IV) Ouvrier hautement qualifié (coefficient 200)

Personnel exécutant des travaux hautement qualifiés, nécessitant la parfaite maîtrise du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme, par exemple : responsabilité complète d'un appareillage complexe d'extraction ou de traitement, avec vérifications, entretien courant et compte rendu s'accompagnant d'une connaissance éprouvée du matériau à extraire ou à traiter, etc.

Filière 2 - Entretien et travaux neufs

I) Ouvrier manoeuvre (coefficient 120)

Personnel exécutant des travaux très simples, sans responsabilité, ne nécessitant ni formation, ni spécialisation, ni adaptation préalable, par exemple : travaux manuels de rangement, nettoyage, approvisionnement, etc.

II) Ouvrier spécialisé

Personnel exécutant des travaux simples nécessitant une certaine adaptation préalable, mais ne nécessitant pas d'avoir acquis une formation professionnelle :

O.S. 1 (coefficient 130) : personnel effectuant un nombre limité de tâches élémentaires ne nécessitant qu'une adaptation facile et rapide suivant des instructions précises. Par exemple : approvisionnements nécessitant un minimum de connaissances de l'entretien ; nettoyage et entretien sommaire d'outillage simple à l'exclusion de toute réparation, etc.

O.S. 2 (coefficient 140) : personnel qui, par rapport au précédent, se distingue par l'exécution de travaux plus diversifiés qu'il effectue éventuellement à l'aide de moyens mécaniques d'usage simple, par exemple : travaux d'entretien simple de matériel, tels que graissage et vidange sans complexité ; entretien d'outillage simple, etc.

O.S. 3 (coefficient 150) : personnel qui, par rapport au précédent, exécute ou participe à des travaux nécessitant une plus large spécialisation ou une initiative professionnelle. Ces travaux peuvent exiger de sa part un choix entre des solutions usuelles connues et limitées, dans le cadre de directives et de consignes très précises. L'O.S. 3 peut éventuellement assister un O.Q., par exemple : mêmes tâches que l'O.S. 2 mais comportant une plus large diversité ; travaux élémentaires en assistance d'un ouvrier qualifié, etc.

III) Ouvrier qualifié

Personnel exécutant des travaux qualifiés nécessitant la connaissance du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme :

O.Q. 1 (coefficient 160) : personnel exécutant, suivant les directives reçues, les travaux simples du métier, par exemple : travaux de menuiserie ou de maçonnerie sans complexité particulière ; travaux de mécanique, électricité, chaudronnerie, soudure ou autres métiers relatifs aux réparations, entretiens ou dépannages élémentaires pouvant s'il y a lieu nécessiter l'utilisation de machines-outils ; travaux sur machines-outils correspondant à la formation reçue, etc.

O.Q. 2 (coefficient 170) : personnel qui, par rapport au précédent, possède une meilleure connaissance du métier résultant notamment de l'expérience professionnelle et exécutant les travaux habituels de ce métier selon des directives n'excluant pas certaines initiatives limitées, par exemple : travaux courants de menuiserie ou de maçonnerie ; travaux de mécanique, électricité, chaudronnerie, soudure ou autres métiers, sur tous matériels pour assurer leur entretien normal, leur réparation, leur dépannage, pouvant s'il y a lieu nécessiter l'utilisation de machines-outils ; entretien et dépannage simples de systèmes hydrauliques ou pneumatiques ; travaux professionnels courants sur machines-outils, etc.

O.Q. 3 (coefficient 185) : personnel ayant une connaissance confirmée du métier, et exécutant toutes les opérations de celui-ci ; il est capable de prendre les initiatives nécessaires dans le cadre de directives reçues, par exemple : exécution des mêmes travaux que l'O.Q.2, en étant capable de faire appel à davantage de techniques du métier et d'initiatives, etc.

IV) Ouvrier hautement qualifié (coefficient 200)

Personnel exécutant des travaux hautement qualifiés nécessitant la parfaite maîtrise du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme, par exemple : exécution de tous les travaux d'un métier en étant capable de faire appel à toutes les techniques de celui-ci ; exécution de tous travaux d'entretien, réparation ou dépannage sur des ensembles complexes ; construction à partir de plans fournis d'ensembles mécaniques, électriques, électromécaniques, hydrauliques, pneumatiques ou autres ; exécution de montages, réglages, mises au point d'ensembles mécaniques ou autres, etc.

Filière 3 - Engins et appareils de manutention et levage

I) Ouvrier manoeuvre (coefficient 120)

Personnel exécutant des travaux très simples, sans responsabilité, ne nécessitant ni formation, ni spécialisation, ni adaptation préalable.

II) Ouvrier spécialisé

Personnel exécutant des travaux simples nécessitant une certaine adaptation préalable, mais ne nécessitant pas d'avoir acquis une formation professionnelle :

O.S. 1 (coefficient 130) : ouvrier effectuant un nombre limité de tâches élémentaires ne nécessitant qu'une adaptation facile et rapide suivant des instructions précises, par exemple : aide d'un conducteur d'engin ou appareil pour la manutention manuelle au sol d'accessoires de levage, etc.

O.S. 2 (coefficient 140) : ouvrier qui, par rapport au précédent, se distingue par l'exécution de travaux plus diversifiés qu'il effectue éventuellement à l'aide de moyens mécaniques d'usage simple, par exemple : utilisation sans responsabilité d'entretien, depuis le sol, d'appareils de levage tels que palan, poutre roulante, pont, portique, monte-charge, etc., pour des opérations simples et répétitives ; conduite d'engins automoteurs utilisés à des opérations de manutention simples et répétitives, tels que chargeur de capacité au plus égale à 1 000 litres, chariot élévateur de petite levée, etc., sans responsabilité d'entretien, etc.

O.S. 3 (coefficient 150) : ouvrier qui, par rapport au précédent, exécute ou participe à des travaux nécessitant une plus large spécialisation ou une initiative professionnelle. Ces travaux peuvent exiger de sa part un choix entre des solutions usuelles connues et limitées, dans le cadre de directives et de consignes très précises. L'O.S. 3 peut éventuellement assister un O.Q., par exemple : conduite d'appareils de levage comme pour l'O.S. 2, avec possibilité de participer à l'entretien courant (nettoyage, vidange, graissage...) pour l'accomplissement d'opérations faisant appel à une plus grande spécialisation ; conduite d'engins automoteurs pour l'exécution des manutentions courantes, avec possibilité de participer à l'entretien courant (nettoyage, vidange, graissage), etc.

III) Ouvrier qualifié

Personnel exécutant des travaux qualifiés nécessitant la connaissance du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme :

O.Q. 1 (coefficient 160) : personnel exécutant, suivant les directives reçues, les travaux simples du métier, par exemple : conduite d'engins ou d'appareils, avec exécution des vérifications et de l'entretien courant (niveaux, graissage, pneus...), tels que grues pour exécution de travaux simples, par grutier débutant, engins automoteurs, par conducteur pouvant participer aux dépannages élémentaires ; conduite de pont roulant en cabine, etc.

O.Q. 2 (coefficient 170) : personnel qui, par rapport au précédent, possède une meilleure connaissance du métier résultant notamment de l'expérience professionnelle, et exécutant les travaux habituels de ce métier selon des directives n'excluant par certaines initiatives limitées, par exemple : conduite d'engins automoteurs comme l'O.Q. 1, avec responsabilités en liaison avec le processus de livraison et l'aptitude à rendre compte de l'activité ; conduite de grue pour l'exécution des travaux habituels de montage, levage ou manutention, etc.

O.Q. 3 (coefficient 185) : personnel ayant une connaissance confirmée du métier, et exécutant toutes les opérations de celui-ci ; il est capable de prendre les initiatives nécessaires dans le cadre des directives reçues, par exemple : conduite de grue comme l'O.Q. 2, avec capacité et expérience permettant l'utilisation de divers types de grues, et aptitude à en assurer l'entretien courant, etc.

IV) Ouvrier hautement qualifié (coefficient 200)

Personnel exécutant des travaux hautement qualifiés, nécessitant la parfaite maîtrise du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme.

Filière 4 - Magasinage - Stockage

I) Ouvrier manoeuvre (coefficient 120)

Personnel exécutant des travaux très simples, sans responsabilité, ne nécessitant ni formation, ni spécialisation, ni adaptation préalable, par exemple : travaux manuels de rangement, nettoyage, approvisionnement, etc.

II) Ouvrier spécialisé

Personnel exécutant des travaux simples nécessitant une certaine adaptation préalable, mais ne nécessitant pas d'avoir acquis une formation professionnelle :

O.S. 1 (coefficient 130) : ouvrier effectuant un nombre limité de tâches élémentaires ne nécessitant qu'une adaptation facile et rapide suivant des instructions précises, par exemple : empilage de pièces ; mise ou reprise en stock de produits ou de pièces courants ; conditionnements simples, etc.

O.S. 2 (coefficient 140) : ouvrier qui, par rapport au précédent, se distingue par l'exécution de travaux plus diversifiés qu'il effectue éventuellement à l'aide de moyens mécaniques d'usage simple, par exemple : mise ou reprise en stock de produits ou de pièces diversifiés ; participation à la tenue d'un magasin ou d'un dépôt, etc.

O.S. 3 (coefficient 150) : ouvrier qui, par rapport au précédent, exécute ou participe à des travaux nécessitant une plus large spécialisation ou une initiation professionnelle. Ces travaux peuvent exiger de sa part un choix entre des solutions usuelles connues et limitées, dans le cadre de directives et de consignes très précises. L'O.S. 3 peut éventuellement assister un O.Q. par exemple : mêmes tâches que l'O.S. 2, mais comportant une plus large diversité, etc.

III) Ouvrier qualifié

Personnel exécutant des travaux qualifiés nécessitant la connaissance du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme :

O.Q. 1 (coefficient 160) : personnel exécutant, suivant les directives reçues, les travaux simples du métier, par exemple : entrées et sorties de stock avec tenue des fiches de mouvements, etc.

O.Q. 2 (coefficient 170) : personnel qui, par rapport au précédent, possède une meilleure connaissance du métier résultant notamment de l'expérience professionnelle, et exécutant les travaux habituels de ce métier selon des directives n'excluant pas certaines initiatives limitées, par exemple : mêmes tâches que l'O.Q. 1 avec une meilleure connaissance du métier, etc.

O.Q. 3 (coefficient 185) : personnel ayant une connaissance confirmée du métier, et exécutant toutes les opérations de celui-ci ; il est capable de prendre les initiatives nécessaires dans le cadre des directives reçues, par exemple ; mêmes tâches que l'O.Q. 1 avec une connaissance confirmée du métier, etc.

IV) Ouvrier hautement qualifié (coefficient 200)

Personnel exécutant des travaux hautement qualifiés, nécessitant la parfaite maîtrise du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme.

Filière 5 - Contrôle - Laboratoire

I) Ouvrier manoeuvre (coefficient 120)

Personnel exécutant des travaux très simples, sans responsabilité, ne nécessitant ni formation, ni spécialisation, ni adaptation préalable.

II) Ouvrier spécialisé

Personnel exécutant des travaux simples nécessitant une certaine adaptation préalable, mais ne nécessitant pas d'avoir acquis une formation professionnelle :

O.S. 1 (coefficient 130) : personnel effectuant un nombre limité de tâches élémentaires ne nécessitant qu'une adaptation facile et rapide suivant des instructions précises, par exemple : contrôle simple et visuel des défauts apparents des produits ou matières premières ; participation à des travaux simples de laboratoire, etc.

O.S. 2 (coefficient 140) : personnel qui, par rapport au précédent, se distingue par l'exécution de travaux plus diversifiés qu'il effectue éventuellement à l'aide de moyens mécaniques d'usage simple, par exemple : participation à l'exécution de travaux de laboratoire tels que mesures de granulométrie, essais physiques ou mécaniques ; entretien élémentaire du matériel courant, etc.

O.S. 3 (coefficient 150) : personnel qui, par rapport au précédent, exécute ou participe à des travaux nécessitant une plus large spécialisation ou une initiation professionnelle. Ces travaux peuvent exiger de sa part un choix entre des solutions usuelles connues et limitées, dans le cadre de directives et de consignes très précises. L'O.S. 3 peut éventuellement assister un O.Q., par exemple : exécution sous contrôle de travaux simples de laboratoire, tels que mesures de granulométrie, essais physiques ou mécaniques, etc.

III) Ouvrier qualifié

Personnel exécutant des travaux qualifiés nécessitant la connaissance du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme :

O.Q. 1 (coefficient 160) : personnel exécutant, suivant les directives reçues, les travaux simples du métier, par exemple : exécution de travaux de laboratoire impliquant notamment d'effectuer des mesures diverses et d'en faire le relevé, etc.

O.Q. 2 (coefficient 170) : personnel qui, par rapport au précédent, possède une meilleure connaissance du métier résultant notamment de l'expérience professionnelle, et exécutant les travaux habituels de ce métier selon des directives n'excluant pas certaines initiatives limitées, par exemple : même tâches que l'O.Q. 1 avec une meilleure connaissance du métier, etc.

O.Q. 3 (coefficient 185) : personnel ayant une connaissance confirmée du métier et exécutant toutes les opérations de celui-ci ; il est capable de prendre les initiatives nécessaires dans le cadre des directives reçues, par exemple : mêmes tâches que l'O.Q. 1 avec une connaissance confirmée du métier, etc.

IV) Ouvrier hautement qualifié (coefficient 200)

Personnel exécutant des travaux hautement qualifiés, nécessitant la parfaite maîtrise du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme.

Filière 6 - Transports terrestres

NOTA. — Il va de soi que les opérations autres que la conduite proprement dite font partie intégrante du temps de travail.

I) Ouvrier manoeuvre (coefficient 120)

Personnel exécutant des travaux très simples, sans responsabilité, ne nécessitant ni formation, ni spécialisation, ni adaptation préalable.

II) Ouvrier spécialisé

Personnel exécutant des travaux simples nécessitant une certaine adaptation préalable, mais ne nécessitant pas d'avoir acquis une formation professionnelle :

O.S. 1 (coefficient 130) : personnel effectuant un nombre limité de tâches élémentaires ne nécessitant qu'une adaptation facile et rapide suivant des instructions précises.

O.S. 2 (coefficient 140) : personnel qui, par rapport au précédent, se distingue par l'exécution de travaux plus diversifiés qu'il effectue éventuellement à l'aide de moyens mécaniques d'usage simple.

O.S. 3 (coefficient 150) : personnel qui, par rapport au précédent, exécute ou participe à des travaux nécessitant une plus large spécialisation ou une initiation professionnelle. Ces travaux peuvent exiger de sa part un choix entre des solutions usuelles connues et limitées, dans le cadre de directives et de consignes très précises. L'O.S. 3 peut éventuellement assister un O.Q., par exemple ; conduite de véhicules d'un poids total en charge de moins de 3,5 tonnes, ne nécessitant pas le permis de conduire D, assortie des vérifications courantes (niveaux, pneus...) et de la tenue des documents de bord et de livraison, etc.

III) Ouvrier qualifié

Personnel exécutant des travaux qualifiés nécessitant la connaissance du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme :

O.Q. 1 (coefficient 160) : personnel exécutant, suivant les directives reçues, les travaux simples du métier, par exemple : conduite de véhicules d'un poids total en charge de moins de 3,5 tonnes, assortie des vérifications courantes (niveaux, pneus...), entretien courant (nettoyage, vidange, graissage), dépannages élémentaires, participation au chargement et au déchargement, tenue des documents de bord et de livraison ; conduite de véhicules de plus de 3,5 tonnes isolés, assortie des vérifications courantes (niveau, pneus...), participation au chargement et au déchargement, tenue des documents de bord et de livraison, etc.

O.Q. 2 (coefficient 170) : personnel qui, par rapport au précédent, possède une meilleure connaissance du métier résultant, notamment, de l'expérience professionnelle, et exécutant les travaux habituels de ce métier selon des directives n'excluant pas certaines initiatives limitées, par exemple : conduite de véhicules de plus de 3,5 tonnes isolés ou articulés, assortie des vérifications et de l'entretien courants, participation au chargement et au déchargement avec une certaine connaissance de la clientèle et des produits livrés, tenue des documents de bord et de livraison, etc.

O.Q. 3 (coefficient 185) : personnel ayant une connaissance confirmée du métier, et exécutant toutes les opérations de celui-ci ; il est capable de prendre les initiatives nécessaires dans le cadre des directives reçues, par exemple : conduite des mêmes véhicules que l'O.Q. 2, avec en outre une très bonne connaissance des habitudes de la clientèle et des produits livrés, etc.

IV) Ouvrier hautement qualifié (coefficient 200)

Personnel exécutant des travaux hautement qualifiés, nécessitant la parfaite maîtrise du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme, par exemple : conduite de véhicules articulés, destinés aux transports exceptionnels, faisant l'objet d'une dérogation spéciale de la part de l'administration.

Filière 7 - Navigation fluviale

I) Coefficient 120

Débutant en surnombre.

II) Ouvrier spécialisé

Personnel exécutant des travaux simples nécessitant une certaine adaptation préalable, mais ne nécessitant pas d'avoir acquis une formation professionnelle :

O.S. 1 (coefficient 130) : personnel effectuant un nombre limité de tâches élémentaires ne nécessitant qu'une adaptation facile et rapide suivant des instructions précises, par exemple : connaissance élémentaire des manoeuvres d'amarrage, d'étalage et de formation de convois. Cette connaissance est réputée acquise dans un délai de l'ordre de

six mois.

O.S. 2 (coefficient 140) : personnel qui, par rapport au précédent, se distingue par l'exécution de travaux plus diversifiés qu'il effectue éventuellement à l'aide de moyens mécaniques d'usage simple, par exemple : connaissance pratique des manoeuvres ci-dessus, de guidage et de la voie navigable utilisée ; participation à l'entretien courant des installations autres que mécaniques, hydrauliques, électriques et pneumatiques, etc.

O.S. 3 (coefficient 150) : personnel qui, par rapport au précédent, exécute ou participe à des travaux nécessitant une plus large spécialisation ou une initiation professionnelle. Ces travaux peuvent exiger de sa part un choix entre des solutions usuelles connues et limitées, dans le cadre de directives et de consignes très précises. L'O.S. 3 peut éventuellement assister un O.Q., par exemple : mêmes connaissances que l'O.S. 2 avec participation sous contrôle permanent à la conduite en bief et de jour sur un pousseur ; approvisionnement alimentaire, préparation des repas, entretien des locaux, sous le contrôle du responsable de bord ; participation à l'entretien courant des installations mécaniques, hydrauliques, électriques et pneumatiques, etc.

III) Ouvrier qualifié

Personnel exécutant des travaux qualifiés nécessitant la connaissance du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme :

O.Q. 1 (coefficient 160) : personnel exécutant, suivant les directives reçues, les travaux simples du métier, par exemple : détenteur du C.A.P. de navigation ; détenteur du C.A.P. de cuisine ou ayant une pratique équivalente ; conduite en second d'automoteur avec certificat général de capacité et aptitude à remplacer temporairement le responsable présent à bord, selon ses directives ; participation sous surveillance à la conduite d'un pousseur avec franchissement d'ouvrages ; entretien mécanique, dépannages élémentaires relevant des possibilités d'intervention, etc.

O.Q. 2 (coefficient 170) : personnel qui, par rapport au précédent, possède une meilleure connaissance du métier résultant notamment de l'expérience professionnelle, et exécutant les travaux habituels de ce métier selon des directives n'excluant pas certaines initiatives limitées, par exemple : conduite d'un automoteur ou d'un automoteur poussant une barge de 50 mètres maximum ; conduite en second d'un automoteur pousseur dont le convoi dépasse 120 mètres ou d'un pousseur ne naviguant pas en continu, et participation éventuelle à la conduite avec radar et giro, etc.

O.Q. 3 (coefficient 185) : personnel ayant une connaissance confirmée du métier, et exécutant toutes les opérations de celui-ci ; il est capable de prendre les initiatives nécessaires dans le cadre des directives reçues, par exemple : conduite d'un pousseur de manoeuvres de fouilles ; conduite d'un automoteur de plus de 55 mètres ou d'un automoteur poussant plusieurs barges ou un convoi de 80 à 120 mètres (chef d'équipe, 1^{er} niveau, 1^{er} échelon) ; conduite en second d'un pousseur en continu, avec connaissance du radar et du giro, etc.

IV) Ouvrier hautement qualifié (coefficient 200)

Personnel exécutant des travaux hautement qualifiés, nécessitant la parfaite maîtrise du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme, par exemple : conduite d'un automoteur pousseur dont le convoi dépasse 120 mètres ; conduite d'un convoi poussé ne naviguant pas en continu avec connaissance du radar et du giro (chef d'équipe, 1^{er} niveau, 2^e échelon), etc.

V) Chef d'équipe 2^e niveau (coefficient 235)

Conduite d'un convoi poussé en continu.

Filière 8 - Générale - Fabrication

I) Ouvrier manoeuvre (coefficient 120)

Personnel exécutant des travaux très simples, sans responsabilité, ne nécessitant ni formation, ni spécialisation, ni adaptation préalable, par exemple : rangements, nettoyages, etc.

II) Ouvrier spécialisé

Personnel exécutant des travaux simples nécessitant une certaine adaptation préalable, mais ne nécessitant pas d'avoir acquis une formation professionnelle :

O.S. 1 (coefficient 130) : personnel effectuant un nombre limité de tâches élémentaires ne nécessitant qu'une adaptation facile et rapide suivant des instructions précises, par exemple : participation à la fabrication ou à la production essentiellement manuelle de produits de série ; surveillance simple d'appareils de production ou de fabrication ; préparation de produits simples, etc.

O.S. 2 (coefficient 140) : personnel qui, par rapport au précédent, se distingue par l'exécution de travaux plus diversifiés qu'il effectue éventuellement à l'aide de moyens mécaniques d'usage simple, par exemple : participation simple à la marche de machines complexes ; conduite de machines de production d'usage simple sous contrôle ; fabrication ou production essentiellement manuelle de produits ou ouvrages simples ou de série ; finitions simples, etc.

O.S. 3 (coefficient 150) : personnel qui, par rapport au précédent, exécute ou participe à des travaux nécessitant une

plus large spécialisation ou une initiation professionnelle. Ces travaux peuvent exiger de sa part un choix entre des solutions usuelles connues et limitées, dans le cadre de directives et de consignes très précises. L'O.S. 3 peut éventuellement assister un O.Q., par exemple : conduite sous contrôle de machines de production nécessitant une plus large spécialisation ; préparation, distribution des matières premières ; travaux manuels nécessitant une plus large spécialisation, etc.

III) Ouvrier qualifié

Personnel exécutant des travaux qualifiés nécessitant la connaissance du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme :

O.Q. 1 (coefficient 160) : personnel exécutant, suivant les directives reçues, les travaux simples du métier, par exemple : conduite de machines nécessitant la connaissance de base du métier ; montage, finissage de produits de série ou courants ; fabrication de pièces ou éléments de pièces hors série, etc.

O.Q. 2 (coefficient 170) : personnel qui, par rapport au précédent, possède une meilleure connaissance du métier résultant notamment de l'expérience professionnelle, et exécutant les travaux habituels de ce métier selon des directives n'excluant pas certaines initiatives limitées, par exemple : travaux délicats, notamment à l'aide de machines complexes ; travaux hors série ; montage, finissage de produits ou de pièces spéciaux, etc.

O.Q. 3 (coefficient 185) : personnel ayant une connaissance confirmée du métier, et exécutant toutes les opérations de celui-ci ; il est capable de prendre les initiatives nécessaires dans le cadre des directives reçues, par exemple : conduite d'un appareillage complexe de production avec vérification, entretien courant et compte rendu ; travaux avec lecture de plans ou de dessins, etc.

IV) Ouvrier hautement qualifié (coefficient 200)

Personnel exécutant des travaux hautement qualifiés, nécessitant la parfaite maîtrise du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme, par exemple : travaux de haute technicité ; travaux de caractère artistique ; responsabilité complète d'un appareillage complexe de production avec vérifications, entretien courant et compte rendu s'accompagnant d'une connaissance éprouvée du matériau ou du produit, etc.

Sous-filière 8-1 - Béton prêt à l'emploi

(Fonctions ne figurant pas dans les autres filières)

NOTA. — Les tâches de fabrication du béton prêt à l'emploi relèvent généralement de la classification des E.T.A.M. Toutefois elles peuvent parfois être exécutées par du personnel répondant aux définitions des catégories ouvriers. Aussi pour le personnel et dans l'attente de la classification des E.T.A.M., la classification ouvriers pourra être appliquée à titre transitoire.

I- Ouvrier manoeuvre (coefficient 120)

Personnel exécutant des travaux très simples, sans responsabilité, ne nécessitant ni formation, ni spécialisation, ni adaptation préalable.

II- Ouvrier spécialisé

Personnel exécutant des travaux simples nécessitant une certaine adaptation préalable, mais ne nécessitant pas d'avoir acquis une formation professionnelle :

O.S. 1 (coefficient 130) : ouvrier effectuant un nombre limité de tâches élémentaires ne nécessitant qu'une adaptation facile et rapide suivant des instructions précises.

O.S. 2 (coefficient 140) : ouvrier qui, par rapport au précédent, se distingue par l'exécution de travaux plus diversifiés qu'il effectue éventuellement à l'aide de moyens mécaniques d'usage simple.

O.S. 3 (coefficient 150) : ouvrier qui, par rapport au précédent, exécute ou participe à des travaux nécessitant une plus large spécialisation ou une initiation professionnelle. Ces travaux peuvent exiger de sa part un choix entre des solutions usuelles connues et limitées, dans le cadre de directives et de consignes très précises. L'O.S. 3 peut éventuellement assister un O.Q.

III- Ouvrier qualifié

Personnel exécutant des travaux qualifiés nécessitant la connaissance du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente pouvant avoir été sanctionnées par un diplôme :

O.Q. 1 (coefficient 160) : personnel exécutant, suivant les directives reçues, les travaux simples du métier.

O.Q. 2 (coefficient 170) : personnel qui, par rapport au précédent, possède une meilleure connaissance du métier résultant notamment de l'expérience professionnelle, et exécutant les travaux habituels de ce métier selon des directives n'excluant pas certaines initiatives limitées, par exemple : conduite de bétonnière portée par conducteur débutant dans la profession, assortie des vérifications et de l'entretien courant, avec exécution des manoeuvres du véhicule

nécessaires au chargement et au déchargement de la bétonnière, et tenue des documents de bord, etc.

O.Q. 3 (coefficient 185) : personnel ayant une connaissance confirmée du métier et exécutant toutes les opérations de celui-ci ; il est capable de prendre les initiatives nécessaires dans le cadre des directives reçues, par exemple : conduite de bétonnière portée comme pour l'O.Q. 2 avec une bonne connaissance de la clientèle et du produit. Cette qualification est acquise au bout de six mois maximum de pratique dans la profession ; conduite de pompe à béton assortie des vérifications et de l'entretien courant avec mise en place de l'installation de pompage et la tenue des documents de bord et de pompage, etc.

IV- Ouvrier hautement qualifié

Personnel exécutant des travaux hautement qualifiés, nécessitant la parfaite maîtrise du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme, par exemple : responsabilité complète d'une bétonnière portée avec vérification, entretien courant et compte rendu, s'accompagnant d'une connaissance éprouvée du produit ; conduite de bétonnière portée comme pour l'O.Q. 3 équipée en plus d'un dispositif spécial de chargement ou de déchargement nécessitant une qualification particulière ; conduite de pompes à béton comme pour l'O.Q. 3, avec capacité de faire face aux problèmes posés par le chantier de pompage et (ou) d'appliquer habituellement ses aptitudes à des matériels différents, etc.

Sous-filière 8-2 - Produits en béton

(Fonctions ne figurant pas dans les autres filières)

I- Ouvrier manoeuvre (coefficient 120)

Personnel exécutant des travaux très simples, sans responsabilité, ne nécessitant ni formation, ni spécialisation, ni adaptation préalable, par exemple : rangements, nettoyage, etc.

II- Ouvrier spécialisé

Personnel exécutant des travaux simples nécessitant une certaine adaptation préalable, mais ne nécessitant pas d'avoir acquis une formation professionnelle :

O.S. 1 (coefficient 130) : personnel effectuant un nombre limité de tâches élémentaires ne nécessitant qu'une adaptation facile et rapide suivant des instructions précises, par exemple : participation à la fabrication ou à la production essentiellement manuelle de produits de série, telle que moulage à la main, bouchonnage ordinaire, approvisionnement, mise en palettes, cerclage de palettes, démoulage et manutention de moules et de planchettes, mise en place d'armatures, surveillance simple d'appareils de production ou de fabrication, tels qu'étuves ; préparation de produits simples, tels que ferrailage manuel de série au gabarit, etc.

O.S. 2 (coefficient 140) : personnel qui par rapport au précédent se distingue par l'exécution de travaux plus diversifiés qu'il effectue éventuellement à l'aide de moyens mécaniques d'usage simple, par exemple : participation simple à la marche de machines complexes, telle que pose et enlèvement de vibreurs sur moules, utilisation d'aiguilles, règles ou taloches vibrantes, montage de moules, moulage ; conduite de machines de production d'usage simple, sous contrôle, telles que malaxeur, table vibrante, machines à tuyaux ou autres produits ou ouvrages simples ou de série, tels que meules, accessoires de couverture, armatures ; finitions simples, telles que lavage, brossage, bouchardage, etc.

O.S. 3 (coefficient 150) : personnel qui, par rapport au précédent, exécute ou participe à des travaux nécessitant une plus large spécialisation ou une initiation professionnelle. Ces travaux peuvent exiger de sa part un choix entre des solutions usuelles connues et limitées, dans le cadre de directives et de consignes très précises. L'O.S. 3 peut éventuellement assister un O.Q., par exemple : conduite sous contrôle de machines de production nécessitant une plus large spécialisation, telles que celles visées sous O.S. 2 ; préparation, distribution des matières premières ; travaux manuels nécessitant une plus large spécialisation, tels que ferrailage, lissage, enduits, etc.

III- Ouvrier qualifié

Personnel exécutant des travaux qualifiés nécessitant la connaissance du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme :

O.Q. 1 (coefficient 160) : personnel exécutant, suivant les directives reçues, les travaux simples du métier, par exemple : conduite de machines nécessitant la connaissance de base du métier ; montage, finissage de produits de série ou courants ; fabrication de pièces ou éléments de pièces hors série, telle que cimentage manuel, soudage, traçage, ferrailage, etc.

O.Q. 2 (coefficient 170) : personnel qui, par rapport au précédent, possède une meilleure connaissance du métier résultant notamment de l'expérience professionnelle, et exécute les travaux habituels de ce métier selon des directives n'excluant pas certaines initiatives limitées, par exemple : travaux délicats notamment à l'aide de machines complexes ; travaux hors série, tels que cimentage manuel, soudage, traçage, ferrailage, chaudronnage ; montage, finissage de pièces ou de produits spéciaux, tels qu'assemblage d'éléments préfabriqués, etc.

O.Q. 3 (coefficient 185) : personnel ayant une connaissance confirmée du métier, et exécutant toutes les opérations de celui-ci ; il est capable de prendre les initiatives nécessaires dans le cadre des directives reçues, par exemple : conduite d'un appareil complexe de production avec vérifications, entretien courant et compte rendu ; travaux avec lecture de plans ou de dessins, etc.

IV- Ouvrier hautement qualifié (coefficient 200)

Personnel exécutant des travaux hautement qualifiés, nécessitant la parfaite maîtrise du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme, par exemple : travaux de haute technicité ; travaux de caractère artistique ; responsabilité complète d'un appareillage complexe de production avec vérifications, entretien courant et compte rendu s'accompagnant d'une connaissance éprouvée du matériau ou du produit, etc.

Sous-filière 8-3 - Plâtre, produits en plâtre, craie, blanc de craie

(Fonctions ne figurant pas dans les autres filières)

I- Ouvrier manoeuvre (coefficient 120)

Personnel exécutant des travaux très simples, sans responsabilité, ne nécessitant ni formation, ni spécialisation, ni adaptation préalable, par exemple : gardiennage, nettoyage, etc., tels que : nettoyage manuel de locaux, travaux manuels de rangement, etc.

II- Ouvrier spécialisé

Personnel exécutant des travaux simples nécessitant une certaine adaptation préalable, mais ne nécessitant pas d'avoir acquis une formation professionnelle :

O.S. 1 (coefficient 130) : ouvrier effectuant un nombre limité de tâches élémentaires ne nécessitant qu'une adaptation facile et rapide suivant des instructions précises, par exemple : surveillance simple d'appareils de production ou de fabrication ; participation à la fabrication ou à la production essentiellement manuelle de produits de série ; préparation de produits simples, telles que : chargement manuel de camions ou wagons ; emballage manuel simple ; palettisation manuel, etc.

O.S. 2 (coefficient 140) : ouvrier qui, par rapport au précédent, se distingue par l'exécution de travaux plus diversifiés qu'il effectue éventuellement à l'aide de moyens mécaniques d'usage simple, par exemple : conduite de machines de production d'usage simple, sous contrôle ; participation simple à la marche de machines complexes ; fabrication ou production essentiellement manuelle de produits ou ouvrages simples ou de série ; finitions simples, etc., tels que : ensachage ; ensachage, chargement ; mouture de produits simples, etc.

O.S. 3 (coefficient 150) : ouvrier qui, par rapport au précédent, exécute ou participe à des travaux nécessitant une plus longue spécialisation ou une initiation professionnelle. Ces travaux peuvent exiger de sa part un choix entre des solutions usuelles connues et limitées, dans le cadre de directives et de consignes très précises. L'O.S. 3 peut éventuellement assister un O.Q., par exemple : conduite sous contrôle de machines de production nécessitant une plus large spécialisation ; travaux manuels nécessitant une plus large spécialisation ; préparation, distribution de matières premières, etc., tels que : mouture ou mélange de produits spéciaux ou élaborés ; surveillance de sécheur de craie ; pesage, chargement de vrac ; conduite sous contrôle d'installation de broyage de produits crus ; conduite de machine à palettiser les carreaux de plâtre ; aide à la conduite de fours à plâtre ; moulage de carreaux de plâtre, etc.

III- Ouvrier qualifié

Personnel exécutant des travaux qualifiés nécessitant la connaissance du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme :

O.Q. 1 (coefficient 160) : personnel exécutant, suivant les directives reçues, les travaux simples du métier, par exemple : montage, finissage de produits de série ou courants ; fabrication de pièces ou éléments de pièces hors série, etc., tels que : conduite de pont bascule avec tenue des documents de chargement ; conduite de four à plâtre avec interventions simples sur les anomalies apparentes de fonctionnement, etc.

O.Q. 2 (coefficient 170) : personnel qui, par rapport au précédent, possède une meilleure connaissance du métier résultant notamment de l'expérience professionnelle, et exécutant les travaux habituels de ce métier selon des directives n'excluant pas certaines initiatives limitées, par exemple : travaux délicats, notamment à l'aide de machines complexes ; travaux hors série ; montage, finissage de pièces ou de produits hors série ou complexes, tels que : conduite de fours à plâtre avec connaissance de leurs possibilités et aptitude à assurer leur bon fonctionnement et à en rendre compte, etc.

O.Q. 3 (coefficient 185) : personnel ayant une connaissance confirmée du métier, et exécutant toutes les opérations de celui-ci ; il est capable de prendre les initiatives nécessaires dans le cadre des directives reçues, par exemple : conduite d'un appareillage complexe de production avec vérifications, entretien courant et compte rendu ; travaux avec lecture de plans ou de dessins, etc.

IV- Ouvrier hautement qualifié (coefficient 200)

Personnel exécutant des travaux hautement qualifiés, nécessitant la parfaite maîtrise du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme, par exemple : travaux de haute technicité ; travaux de caractère artistique ; responsabilité complète d'un appareillage complexe de production avec vérifications, entretien courant et compte rendu s'accompagnant d'une connaissance éprouvée du matériau ou du produit, etc.

Sous-filière 8-4 - Matériaux naturels

(Fonctions ne figurant pas dans les autres filières)

I- Ouvrier manoeuvre (coefficient 120)

Personnel exécutant des travaux très simples, sans responsabilité, ne nécessitant ni formation, ni spécialisation, ni adaptation préalable, par exemple : rangements, nettoyages, tels que rangements, chargements, nettoyages manuels en atelier ou en carrière, etc.

II- Ouvrier spécialisé

Personnel exécutant des travaux simples nécessitant une certaine adaptation préalable, mais ne nécessitant pas d'avoir acquis une formation professionnelle :

O.S. 1 (coefficient 130) : ouvrier effectuant un nombre limité de tâches élémentaires ne nécessitant qu'une adaptation facile et rapide suivant des instructions précises, par exemple : participation à la fabrication ou à la production essentiellement manuelle de produits de série, telle que moellonnage, fendage ordinaire à la machine selon tracé ; surveillance simple d'appareils de production ou de fabrication, tels que ceux pour sciage, débitage, moulurage, grésage, polissage, taille, façonnage de blocs, tournage ; préparation de produits simples, etc.

O.S. 2 (coefficient 140) : ouvrier qui, par rapport au précédent, se distingue par l'exécution de travaux plus diversifiés qu'il effectue éventuellement à l'aide de moyens mécaniques d'usage simple, par exemple : participation simple à la marche de machines complexes ; conduite de machines de production d'usage simple sous contrôle, telles que celles pour sciage, débitage, moulurage, grésage, polissage, taille, façonnage de blocs, tournage ou sablage de lettres ; fabrication ou production essentiellement manuelle de produits ou ouvrages simples ou de série, telle que moellonnage, façonnage, fendage, taille simple ; finitions simples, telles que polissage à la machine, etc.

O.S. 3 (coefficient 150) : ouvrier qui, par rapport au précédent, exécute ou participe à des travaux nécessitant une plus large spécialisation ou une initiation professionnelle. Ces travaux peuvent exiger de sa part un choix entre des solutions usuelles connues et limitées, dans le cadre de directives et de consignes très précises. L'O.S. 3 peut éventuellement assister un O.Q., par exemple : conduite sous contrôle de machines de production nécessitant une plus large spécialisation, telles que celles pour sciage, débitage, moulurage, grésage, polissage, taille, façonnage de blocs, tournage, suivant croquis simple ; travaux manuels nécessitant une plus large spécialisation tels que gravure à la fraise, moellonnage, taille appareillage suivant croquis simple ; préparation, distribution des matières premières, etc.

NOTA. — L'O.S. 3 participe à l'entretien courant de sa machine.

III- Ouvrier qualifié

Personnel exécutant des travaux qualifiés nécessitant la connaissance du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme :

O.Q. 1 (coefficient 160) : personnel exécutant, suivant les directives reçues, les travaux simples du métier, par exemple : conduite de machines nécessitant la connaissance de base du métier, telles que celles pour sciage, débitage, moulurage, grésage, polissage, taille, façonnage de blocs, tournage, suivant croquis ; fabrication de pièces ou éléments de pièces hors série, telle que fendage avec traçage, taille, façonnage à la main, moellonnage à la main, découpage et sablage de lettres ou motifs tracés préalablement ; montage, finissage de produits de série ou courants, tels qu'appareillage, polissage à la main d'obstacles ou de moulures, collage des doublures, masticage, scellement des agrafes, etc.

NOTA. — L'O.Q. 1 participe à l'entretien courant de sa machine.

O.Q. 2 (coefficient 170) : personnel qui, par rapport au précédent, possède une meilleure connaissance du métier résultant notamment de l'expérience professionnelle, et exécutant les travaux habituels de ce métier selon des directives n'excluant pas certaines initiatives limitées, par exemple : travaux délicats à l'aide de machines complexes ; travaux hors série, montage, finissage de pièces ou de produits spéciaux, tel que traçage ou découpage de lettres ou motifs pour sablage, taille, façonnage à la main notamment de pavés ou bordures, appareillage, polissage à la main d'obstacles ou de moulures, réparation et masticage de marbres de couleur, etc.

NOTA. — L'O.Q. 2 participe à l'entretien courant de sa machine.

O.Q. 3 (coefficient 185) : personnel ayant une connaissance confirmée du métier, et exécutant toutes les opérations de celui-ci ; il est capable de prendre les initiatives nécessaires dans le cadre des directives reçues, par exemple :

conduite d'un appareillage complexe de production, avec vérification, entretien courant et compte rendu ; travaux avec lecture de plans ou de dessins, tels que taille ou façonnage à la main, gravure manuelle, polissage complet à la main, traçage, taille de lettres, etc.

IV- Ouvrier hautement qualifié (coefficient 200)

Personnel exécutant des travaux hautement qualifiés, nécessitant la parfaite maîtrise du métier acquis par formation professionnelle ou pratique équivalente, pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme, par exemple : responsabilité complète d'un appareillage complexe de production avec vérification, entretien courant et compte rendu s'accompagnant d'une connaissance éprouvée du matériau ou du produit ; travaux de haute technicité ou à caractère artistique, tels que gravure manuelle, traçage, taille de lettres avec finition parfaite, sculpture ornementale simple, etc.

Sous-filière 8-5 - Marbrerie funéraire

(Fonctions ne figurant pas dans les autres filières)

I- Ouvrier manoeuvre (coefficient 120)

Personnel exécutant des travaux très simples, sans responsabilité, ne nécessitant ni formation, ni spécialisation, ni adaptation préalable, par exemple : rangements, nettoyages, tels que rangements, chargements, enlèvements de terre, nettoyages, manuels en atelier, magasin ou cimetière, etc.

II- Ouvrier spécialisé

Personnel exécutant des travaux simples nécessitant une adaptation préalable, mais ne nécessitant pas d'avoir acquis une formation professionnelle :

O.S. 1 (coefficient 130) : ouvrier effectuant un nombre limité de tâches élémentaires ne nécessitant qu'une adaptation facile et rapide suivant des instructions précises, par exemple :

Atelier : participation à la fabrication ou à la production essentiellement manuelle de produits de série, tels que moellonnage, fendage ordinaire à la machine selon tracé, moulage, coulage ; surveillance simple d'appareils de production ou de fabrication, tels que ceux pour sciage, débitage, moulurage, grésage, polissage, taille, façonnage de blocs, tournage ; préparation de produits simples, etc.

Cimetière : participation aux travaux de cimetière tels que terrassement et fossoyage, étaieement, construction de caveaux, moulage, coulage, cimentage, pose et dépose, etc.

Magasin : participation à la tenue d'un magasin telle que participation à l'approvisionnement et à la vente de fleurs, à la confection de compositions florales ; participation aux travaux de jardinage, d'horticulture, etc.

O.S. 2 (coefficient 140) : ouvrier qui, par rapport au précédent, se distingue par l'exécution de travaux plus diversifiés qu'il effectue éventuellement à l'aide de moyens mécaniques d'usage simple, par exemple :

Atelier : participation simple à la marche de machines complexes ; conduite de machines de production d'usage simple sous contrôle telles que celles pour sciage, débitage, moulurage, grésage, polissage, taille, façonnage de blocs, tournage ou sablage de lettres ; fabrication ou production essentiellement manuelle de produits ou ouvrages simples ou de série telles que moellonnage, façonnage, fendage, taille simple ; finitions simples telles que polissage à la machine, enduisage, vernissage et dorure de lettres ou motifs sablés, etc.

Cimetière : travaux de cimetière sous contrôle tels que terrassement et fossoyage, étaieement, construction de caveaux, moulage, coulage, cimentage, pose et dépose, etc.

Magasin : tenue d'un magasin sous contrôle tels que l'approvisionnement et vente de fleurs, confection de compositions florales ; travaux de jardinage et d'horticulture sous contrôle, etc.

O.S. 3 (coefficient 150) : ouvrier qui, par rapport au précédent, exécute ou participe à des travaux nécessitant une plus large spécialisation ou une initiation professionnelle. Ces travaux peuvent exiger de sa part un choix entre des solutions usuelles connues et limitées, dans le cadre de directives et de consignes très précises. L'O.S. 3 peut éventuellement assister un O.Q., par exemple :

Atelier : conduite sous contrôle de machines de production nécessitant une plus large spécialisation telles que celles pour sciage, débitage, moulurage, grésage, polissage, taille, façonnage de blocs, tournage, suivant croquis simple ; travaux manuels nécessitant une plus large spécialisation tels que gravure à la fraise, moellonnage, appareillage simple suivant croquis, vernissage et dorure de lettres ou motifs sablés ou gravés à la machine ; préparation, distribution des matières premières, etc.

Cimetière : travaux de cimetière tels que terrassement et fossoyage, étaieement, construction de caveaux, moulage, coulage, cimentage, pose et dépose, suivant croquis et (ou) plan de situation, etc.

Magasin : tenue d'un magasin tels qu'approvisionnement et vente de fleurs, confection de compositions florales ; travaux simples de jardinage, d'horticulture, etc.

NOTA. — L'O.S. 3 participe à l'entretien courant de sa machine.

III- Ouvrier qualifié

Personnel exécutant des travaux qualifiés nécessitant la connaissance du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme :

O.Q. 1 (coefficient 160) : personnel exécutant, suivant les directives reçues, les travaux simples du métier, par exemple :

Atelier : conduite de machines nécessitant la connaissance de base du métier telles que celles pour sciage, débitage, moulurage, grésage, polissage, taille, façonnage de blocs, tournage suivant croquis ; fabrication de pièces ou éléments de pièces hors série telles que fendage avec traçage, taille, façonnage à la main, moellonage à la main, découpage et sablage de lettres ou motifs tracés préalablement, rechampissage et dorure de lettres ou motifs ; montage, finissage de produits de série ou courants tels qu'appareillage, polissage à la main d'obstacles ou de moulures, collage des doublures, masticage, scellement des agrafes, etc.

Cimetière : travaux de cimetière tels que terrassement et fossoyage à l'aide d'engins mécaniques, étalement, construction de caveaux, moulage, coulage, cimentage, pose et dépose suivant croquis et (ou) plan de situation et relevé des points de niveau de la concession, etc.

Magasin : tenue d'un magasin, achat et vente de fleurs, confection et recherche de compositions florales ; travaux de jardinage, d'horticulture, de décoration florale, etc.

NOTA. — L'O.Q. 1 participe à l'entretien courant de sa machine.

O.Q. 2 (coefficient 170) : personnel qui, par rapport au précédent, possède une meilleure connaissance du métier résultant notamment de l'expérience professionnelle, et exécute les travaux habituels de ce métier selon des directives n'excluant par certaines initiatives limitées, par exemple :

Atelier : travaux délicats à l'aide de machines complexes ; montage, finissage de pièces ou produits spéciaux, tel que traçage ou découpage de lettres ou motifs pour sablage, taille, façonnage à la main, appareillage, polissage à la main d'obstacles ou de moulures, réparation et masticage de marbres de couleur, rechampissage et dorure de lettres ou de motifs, etc.

Cimetière : travaux de cimetière, tels que terrassement et fossoyage à l'aide de tout engin mécanique, étalement, construction de caveaux, moulage, coulage, cimentage, pose et dépose, suivant plan et (ou) plan de situation et relevé des points de niveaux de la concession ; travaux hors série, tels que pose et dépose de monuments hors série ou de chapelles avec lecture de plan et (ou) plan de situation, etc.

Magasin : tenue d'un magasin, achat et vente de fleurs, confection et recherche de compositions florales ; travaux de jardinage, d'horticulture, de décoration florale, etc.

NOTA. — L'O.Q. 2 participe à l'entretien courant de sa machine.

O.Q. 3 (coefficient 185) : personnel ayant une connaissance confirmée du métier et exécutant toutes les opérations de celui-ci ; il est capable de prendre les initiatives nécessaires dans le cadre des directives reçues, par exemple :

Atelier : conduite d'un appareillage complexe de production, avec vérification, entretien courant et compte rendu ; travaux avec lecture de plans ou de dessins, tels que taille ou façonnage à la main, gravure manuelle, polissage complet à la main, traçage, taille de lettres avec finition parfaite, rechampissage et dorure de lettres ou de motifs, etc.

Cimetière : travaux de cimetière, tels que terrassement et fossoyage à l'aide de tout engin mécanique, étalement, construction de caveaux, moulage, coulage, cimentage, pose et dépose de monuments importants ou de chapelle avec lecture de plan détaillé ou de dessin et (ou) plan de situation, et relevé des points de niveau de la concession, etc.

Magasin : tenue d'un magasin, achat et vente de fleurs, confection et recherche de compositions florales ; travaux de jardinage, d'horticulture, de décoration florale, etc.

IV- Ouvrier hautement qualifié (coefficient 200)

Personnel exécutant des travaux hautement qualifiés nécessitant la parfaite maîtrise du métier acquise par formation professionnelle ou pratique équivalente pouvant avoir été sanctionnée par un diplôme, par exemple :

Atelier : responsabilité complète d'un appareillage complexe de production avec vérification, entretien courant et compte rendu s'accompagnant d'une connaissance éprouvée du matériau ou du produit ; travaux de haute technicité ou à caractère artistique, tels que gravure manuelle, traçage, taille de lettres avec finition parfaite, sculpture ornementale simple, rechampissage et dorure de lettres ou de motifs, etc.

Cimetière : travaux de cimetière, tels que terrassement et fossoyage à l'aide de tout engin mécanique, étalement, construction de caveaux, moulage, coulage, cimentage, pose et dépose des monuments les plus importants, avec lecture de plan détaillé ou de dessin et (ou) plan de situation et relevé des points de niveau de la concession, etc.

Magasin : tenue d'un magasin, achat et vente de fleurs, confection et recherche de compositions florales ; travaux

de jardinage, d'horticulture, de décoration florale, etc.

SALAIRES

Accords nationaux

Accord national de salaires du 21 février 1957 - Applicable aux ouvriers

[Étendu par arrêté du 13 décembre 1960, JO 21 décembre 1960]

(Accord supprimé et remplacé par Accord, 10 juill. 2008, non étendu)

Les parties contractantes soussignées se référant au paragraphe 1 de l'article 5 de la convention intervenue entre elles le 22 avril 1955,

Décident de fixer les salaires et la hiérarchie professionnelle sur le plan national, à l'exclusion des exploitants de carrières de la région de Marquise, à cet effet, ont convenu ce qui suit :

Article 1

Salaire minimum professionnel

(Modifié par avenant n° 10 du 28 juin 1974, étendu par arrêté du 8 novembre 1974, JO 16 novembre 1974)

Le salaire minimal professionnel prévu par l'article L. 133-3 du code du travail (loi du 11 février 1950) et par l'article 5 de la convention collective nationale du 22 avril 1955 est porté à 4,40.

Article 2

Hiérarchie professionnelle

(Modifié par avenant n° 13 du 25 janvier 1979, étendu par arrêté du 28 mai 1979, JO 27 juin 1979)

La hiérarchie convenue est la suivante :

	Coefficients
Catégorie 1. - Ouvrier manoeuvre :	120
Catégorie 2. - Ouvrier spécialisé :	
Échelon a (O.S. 1) :	130
Échelon b (O.S. 2) :	140
Échelon c (O.S. 3) :	150
Catégorie 3. - Ouvrier qualifié :	
Échelon a (O.Q. 1) :	160
Échelon b (O.Q. 2) :	170
Échelon c (O.Q. 3) :	185
Catégorie 4. - Ouvrier hautement qualifié :	200

Article 3

Salaires de qualification

(Modifié en dernier lieu par avenant n° 5 du 22 octobre 1963, étendu par arrêté du 17 août 1964, JO 3 septembre 1964)

1

Les salaires minima de qualification établis sur les bases qui précèdent sont ceux indiqués par le tableau ci-annexé (voir accords régionaux).

2

Ces salaires constituent, dans les conditions indiquées par l'article 4 du présent accord, les minima au-dessous desquels aucun ouvrier adulte de ces industries ne devra être payé dans les établissements installés dans la zone considérée, quel que soit son mode de rémunération, exception faite des travailleurs à capacité professionnelle limitée visés par le paragraphe 6 de l'article 5 de la convention.

3

Dans le cas de travail à la tâche ou aux pièces (rémunération fixée pour une production déterminée) la rémunération des intéressés ne pourra être inférieure par heure normale, en moyenne dans une même période de paye, au salaire minimum de qualification de leur catégorie et échelon majoré de 10 p. 100 (sauf pourcentage plus élevé prévu par les accords régionaux.)

4

En cas de travail au rendement, le salaire peut être composé de deux facteurs, l'un fixe et l'autre variable.

La partie fixe de ce salaire peut être inférieure ou égale au salaire minimum de qualification.

Article 4 **Salaires et avantages entrant dans les minima de qualification**

Les salaires minima de qualification prévus à l'article 3 ci-dessus englobent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit, antérieurement à la signature de la présente annexe.

Toutefois, en sont exclues :

- a) Les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b) Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres ou pénibles ;
- c) Les majorations pour heures supplémentaires ;
- d) Les primes de productivité telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes ;
- e) Les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f) Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 5 **Effets de la présente annexe sur les salaires en vigueur au moment de son application**

Les salaires effectivement pratiqués qui seraient inférieurs à ceux définis aux articles qui précèdent devront être relevés au niveau de ces derniers à la date d'entrée en vigueur de la présente annexe.

D'autre part, la mise en application de celle-ci ne pourra motiver la diminution d'avantages, de salaires ou autres, dont la somme serait supérieure aux minima dont il s'agit, et qui auraient pu être consentis antérieurement à la signature de la présente annexe, par accords régionaux, départementaux, locaux ou dans le sein d'une entreprise.

Les accords complémentaires régionaux prévus à l'article 6 pourront définir la période de référence qui servira de base au calcul de salaire réel moyen de l'heure normale, qui doit être comparé aux salaires minima de qualification.

Article 6 **Accords complémentaires**

(Modifié par avenant n° 4 du 22 juin 1962, étendu par arrêté du 5 mars 1964, JO 12 mars 1964)

a

Sur le plan national, dès la signature de la présente annexe, et étant donné les caractéristiques particulières de cette profession, des négociations seront organisées entre le syndicat de l'amiante-ciment et les fédérations ouvrières signataires afin d'établir un accord complémentaire spécial à cette industrie.

b

Sur le plan régional, le présent accord ne fait pas obstacle à des négociations régionales ayant pour objet d'aménager les taux minima prévus par l'article 3.

Ces négociations devront commencer dans le délai maximum de deux semaines suivant la date de la demande. Elles auront pour objet de déterminer, pour toutes les entreprises situées dans le champ territorial de chaque région syndicale patronale, la ou les grilles de salaires minima supérieures aux salaires prévus par la présente annexe ; ceux-ci doivent être considérés comme un point de départ rigoureusement minimum.

Au cours desdites négociations, des améliorations ou compléments pourront être apportés à la hiérarchie et à la classification pour tenir compte des particularités régionales.

c

Les accords ainsi conclus constitueront des annexes à la présente et seront susceptibles d'être au même titre que celle-ci, étendus par arrêté ministériel, en application de l'article L. 133-10 du code du travail (*voir accords régionaux*).

Article 7 **Intervention éventuelle des parties signataires dans la solution des désaccords régionaux**

(Supprimé par avenant n° 4 du 22 juin 1962, étendu par arrêté du 5 mars 1964, JO 12 mars 1964)

Article 8 **Révision éventuelle du présent accord**

(Modifié par avenant n° 4 du 22 juin 1962, étendu par arrêté du 5 mars 1964, JO 12 mars 1964)

Ce barème sera révisé à tout moment par la volonté elle-même des parties si des modifications intervenaient dans les conditions économiques actuelles ou simplement afin de relever le pouvoir d'achat des travailleurs.

Enfin, considérant que la hiérarchie figurant à l'article 2 constitue une base minimum, les parties s'emploieront, dès la signature de la présente convention, à la conclusion d'accords tendant au retour progressif à l'éventuelle hiérarchie découlant des arrêtés de 1945 relatifs aux salaires.

Article 9 **Classification professionnelle**

(voir annexe Classification)

(Supprimé par avenant n° 13 du 25 janvier 1979, étendu par arrêté du 28 mai 1979, JO 27 juin 1979)

Article 10 **Date d'entrée en vigueur**

La présente annexe entrera en vigueur le 1^{er} Mai 1959.

Salaires minimaux garantis **Avenant du 23 janvier 1992**

(Avenant supprimé et remplacé par Accord, 10 juill. 2008, non étendu)

[Étendu par arrêté du 10 août 1992, JO 23 août 1992]

Article 1

En complément des articles 5, paragraphe 1, paragraphe 5, paragraphe 18 de la convention collective industries de carrières et matériaux de construction « Ouvriers » du 22 avril 1955, il est convenu que des barèmes de salaires minimaux garantis régionaux seront négociés à côté des barèmes des salaires minimaux de qualification.

Les salaires minimaux garantis constitueront les minima au-dessous desquels nul ne pourra être payé. Ils seront exprimés en valeur mensuelle et éventuellement horaire ou toute autre périodicité qui pourrait être négociée à l'avenir à l'échelon national.

Le contenu des salaires minimaux garantis sera déterminé conformément à l'article 4 de l'accord national de salaires du 21 février 1957, à savoir qu'ils englobent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit.

Toutefois, en sont exclues :

- a)* Les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b)* Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres ou pénibles ;
- c)* Les majorations pour heures supplémentaires ;
- d)* Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes ;
- e)* Les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f)* Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 2

Le calcul des salaires minimaux garantis se fera par l'addition d'un montant fixe identique pour tous les coefficients et d'un montant différent pour chacun d'eux, afin d'attribuer à chaque position hiérarchique un salaire minimal garanti propre.

Les barèmes de salaires minimaux garantis conclus par les négociateurs ne devront, après l'expiration du délai prévu à l'article 5 ci-dessous, comporter aucun salaire garanti inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Article 3

Les salaires minimaux de qualification continueront à servir seuls de base de calcul de la prime d'ancienneté.

Article 4

Les salaires minimaux garantis et les salaires minimaux de qualification seront négociés au minimum une fois par an.

Article 5

Les parties signataires s'accordent un délai de deux ans à compter de la signature du présent accord, pour réaliser les objectifs ci-dessus définis. Toutefois, les négociateurs régionaux s'attacheront, dans la mesure du possible, à

réduire ce délai.

Article 6

Champ d'application

Le champ d'application du présent accord est identique à celui de la convention collective nationale du 22 avril 1955, sous réserve des dispositions relatives à la profession des fibres-ciment figurant à l'article 6 de l'annexe de salaires du 21 février 1957.

Toutefois, en ce qui concerne les entreprises exerçant les activités suivantes :

Fabrication de plâtre et produits en plâtre, groupe 1505, et fabrication de fibres minérales, groupe 1509 de la nomenclature établie par le décret n° 73-1036 du 9 novembre 1973.

Le présent accord leur deviendra respectivement applicable lorsque le syndicat national des industries du plâtre (adhésion par lettre du 22 janvier 1993) et le syndicat des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées (adhésion de ce syndicat par lettre du 28 avril 1992) auront adhéré au présent accord.

Article 7

Adhésion

Toute organisation syndicale, non signataire du présent accord, pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi où il aura été déposé.

Elle devra également aviser par pli recommandé toutes les organisations signataires.

Article 8

Dépôt — Extension

Le présent accord sera fait en nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi dans les conditions prévues par le code du travail, en vue de son extension.

Accords régionaux

Alsace

Avenant du 16 février 2009

[Étendu par arr. 10 juin 2009, JO 17 juin, applicable à compter du 1^{er} janv. 2009]

Article 1

Le présent avenant concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Il s'applique dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Article 3

Les salaires horaires minimaux de qualification permettant le calcul de la prime d'ancienneté demeurent fixés au niveau actuel soit :

Hiérarchie	Catégorie	Classification	Salaire en Euro	
			Horaire	mensuel (base 169 h)
120	I	Ouvrier Manœuvre Échelon unique OM	3,65	616,85
Ouvrier Spécialisé				
130	II	Échelon A OS1	3,70	625,30
140	II	Échelon B OS2	3,74	632,06
150	II	Échelon C OS3	3,87	654,03
Ouvrier Qualifié				
160	III	Échelon A OQ1	3,99	674,31
66	IV	Échelon B OQ2		

Hiérarchie	Catégorie	Classification	Salaire en Euro	
			Horaire	mensuel (base 169 h)
185	III	Échelon C OQ3	4,30	726,70
200	IV	Ouvrier Haut, Qualifié Échelon unique OHQ	4,48	757,12

La réduction du temps de travail en application de la loi du 19 janvier 2000 ne peut être une cause de réduction du montant de la prime d'ancienneté acquise par le salarié sur la base de 39 heures par semaine.

Article 4

À compter du 1^{er} janvier 2009, les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux montants ci-après :

Hiérarchie	Catégorie	Classification	Salaires garantis en Euro base 35 h/semaine	
			horaire	mensuel
120	I	Ouvrier Manceuvre Échelon unique OM	8,72	1 322,56
Ouvrier Spécialisé				
130	II	Échelon A OS1	8,85	1 342,28
140	II	Échelon B OS2	8,96	1 358,96
150	II	Échelon C OS3	9,06	1 374,13
Ouvrier Qualifié				
160	III	Échelon A OQ1	9,17	1 390,81
170	III	Échelon B OQ2	9,39	1 424,18
185	III	Échelon C OQ3	9,66	1 465,13
200	IV	Ouvrier Haut, Qualifié Échelon unique OHQ	10,09	1 530,35
225		Chef d'équipe	10,64	1 613,77

Article 5

Le contenu des salaires minimaux figurant aux articles 3 et 4 est déterminé conformément à l'article 1^{er} de l'accord national de salaires du 23 janvier 1992 étendu, à savoir qu'ils englobent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit, y compris l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail.

Toutefois, en sont exclues :

- a) les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b) les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux insalubres ou pénibles ;
- c) les majorations pour heures supplémentaires ;
- d) les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes ;
- e) les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f) les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 6

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises au regard de l'article 4 est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires garantis fixés à l'article 4.

Article 7

Les parties contractantes conviennent de se rencontrer à nouveau le 6 juillet 2009.

Article 8

Le présent accord sera déposé à la Direction des Relations du Travail - Dépôt des accords collectifs - 39/43 quai André Citroën - 75902 Paris Cedex 15 en vue de son extension, ainsi qu'au secrétariat du Greffe du Conseil des Prud'hommes.

Article 9

Toute organisation salariée représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Bas-Rhin. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations signataires.

Accord du 30 mars 2011

[Étendu par arr. 7 juill. 2011, JO 17 juill. ; rect. par arr. 19 août 2011, JO, 26 août à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension⁽¹⁾

(1) L'arrêté du 7 juillet 2011 étend cet accord pour les ouvriers.

Un arrêté du 19 août 2011 étend cet même accord pour ETAM.

Notons également que l'accord est du 30 mars 2011 et non du 1^{er} avr. comme indiqué dans les arrêtés d'extension

]

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1377
	Échelon 2	1397
Niveau 2	Échelon 1	1404
	Échelon 2	1425
	Échelon 3	1468
Niveau 3	Échelon 1	1475
	Échelon 2	1497
	Échelon 3	1542
Niveau 4	Échelon 1	1550
	Échelon 2	1576
	Échelon 3	1632
Niveau 5	Échelon 1	1637
	Échelon 2	1688
	Échelon 3	1805

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 6	Échelon 1	1836
	Échelon 2	1907
	Échelon 3	2060
Niveau 7	Échelon 1	2101
	Échelon 2	2229
	Échelon 3	2428

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} avril 2011.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi du Bas-Rhin (Direccte). Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes de Strasbourg.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article D. 2231-5 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 21 mars 2012

[Étendu par arr. 10 août 2012, JO 19 août à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Alsace.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1
Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2
Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles* (€)
Niveau 1	Échelon 1	1409
	Échelon 2	1429
Niveau 2	Échelon 1	1436
	Échelon 2	1458
	Échelon 3	1502
Niveau 3	Échelon 1	1509
	Échelon 2	1531
	Échelon 3	1577
Niveau 4	Échelon 1	1586
	Échelon 2	1612
	Échelon 3	1670
Niveau 5	Échelon 1	1675
	Échelon 2	1727
	Échelon 3	1847
Niveau 6	Échelon 1	1878
	Échelon 2	1951
	Échelon 3	2107
Niveau 7	Échelon 1	2149
	Échelon 2	2280
	Échelon 3	2484
* valeurs correspondant à une augmentation de 2,3 % par rapport à 2011.		

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis, tels que fixés à l'article 3.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} avril 2012.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 20 mars 2013

[Étendu par arr. 22 juill. 2013, JO 6 août à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2013]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Alsace.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2 Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Article 3 Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles	% d'augmentation
Niveau 1	Échelon 1	1 437	2 %
	Échelon 2	1 458	2 %
Niveau 2	Échelon 1	1 459	1,60 %
	Échelon 2	1 481	1,60 %
	Échelon 3	1 526	1,60 %
Niveau 3	Échelon 1	1 533	1,60 %
	Échelon 2	1 555	1,60 %
	Échelon 3	1 602	1,60 %
Niveau 4	Échelon 1	1 611	1,60 %
	Échelon 2	1 638	1,60 %
	Échelon 3	1 697	1,60 %
Niveau 5	Échelon 1	1 702	1,60 %
	Échelon 2	1 755	1,60 %
	Échelon 3	1 877	1,60 %
Niveau 6	Échelon 1	1 908	1,60 %
	Échelon 2	1 982	1,60 %
	Échelon 3	2 141	1,60 %
Niveau 7	Échelon 1	2 183	1,60 %
	Échelon 2	2 316	1,60 %
	Échelon 3	2 524	1,60 %

Article 4 Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 3 juin 2015

[Étendu par arr. 13 oct. 2015, JO 3 nov., applicable à compter du 1^{er} janvier 2015]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Alsace.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR Syndicat construction et bois CFDT ;

BATI MAT TP CFTC ;

FO Construction ;

CFE-CGC BTP.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	% d'augmentation
Niveau 1	Échelon 1	1 461,43	1,70 %
	Échelon 2	1 482,79	1,70 %

		Valeurs mensuelles (€)	% d'augmentation
Niveau 2	Échelon 1	1 483,80	1,70 %
	Échelon 2	1 506,18	1,70 %
	Échelon 3	1 551,94	1,70 %
Niveau 3	Échelon 1	1 559,06	1,70 %
	Échelon 2	1 581,43	1,70 %
	Échelon 3	1 629,23	1,70 %
Niveau 4	Échelon 1	1 638,39	1,70 %
	Échelon 2	1 665,85	1,70 %
	Échelon 3	1 725,85	1,70 %
Niveau 5	Échelon 1	1 730,93	1,70 %
	Échelon 2	1 784,84	1,70 %
	Échelon 3	1 908,91	1,70 %
Niveau 6	Échelon 1	1 940,44	1,70 %
	Échelon 2	2 015,69	1,70 %
	Échelon 3	2 177,40	1,70 %
Niveau 7	Échelon 1	2 220,11	1,70 %
	Échelon 2	2 355,37	1,70 %
	Échelon 3	2 566,91	1,70 %

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2015.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 : Produits en béton - ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 11 mai 2016

[Étendu par 16 sept. 2016, JO 24 sept. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2016]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Alsace.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union régionale des syndicats de la Construction et du Bois CFDT Alsace ;

Fédération BATI-MAT-TP CFTC ;

Fédération générale FO Construction ;

Syndicat CFE CGC BTP.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet

1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	% d'augmentation
Niveau 1	Échelon 1	1 467	0,6
	Échelon 2	1 496	0,9
Niveau 2	Échelon 1	1 497	0,9
	Échelon 2	1 520	0,9
	Échelon 3	1 566	0,9
Niveau 3	Échelon 1	1 573	0,9
	Échelon 2	1 596	0,9
	Échelon 3	1 644	0,9
Niveau 4	Échelon 1	1 653	0,9
	Échelon 2	1 681	0,9
	Échelon 3	1 741	0,9
Niveau 5	Échelon 1	1 747	0,9
	Échelon 2	1 801	0,9
	Échelon 3	1 926	0,9
Niveau 6	Échelon 1	1 958	0,9
	Échelon 2	2 034	0,9
	Échelon 3	2 197	0,9
Niveau 7	Échelon 1	2 240	0,9
	Échelon 2	2 377	0,9
	Échelon 3	2 590	0,9

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours

fériés,

— de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,

— des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,

— des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2016.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 : Produits en béton - ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 16 mai 2017

[Étendu par arr. 6 déc. 2017, JO 14 déc., à l'exception de l'activité de fabrication de produits en béton exclue de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2017]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Alsace.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union régionale des syndicats de la Construction et du Bois CFDT Alsace ;

Fédération BATI-MAT-TP CFTC ;

Fédération générale FO Construction ;

Syndicat CFE CGC BTP - Section professionnelle SICMA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	% d'augmentation
Niveau 1	Échelon 1	1481	0,93 % (SMIC)
	Échelon 2	1509	0,9 %
Niveau 2	Échelon 1	1510	0,9 %
	Échelon 2	1534	0,9 %
	Échelon 3	1580	0,9 %
Niveau 3	Échelon 1	1587	0,9 %
	Échelon 2	1610	0,9 %
	Échelon 3	1659	0,9 %
Niveau 4	Échelon 1	1668	0,9 %
	Échelon 2	1696	0,9 %
	Échelon 3	1757	0,9 %
Niveau 5	Échelon 1	1 763	0,9 %
	Échelon 2	1817	0,9 %
	Échelon 3	1943	0,9 %
Niveau 6	Échelon 1	1976	0,9 %
78 Mise à jour (septembre 2024)	Échelon 2	2052	0,9 %
	Échelon 3	2217	0,9 %

		Valeurs mensuelles (€)	% d'augmentation
Niveau 7	Échelon 1	2260	0,9 %
	Échelon 2	2398	0,9 %
	Échelon 3	2613	0,9 %

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de

produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 28 septembre 2017

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} oct. 2017]

La réunion paritaire, tenue à SCHILTIGHEIM le 16 mai 2017, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des Etam.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte,

se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente recommandation s'applique dans les départements suivants : Bas-Rhin et Haut-Rhin.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} octobre 2017, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 490
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 533
Niveau 3	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 612

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 4	Échelon 1	1 626
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 704
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 763
	Échelon 3	1 885
Niveau 6	Échelon 1	1 918
	Échelon 2	1 992
	Échelon 3	2 150
Niveau 7	Échelon 1	2 193
	Échelon 2	2 326
	Échelon 3	2 535

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation s'applique aux entreprises adhérentes de la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation s'applique à compter du 1^{er} octobre 2017.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes de Schiltigheim.

Décision unilatérale de l'UNICEM Alsace du 25 mai 2018

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} janv. 2018 aux entreprises adhérentes de l'UNICEM Alsace]

La réunion paritaire qui s'est tenue le 14 mai 2018 à Schiltigheim n'ayant pas permis d'aboutir à un accord, il a été décidé unilatéralement ce qui suit par le conseil d'administration de l'UNICEM Alsace :

- l'Union Régionale des Industrie de Carrières et Matériaux de Construction d'Alsace (UNICEM Alsace) agissant tant pour le compte des Organisations syndicales qui la composent qu'au nom et pour le compte des Organisations syndicales suivantes :

- Syndicat National des Fabricants d'Isolants en laines Minérales manufacturées,

- Syndicat des Industries Françaises des Fibres-Ciment,

- Association Syndicale Professionnelle Minéraux Industriels France, pour le compte exclusif des Producteurs de Silice pour l'Industrie,

Se référant à la Convention Collective nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8,

convient ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente Décision Unilatérale concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 499
	Échelon 2	1 525
Niveau 2	Échelon 1	1 532
	Échelon 2	1 554
	Échelon 3	1 601
Niveau 3	Échelon 1	1 608
	Échelon 2	1 633
	Échelon 3	1 681
Niveau 4	Échelon 1	1 690
	Échelon 2	1 718
	Échelon 3	1 778
Niveau 5	Échelon 1	1 784
	Échelon 2	1 841
	Échelon 3	1 968
Niveau 6	Échelon 1	2 003
	Échelon 2	2 080
	Échelon 3	2 247

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 7	Échelon 1	2 291
	Échelon 2	2 431
	Échelon 3	2 647

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris tes avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés par l'article 3.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018 aux entreprises adhérentes de l'UNICEM Alsace.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente Décision Unilatérale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat - Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Aquitaine

Accord du 9 juillet 2008

[Étendu par arr. 22 oct. 2008, JO 31 oct., applicable à compter du 1^{er} sept. 2008]

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Dordogne - Gironde - Landes - Lot-et-Garonne - Pyrénées Atlantiques, constituant l'UNICEM Aquitaine.

Article 3

Salaires minimaux de qualification

Conformément à l'article 3 de l'Accord National du 23 janvier 1992, les salaires minimaux de qualification servent exclusivement de base de calcul de la prime d'ancienneté.

Article 4

Salaires minimaux garantis

Les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux valeurs fixées ci-après :

Catégories	Coefficient	Salaires garantis en €
		Horaire
OM	120	8.71
OS1	130	8.82
OS2	140	8.94
OS3	150	9
OQ1	160	9.10
OQ2	170	9.22
OQ3	185	9.47
OHQ	200	9.76
CEQ	225	10.26

Article 5

Détermination des salaires minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Accord national du 21 février 1957, les salaires minimaux fixés ci-dessus comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes, ou toute autre dénomination que ce soit. Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

- Les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport,
- Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres et pénibles.
- Les majorations pour heures supplémentaires,
- Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes,
- Les primes d'ancienneté et d'assiduité,
- Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 4.

Article 6

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} septembre 2008.

Article 7

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 8

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Accord du 21 février 2011

[Étendu par arr. 6 juin 2011, JO 12 juin, applicable à compter du 1^{er} mars 2011 à l'exception des entre-

prises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Article 1
Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2
Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Dordogne - Gironde - Landes - Lot-et-Garonne - Pyrénées Atlantiques, constituant l'UNICEM Aquitaine.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1372
	Échelon 2	1392
Niveau 2	Échelon 1	1399
	Échelon 2	1420
	Échelon 3	1463
Niveau 3	Échelon 1	1470
	Échelon 2	1492
	Échelon 3	1537
Niveau 4	Échelon 1	1545
	Échelon 2	1570
	Échelon 3	1626
Niveau 5	Échelon 1	1631
	Échelon 2	1682
	Échelon 3	1799
Niveau 6	Échelon 1	1829
	Échelon 2	1900
	Échelon 3	2053
Niveau 7	Échelon 1	2093
	Échelon 2	2220
	Échelon 3	2419

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,

-
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
 - de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
 - des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
 - des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mars 2011.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 17 février 2012

[Étendu par 5 juill. 2012, JO 17 juill. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE CGC BTP SICMA ;

CFDT.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2 **Champ d'application territorial**

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne et Pyrénées-Atlantiques.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 405
	Échelon 2	1 426
Niveau 2	Échelon 1	1 433
	Échelon 2	1 454
	Échelon 3	1 498
Niveau 3	Échelon 1	1 505
	Échelon 2	1 528
	Échelon 3	1 574
Niveau 4	Échelon 1	1 582
	Échelon 2	1 608
	Échelon 3	1 665
Niveau 5	Échelon 1	1 670
	Échelon 2	1 722
	Échelon 3	1 842
Niveau 6	Échelon 1	1 873
	Échelon 2	1 946
	Échelon 3	2 102
Niveau 7	Échelon 1	2 143
	Échelon 2	2 273
	Échelon 3	2 477

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5
Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mars 2012.

Article 6
Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7
Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8
Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 27 février 2013

[Étendu par arr. 26 juin 2013, JO 6 juill., applicable à compter du 1^{er} févr. 2013]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1
Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2
Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Dordogne, Landes, Lot-et-Garonne, Gironde, Pyrénées-Atlantiques.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1435
	Échelon 2	1445
Niveau 2	Échelon 1	1450
	Échelon 2	1471
	Échelon 3	1515

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 3	Échelon 1	1522
	Échelon 2	1546
	Échelon 3	1592
Niveau 4	Échelon 1	1600
	Échelon 2	1627
	Échelon 3	1684
Niveau 5	Échelon 1	1689
	Échelon 2	1742
	Échelon 3	1863
Niveau 6	Échelon 1	1895
	Échelon 2	1969
	Échelon 3	2126
Niveau 7	Échelon 1	2168
	Échelon 2	2299
	Échelon 3	2506

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} février 2013.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 23 mai 2014

[Étendu par arr. 24 oct. 2014, JO 29 nov., mod. par arr. 11 mars 2015, JO 25 mars, à l'exception de l'activité de fabrication de produits en béton exclue de l'extension, applicable à compter du 1^{er} mai 2014]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE-CGC BTP SICMA ;

CFDT Construction Bois ;

BATI-MAT-TP CFTC ;

FO Construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne et Pyrénées-Atlantiques.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1446
	Échelon 2	1 467
Niveau 2	Échelon 1	1 472
	Échelon 2	1 493
	Échelon 3	1 538
Niveau 3	Échelon 1	1 545
	Échelon 2	1 569
	Échelon 3	1 616
Niveau 4	Échelon 1	1 624
	Échelon 2	1 651
	Échelon 3	1 709

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 5	Échelon 1	1 714
	Échelon 2	1 768
	Échelon 3	1 891
Niveau 6	Échelon 1	1 923
	Échelon 2	1 999
	Échelon 3	2 158
Niveau 7	Échelon 1	2 201
	Échelon 2	2 333
	Échelon 3	2 544

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux, résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mai 2014.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe - Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 27 avril 2015

[Étendu par arr. 13 oct. 2015, JO 20 oct., applicable à compter du 1^{er} mai 2015]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE CGC BTP SICMA ;

BATI MAT TP CFTC ;

CFDT Construction Bois.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2 Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-

Article 3 Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1457.6
	Échelon 2	1479
Niveau 2	Échelon 1	1480.8
	Échelon 2	1502
	Échelon 3	1547
Niveau 3	Échelon 1	1552.5
	Échelon 2	1577
	Échelon 3	1624
Niveau 4	Échelon 1	1629
	Échelon 2	1656
	Échelon 3	1714
Niveau 5	Échelon 1	1719
	Échelon 2	1773.5
	Échelon 3	1896.5
Niveau 6	Échelon 1	1929
	Échelon 2	2005
	Échelon 3	2164.5
Niveau 7	Échelon 1	2207.5
	Échelon 2	2340
	Échelon 3	2552

Article 4 Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non com-

prises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mai 2015.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 17 mai 2016

[Étendu par arr. 16 août 2016, JO 7 sept., à l'exception de l'activité de fabrication de produits en béton exclue de l'extension, applicable à compter du 1^{er} avr. 2016]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE-CGC BTP SICMA ;

BATI-MAT-TP CFTC ;

FO Construction ;

CFDT Construction Bois Bordeaux.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et à aux ETAM sont ainsi fixés :

Niveaux et échelons		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 466,62
	Échelon 2	1 490,83
Niveau 2	Échelon 1	1 492,65
	Échelon 2	1 514,02
	Échelon 3	1 559,38
Niveau 3	Échelon 1	1 564,92
	Échelon 2	1 589,62
	Échelon 3	1 636,99
Niveau 4	Échelon 1	1 642,03
	Échelon 2	1 669,25
	Échelon 3	1 727,71
Niveau 5	Échelon 1	1 732,75
	Échelon 2	1 787,69
	Échelon 3	1 911,67
Niveau 6	Échelon 1	1 944,43
	Échelon 2	2 021,04
	Échelon 3	2 181,82
Niveau 7	Échelon 1	2 225,16
	Échelon 2	2 358,72
	Échelon 3	2 572,42

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} avril 2016.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des Prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 21 avril 2017

[Étendu par arr. 17 oct. 2017, JO 26 oct. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2017]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE CGC BTP SICMA ;

BATI MAT TP CFTC ;

CFDT Construction Bois Bordeaux ;

Fédération Générale FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

Niveaux et échelons		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 500
Niveau 2	Échelon 1	1 510
	Échelon 2	1 528
	Échelon 3	1 570

Niveaux et échelons		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 3	Échelon 1	1 580
	Échelon 2	1 605
	Échelon 3	1 645
Niveau 4	Échelon 1	1 660
	Échelon 2	1 687
	Échelon 3	1 740
Niveau 5	Échelon 1	1 752
	Échelon 2	1 805
	Échelon 3	1 925
Niveau 6	Échelon 1	1 965
	Échelon 2	2 043
	Échelon 3	2 194
Niveau 7	Échelon 1	2 250
	Échelon 2	2 385
	Échelon 3	2 595

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de Intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des

services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des Prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Recommandation patronale de la FIB du 28 septembre 2017

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} oct. 2017]

La réunion paritaire, tenue à Bordeaux le 4 avril 2017, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des Etam.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte,

se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit ;

Article 1 Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955.

Article 2
Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Dordogne, Gironde, Landes, Lot et Garonne, Pyrénées atlantiques.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} octobre 2017, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 490
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 533
Niveau 3	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 612
Niveau 4	Échelon 1	1 626
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 704
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 763
	Échelon 3	1 885
Niveau 6	Échelon 1	1 918
	Échelon 2	1 992
	Échelon 3	2 150
Niveau 7	Échelon 1	2 193
	Échelon 2	2 326
	Échelon 3	2 535

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,*
- des rémunérations pour heures supplémentaires,*
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,*
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,*
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances*

conventionnelle,

- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes de la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} octobre 2017.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes de Bordeaux.

Décision unilatérale de l'UNICEM Aquitaine du 14 juin 2018

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} mai 2018]

Aucun accord n'ayant été réalisé au cours de la réunion paritaire tenue à Bordeaux le 27 avril 2018, il est décidé unilatéralement ce qui suit par le Conseil d'Administration de l'UNICEM Aquitaine du 13 juin 2018 :

L'Union Régionale des Industries de Carrières et Matériaux de Construction d'Aquitaine (UNICEM Aquitaine) agissant tant pour son compte qu'au nom et pour le compte de ses syndicats adhérents et de ceux qui lui sont associés relevant des activités économiques mentionnées en annexe et, s'agissant de l'Association Syndicale Professionnelle Minéraux Industriels France, pour ce qui concerne exclusivement les Producteurs de Silice pour l'Industrie et les Producteurs de blancs de craie, de marbre et de dolomie,

se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8,

convient ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente Décision Unilatérale concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Elle s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente Décision Unilatérale s'applique dans les départements suivants : Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne et Pyrénées-Atlantiques.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles €
	Échelon 1	1 498,47
Niveau 1	Échelon 2	Mise à jour (septembre 2024)

		Valeurs mensuelles €
Niveau 2	Échelon 1	1 524
	Échelon 2	1 542
	Échelon 3	1 584
Niveau 3	Échelon 1	1 594
	Échelon 2	1 619
	Échelon 3	1 660
Niveau 4	Échelon 1	1 675
	Échelon 2	1 702
	Échelon 3	1 756
Niveau 5	Échelon 1	1 768
	Échelon 2	1 821
	Échelon 3	1 942
Niveau 6	Échelon 1	1 983
	Échelon 2	2 061
	Échelon 3	2 214
Niveau 7	Échelon 1	2 270
	Échelon 2	2 406
	Échelon 3	2 618

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette Décision Unilatérale s'applique à compter du 1^{er} mai 2018.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente Décision Unilatérale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du Travail. Un exemplaire sera également adressé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ de la présente décision unilatérale

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par la présente décision unilatérale.

Auvergne

Accord du 25 septembre 2008

[Étendu par arr. 28 nov. 2008, JO 5 déc., applicable à compter du 1^{er} oct. 2008]

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-De-Dôme constituant l'UNICEM Auvergne.

Article 3

Salaires minimaux de qualification

Conformément à l'article 3 de l'Accord National du 23 janvier 1992, les salaires minimaux de qualification servent exclusivement de base de calcul de la prime d'ancienneté et sont fixés aux valeurs suivantes :

Catégories	Coefficients	Salaires horaires en €
OM	120	5,15
OS 1	130	5,43
OS 2	140	5,64
OS 3	150	5,86
OQ 1	160	5,89
OQ 2	170	5,98
OQ 3	185	6,23

Catégories	Coefficients	Salaires horaires en €
OHQ	200	6,52
CE Niveau 2	225	7,15

Article 4 **Salaires minimaux garantis**

Les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux valeurs fixées ci-après :

Catégories	Coefficients	Salaires horaires en €
OM	120	8,73
OS 1	130	8,80
OS 2	140	8,84
OS 3	150	8,90
OQ 1	160	9,18
OQ 2	170	9,44
OQ 3	185	9,85
OHQ	200	10,20
CE Niveau 2	225	10,83

Article 5 **Détermination des salaires minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Accord national du 21 février 1957, les salaires minimaux fixés ci-dessus comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes, ou toute autre dénomination que ce soit. Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

- Les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport,
- Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres et pénibles,
- Les majorations pour heures supplémentaires,
- Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes,
- Les primes d'ancienneté et d'assiduité,
- Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 4.

Article 6

Deux vêtements de travail seront attribués chaque année aux ouvriers ayant au moins un an d'ancienneté dans l'entreprise.

Article 7 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} octobre 2008.

Article 8 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 9

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Accord du 9 février 2012

[Étendu par arr. 21 juin 2012, JO 30 juin à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Auvergne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFE CGC ;

CGT.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Allier (03) - Cantal (15) - Haute-Loire (43) - Puy-De-Dôme (63)

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 406,70
	Échelon 2	1 427,54
Niveau 2	Échelon 1	1 433,79
	Échelon 2	1 455,67
	Échelon 3	1 499,44
Niveau 3	Échelon 1	1 506,73
	Échelon 2	1 529,66
	Échelon 3	1 575,50
Niveau 4	Échelon 1	1 583,84
	Échelon 2	1 609,89
	Échelon 3	1 667,20
Niveau 5	Échelon 1	1 672,41
	Échelon 2	1 724,51
	Échelon 3	1 844,34

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 6	Échelon 1	1 875,60
	Échelon 2	1 948,54
	Échelon 3	2 104,84
Niveau 7	Échelon 1	2 146,52
	Échelon 2	2 276,77
	Échelon 3	2 479,96

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais, des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} avril 2012.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Puy-De-Dôme. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 8 février 2013

[Étendu par arr. 17 mai 2013, JO 31 mai à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} mars 2013]

Signataires :

[Organisation\(s\) patronale\(s\) :](#)

UNICEM Auvergne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFE-CGC.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Allier (03) - Cantal (15) - Haute-Loire (43) - Puy-De-Dôme (63)

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 434,83
	Échelon 2	1 456,09
Niveau 2	Échelon 1	1 462,47
	Échelon 2	1 484,78
	Échelon 3	1 529,43
Niveau 3	Échelon 1	1 536,86
	Échelon 2	1 560,25
	Échelon 3	1 607,01
Niveau 4	Échelon 1	1 615,52
	Échelon 2	1 642,09
	Échelon 3	1 700,54
Niveau 5	Échelon 1	1 705,86
	Échelon 2	1 759,00
	Échelon 3	1 881,23
Niveau 6	Échelon 1	1 913,11
	Échelon 2	1 987,51
	Échelon 3	2 146,94
Niveau 7	Échelon 1	2 189,45
	Échelon 2	2 322,31
	Échelon 3	2 529,56

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en

nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais, des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} Mars 2013

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 14 février 2014

[Étendu par arr. 19 juin 2014, JO 28 juin à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} mars 2014]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Auvergne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFE CGC ;

CFDT.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Allier ; Cantal ; Haute-Loire ; Puy-De-Dôme.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 456
	Échelon 2	1 478
Niveau 2	Échelon 1	1 484
	Échelon 2	1 507
	Échelon 3	1 552
Niveau 3	Échelon 1	1 560
	Échelon 2	1 584
	Échelon 3	1 631
Niveau 4	Échelon 1	1 640
	Échelon 2	1 667
	Échelon 3	1 726
Niveau 5	Échelon 1	1 731
	Échelon 2	1 785
	Échelon 3	1 909
Niveau 6	Échelon 1	1 942
	Échelon 2	2 017
	Échelon 3	2 179
Niveau 7	Échelon 1	2 222
	Échelon 2	2 357
	Échelon 3	2 568

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} Mars 2014

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 4 mars 2015

[Étendu par arr. 18 juin 2015, JO 30 juin, mod. par arr. 29 oct. 2015, JO 7 nov., à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} mars 2015]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Auvergne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT FO ;

CFTC ;

CFE-CGC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2 **Champ d'application territorial**

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Allier ; Cantal ; Haute-Loire ; Puy-De-Dôme.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 468
	Échelon 2	1 490
Niveau 2	Échelon 1	1 496
	Échelon 2	1 519
	Échelon 3	1 564
Niveau 3	Échelon 1	1 572
	Échelon 2	1 597
	Échelon 3	1 644
Niveau 4	Échelon 1	1 653
	Échelon 2	1 680
	Échelon 3	1 740
Niveau 5	Échelon 1	1 745
	Échelon 2	1 799
	Échelon 3	1 924
Niveau 6	Échelon 1	1 958
	Échelon 2	2 033
	Échelon 3	2 196
Niveau 7	Échelon 1	2 240
	Échelon 2	2 376
	Échelon 3	2 589

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus

inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} Mars 2015

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	Pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 3 mars 2016

[Étendu par arr. 4 juill. 2016, JO 12 juill., à l'exception de l'activité de fabrication de produits en béton exclue de l'extension, applicable à compter du 1^{er} mars 2016]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Auvergne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFE CGC BTP SIGMA ;

CFDT ;

CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2 **Champ d'application territorial**

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Allier ; Cantal ; Haute-Loire ; Puy-De-Dôme.

Article 3 **Salaires mensuels minimaux garantis**

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 481
	Échelon 2	1 503
Niveau 2	Échelon 1	1 509
	Échelon 2	1 528
	Échelon 3	1 573
Niveau 3	Échelon 1	1 581
	Échelon 2	1 607
	Échelon 3	1 654
Niveau 4	Échelon 1	1 663
	Échelon 2	1 690
	Échelon 3	1 750
Niveau 5	Échelon 1	1 755
	Échelon 2	1 810
	Échelon 3	1 936
Niveau 6	Échelon 1	1 970
	Échelon 2	2 045
	Échelon 3	2 209
Niveau 7	Échelon 1	2 253
	Échelon 2	2 390
	Échelon 3	2 605

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mars 2016

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2233-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 18 avril 2017

(Voir «Auvergne-Rhône-Alpes»)

Auvergne-Rhône-Alpes Accord du 18 avril 2017

[Étendu par arr. 6 sept. 2017, JO 14 sept., à l'exception de l'activité de fabrication de produits en béton exclue de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2017]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Auvergne-Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT ;

CFF CGC BTP SICMA ;

Fédération Bâtimat TP CFTC.

Se référant à la Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Drôme, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1501
	Échelon 2	1514

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 2	Échelon 1	1518
	Échelon 2	1537
	Échelon 3	1581
Niveau 3	Échelon 1	1590
	Échelon 2	1617
	Échelon 3	1664
Niveau 4	Échelon 1	1673
	Échelon 2	1700
	Échelon 3	1761
Niveau 5	Échelon 1	1766
	Échelon 2	1822
	Échelon 3	1948
Niveau 6	Échelon 1	1982
	Échelon 2	2057
	Échelon 3	2222
Niveau 7	Échelon 1	2267
	Échelon 2	2404
	Échelon 3	2621

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 6 Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D-2231.2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 Délai d'opposition

En application de l'article L-2231.7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
	Le groupe 14.02 Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
	Le groupe 15.01 Sables et graviers d'alluvions Le groupe 15.02 Matériaux concassés de roches et de laitier Le groupe 15.03 Pierres de construction Le groupe 15.05 Plâtres et produits en plâtre Le groupe 15.07 Béton prêt à l'emploi Le groupe 15.09 Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
	Le groupe 87.05 pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en Béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Recommandation patronale de la FIB du 28 septembre 2017

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} oct. 2017]

La réunion paritaire, tenue à Vénissieux le 18 avril 2017, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des Etam

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte,

se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1 ***Champ d'application professionnel***

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955.

Article 2
Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Drôme, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy de Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} octobre 2017, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 490
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 533
Niveau 3	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 612
Niveau 4	Échelon 1	1 626
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 704
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 763
	Échelon 3	1 885
Niveau 6	Échelon 1	1 918
	Échelon 2	1 992
	Échelon 3	2 150
Niveau 7	Échelon 1	2 193
	Échelon 2	2 326
	Échelon 3	2 535

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,*
- des rémunérations pour heures supplémentaires,*
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,*
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,*
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances*

conventionnelle,

- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes de la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} octobre 2017.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes de Lyon.

Accord du 22 mars 2018

[Étendu par arr. 27 déc. 2018, JO 30 déc., à l'exception de l'activité de fabrication de produits en béton exclue de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Auvergne-Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération BATI-MAT-TP CFTC ;

FG FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, et relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Drôme, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		% d'augmentation	Valeurs mensuelles (€)	
Dictionnaire Permanent Conventions Collectives	Niveau 1	1,5 %	Mise à jour 1524 (septembre 2024)	119
	Échelon 2	1,5 %	1537	

		% d'augmentation	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 2	Échelon 1	1,5 %	1541
	Échelon 2	1,5 %	1560
	Échelon 3	1,5 %	1605
Niveau 3	Échelon 1	1,5 %	1614
	Échelon 2	1,5 %	1641
	Échelon 3	1,5 %	1689
Niveau 4	Échelon 1	1,5 %	1698
	Échelon 2	1,5 %	1726
	Échelon 3	1,5 %	1787
Niveau 5	Échelon 1	1,5 %	1792
	Échelon 2	1,5 %	1849
	Échelon 3	1,5 %	1977
Niveau 6	Échelon 1	1,5 %	2012
	Échelon 2	1,5 %	2088
	Échelon 3	1,5 %	2255
Niveau 7	Échelon 1	1,5 %	2301
	Échelon 2	1,5 %	2440
	Échelon 3	1,5 %	2660

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 6 Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7 Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours, qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 29 mars 2019

[Étendu par arr. 3 oct. 2019, JO 9 oct., applicable à compter du 1^{er} janv. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM AURA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI-MAT-TP-CFTC ;

Fédération FG-FO Construction ;

Fédération CFDT URCB AuRA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, et relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Drôme, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		% d'augmentation	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1,8 %	1551
	Échelon 2	1,8 %	1565
Niveau 2	Échelon 1	1,8 %	1569
	Échelon 2	1,8 %	1588
	Échelon 3	1,8 %	1634
Niveau 3	Échelon 1	1,8 %	1643
	Échelon 2	1,8 %	1671
	Échelon 3	1,8 %	1719
Niveau 4	Échelon 1	1,8 %	1729
	Échelon 2	1,8 %	1757
	Échelon 3	1,8 %	1819
Niveau 5	Échelon 1	1,8 %	1824
	Échelon 2	1,8 %	1882
	Échelon 3	1,8 %	2013
Niveau 6	Échelon 1	1,8 %	2048
	Échelon 2	1,8 %	2126
	Échelon 3	1,8 %	2296
Niveau 7	Échelon 1	1,8 %	2342
	Échelon 2	1,8 %	2484
	Échelon 3	1,8 %	2708

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

— des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,

- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataires du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre-recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi

Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services-funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 10 octobre 2019

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} juill. 2019]

La réunion paritaire, tenue à Vénissieux le 29 mars 2019, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des ETAM.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte, se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Drôme, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy de Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} juillet 2019, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1521,22
	Échelon 2	1544
Niveau 2	Échelon 1	1555
	Échelon 2	1566
	Échelon 3	1578
Niveau 3	Échelon 1	1598
	Échelon 2	1618
	Échelon 3	1638
Niveau 4	Échelon 1	1663
	Échelon 2	1688
	Échelon 3	1713
Niveau 5	Échelon 1	1748
	Échelon 2	1788
	Échelon 3	1893
Niveau 6	Échelon 1	1943
	Échelon 2	2033
	Échelon 3	2153

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 7	Échelon 1	2223
	Échelon 2	2353
	Échelon 3	2543

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes à la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} juillet 2019.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Conseil des prud'hommes de Lyon.

Accord du 17 mai 2021

[Étendu par arr. 17 sept. 2021, JO 29 sept., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Union des industries de carrières et matériaux de construction Auvergne-Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

CFDT ;

CFE-CGC ;

CGT-FO.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, et relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2 **Champ d'application territorial**

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Drôme, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Article 3 **Salaires mensuels minimaux garantis**

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		% d'augmentation par rapport à l'accord du 29 mars 2019	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1,8 %	1579
	Échelon 2	1,8 %	1593
Niveau 2	Échelon 1	1,8 %	1597
	Échelon 2	1,8 %	1617
	Échelon 3	1,8 %	1663
Niveau 3	Échelon 1	1,8 %	1673
	Échelon 2	1,8 %	1701
	Échelon 3	1,8 %	1750
Niveau 4	Échelon 1	1,8 %	1760
	Échelon 2	1,8 %	1789
	Échelon 3	1,8 %	1852
Niveau 5	Échelon 1	1,8 %	1857
	Échelon 2	1,8 %	1916
	Échelon 3	1,8 %	2049
Niveau 6	Échelon 1	1,8 %	2085
	Échelon 2	1,8 %	2164
	Échelon 3	1,8 %	2337
Niveau 7	Échelon 1	1,8 %	2384
	Échelon 2	1,8 %	2529
	Échelon 3	1,8 %	2757

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et
- des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2021.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataires du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie

Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.08	Produits en béton (non signataire)
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 14 avril 2022

[Étendu par arr. 25 août 2022, JO 31 août, applicable à compter du 1^{er} janv. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM AuRA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération BATI-MAT TP CFTC ;

FG-FO Construction ;

CFE CGC ;

Fédération CFDT Construction et Bois.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 6 avril 2022. Les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Auvergne Rhône-Alpes relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Drôme, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés à + 4 % sur le niveau 1 échelon 1 et + 3.5 % sur le reste de la grille :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1642
	Échelon 2	1649
Niveau 2	Échelon 1	1653
	Échelon 2	1674
	Échelon 3	1721
Niveau 3	Échelon 1	1732
	Échelon 2	1761
	Échelon 3	1811
Niveau 4	Échelon 1	1822
	Échelon 2	1852
	Échelon 3	1917
Niveau 5	Échelon 1	1922
	Échelon 2	1983
	Échelon 3	2121
Niveau 6	Échelon 1	2158
	Échelon 2	2240
	Échelon 3	2419
Niveau 7	Échelon 1	2467
	Échelon 2	2618
	Échelon 3	2853

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part,

seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord (avenant), conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Exceptionnellement, au titre de l'année 2022, si l'indice de l'inflation, en moyenne annuelle, de juillet 2021 à juillet 2022, publié en août 2022 montre un taux supérieur à 3,5 %, une réunion de révision des grilles des minima de l'UNICEM AURA sera organisée la première quinzaine de septembre 2022.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 23 novembre 2022

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} sept. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM AuRA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI-MAT-TP CFTC ;

FG-FO Construction ;

CFE-CGC

CFDT Construction et Bois.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 28 octobre 2022. Les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Auvergne Rhône-Alpes relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants: Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Drôme, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis des ouvriers et des ETAM sont revalorisés de + 70 € sur l'ensemble de la grille, par rapport à la grille applicable au 1^{er} janvier 2022 :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1712
	Échelon 2	1719
Niveau 2	Échelon 1	1723
	Échelon 2	1744
	Échelon 3	1791
Niveau 3	Échelon 1	1802
	Échelon 2	1831
	Échelon 3	1881
Niveau 4	Échelon 1	1892
	Échelon 2	1922
	Échelon 3	1987
Niveau 5	Échelon 1	1992
	Échelon 2	2053
	Échelon 3	2191

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 6	Échelon 1	2228
	Échelon 2	2310
	Échelon 3	2489
Niveau 7	Échelon 1	2537
	Échelon 2	2688
	Échelon 3	2923

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord (avenant), conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} septembre 2022.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231. du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail

en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

<i>Dans la classe 14</i>	<i>Minéraux divers</i>
<i>Le groupe 14.02</i>	<i>Matériaux de carrières pour l'industrie</i>
<i>Dans la classe 15</i>	<i>Matériaux de construction</i>
<i>Le groupe 15.01</i>	<i>Sables et graviers d'alluvions</i>
<i>Le groupe 15.02</i>	<i>Matériaux concassés de roches et de laitier</i>
<i>Le groupe 15.03</i>	<i>Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)</i>
<i>Le groupe 15.05</i>	<i>Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)</i>
<i>Le groupe 15.07</i>	<i>Béton prêt à l'emploi</i>
<i>Le groupe 15.09</i>	<i>Matériaux de construction divers</i>
<i>Dans la classe 87</i>	<i>Services divers (marchands)</i>
<i>Le groupe 87.05</i>	<i>pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)</i>

Accord du 22 mars 2023

[Étendu par arr. 25 juill. 2023, JO 2 août, applicable à compter du 1^{er} fév. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM AuRA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et Bois ;

CFE CGC ;

BATI-MAT-TP CFTC ;

FG-FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 22 mars 2023. Les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Auvergne Rhône-Alpes relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Drôme, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis des ouvriers et des ETAM sont revalorisés de + 4 % sur l'ensemble de la grille, par rapport à la grille applicable au 1^{er} septembre 2022 :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1781
	Échelon 2	1788
Niveau 2	Échelon 1	1792
	Échelon 2	1813
	Échelon 3	1863
Niveau 3	Échelon 1	1874
	Échelon 2	1904
	Échelon 3	1957
Niveau 4	Échelon 1	1967
	Échelon 2	1998
	Échelon 3	2066
Niveau 5	Échelon 1	2072
	Échelon 2	2135
	Échelon 3	2278
Niveau 6	Échelon 1	2317
	Échelon 2	2402
	Échelon 3	2588
Niveau 7	Échelon 1	2639
	Échelon 2	2795
	Échelon 3	3040

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne

salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord (avenant), conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} février 2023.

Exceptionnellement, au titre de l'année 2023, si l'indice de l'inflation, en moyenne annuelle, de juillet 2022 à juillet 2023, publié en août 2023 montre un taux supérieur à 4 %, une réunion de révision des grilles des minima de l'UNICEM AURA sera organisée la première quinzaine de septembre 2023.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.03	
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers

Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 14 mars 2024

[Étendu par arr. 23 juil. 2024, JO 9 août, applicable à compter du 1^{er} févr. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM AURA.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFE CGC ;

FG FO.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 5 mars 2024. Les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Auvergne Rhône-Alpes relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ain, Allier, Ardèche, Cantal, Drôme, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis des ouvriers et des ETAM sont revalorisés de + 3 % sur l'ensemble de la grille, par rapport à la grille applicable au 1^{er} février 2023 :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1834
	Échelon 2	1842
Niveau 2	Échelon 1	1846
	Échelon 2	1867
	Échelon 3	1919
Niveau 3	Échelon 1	1930
	Échelon 2	1961
	Échelon 3	2016

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 4	Échelon 1	2026
	Échelon 2	2058
	Échelon 3	2128
Niveau 5	Échelon 1	2134
	Échelon 2	2199
	Échelon 3	2346
Niveau 6	Échelon 1	2387
	Échelon 2	2474
	Échelon 3	2666
Niveau 7	Échelon 1	2718
	Échelon 2	2879
	Échelon 3	3131

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} février 2024.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Bourgogne - Franche-Comté Avenant n° 28 du 10 juillet 2008

[Étendu par arr. 21 oct. 2008, JO 29 oct., mod. par arr. 3 nov. 2008, JO, 9 nov. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Article 1er

Le présent avenant concerne les Industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective du 22 avril 1955, à l'exception de l'activité de fabrication de produits en fibre-ciment.

Article 2

Il s'applique dans les départements de Côte d'Or, Doubs, Jura, Nièvre, Haute-Saône, Saône et Loire, Yonne, Territoire de Belfort.

Article 3

Il est rappelé que les valeurs des salaires déterminés par la grille figurant à l'article 3 du présent accord, servent exclusivement à déterminer les salaires minimaux de qualification, constituant l'assiette de calcul de la prime d'ancienneté.

Les «salaires minimaux professionnels de qualification» tels qu'ils sont définis par l'accord national de salaires du 21 février 1957, notamment dans son article 4, et par l'article 3 de l'accord national du 23 janvier 1992 sont les suivants :

Catégorie	Coefficient	Salaire horaire minimal (euros)
OM	120	4,76
OS 1	130	4,78
OS 2	140	4,79
OS 3	150	4,81
OQ 1	160	4,86
OQ 2	170	4,91
OQ 3	185	5,06
OHQ	200	5,47
CE 2	225	6,15

Article 4

À compter du 1^{er} juillet 2008, les «salaires horaires minimaux garantis» ne peuvent être inférieurs aux valeurs fixées ci après :

Catégorie	Coefficient	Salaire horaire minimal (euros)
OM	120	8,71
OS 1	130	8,79
OS 2	140	8,89
OS 3	150	9,18
OQ 1	160	9,29
OQ 2	170	9,41
OQ 3	185	9,62
OHQ	200	9,86
CE 2	225	10,29

Article 5

Il est précisé que, conformément aux clauses de l'article 4 de l'accord national du 21 février 1957, les salaires minimaux comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit.

La seule obligation des Entreprises est de relever s'il y a lieu, les salaires qui seraient devenus inférieurs au barème ci-dessus.

Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

- a) les indemnités ayant un caractère de remboursement de frais telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b) les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travail dangereux, insalubre et pénible ;
- c) les majorations pour heures supplémentaires ;
- d) les primes de productivité, telles que définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955 ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes ;
- e) les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f) les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel ainsi que les gratifications à usage constant.

Par ailleurs conformément à l'article 3 de l'accord national du 21 février 1957, dans le cadre du travail à la tâche ou aux pièces la rémunération des intéressés ne pourra être inférieure, dans une même période de paie, au salaire minimum garanti de leur catégorie et échelon, majoré de 10 %.

Article 6

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi.

Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Avenant n° 29 du 10 juillet 2009

[Non étendu]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT.

Article 1er

Le présent avenant concerne les Industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective du 22 avril 1955, à l'exception de l'activité de fabrication de produits en fibre-ciment et à l'exception des entreprises procédant à la fabrication des produits en Béton.

Article 2

Il s'applique dans les départements de Côte d'Or, Doubs, Jura, Nièvre, Haute-Saône, Saône et Loire, Yonne, Territoire de Belfort.

Article 3

Il est rappelé que les valeurs des salaires déterminés par la grille figurant à l'article 3 du présent accord, servent exclusivement à déterminer les salaires minimaux de qualification, constituant l'assiette de calcul de la prime d'ancienneté.

Les «salaires minimaux professionnels de qualification» tels qu'ils sont définis par l'accord national de salaires du 21 février 1957, notamment dans son article 4, et par l'article 3 de l'accord national du 23 janvier 1992 sont les suivants :

Catégorie	Coefficient	Salaire horaire minimal (euros)
OM	120	4,76
OS 1	130	4,78
OS 2	140	4,79
OS 3	150	4,81
OQ 1	160	4,86
OQ 2	170	4,91
OQ 3	185	5,06
OHQ	200	5,47
CE 2	225	6,15

Article 4

À compter du 1^{er} juillet 2009, les «salaires horaires minimaux garantis» ne peuvent être inférieurs aux valeurs fixées ci après :

Catégorie	Coefficient	Salaire horaire minimal (euros)
OM	120	8,83
OS 1	130	8,90
OS 2	140	9,01
OS 3	150	9,30
OQ 1	160	9,41
OQ 2	170	9,53
OQ 3	185	9,75
OHQ	200	9,99
CE 2	225	10,42

Article 5

Il est précisé que, conformément aux clauses de l'article 4 de l'accord national du 21 février 1957, les salaires minimaux comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit.

La seule obligation des Entreprises est de relever s'il y a lieu, les salaires qui seraient devenus inférieurs au barème ci-dessus.

Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

- a) les indemnités ayant un caractère de remboursement de frais telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;*
- b) les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travail dangereux, insalubre et pénible ;*
- c) les majorations pour heures supplémentaires ;*
- d) les primes de productivité, telles que définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955 ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes ;*
- e) les primes d'ancienneté et d'assiduité ;*
- f) les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel ainsi que les gratifications à usage constant.*

Par ailleurs conformément à l'article 3 de l'accord national du 21 février 1957, dans le cadre du travail à la tâche ou aux pièces la rémunération des intéressés ne pourra être inférieure, dans une même période de paie, au salaire minimum garanti de leur catégorie et échelon, majoré de 10 %.

Article 6

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi.

Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Accord du 16 mars 2011

[Étendu par arr. 9 août 2011, JO 18 août, applicable au 1^{er} janv. 2011 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 21 (Côte d'Or), 25 (Doubs), 39 (Jura), 58 (Nièvre), 70 (Haute-Saône), 71 (Saône et Loire), 89 (Yonne) et 90 (Territoire de Belfort).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1377
	Échelon 2	1397
Niveau 2	Échelon 1	1404
	Échelon 2	1425
	Échelon 3	1468
Niveau 3	Échelon 1	1475
	Échelon 2	1497
	Échelon 3	1542
Niveau 4	Échelon 1	1548
	Échelon 2	1572
	Échelon 3	1629
Niveau 5	Échelon 1	1634
	Échelon 2	1685
	Échelon 3	1802
Niveau 6	Échelon 1	1832
	Échelon 2	1904
	Échelon 3	2056
Niveau 7	Échelon 1	2097
	Échelon 2	2224
	Échelon 3	2423

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2011.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIREC-CTE). Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 12 avril 2013

[Étendu par arr. 24 juill. 2013, JO 4 août, applicable à compter du 1^{er} avril 2013]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bourgogne Franche-Comté.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 21 (Côte d'Or), 25 (Doubs), 39 (Jura), 58 (Nièvre), 70 (Haute-Saône), 71 (Saône et Loire), 89 (Yonne) et 90 (Territoire de Belfort).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1435
	Échelon 2	1445

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 2	Échelon 1	1450
	Échelon 2	1470
	Échelon 3	1514
Niveau 3	Échelon 1	1522
	Échelon 2	1546
	Échelon 3	1592
Niveau 4	Échelon 1	1600
	Échelon 2	1626
	Échelon 3	1685
Niveau 5	Échelon 1	1690
	Échelon 2	1743
	Échelon 3	1863
Niveau 6	Échelon 1	1896
	Échelon 2	1969
	Échelon 3	2126
Niveau 7	Échelon 1	2169
	Échelon 2	2300
	Échelon 3	2505

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle,
- de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} avril 2013

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 14 avril 2014

[Étendu par arr. 2 oct. 2014, JO 24 oct., mod. par arr. 11 mars 2015, JO 25 mars, à l'exception de l'activité de fabrication de produits en béton exclue de l'extension, applicable à compter du 1^{er} mai 2014]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bourgogne Franche-Comté.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 21 (Côte d'Or), 25 (Doubs), 39 (Jura), 58 (Nièvre), 70 (Haute-Saône), 71 (Saône et Loire), 89 (Yonne) et 90 (Territoire de Belfort).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1453
	Échelon 2	1463
Niveau 2	Échelon 1	1468
	Échelon 2	1488
	Échelon 3	1533
Niveau 3	Échelon 1	1541
	Échelon 2	1565
	Échelon 3	1612

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 4	Échelon 1	1620
	Échelon 2	1646
	Échelon 3	1706
Niveau 5	Échelon 1	1711
	Échelon 2	1765
	Échelon 3	1886
Niveau 6	Échelon 1	1920
	Échelon 2	1994
	Échelon 3	2152
Niveau 7	Échelon 1	2196
	Échelon 2	2329
	Échelon 3	2536

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mai 2014

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 13 juin 2016

[Étendu par 4 oct. 2016, JO 11 oct., à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} mai 2016]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bourgogne Franche-Comté.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et bois ;

BATI MAT TP CFTC ;

FG FO Construction ;

CFE-CGC BTP.

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 21 (Côte d'Or), 25 (Doubs), 39 (Jura), 58 (Nièvre), 70 (Haute-Saône), 71 (Saône et Loire), 89 (Yonne) et 90 (Territoire de Belfort).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1478
	Échelon 2	1488
Niveau 2	Échelon 1	1493
	Échelon 2	1513
	Échelon 3	1559
Niveau 3	Échelon 1	1568
	Échelon 2	1592
	Échelon 3	1639
Niveau 4	Échelon 1	1648
	Échelon 2	1674
	Échelon 3	1733
Niveau 5	Échelon 1	1738
	Échelon 2	1792
	Échelon 3	1916
Niveau 6	Échelon 1	1950
	Échelon 2	2025
	Échelon 3	2186
Niveau 7	Échelon 1	2230
	Échelon 2	2365
	Échelon 3	2576

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mai 2016

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 27 octobre 2017

[Étendu par arr. 17 août 2018, JO 25 août, applicable à compter du 1^{er} juill. 2017]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bourgogne Franche-Comté.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et Bois ;

BATI MAT TP CFTC ;

FG FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : (21) Côte d'Or, (25) Doubs, (39) Jura, (58) Nièvre, (70) Haute-Saône, (71) Saône et Loire, (89) Yonne, (90) Territoire de Belfort.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1484
	Échelon 2	1498
Niveau 2	Échelon 1	1511
	Échelon 2	1531
	Échelon 3	1578
Niveau 3	Échelon 1	1586
	Échelon 2	1611
	Échelon 3	1659
Niveau 4	Échelon 1	1667
	Échelon 2	1694
	Échelon 3	1753
Niveau 5	Échelon 1	1758
	Échelon 2	1814
	Échelon 3	1939
Niveau 6	Échelon 1	1974
	Échelon 2	2049
	Échelon 3	2212
Niveau 7	Échelon 1	2257
	Échelon 2	2393
	Échelon 3	2606

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} juillet 2017.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

La FIB n'est pas signataire de cet accord.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D-2231.2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction

Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 6 novembre 2017

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} oct. 2017]

La réunion paritaire, tenue à Dijon le 26 octobre 2017, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des Etam.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte,

se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Côte d'Or, Doubs, Jura, Nièvre, Haute Saône, Saône et Loire, Yonne, Territoire de Belfort.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} octobre 2017, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 490
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 533
Niveau 3	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 612
Niveau 4	Échelon 1	1 626
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 704

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 763
	Échelon 3	1 885
Niveau 6	Échelon 1	1 918
	Échelon 2	1 992
	Échelon 3	2 150
Niveau 7	Échelon 1	2 193
	Échelon 2	2 326
	Échelon 3	2 535

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,*
- des rémunérations pour heures supplémentaires,*
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,*
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,*
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,*
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.*

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes de la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} octobre 2017.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes de Dijon.

Accord du 6 avril 2018

[Étendu par arr. 23 sept. 2019, JO 27 sept. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication des produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bourgogne Franche-Comté.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et Bois ;

BATI MAT TP - CFTC ;

FG FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : (21) Cote d'Or, (25) Doubs, (39) Jura, (58) Nièvre, (70) Haute-Saône, (71) Saône et Loire, (89) Yonne, (90) Territoire de Belfort.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixes :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1502
	Échelon 2	1518
Niveau 2	Échelon 1	1533
	Échelon 2	1554
	Échelon 3	1602
Niveau 3	Échelon 1	1611
	Échelon 2	1636
	Échelon 3	1684
Niveau 4	Échelon 1	1693
	Échelon 2	1720
	Échelon 3	1780
Niveau 5	Échelon 1	1786
	Échelon 2	1842
	Échelon 3	1968
Niveau 6	Échelon 1	2001
	Échelon 2	2078
154	Mise à jour (septembre 2024)	2243

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 7	Échelon 1	2289
	Échelon 2	2427
	Échelon 3	2643

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais, des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixes à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

La FIB n'est pas signataire de cet accord.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de

produite de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 3 juillet 2019

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} juill. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bourgogne - Franche-Comté.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

CFDT Construction Bois ;

FG FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955¹, le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : (21) Côte d'Or, (25) Doubs, (39) Jura, (58) Nièvre, (70) Haute-Saône, (71) Saône et Loire, (89) Yonne, (90) Territoire de Belfort.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
156	Niveau 1	Échelon 1
	Mise à jour (septembre 2024)	Échelon 2

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 2	Échelon 1	1564
	Échelon 2	1585
	Échelon 3	1634
Niveau 3	Échelon 1	1643
	Échelon 2	1669
	Échelon 3	1718
Niveau 4	Échelon 1	1727
	Échelon 2	1755
	Échelon 3	1815
Niveau 5	Échelon 1	1821
	Échelon 2	1879
	Échelon 3	2007
Niveau 6	Échelon 1	2041
	Échelon 2	2120
	Échelon 3	2288
Niveau 7	Échelon 1	2335
	Échelon 2	2475
	Échelon 3	2696

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} juillet 2019

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 10 octobre 2019

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} juill. 2019]

La réunion paritaire, tenue à Dijon le 3 juillet 2019, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des ETAM.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte, se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton, entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2
Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Côte d'Or, Doubs, Jura, Nièvre, Haute Saône, Saône et Loire, Yonne, Territoire de Belfort.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} juillet 2019, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1521,22
	Échelon 2	1544
Niveau 2	Échelon 1	1555
	Échelon 2	1566
	Échelon 3	1578
Niveau 3	Échelon 1	1598
	Échelon 2	1618
	Échelon 3	1638
Niveau 4	Échelon 1	1663
	Échelon 2	1688
	Échelon 3	1713
Niveau 5	Échelon 1	1748
	Échelon 2	1788
	Échelon 3	1893
Niveau 6	Échelon 1	1943
	Échelon 2	2033
	Échelon 3	2153
Niveau 7	Échelon 1	2223
	Échelon 2	2353
	Échelon 3	2543

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,*
- des rémunérations pour heures supplémentaires,*
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,*
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,*
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances*

conventionnelle,

- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes à la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} juillet 2019.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Conseil des prud'hommes de Dijon.

Accord du 27 mai 2021

[Étendu par arr. 17 sept. 2021, JO 29 sept., applicable à compter du 1^{er} juin 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bourgogne FC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

CFDT FNCB ;

SICMA CFE-CGC ;

FG FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : (21) Côte d'Or, (25) Doubs, (39) Jura, (58) Nièvre, (70) Haute-Saône, (71) Saône et Loire, (89) Yonne, (90) Territoire de Belfort.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		% d'augmentation par rapport à l'accord du 1 ^{er} juillet 20219	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	2 %	1563
	Échelon 2	2 %	1579
Niveau 2	Échelon 1	2 %	1595
	Échelon 2	2 %	1617
	Échelon 3	2 %	1667
Niveau 3	Échelon 1	2 %	1676
	Échelon 2	2 %	1702
	Échelon 3	2 %	1752
Niveau 4	Échelon 1	2 %	1762
	Échelon 2	2 %	1790
	Échelon 3	2 %	1852
Niveau 5	Échelon 1	2 %	1858
	Échelon 2	2 %	1916
	Échelon 3	2 %	2047
Niveau 6	Échelon 1	2 %	2082
	Échelon 2	2 %	2162
	Échelon 3	2 %	2334
Niveau 7	Échelon 1	2 %	2381
	Échelon 2	2 %	2525
	Échelon 3	2 %	2750

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un

même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} juin 2021.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14 Minéraux divers

Le groupe 14.02 Matériaux de carrières pour l'industrie

Dans la classe 15 Matériaux de construction

Le groupe 15.01 Sables et graviers d'alluvions

Le groupe 15.02 Matériaux concassés de roches et de laitier

Le groupe 15.03 Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)

Le groupe 15.05 Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)

Le groupe 15.07 Béton prêt à l'emploi

Le groupe 15.09 Matériaux de construction divers

Dans la classe 87 Services divers (marchands)

Le groupe 87.05 pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 18 octobre 2022

[Étendu par arr. 6 mars 2023, JO 31 mars, applicable à compter du 1^{er} sept 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bourgogne Franche-Comté.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et Bois ;

BATI-MAT-TP CFTC ;

FG-FO Construction ;

CFE-CGC BTP.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Lors de la réunion paritaire du 18 octobre 2022 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Bourgogne/Franche-Comté relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2 **Champ d'application territorial**

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : (21) Côte d'Or, (25) Doubs, (39) Jura, (58) Nièvre, (70) Haute-Saône, (71) Saône et Loire, (89) Yonne, (90) Territoire de Belfort.

Article 3 **Salaires mensuels minimaux garantis**

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 683
	Échelon 2	1 699
Niveau 2	Échelon 1	1 715
	Échelon 2	1 737
	Échelon 3	1 787
Niveau 3	Échelon 1	1 796
	Échelon 2	1 822
	Échelon 3	1 872
Niveau 4	Échelon 1	1 882
	Échelon 2	1 910
	Échelon 3	1 972
Niveau 5	Échelon 1	1 978
	Échelon 2	2 036
	Échelon 3	2 167
Niveau 6	Échelon 1	2 202
	Échelon 2	2 282
	Échelon 3	2 454
Niveau 7	Échelon 1	2 501
	Échelon 2	2 645
	Échelon 3	2 870

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67

heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} septembre 2022.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier

Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 26 avril 2023

[Étendu par arr. 8 août 2023, JO 12 août, applicable à compter du 1^{er} mai 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC ;

FO ;

CFE-CGC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Lors de la réunion paritaire du 26 avril 2023 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Bourgogne/Franche-Comté relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : (21) Côte d'Or, (25) Doubs, (39) Jura, (58) Nièvre, (70) Haute-Saône, (71) Saône et Loire, (89) Yonne, (90) Territoire de Belfort.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1747.29
	Échelon 2	1 781
Niveau 2	Échelon 1	1 797
	Échelon 2	1 820
	Échelon 3	1 873

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 3	Échelon 1	1 882
	Échelon 2	1 909
	Échelon 3	1 962
Niveau 4	Échelon 1	1 972
	Échelon 2	2 002
	Échelon 3	2 067
Niveau 5	Échelon 1	2 073
	Échelon 2	2 134
	Échelon 3	2 271
Niveau 6	Échelon 1	2 308
	Échelon 2	2 392
	Échelon 3	2 572
Niveau 7	Échelon 1	2 621
	Échelon 2	2 772
	Échelon 3	3 008

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} mai 2023.

Au titre de l'année 2023, si le SMIC augmente mécaniquement une réunion pourra être organisée, à la demande de la partie la plus diligente.

Article 6 Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Le Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 22 avril 2024

[Étendu par arr. 23 juil. 2024, JO 9 août, applicable à compter du 1^{er} avr. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bourgogne Franche-Comté.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et Bois ;

BATI - MAT - TP CFTC ;

FG-FO Construction ;

CFE-CGC BTP.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Lors de la réunion paritaire du 22 mars 2024 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur

le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Bourgogne/Franche-Comté relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2 **Champ d'application territorial**

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : (21) Côte d'Or, (25) Doubs, (39) Jura, (58) Nièvre, (70) Haute-Saône, (71) Saône et Loire, (89) Yonne, (90) Territoire de Belfort.

Article 3 **Salaires mensuels minimaux garantis**

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 800
	Échelon 2	1 834
Niveau 2	Échelon 1	1 852
	Échelon 2	1 875
	Échelon 3	1 929
Niveau 3	Échelon 1	1 939
	Échelon 2	1 967
	Échelon 3	2 021
Niveau 4	Échelon 1	2 032
	Échelon 2	2 062
	Échelon 3	2 129
Niveau 5	Échelon 1	2 136
	Échelon 2	2 198
	Échelon 3	2 340
Niveau 6	Échelon 1	2 377
	Échelon 2	2 464
	Échelon 3	2 649
Niveau 7	Échelon 1	2 700
	Échelon 2	2 856
	Échelon 3	3 098

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en

nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} avril 2024.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)

Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Bretagne

Secteurs autres que Granit et Fibres-ciment Accord du 4 décembre 2008

[Etendu par arr. 23 févr. 2009, JO 4 mars, à l'exception des activités d'extraction et/ou de transformation du granit exclues de l'extension]

Article 1 Champs d'application professionnel et territorial

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955 à l'exception de celle d'extraction et/ou de transformation du granit qui fait l'objet d'une négociation particulière.

Il s'applique dans les départements suivants : Côtes d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan.

Article 2 Salaires Minimaux de Qualification

Les salaires minimaux de qualification qui, conformément à l'article 3 de l'accord national du 23 janvier 1992 étendu, servent de base de calcul de la prime d'ancienneté, sont les suivants

Catégories	Coefficient	Salaire horaire
OM	120	5,04 €
OS1	130	5,05 €
OS2	140	5,06 €
OS3	150	5,08 €
OQ1	160	5,09 €
OQ2	170	5,40 €
OQ3	185	5,88 €
OHQ	200	6,35 €
Chef Équipe 1.1	185	5,88 €
Chef Équipe 1.2	200	6,35 €
Chef Équipe 2	225	7,03 €

Article 3 Salaires Minimaux Garantis

À compter du 1^{er} janvier 2009, les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux montants de la grille ci-après.

Catégories	Coefficient	Salaire horaire	Salaire mensuel (1)
OM	120	8,73 €	1 324,08 €
OS1	130	8,80 €	1 334,70 €

Catégories	Coefficient	Salaire horaire	Salaire mensuel (1)
OS2	140	8,85 €	1 342,28 €
OS3	150	8,90 €	1 349,86 €
OQ1	160	9,05 €	1 372,61 €
OQ2	170	9,20 €	1 395,36 €
OQ3	185	9,30 €	1 410,53 €
OHQ	200	9,65 €	1 463,62 €
Chef Équipe 1.1	185	9,30 €	1 410,53 €
Chef Équipe 1.2	200	9,65 €	1 463,62 €
Chef Équipe 2	225	10,35 €	1 569,78 €
(1) Les salaires mensuels sont calculés pour un horaire hebdomadaire de 35 heures soit pour un horaire mensuel de 151,67 heures.			

Article 4 **Détermination des salaires minimaux**

Conformément à l'article 1er de l'accord national de salaires du 23 janvier 1992 étendu, les salaires minimaux englobent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit, y compris l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail.

Toutefois, en sont exclues :

- a) les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b) les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres ou pénibles ;
- c) les majorations pour heures supplémentaires ;
- d) les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes ;
- e) les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f) les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 5

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis fixés à l'article 3.

Article 6 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du Code du Travail.

Article 7 **Adhésion**

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle d'Ille-et-Vilaine. Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les autres organisations signataires.

Industries du Granit **Accord du 6 décembre 2007**

[Étendu par arr. 5 mars 2008, JO 12 mars]

Article 1 **Champ d'application**

Dans le cadre de la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, le présent accord s'applique au personnel Ouvrier des entreprises exerçant les activités d'extraction et/ou de transformation du granit, situées en Bretagne, départements : Côtes d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan.

Article 2

Salaires Minimaux de Qualification

Les salaires horaires minimaux de qualification qui, conformément à l'article 3 de l'accord national du 23 janvier 1992 étendu, servent de base de calcul de la prime d'ancienneté, sont les suivants.

Catégories	Coefficient	Salaire horaire
OM	120	3,81 €
OS1	130	3,96 €
OS2	140	4,12 €
OS3	150	4,27 €
OQ1	160	4,42 €
OQ2	170	4,57 €
OQ3	185	4,88 €
OHQ	200	5,18 €

Article 3

Salaires Minimaux Garantis

À compter du 1^{er} décembre 2007, les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux montants de la grille ci-après

Catégories	Coefficient	Salaire horaire	Salaire mensuel (1)
OM	120	8,45 €	1 281,61 €
OS1	130	8,47 €	1 284,64 €
OS2	140	8,51 €	1 290,71 €
OS3	150	8,55 €	1 296,78 €
OQ1	160	8,60 €	1 304,36 €
OQ2	170	8,70 €	1 319,53 €
OQ3	185	8,80 €	1 334,70 €
OHQ	200	9,00 €	1 365,03 €

(1) Les salaires mensuels sont calculés pour un horaire hebdomadaire de 35 heures soit pour un horaire mensuel de 151,67 heures.

Article 4

Conformément à l'article 1er de l'accord national de salaires du 23 janvier 1992 étendu, les salaires minimaux englobent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit, y compris l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail.

Toutefois, en sont exclues :

- a) les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b) les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres ou pénibles ;
- c) les majorations pour heures supplémentaires ;
- d) les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes
- e) les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f) les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 5

Indemnité de Transport

À compter du 1^{er} décembre 2007, il est attribué au personnel bénéficiaire du présent accord, à l'exception de ceux

pour qui l'employeur organise un ramassage, une indemnité de transport mensuelle fixée comme suit, la distance retenue étant celle du domicile au lieu de travail.

. au-dessus de 3 km à 10 km inclus : 17 Euros

. au-dessus de 10 km à 25 km inclus : 19 Euros

. au-dessus de 25 km : 22 Euros

Article 6

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis fixés à l'article 3.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du Code du Travail.

Article 8

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle d'Ille-et-Vilaine. Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les autres organisations signataires.

Indemnités de transports

Accord du 28 janvier 2011

(Voir Salaires - Tous secteurs)

Tous secteurs

Accord du 28 janvier 2011

[Étendu par arr. 1^{er} juin 2011, JO 9 juin, mod. par arr. 16 août 2011, JO 23 août, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955, à l'exclusion des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton relevant du code 26.6A .

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Côtes d'Armor, Finistère, Îlle et Vilaine, Morbihan.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 373
	Échelon 2	1 393
Niveau 2	Échelon 1	1 399
	Échelon 2	1 421
	Échelon 3	1 463
Niveau 3	Échelon 1	1 471
	Échelon 2	1 493
	Échelon 3	1 538

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 4	Échelon 1	1 546
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 627
Niveau 5	Échelon 1	1 632
	Échelon 2	1 683
	Échelon 3	1 800
Niveau 6	Échelon 1	1 831
	Échelon 2	1 902
	Échelon 3	2 054
Niveau 7	Échelon 1	2 095
	Échelon 2	2 222
	Échelon 3	2 420

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5

Indemnité de transport

Uniquement dans les entreprises procédant à l'extraction et/ou à la transformation du granit, une indemnité de transport mensuelle est attribuée exclusivement au personnel relevant de la convention collective des Ouvriers, à l'exception de ceux pour qui l'employeur organise un ramassage. Le montant de l'indemnité mensuelle de transport est le suivant :

- 0 à 3 km inclus : 0 €
- Au-dessus de 3 km à 10 km inclus : 17 €
- Au-dessus de 10 km à 25 km inclus : 19 €
- Au-dessus de 25 km : 22 €

La distance retenue est celle du domicile au lieu de travail.

Article 6

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2011.

Article 7 Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 8 Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 9 Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 10 février 2012

[Étendu par arr. 21 juin 2012, JO 30 juin, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Constructions Bois ;

CFE CGC BTP.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton relevant du code 26.6A.

Article 2 Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine, Morbihan.

Article 3 Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 400
	Échelon 2	1 421
Niveau 2	Échelon 1	1 427
	Échelon 2	1 449
	Échelon 3	1 492
Niveau 3	Échelon 1	1 500
Dictionnaire Permanent Conventions Collectives	Échelon 2	1 523
	Échelon 3	1 569

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 4	Échelon 1	1 577
	Échelon 2	1 602
	Échelon 3	1 660
Niveau 5	Échelon 1	1 665
	Échelon 2	1 717
	Échelon 3	1 836
Niveau 6	Échelon 1	1 868
	Échelon 2	1 940
	Échelon 3	2 095
Niveau 7	Échelon 1	2 137
	Échelon 2	2 266
	Échelon 3	2 468

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 8 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5

Indemnité de transport

Uniquement dans les entreprises procédant à l'extraction et/ou à la transformation du granit, une indemnité de transport mensuelle est attribuée exclusivement au personnel relevant de la convention collective des Ouvriers, à l'exception de ceux pour qui l'employeur organise un ramassage. Le montant de l'indemnité mensuelle de transport est le suivant :

- 0 à 3 km inclus : 0 €
- Au-dessus de 3 km à 10 km inclus : 17 €
- Au-dessus de 10 km à 25 km inclus : 19 €
- Au-dessus de 25 km : 22 €

La distance retenue est celle du domicile au lieu de travail.

Article 6

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 7

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 8

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 9

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 8 février 2013

[Étendu par arr. 24 mai 2013, JO 19 juill., applicable à compter du 1^{er} janv. 2013]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine, Morbihan.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 435
	Échelon 2	1 445
Niveau 2	Échelon 1	1 450
	Échelon 2	1 470
	Échelon 3	1 514
Niveau 3	Échelon 1	1 522
	Échelon 2	1 546
	Échelon 3	1 592
Niveau 4	Échelon 1	1 600
	Échelon 2	1 626
	Échelon 3	1 685

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 5	Échelon 1	1 690
	Échelon 2	1 743
	Échelon 3	1 863
Niveau 6	Échelon 1	1 896
	Échelon 2	1 969
	Échelon 3	2 126
Niveau 7	Échelon 1	2 169
	Échelon 2	2 300
	Échelon 3	2 505

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications périodicité de versement que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Indemnité de transport**

Uniquement dans les entreprises procédant à l'extraction et/ou à la transformation du granit, une indemnité de transport mensuelle est attribuée exclusivement au personnel relevant de la convention collective des Ouvriers, à l'exception de ceux pour qui l'employeur organise un ramassage. Le montant de l'indemnité mensuelle de transport est le suivant :

- 0 à 3 km inclus : 0 €
- Au-dessus de 3 km à 10 km inclus : 17,25 €
- Au-dessus de 10 km à 25 km inclus : 19,30 €
- Au-dessus de 25 km : 22,35 €

La distance retenue est celle du domicile au lieu de travail.

Article 6 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 7 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 8

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 9

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Recommandation patronale de l'UNICEM Bretagne du 24 avril 2014

La réunion paritaire qui s'est tenue le 31 janvier 2014 n'ayant pas permis d'aboutir à un accord, le Conseil d'Administration de l'UNICEM Bretagne du 27 mars 2014, se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, recommande aux entreprises adhérentes relevant de son champ d'application ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente Recommandation concerne les industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 pour les seules entreprises relevant exclusivement des activités économiques mentionnées ci-après :

<i>Dans la classe 14</i>	<i>Minéraux divers</i>
<i>Le groupe 14.02</i>	<i>Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie</i>
<i>Dans la classe 15</i>	<i>Matériaux de construction</i>
<i>Le groupe 15.01</i>	<i>Sables et graviers d'alluvions</i>
<i>Le groupe 15.02</i>	<i>Matériaux concassés de roches et de laitier</i>
<i>Le groupe 15.03</i>	<i>Pierres de construction</i>
<i>Le groupe 15.05</i>	<i>Plâtres et produits en plâtre</i>
<i>Le groupe 15.07</i>	<i>Béton prêt à l'emploi</i>
<i>Le groupe 15.09</i>	<i>Matériaux de construction divers</i>
<i>Dans la classe 87</i>	<i>Services divers (marchands)</i>
<i>Le groupe 87.05</i>	<i>pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire).</i>

Article 2

Champ d'application territorial

La présente Recommandation s'applique dans les départements suivants : Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine, Morbihan.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} avril 2014, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 447
	Échelon 2	1 457
Niveau 2	Échelon 1	1 462
	Échelon 2	1 482
	Échelon 3	1 526

Dictionnaire Permanent Conventions Collectives Mise à jour (septembre 2024) **179**

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 3	Échelon 1	1 534
	Échelon 2	1 558
	Échelon 3	1 605
Niveau 4	Échelon 1	1 613
	Échelon 2	1 639
	Échelon 3	1 698
Niveau 5	Échelon 1	1 704
	Échelon 2	1 757
	Échelon 3	1 878
Niveau 6	Échelon 1	1 911
	Échelon 2	1 985
	Échelon 3	2 143
Niveau 7	Échelon 1	2 186
	Échelon 2	2 318
	Échelon 3	2 525

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Indemnité de transport**

Uniquement dans les entreprises procédant à l'extraction et/ou à la transformation du granit, une indemnité de transport mensuelle est attribuée exclusivement au personnel relevant de la convention collective des Ouvriers, à

l'exception de ceux pour qui l'employeur organise un ramassage. Le montant de l'indemnité mensuelle de transport est le suivant au 1^{er} avril 2014 :

- 0 à 3 km inclus : 0 €*
- Au-dessus de 3 km à 10 km inclus : 17,25 €*
- Au-dessus de 10 km à 25 km inclus : 19,30 €*
- Au-dessus de 25 km : 22,35 €*

La distance retenue est celle du domicile au lieu de travail.

Article 6 **Dépôt**

Le texte de la présente Recommandation sera déposé au Secrétariat-Greffe du Conseil des Prud'hommes de Rennes.

Recommandation patronale de l'UNICEM Bretagne du 31 mars 2015

Préambule

La négociation annuelle des salaires s'est tenue le 19 mars 2015.

Compte tenu de la situation économique du secteur de la Construction qui impacte sévèrement et durablement les entreprises du secteur des carrières et matériaux de construction, l'UNICEM Bretagne a proposé en séance de geler la grille des salaires minimaux professionnels en vigueur depuis le 1^{er} avril 2014, afin de donner un signal fort de l'état très préoccupant dans lequel se trouve la filière.

Cependant, l'UNICEM s'étant engagée à ce qu'aucun salaire de la grille ne soit inférieur au SMIC, le Conseil d'Administration de l'UNICEM Bretagne du 27 mars 2015, se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, recommande aux entreprises adhérentes relevant de son champ d'application ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

La présente Recommandation concerne les industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 pour les seules entreprises relevant exclusivement des activités économiques mentionnées ci-après :

<i>Dans la classe 14</i>	<i>Minéraux divers</i>
<i>Le groupe 14.02</i>	<i>Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie</i>
<i>Dans la classe 15</i>	<i>Matériaux de construction</i>
<i>Le groupe 15.01</i>	<i>Sables et graviers d'alluvions</i>
<i>Le groupe 15.02</i>	<i>Matériaux concassés de roches et de laitier</i>
<i>Le groupe 15.03</i>	<i>Pierres de construction</i>
<i>Le groupe 15.05</i>	<i>Plâtres et produits en plâtre</i>
<i>Le groupe 15.07</i>	<i>Béton prêt à l'emploi</i>
<i>Le groupe 15.09</i>	<i>Matériaux de construction divers</i>
<i>Dans la classe 87</i>	<i>Services divers (marchands)</i>
<i>Le groupe 87.05</i>	<i>pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire).</i>

Article 2 **Champ d'application territorial**

La présente Recommandation s'applique dans les départements suivants : Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine, Morbihan.

Article 3 **Salaires mensuels minimaux garantis**

À compter du 1^{er} avril 2015, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Echelon 1	1 458
	Echelon 2	1 460
Niveau 2	Echelon 1	1 462
	Echelon 2	1 482
	Echelon 3	1 526
Niveau 3	Echelon 1	1 534
	Echelon 2	1 558
	Echelon 3	1 605
Niveau 4	Echelon 1	1 613
	Echelon 2	1 639
	Echelon 3	1 698
Niveau 5	Echelon 1	1 704
	Echelon 2	1 757
	Echelon 3	1 878
Niveau 6	Echelon 1	1 911
	Echelon 2	1 985
	Echelon 3	2 143
Niveau 7	Echelon 1	2 186
	Echelon 2	2 318
	Echelon 3	2 525

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 au code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Indemnité de transport**

Uniquement dans les entreprises procédant à l'extraction et/ou à la transformation du granit, une indemnité de transport mensuelle est attribuée exclusivement au personnel relevant de la convention collective des Ouvriers, à l'exception de ceux pour qui l'employeur organise un ramassage. Le montant de l'indemnité mensuelle de transport est le suivant au 1^{er} avril 2015 :

- 0 à 3 km inclus : 0 €
- Au-dessus de 3 km à 10 km inclus : 17,25 €
- Au-dessus de 10 km à 25 km inclus : 19,30 €
- Au-dessus de 25 km : 22,35 €

La distance retenue est celle du domicile au lieu de travail.

Article 6 **Dépôt**

Le texte de la présente Recommandation sera déposé au Secrétariat-Greffe du Conseil des Prud'hommes de Rennes.

Recommandation patronale de l'UNICEM Bretagne du 4 juillet 2016

Préambule

La négociation annuelle des salaires s'est tenue le 29 avril 2016.

Le Conseil d'Administration de l'UNICEM Bretagne du 1^{er} juillet 2016, se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, recommande aux entreprises adhérentes relevant de son champ d'application ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

La présente Recommandation concerne les industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 pour les seules entreprises relevant exclusivement des activités économiques mentionnées ci-après :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire).

Article 2 **Champ d'application territorial**

La présente Recommandation s'applique dans les départements suivants : Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine, Morbihan.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} septembre 2016, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 467
	Échelon 2	1 469
Niveau 2	Échelon 1	1 471
	Échelon 2	1 491
	Échelon 3	1 535
Niveau 3	Échelon 1	1 543
	Échelon 2	1 567
	Échelon 3	1 615
Niveau 4	Échelon 1	1 623
	Échelon 2	1 649
	Échelon 3	1 708
Niveau 5	Échelon 1	1 714
	Échelon 2	1 768
	Échelon 3	1 889
Niveau 6	Échelon 1	1 922
	Échelon 2	1 997
	Échelon 3	2 156
Niveau 7	Échelon 1	2 199
	Échelon 2	2 332
	Échelon 3	2 540

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Indemnité de transport**

Uniquement dans les entreprises procédant à l'extraction et/ou à la transformation du granit, une indemnité de transport mensuelle est attribuée exclusivement au personnel relevant de la convention collective des Ouvriers, à l'exception de ceux pour qui l'employeur organise un ramassage. Le montant de l'indemnité mensuelle de transport est le suivant au 1^{er} septembre 2016 :

- 0 à 3 km inclus : 0 €
- Au-dessus de 3 km à 10 km inclus : 17,25 €
- Au-dessus de 10 km à 25 km inclus : 19,30 €
- Au-dessus de 25 km : 22,35 €

La distance retenue est celle du domicile au lieu de travail.

Article 6 **Dépôt**

Le texte de la présente Recommandation sera déposé au Secrétariat-Greffe du Conseil des Prud'hommes de Rennes.

Accord du 2 mai 2017

[Étendu par arr. 18 oct. 2017, JO 26 oct., applicable à compter du 1^{er} janv. 2017]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;

BATI-MAT-TP CFTC ;

CFDT Union régionale Construction Bois Bretagne ;

CFE CGC BTP section SICMA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2 **Champ d'application territorial**

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Côtes d'Armor, Finistère, Île et Vilaine et Morbihan.

Article 3 **Salaires mensuels minimaux garantis**

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 481
Dictionnaire Permanent Conventions Collectives	Échelon 2	1 484
		Mise à jour (septembre 2024)

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 2	Échelon 1	1 487
	Échelon 2	1 506
	Échelon 3	1 550
Niveau 3	Échelon 1	1 560
	Échelon 2	1 584
	Échelon 3	1 633
Niveau 4	Échelon 1	1 641
	Échelon 2	1 667
	Échelon 3	1 727
Niveau 5	Échelon 1	1 733
	Échelon 2	1 787
	Échelon 3	1 910
Niveau 6	Échelon 1	1 943
	Échelon 2	2 019
	Échelon 3	2 180
Niveau 7	Échelon 1	2 223
	Échelon 2	2 358
	Échelon 3	2 568

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Indemnité de transport**

Uniquement dans les entreprises procédant à l'extraction et/ou à la transformation du granit, une indemnité de trans-

port mensuelle est attribuée exclusivement au personnel relevant de la convention collective des Ouvriers, à l'exception de ceux pour qui l'employeur organise un ramassage. Le montant de l'indemnité mensuelle de transport est le suivant au 1^{er} janvier 2017 :

- 0 à 3 km inclus : 0 €
- Au-dessus de 3 km à 10 km inclus : 17,25 €
- Au-dessus de 10 km à 25 km inclus : 19,30 €
- Au-dessus de 25 km : 22,35 €

La distance retenue est celle du domicile au lieu de travail.

Article 6 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 7 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 8 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 9 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 28 septembre 2017

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} oct. 2017]

La réunion paritaire, tenue à Rennes le 2 mai 2017, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisa-

tions syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des Etam.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte,

se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente Recommandation Patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente Recommandation Patronale s'applique dans les départements suivants : Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine, Morbihan.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} octobre 2017, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 490
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 533
Niveau 3	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 612
Niveau 4	Échelon 1	1 626
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 704
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 763
	Échelon 3	1 885
Niveau 6	Échelon 1	1 918
	Échelon 2	1 992
	Échelon 3	2 150
Niveau 7	Échelon 1	2 193
	Échelon 2	2 326
	Échelon 3	2 535

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente Recommandation Patronale.

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes de la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cette Recommandation Patronale s'applique à compter du 1^{er} octobre 2017.

Article 6 **Dépôt**

Le texte de la présente Recommandation Patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes de Rennes.

Accord du 6 avril 2018

[Étendu par arr. 20 déc. 2018, JO 23 déc., applicable à compter du 1^{er} janv. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO Construction ;

Fédération BATI-MAT-TP CFTC ;

CFDT Union régionale Construction-Bois Bretagne.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2 Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine et Morbihan.

Article 3 Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 504
	Échelon 2	1 507
Niveau 2	Échelon 1	1 510
	Échelon 2	1 532
	Échelon 3	1 577
Niveau 3	Échelon 1	1 584
	Échelon 2	1 608
	Échelon 3	1 658
Niveau 4	Échelon 1	1 666
	Échelon 2	1 693
	Échelon 3	1 753
Niveau 5	Échelon 1	1 759
	Échelon 2	1 814
	Échelon 3	1 939
Niveau 6	Échelon 1	1 973
	Échelon 2	2 050
	Échelon 3	2 213
Niveau 7	Échelon 1	2 257
	Échelon 2	2 394
	Échelon 3	2 607

Article 4 Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Indemnité de transport**

Uniquement dans les entreprises procédant à l'extraction et/ou à la transformation du granit, une indemnité de transport mensuelle est attribuée exclusivement au personnel relevant de la convention collective des Ouvriers, à l'exception de ceux pour qui l'employeur organise un ramassage. Le montant de l'indemnité mensuelle de transport est le suivant au 1^{er} janvier 2018 :

- 0 à 3 km inclus : 0 €
- Au-dessus de 3 km à 10 km inclus : 17,25 €
- Au-dessus de 10 km à 25 km inclus : 19,30 €
- Au-dessus de 25 km : 22,35 €

La distance retenue est celle du domicile au lieu de travail.

Article 6 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 7 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 8 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 9 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre

Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 29 mars 2019

[Étendu par arr. 23 déc. 2019, JO 27 déc., applicable à compter du 1^{er} janv. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO Construction ;

BATI-MAT-TP CFTC ;

CFDT Union régionale Construction-Bois Bretagne.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivant : Côtes d'Armor, Finistère, Ille de Vilaine et Morbihan.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 533
	Échelon 2	1 536
Niveau 2	Échelon 1	1 539
	Échelon 2	1 561
	Échelon 3	1 607
Niveau 3	Échelon 1	1 614
	Échelon 2	1 639
	Échelon 3	1 690
Niveau 4	Échelon 1	1 698
	Échelon 2	1 725
	Échelon 3	1 786

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 5	Échelon 1	1 792
	Échelon 2	1 848
	Échelon 3	1 976
Niveau 6	Échelon 1	2 010
	Échelon 2	2 089
	Échelon 3	2 255
Niveau 7	Échelon 1	2 300
	Échelon 2	2 439
	Échelon 3	2 657

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Indemnité de transport**

Uniquement dans les entreprises procédant à l'extraction et/ou à la transformation du granit, une indemnité de transport mensuelle est attribuée exclusivement au personnel relevant de la convention collective des Ouvriers, à l'exception de ceux pour qui l'employeur organise un ramassage. Le montant de l'indemnité mensuelle de transport est le suivant au 1^{er} janvier 2019 :

- 0 à 3 km inclus : 0 €
- Au-dessus de 3 km à 10 km inclus : 18 €
- Au-dessus de 10 km à 25 km inclus : 20 €
- Au-dessus de 25 km : 23 €

La distance-retenue est celle du domicile au lieu de travail.

Article 6 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 7

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 8

Dépôt et notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 10 octobre 2019

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} juill. 2019]

La réunion paritaire, tenue à Rennes le 29 mars 2019, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des ETAM.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte, se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8,

Convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente Recommandation Patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention

Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2
Champ d'application territorial

La présente Recommandation Patronale s'applique dans les départements suivants : Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine, Morbihan.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} juillet 2019, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1521,22
	Échelon 2	1544
Niveau 2	Échelon 1	1555
	Échelon 2	1566
	Échelon 3	1578
Niveau 3	Échelon 1	1598
	Échelon 2	1618
	Échelon 3	1638
Niveau 4	Échelon 1	1663
	Échelon 2	1688
	Échelon 3	1713
Niveau 5	Échelon 1	1748
	Échelon 2	1788
	Échelon 3	1893
Niveau 6	Échelon 1	1943
	Échelon 2	2033
	Échelon 3	2153
Niveau 7	Échelon 1	2223
	Échelon 2	2353
	Échelon 3	2543

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente Recommandation Patronale.

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,

- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes à la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cette Recommandation Patronale s'applique à compter du 1^{er} juillet 2019.

Article 6 **Dépôt**

Le texte de la présente Recommandation Patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Conseil des prud'hommes de Rennes.

Accord du 29 octobre 2020

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} janv. 2020]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;

CFDT Union régionale construction bois Bretagne ;

CFE CGC BTP Section SICMA ;

BATI MAT TP CFTC (Adhésion par lettre du 13 nov. 2020).

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2 **Champ d'application territorial**

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine et Morbihan.

Article 3 **Salaires mensuels minimaux garantis**

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau I	Échelon 1	1 554
196 Mise à jour (septembre 2024)	Échelon 2	1 557
		Dictionnaire Permanent Conventions Collectives

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 2	Échelon 1	1 560
	Échelon 2	1 582
	Échelon 3	1 629
Niveau 3	Échelon 1	1 646
	Échelon 2	1 661
	Échelon 3	1 713
Niveau 4	Échelon 1	1 721
	Échelon 2	1 748
	Échelon 3	1 810
Niveau 5	Échelon 1	1 816
	Échelon 2	1 873
	Échelon 3	2 003
Niveau 6	Échelon 1	2 037
	Échelon 2	2 117
	Échelon 3	2 285
Niveau 7	Échelon 1	2 331
	Échelon 2	2 472
	Échelon 3	2 693

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Indemnité de transport

Uniquement dans les entreprises procédant à l'extraction et/ou à la transformation du granit, une indemnité de

transport mensuelle est attribuée exclusivement au personnel relevant de la convention collective des Ouvriers, à l'exception de ceux pour qui l'employeur organise un ramassage. Le montant de l'indemnité mensuelle de transport est le suivant au 1^{er} janvier 2020 :

- 0 à 3 km inclus : 0 €
- Au-dessus de 3 km à 10 km inclus : 18 €
- Au-dessus de 10 km à 25 km inclus : 20 €
- Au-dessus de 25 km : 23 €

La distance retenue est celle du domicile au lieu de travail.

Article 6

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 7

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 8

Dépôt et notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 8 juin 2021

[Étendu par arr. 19 nov. 2021, JO 8 déc., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;

CFDT Construction Bois ;

BATI MAT TP CFTC ;

CFE CGC BTP Section SICMA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine et Morbihan.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 569,54
	Échelon 2	1 572,57
Niveau 2	Échelon 1	1 575,60
	Échelon 2	1 597,82
	Échelon 3	1 645,29
Niveau 3	Échelon 1	1 662,46
	Échelon 2	1 677,61
	Échelon 3	1 730,13
Niveau 4	Échelon 1	1 738,21
	Échelon 2	1 765,48
	Échelon 3	1 828,10
Niveau 5	Échelon 1	1 834,16
	Échelon 2	1 891,73
	Échelon 3	2 023,03
Niveau 6	Échelon 1	2 057,37
	Échelon 2	2 138,17
Dictionnaire Permanent Conventions Collectives		Mise à jour (septembre 2024)

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 7	Échelon 1	2 354,31
	Échelon 2	2 496,72
	Échelon 3	2 719,93

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Indemnité de transport**

Uniquement dans les entreprises procédant à l'extraction et/ou à la transformation du granit, une indemnité de transport mensuelle est attribuée exclusivement au personnel relevant de la convention collective des Ouvriers, à l'exception de ceux pour qui l'employeur organise un ramassage. Le montant de l'indemnité mensuelle de transport est le suivant au 1^{er} janvier 2021 :

- 0 à 3 km inclus : 0 €
- Au-dessus de 3 km à 10 km inclus : 18 €
- Au-dessus de 10 km à 25 km inclus : 20 €
- Au-dessus de 25 km : 23 €

La distance retenue est celle du domicile au lieu de travail.

Article 6 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2021.

Article 7 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 8

Dépôt et notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 11 octobre 2022

[Étendu par arr. 1^{er} févr. 2023, JO 8 févr., applicable à compter du 1^{er} sept. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO Construction ;

CFDT Union régionale construction bois Bretagne ;

BATI-MAT-TP CFTC ;

CFE CGC BTP Section SICMA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 11 octobre 2022 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Bretagne relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine et Morbihan.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 693
	Échelon 2	1 697
Niveau 2	Échelon 1	1 700
	Échelon 2	1 723
	Échelon 3	1 771
Niveau 3	Échelon 1	1 789
	Échelon 2	1 805
	Échelon 3	1 859
Niveau 4	Échelon 1	1 867
	Échelon 2	1 895
	Échelon 3	1 959
Niveau 5	Échelon 1	1 966
	Échelon 2	2 025
	Échelon 3	2 160
Niveau 6	Échelon 1	2 195
	Échelon 2	2 278
	Échelon 3	2 452
Niveau 7	Échelon 1	2 500
	Échelon 2	2 647
	Échelon 3	2 876

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,

-
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
 - de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
 - des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
 - des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Indemnité de transport**

Uniquement dans les entreprises procédant à l'extraction et/ou à la transformation du granit, une indemnité de transport mensuelle est attribuée exclusivement au personnel relevant de la convention collective des Ouvriers, à l'exception de ceux pour qui l'employeur organise un ramassage. Le montant de l'indemnité mensuelle de transport est le suivant au 1^{er} septembre 2022 :

- 0 à 3 km inclus : 0 €
- Au-dessus de 3 km à 10 km inclus : 18 €
- Au-dessus de 10 km à 25 km inclus : 20 €
- Au-dessus de 25 km : 23 €

La distance retenue est celle du domicile au lieu de travail.

Article 6 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} septembre 2022.

Article 7 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 8 **Dépôt et notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec AR de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 22 mai 2023

[Étendu par arr. 4 sept. 2023, JO 4 oct., applicable à compter du 1^{er} janv. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT-Union régionale construction bois Bretagne ;

CFE CGC BTP Section SICMA ;

BATI-MAT-TP CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 22 mai 2023 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Bretagne relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine et Morbihan.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 761
	Échelon 2	1 765
Niveau 2	Échelon 1	1 768
	Échelon 2	1 792
	Échelon 3	1 842
Niveau 3	Échelon 1	1 861
	Échelon 2	1 877
	Échelon 3	1 933
Niveau 4	Échelon 1	1 942
	Échelon 2	1 971
	Échelon 3	2 037
Niveau 5	Échelon 1	2 045
	Échelon 2	2 106
	Échelon 3	2 246
Niveau 6	Échelon 1	2 283
	Échelon 2	2 369
	Échelon 3	2 550
Niveau 7	Échelon 1	2 600
	Échelon 2	2 753
	Échelon 3	2 991

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part,

seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5

Indemnité de transport

Uniquement dans les entreprises procédant à l'extraction et/ou à la transformation du granit, une indemnité de transport mensuelle est attribuée exclusivement au personnel relevant de la convention collective des Ouvriers, à l'exception de ceux pour qui l'employeur organise un ramassage. Le montant de l'indemnité mensuelle de transport est le suivant au 1^{er} septembre 2022 :

- 0 à 3 km inclus : 0 €
- Au-dessus de 3 km à 10 km inclus : 18 €
- Au-dessus de 10 km à 25 km inclus : 20 €
- Au-dessus de 25 km : 23 €

La distance retenue est celle du domicile au lieu de travail.

Article 6

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Article 7

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 8

Dépôt et notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers

Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 21 février 2024

[Étendu par arr. 23 juil. 2024, JO 9 août, applicable à compter du 1^{er} janv. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Bretagne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT - Union régionale construction bois Bretagne ;

CFE CGC BTP Section SICMA ;

FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 21 février 2024 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Bretagne relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Côtes d'Armor, Finistère, Île et Vilaine et Morbihan.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 810
	Échelon 2	1 814
Niveau 2	Échelon 1	1 818
	Échelon 2	1 842
	Échelon 3	1 894
Niveau 3	Échelon 1	1 913
	Échelon 2	1 930
	Échelon 3	1 987
Niveau 4	Échelon 1	1 996
	Échelon 2	2 026
	Échelon 3	2 094
Dictionnaire Permanent Conventions Collectives		Mise à jour (septembre 2024)

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 5	Échelon 1	2 102
	Échelon 2	2 165
	Échelon 3	2 309
Niveau 6	Échelon 1	2 347
	Échelon 2	2 435
	Échelon 3	2 621
Niveau 7	Échelon 1	2 673
	Échelon 2	2 830
	Échelon 3	3 075

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5

Indemnité de transport

Uniquement dans les entreprises procédant à l'extraction et/ou à la transformation du granit, une indemnité de transport mensuelle est attribuée exclusivement au personnel relevant de la convention collective des Ouvriers, à l'exception de ceux pour qui l'employeur organise un ramassage. Le montant de l'indemnité mensuelle de transport est le suivant au 1^{er} janvier 2024 :

- 0 à 3 km inclus : 0 €
- Au-dessus de 3 km à 10 km inclus : 18 €
- Au-dessus de 10 km à 25 km inclus : 20 €
- Au-dessus de 25 km : 23 €

La distance retenue est celle du domicile au lieu de travail.

Article 6

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Article 7

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 8

Dépôt et notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Centre (Centre - Val de Loire)

Accord du 6 septembre 2007

[Étendu par arr. 19 févr. 2008, JO 27 févr., applicable à compter du 1^{er} janv. 2008]

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'Unicem-Centre, constituée par les six départements suivants :

Cher, Eure-Et-Loir, Indre, Indre-Et-Loire, Loir-Et-Cher, Loiret.

Article 3

Salaires Minimaux de Qualification

Conformément à l'Article 3 de l'Accord National du 23 janvier 1992, les Salaires Minimaux de Qualification servent exclusivement de base de calcul de la prime d'ancienneté. Ils restent fixés aux valeurs de l'accord applicable depuis le 1^{er} juillet 2001, à savoir :

Catégories	Coefficients	Salaires Horaires en euros
OM	120	2,94
OS1	130	3,05
OS2	140	3,16
OS3	150	3,27
OQ1	160	3,38
OQ2	170	3,50
OQ3	185	3,66
OHQ	200	3,84
Chef d'Équipe	225	4,12

Article 4

Salaires Minimaux Garantis

Les Salaires Minimaux Garantis ne peuvent être inférieurs aux montants fixés ci-après :

Catégories	Coefficients	Salaires Horaires en euros au 1 ^{er} janvier 2008
OM	120	8,54
OS1	130	8,67
OS2	140	8,79
OS3	150	8,92
OQ1	160	9,10
OQ2	170	9,25
OQ3	185	9,50
OHQ	200	9,75
Chef d'Équipe	225	10,11

Article 5

Détermination des salaires minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'Article 4 de l'Accord National du 21 février 1957, les salaires minimaux fixés ci-dessus comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes, ou toute autre dénomination que ce soit.

Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

- les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres ou pénibles ;

- les majorations pour heures supplémentaires ;
 - les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les Décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes ;
 - les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
 - les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.
- Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux Salaires Minimaux Garantis tels que fixés à l'Article 4.

Article 6 Date d'entrée en vigueur

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2008.

Article 7 Adhésion

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Article 8 Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'Article L. 132-10 du Code du Travail.

Accord du 20 décembre 2010

[Étendu par arr. 26 avr. 2011, JO 3 mai, applicable à compter du 1^{er} janv. 2011, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2 Champ d'application territorial

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'UNICEM-Centre, constituée par les six départements suivants : Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret.

Article 3 Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux Ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 377 €
	Échelon 2	1 397 €
Niveau 2	Échelon 1	1 404 €
	Échelon 2	1 425 €
	Échelon 3	1 468 €
Niveau 3	Échelon 1	1 475 €
	Échelon 2	1 497 €
	Échelon 3	1 542 €
Niveau 4	Échelon 1	1 550 €
Dictionnaire Permanent Conventions Collectives	Échelon 2	1 576 € Mise à jour (septembre 2024)
	Échelon 3	1 632 €

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 5	Échelon 1	1 637 €
	Échelon 2	1 688 €
	Échelon 3	1 805 €
Niveau 6	Échelon 1	1 836 €
	Échelon 2	1 907 €
	Échelon 3	2 060 €
Niveau 7	Échelon 1	2 101 €
	Échelon 2	2 229 €
	Échelon 3	2 428 €

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'Article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'Article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} Janvier 2011.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (Direccte). Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du Travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat Greffe du Conseil des Prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article D. 2231-2 du Code du Travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 23 mai 2012

[Étendu par arr. 30 oct. 2012, JO 7 nov., applicable à compter du 1^{er} avr. 2012, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFE-CGC ;

CFDT.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'UNICEM-Centre, constituée par les six départements suivants : Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux Ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 411 €
	Échelon 2	1 432 €
Niveau 2	Échelon 1	1 439 €
	Échelon 2	1 461 €
	Échelon 3	1 505 €
Niveau 3	Échelon 1	1 512 €
	Échelon 2	1 534 €
	Échelon 3	1 581 €
Niveau 4	Échelon 1	1 589 €
	Échelon 2	1 615 €
	Échelon 3	1 673 €
Niveau 5	Échelon 1	1 678 €
	Échelon 2	1 730 €
	Échelon 3	1 850 €
Niveau 6	Échelon 1	1 882 €
	Échelon 2	1 955 €
	Échelon 3	2 112 €
Niveau 7	Échelon 1	2 154 €
	Échelon 2	2 285 €
	Échelon 3	2 489 €

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'Article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'Article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} Avril 2012.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du Ministère chargé du Travail. Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du Travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat Greffe du Conseil des Prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du Travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 26 mars 2013

[Étendu par arr. 2 août 2013, JO 29 août, applicable au 1^{er} avr. 2013, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

URCB Centre CFDT.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'UNICEM-CENTRE, constituée par les six départements suivants : Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux Ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 441 €
	Échelon 2	1 458 €
Niveau 2	Échelon 1	1 461 €
	Échelon 2	1 483 €
	Échelon 3	1 528 €
Niveau 3	Échelon 1	1 535 €
	Échelon 2	1 557 €
	Échelon 3	1 605 €
Niveau 4	Échelon 1	1 613 €
	Échelon 2	1 639 €
	Échelon 3	1 698 €
Niveau 5	Échelon 1	1 703 €
	Échelon 2	1 756 €
	Échelon 3	1 878 €
Niveau 6	Échelon 1	1 910 €
	Échelon 2	1 984 €
	Échelon 3	2 144 €
Niveau 7	Échelon 1	2 186 €
	Échelon 2	2 319 €
	Échelon 3	2 526 €

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'Article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'Article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du Code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} Avril 2013.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du Ministère chargé du Travail. Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du Travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat Greffe du Conseil des Prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 26 mars 2014

[Étendu par arr. 10 déc. 2014, JO 3 janv. 2015, applicable à compter du 1^{er} avr. 2014, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB Centre CFDT ;

Fédération Force Ouvrière

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 455
	Échelon 2	1 473
Niveau 2	Échelon 1	1 476
	Échelon 2	1 498
	Échelon 3	1 543
Niveau 3	Échelon 1	1 550
	Échelon 2	1 573
	Échelon 3	1 621
Niveau 4	Échelon 1	1 629
	Échelon 2	1 655
	Échelon 3	1 715
Niveau 5	Échelon 1	1 720
	Échelon 2	1 774
	Échelon 3	1 897
Niveau 6	Échelon 1	1 929
	Échelon 2	2 004
	Échelon 3	2 165
Niveau 7	Échelon 1	2 208
	Échelon 2	2 342
	Échelon 3	2 551

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5
Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} Avril 2014

Article 6
Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7
Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8
Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 30 mars 2016

[Étendu par 4 oct. 2016, JO 11 oct., à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2016]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

URCB CFDT Centre ;

CFF CGC BTP Section SICMA ;

CFTC Union régionale Centre Val de Loire.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1466,62
	Échelon 2	1482,00
Niveau 2	Échelon 1	1485,00
	Échelon 2	1507,00
	Échelon 3	1552,00
Niveau 3	Échelon 1	1559,00
	Échelon 2	1582,00
	Échelon 3	1631,00
Niveau 4	Échelon 1	1639,00
	Échelon 2	1665,00
	Échelon 3	1725,00
Niveau 5	Échelon 1	1730,00
	Échelon 2	1785,00
	Échelon 3	1908,00
Niveau 6	Échelon 1	1941,00
	Échelon 2	2016,00
	Échelon 3	2178,00
Niveau 7	Échelon 1	2221,00
	Échelon 2	2356,00
	Échelon 3	2566,00

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés.
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008 en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2016

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre

Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 28 avril 2017

[Étendu par arr. 17 oct. 2017, JO 26 oct. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produit en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2017]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO ;

URCB CFDT Centre ;

CFE CGC BTP Section SICMA ;

CFTC Union régionale Centre Val de Loire.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1480.27
	Échelon 2	1491.00
Niveau 2	Échelon 1	1494.00
	Échelon 2	1516.00
	Échelon 3	1562.00
Niveau 3	Échelon 1	1569.00
	Échelon 2	1592.00
	Échelon 3	1641.00
Niveau 4	Échelon 1	1649.00
Dictionnaire Permanent Conventions Collectives	Échelon 2	1675.00
	Échelon 3	1736.00

Mise à jour (septembre 2024)

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 5	Échelon 1	1741.00
	Échelon 2	1795.00
	Échelon 3	1920.00
Niveau 6	Echelon 1	1952.00
	Echelon 2	2028.00
	Échelon 3	2191.00
Niveau 7	Échelon 1	2235.00
	Échelon 2	2370.00
	Échelon 3	2582.00

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 28 septembre 2017

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} oct. 2017]

La réunion paritaire, tenue à Ormes le 16 mars 2017, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une Recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des Etam.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte,

se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Cher, Eure et Loir, Indre, Indre et Loire, Loir et Cher, Loiret.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} octobre 2017, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 490
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 533
Niveau 3	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 612
Niveau 4	Échelon 1	1 626
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 704
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 763
	Échelon 3	1 885
Niveau 6	Échelon 1	1 918
	Échelon 2	1 992
	Échelon 3	2 150
Niveau 7	Échelon 1	2 193
	Échelon 2	2 326
	Échelon 3	2 535

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008 ; les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes de la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} octobre 2017.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes d'Orléans.

Accord du 3 juillet 2018

[Étendu par arr. 8 févr. 2019, JO 14 févr., à l'exception de l'activité de fabrication de produits en béton exclue de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

URCB CFDT Centre ;

CFTC Union régionale Centre-Val de Loire.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Suite à la négociation paritaire 2018, les salaires de références 2017 des ouvriers et ETAM sont augmentés de 1.5 %. Cet accord est rétroactif au 1^{er} janvier 2018.

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 502,5 €
	Échelon 2	1 513,1 €
Niveau 2	Échelon 1	1 516,2 €
	Échelon 2	1 538,7 €
Dictionnaire Permanent Conventions Collectives		Mise à jour (septembre 2024) 1 585,0 €

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 3	Échelon 1	1 592,2 €
	Échelon 2	1 615,8 €
	Échelon 3	1 665,1 €
Niveau 4	Échelon 1	1 673,3 €
	Échelon 2	1 700,0 €
	Échelon 3	1 761,6 €
Niveau 5	Échelon 1	1 766,8 €
	Échelon 2	1 822,3 €
	Échelon 3	1 948,6 €
Niveau 6	Échelon 1	1 981,5 €
	Échelon 2	2 058,5 €
	Échelon 3	2 224,0 €
Niveau 7	Échelon 1	2 268,1 €
	Échelon 2	2 405,8 €
	Échelon 3	2 620,4 €

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale repré-

sentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraire (marbrerie funéraire)

Accord du 12 juin 2019

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} janv. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Centre.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT Centre ;

FO ;

CFTC Union régionale Centre-Val de Loire.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Suite à la négociation paritaire 2019, les salaires de références 2018 des ouvriers et ETAM sont augmentés de 1.8 %. Cet accord est rétroactif au 1^{er} janvier 2019.

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 530,00 €
	Échelon 2	1 540,00 €
Niveau 2	Échelon 1	1 543,00 €
	Échelon 2	1 566,00 €
	Échelon 3	1 614,00 €
Niveau 3	Échelon 1	1 621,00 €
	Échelon 2	1 645,00 €
	Échelon 3	1 695,00 €
Niveau 4	Échelon 1	1 703,00 €
	Échelon 2	1 731,00 €
	Échelon 3	1 793,00 €
Niveau 5	Échelon 1	1 799,00 €
	Échelon 2	1 855,00 €
	Échelon 3	1 888,00 €
Niveau 6	Échelon 1	2 017,00 €
	Échelon 2	2 096,00 €
	Échelon 3	2 264,00 €
Niveau 7	Échelon 1	2 309,00 €
	Échelon 2	2 449,00 €
	Échelon 3	2 668,00 €

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- . des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- . des rémunérations pour heures supplémentaires,
- . des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- . de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- . des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- . des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des service du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)

<i>Le groupe 15.07</i>	<i>Béton prêt à l'emploi</i>
<i>Le groupe 15.09</i>	<i>Matériaux de construction divers</i>
<i>Dans la classe 87</i>	<i>Services divers (marchands)</i>
<i>Le groupe 87.05</i>	<i>pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)</i>

Recommandation patronale de la FIB du 10 octobre 2019

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} juill. 2019]

La réunion paritaire, tenue à Ormes le 5 avril 2019, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une Recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des ETAM.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte, se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Cher, Eure et Loir, Indre, Indre et Loire, Loir et Cher, Loiret.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} juillet 2019, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		<i>Valeurs mensuelles (€)</i>
<i>Niveau 1</i>	<i>Échelon 1</i>	<i>1521,22</i>
	<i>Échelon 2</i>	<i>1544</i>
<i>Niveau 2</i>	<i>Échelon 1</i>	<i>1555</i>
	<i>Échelon 2</i>	<i>1566</i>
	<i>Échelon 3</i>	<i>1578</i>
<i>Niveau 3</i>	<i>Échelon 1</i>	<i>1598</i>
	<i>Échelon 2</i>	<i>1618</i>
	<i>Échelon 3</i>	<i>1638</i>
<i>Niveau 4</i>	<i>Échelon 1</i>	<i>1663</i>
	<i>Échelon 2</i>	<i>1688</i>
	<i>Échelon 3</i>	<i>1713</i>
<i>Niveau 5</i>	<i>Échelon 1</i>	<i>1748</i>
	<i>Échelon 2</i>	<i>1788</i>
	<i>Échelon 3</i>	<i>1893</i>

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 6	Échelon 1	1943
	Échelon 2	2033
	Échelon 3	2153
Niveau 7	Échelon 1	2223
	Échelon 2	2353
	Échelon 3	2543

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes à la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} juillet 2019.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Conseil des prud'hommes d'Orléans.

Accord du 18 mai 2021

[Étendu par arr. 19 nov. 2021, JO 8 déc., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Centre Val de Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

URCB CFDT Centre ;

CFTC ;

CFE CGC BTP Section SICMA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Cher (18), Eure-et-Loir (28), Indre (36), Indre-et-Loire (37), Loir-et-Cher (41), Loiret (45).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Suite à la négociation paritaire 2021, les salaires de référence 2019 des ouvriers et ETAM sont augmentés de 2 %, à l'exception du niveau 1 - échelon 1 revalorisé au niveau du SMIC.

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 554,62 €
	Échelon 2	1 571,00 €
Niveau 2	Échelon 1	1 574,00 €
	Échelon 2	1 597,00 €
	Échelon 3	1 646,00 €
Niveau 3	Échelon 1	1 653,00 €
	Échelon 2	1 678,00 €
	Échelon 3	1 729,00 €
Niveau 4	Échelon 1	1 737,00 €
	Échelon 2	1 766,00 €
	Échelon 3	1 829,00 €
Niveau 5	Échelon 1	1 835,00 €
	Échelon 2	1 892,00 €
	Échelon 3	1 926,00 €
Niveau 6	Échelon 1	2 057,00 €
	Échelon 2	2 138,00 €
	Échelon 3	2 309,00 €
Niveau 7	Échelon 1	2 355,00 €
	Échelon 2	2 498,00 €
	Échelon 3	2 721,00 €

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2021.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction

Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Avenant du 24 août 2021

[Étendu par arr. 3 mars 2022, JO 16 mars]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Centre Val de Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

URCB CFDT Centre ;

CFTC ;

CFE CGC BTP Section SICMA.

À la suite d'une erreur dans le tableau reprenant les salaires applicables depuis le premier janvier 2021, vous trouverez ci-dessous les valeurs de références pour les salariés relevant de la convention Unicem pour la région Centre-Val de Loire.

La modification porte sur le niveau 5 échelon 3 pour une rémunération mensuelle de 2024 euros (au lieu de 1926 euros)

Pour rappel, l'accord 2021 s'applique dans les départements suivants : Cher (18), Eure-et-Loir (28), Indre (36), Indre-et-Loire (37), Loir-et-Cher (41), Loiret (45).

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 554,62 €
	Échelon 2	1 571,00 €
Niveau 2	Échelon 1	1 574,00 €
	Échelon 2	1 597,00 €
	Échelon 3	1 646,00 €
Niveau 3	Échelon 1	1 653,00 €
	Échelon 2	1 678,00 €
	Échelon 3	1 729,00 €
Niveau 4	Échelon 1	1 737,00 €
	Échelon 2	1 766,00 €
	Échelon 3	1 829,00 €
Niveau 5	Échelon 1	1 835,00 €
	Échelon 2	1 892,00 €
	Échelon 3	2 024,00 €

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 6	Échelon 1	2 057,00 €
	Échelon 2	2 138,00 €
	Échelon 3	2 309,00 €
Niveau 7	Échelon 1	2 355,00 €
	Échelon 2	2 498,00 €
	Échelon 3	2 721,00 €

Les autres éléments de l'accord demeurent inchangés.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 11 mars 2022

[Étendu par arr. 18 juill. 2022, JO 22 juill., applicable à compter du 1^{er} janv. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM CVL.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO Construction ;

CFDT CB ;

CFE CGC BTP SICMA ;

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 23 février 2022, les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Centre-Val de Loire

relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2 **Champ d'application territorial**

Le présent accord (avenant) s'applique dans les départements suivants : le Loiret (45), l'Indre-et-Loire (37), l'Eure-et-Loir (28), le Cher (18), le Loir-et-Cher (41) et l'Indre (36).

Article 3 **Salaires mensuels minimaux garantis**

Pour donner suite à la négociation paritaire 2022, les salaires de références de l'année 2021 sont augmentés de 3.5 % à l'exception du Niveau 1, échelon 1. Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 604,00 €
	Échelon 2	1 625,99 €
Niveau 2	Échelon 1	1 629,09 €
	Échelon 2	1 652,90 €
	Échelon 3	1 703,61 €
Niveau 3	Échelon 1	1 710,86 €
	Échelon 2	1 736,73 €
	Échelon 3	1 789,52 €
Niveau 4	Échelon 1	1 797,80 €
	Échelon 2	1 827,81 €
	Échelon 3	1 893,02 €
Niveau 5	Échelon 1	1 899,23 €
	Échelon 2	1 958,22 €
	Échelon 3	2 094,84 €
Niveau 6	Échelon 1	2 129,00 €
	Échelon 2	2 212,83 €
	Échelon 3	2 389,82 €
Niveau 7	Échelon 1	2 437,43 €
	Échelon 2	2 585,43 €
	Échelon 3	2 816,24 €

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Exceptionnellement, au titre de l'année 2022, si l'indice de l'ensemble des ménage-hors tabac du premier semestre 2022 montre un taux supérieur à 2,5 %, une réunion pourra être organisée, à la demande de la partie la plus diligente. La réunion pourra alors se tenir dans les meilleurs délais.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction

Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 5 octobre 2022

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} sept. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Centre-Val de Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et Bois ;

BATI-MAT-TP CFTC ;

FG FO Construction ;

CFE-CGC section SICMA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 29 septembre 2022, les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Centre-Val de Loire relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des Industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord (avenant) s'applique dans les départements suivants : le Loiret (45), l'Indre-et-Loire (37), l'Eure-et-Loir (28), le Cher (18), le Loir-et-Cher (41) et l'Indre (36).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les modifications d'une part portent le niveau 1 échelon 1 au SMIC en vigueur, et, d'autre part prévoient l'application d'un talon de 75 euros sur le reste de la grille. L'accord est applicable au 1^{er} septembre 2022, comme indiqué à l'article 5 ci-après.

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 679 €
	Échelon 2	1 701 €
Niveau 2	Échelon 1	1 704 €
	Échelon 2	1 728 €
	Échelon 3	1 779 €
Niveau 3	Échelon 1	1 786 €
	Échelon 2	1 812 €
	Échelon 3	1 865 €
Niveau 4	Échelon 1	1 873 €
	Échelon 2	1 903 €
	Échelon 3	1 968 €
Niveau 5	Échelon 1	1 975 €
	Échelon 2	2 033 €
	Échelon 3	2 170 €
Niveau 6	Échelon 1	2 204 €
	Échelon 2	2 288 €
	Échelon 3	2 465 €
Niveau 7	Échelon 1	2 512 €
	Échelon 2	2 660 €
	Échelon 3	2 891 €

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part,

seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} septembre 2022.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 19 avril 2023

[Étendu par arr. 10 juill. 2023, JO 18 juill., applicable à compter du 1^{er} avr. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Centre-Val de Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et Bois ;
BATI-MAT-TP CFTC ;
FG-FO ;
CFE-CGC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 19 avril 2023, les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Centre-Val de Loire relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Cher (18), Eure-et-Loir (28), Indre (36), Indre-et-Loire (37), Loir-et-Cher (41), Loiret (45).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les modifications d'une part, portent le niveau 1 échelon 1 au SMIC en vigueur, et d'autre part, prévoient l'application de 4,5 % sur le reste de la grille.

L'accord est applicable au 1^{er} avril 2023, comme indiqué à l'article 5 ci-après.

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

	Niv Éch	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	1.1	1747,2
	1.2	1778
Niveau 2	2.1	1781
	2.2	1806
	2.3	1859
Niveau 3	3.1	1866
	3.2	1893
	3.3	1948
Niveau 4	4.1	1957
	4.2	1988
	4.3	2057
Niveau 5	5.1	2063
	5.2	2125
	5.3	2267

	Niv Éch	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 6	6.1	2303
	6.2	2391
	6.3	2576
Niveau 7	7.1	2625
	7.2	2780
	7.3	3021

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} avril 2023.

Exceptionnellement au titre de l'année 2023, si l'indice de l'ensemble des ménages (hors tabac) d'avril à septembre montre un taux supérieur à 2,5 %, une réunion pourra être organisée à la demande de la partie la plus diligente. La réunion se tiendra alors dans les meilleurs délais.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article L. 2231-2 du code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du

présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier Pierres de
Le groupe 15.03	construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 10 avril 2024

[Étendu par arr. 2 juil. 2024, 6 juil., applicable à compter du 1^{er} janv. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Centre Val de Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et Bois ;

FG FO Construction ;

CFE-CGC BTP, Section SICMA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 10 avril 2024 qui a eu cours à Tours, les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Centre-Val de Loire relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe (Cf. Infra).

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Cher (18), Eure-et-Loir (28), Indre (36), Indre-et-Loire (37), Loir-et-Cher (41), Loiret (45).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Par suite de la négociation paritaire du 10 avril 2024 dont ces stipulations sont issues, les parties aux présentes conviennent que les salaires minimaux conventionnels résultant du précédent accord en date du 19 avril 2023 sont ainsi revalorisés de 2,5 % et, ce, sur l'entièreté de la grille. En outre, le présent accord est applicable de manière rétroactive à la date du 1^{er} janvier 2024, comme rappelé à l'article 5 ci-après. Aussi, depuis lors, les salaires mensuels minimaux garantis aux «Ouvriers» et aux «ETAM» correspondent-ils aux valeurs suivantes :

	Niv. Éch.	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	1.1	1791
	1.2	1822
Niveau 2	2.1	1826
	2.2	1851
	2.3	1905
Niveau 3	3.1	1913
	3.2	1940
	3.3	1997
Niveau 4	4.1	2006
	4.2	2038
	4.3	2108
Niveau 5	5.1	2115
	5.2	2178
	5.3	2324
Niveau 6	6.1	2361
	6.2	2451
	6.3	2640
Niveau 7	7.1	2691
	7.2	2850
	7.3	3097

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,

-
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
 - des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur rétroactivement à la date du 1^{er} janvier 2024.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers

Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Champagne-Ardenne

Avenant du 29 juin 2009

[Étendu par 14 déc. 2009, JO 23 déc. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Article 1

Le présent avenant concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication des produits en béton.

Article 2

Il s'applique dans les départements ci-après : Ardennes, Aube, Marne et Haute-Marne.

Article 3

Les salaires horaires minimaux de qualification permettant de calcul de la prime d'ancienneté demeurent fixés au niveau actuel soit :

Coefficient	Catégorie	Classification	Salaire en Euro	
			Horaire	mensuel (base 169 h)
		Ouvrier Manœuvre		
120	I	Échelon unique OM	2,91	491,79
		Ouvrier Spécialisé		
130	II	Échelon A OS1	2,97	501,93
140	II	Échelon B OS2	3,03	512,07
150	II	Échelon C OS3	3,09	522,21
		Ouvrier Qualifié		
160	III	Échelon A OQ1	3,16	534,04
170	III	Échelon B OQ2	3,31	559,39
185	III	Échelon C OQ3	3,60	608,04
		Ouvrier Haut. Qualifié		
200	IV	Échelon unique OHQ	3,89	657,41
225		Chef d'équipe	4,38	740,22

La réduction du temps de travail en application de la loi du 19 janvier 2000 ne peut être une cause de réduction du montant de la prime d'ancienneté acquise par le salarié sur la base de 39 heures par semaine.

Article 4

À compter du 1^{er} juillet 2009, les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux montants ci-après :

Coefficient	Catégorie	Classification	Salaires garantis en Euro base 35 h/semaine	
			horaire	mensuel
		Ouvrier Manœuvre		
120	I	Échelon unique OM	8,91	1 351,38
		Ouvrier Spécialisé		

Coefficient	Catégorie	Classification	Salaires garantis en Euro base 35 h/semaine	
			horaire	mensuel
130	II	Échelon A OS1	8,96	1 358,96
140	II	Échelon B OS2	9,06	1 374,13
150	II	Échelon C OS3	9,18	1 392,33
		Ouvrier Qualifié		
160	III	Échelon A OQ1	9,35	1 418,11
170	III	Échelon B OQ2	9,54	1 446,93
185	III	Échelon C OQ3	9,67	1 466,65
		Ouvrier Haut. Qualifié		
200	IV	Échelon unique OHQ	10,16	1 540,97
225		Chef d'équipe	10,82	1 641,07

Article 5

Le contenu des salaires minimaux figurant aux articles 3 et 4 est déterminé conformément à l'article 1^{er} de l'accord national de salaires du 23 janvier 1992 étendu, à savoir qu'ils englobent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit.

Toutefois, en sont exclues :

- a) les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b) les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux insalubres ou pénibles ;
- c) les majorations pour heures supplémentaires ;
- d) les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes ;
- e) les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f) les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 6

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises au regard de l'article 4 est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires garantis fixés à l'article 4.

Article 7

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 8

Toute organisation salariée représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la Marne. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations signataires.

Accord du 1^{er} mars 2010

[Étendu par arr. 5 août 2010, JO 13 août, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ardennes, Aube, Marne et Haute-Marne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 356,75
	Échelon 2	1 376,85
Niveau 2	Échelon 1	1 382,88
	Échelon 2	1 403,99
	Échelon 3	1 446,20
Niveau 3	Échelon 1	1 453,23
	Échelon 2	1 475,34
	Échelon 3	1 519,56
Niveau 4	Échelon 1	1 527,60
	Échelon 2	1 552,73
	Échelon 3	1 608,00
Niveau 5	Échelon 1	1 613,03
	Échelon 2	1 663,28
	Échelon 3	1 778,85
Niveau 6	Échelon 1	1 809,00
	Échelon 2	1 879,35
	Échelon 3	2 030,10
Niveau 7	Échelon 1	2 070,30
	Échelon 2	2 195,93
	Échelon 3	2 391,90

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mars 2010.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Marne. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes de Châlons-en-Champagne.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 14 février 2011

[Étendu par arr. 9 août 2011, JO 19 août, applicable au 1^{er} avr. 2011, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ardenne, Aube, Marne et Haute-Marne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 379
	Échelon 2	1 399
Niveau 2	Échelon 1	1 406
	Échelon 2	1 427
	Échelon 3	1 470
Niveau 3	Échelon 1	1 477
	Échelon 2	1 499
	Échelon 3	1 544

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 4	Échelon 1	1 553
	Échelon 2	1 578
	Échelon 3	1 634
Niveau 5	Échelon 1	1 639
	Échelon 2	1 690
	Échelon 3	1 808
Niveau 6	Échelon 1	1 838
	Échelon 2	1 910
	Échelon 3	2 063
Niveau 7	Échelon 1	2 104
	Échelon 2	2 232
	Échelon 3	2 431

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} avril 2011.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Régionale des entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIREC-CTE) de la Marne. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des Prud'hommes de Châlons-en-Champagne.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 16 janvier 2012

[Étendu par 5 juill. 2012, JO 12 juill. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2012]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFE-CGC.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ardenne, Aube, Marne et Haute-Marne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 412.00
	Échelon 2	1 433.00
Niveau 2	Échelon 1	1 440.00
	Échelon 2	1 461.00
	Échelon 3	1 505.00
Niveau 3	Échelon 1	1 512.00
	Échelon 2	1 535.00
	Échelon 3	1 581.00
Niveau 4	Échelon 1	1 590.00
	Échelon 2	1 616.00
	Échelon 3	1 673.00
Niveau 5	Échelon 1	1 678.00
	Échelon 2	1 731.00
	Échelon 3	1 851.00
Niveau 6	Échelon 1	1 882.00
Dictionnaire Permanent Conventions Collectives	Échelon 2	1 956.00 Mise à jour (septembre 2024)
	Échelon 3	2 113.00

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 7	Échelon 1	2 154.00
	Échelon 2	2 286.00
	Échelon 3	2 489.00

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Régionale des entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIREC-CTE) de la Marne. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des Prud'hommes de Châlons-en-Champagne.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 4 février 2013

[Étendu par arr. 22 juill. 2013, JO 4 août à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable au 1^{er} janv. 2013]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Champagne Ard.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE CGC ;

FGFO.

se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ardenne, Aube, Marne et Haute-Marne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1440
	Échelon 2	1462
Niveau 2	Échelon 1	1469
	Échelon 2	1490
	Échelon 3	1535
Niveau 3	Échelon 1	1542
	Échelon 2	1566
	Échelon 3	1613
Niveau 4	Échelon 1	1622
	Échelon 2	1648
	Échelon 3	1706
Niveau 5	Échelon 1	1712
	Échelon 2	1766
	Échelon 3	1888
Niveau 6	Échelon 1	1920
	Échelon 2	1995
	Échelon 3	2155
Niveau 7	Échelon 1	2197
	Échelon 2	2332
	Échelon 3	2539

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Régionale des entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIREC-CTE) de la Marne. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Châlons-en-Champagne.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 4 juillet 2014

[Étendu par arr. 12 janv. 2015, JO 24 janv. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} mars 2014]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Champagne-Ardenne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE-CGC ;

CFTC ;

FG-FO.

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2 **Champ d'application territorial**

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ardennes, Aube, Marne et Haute-Marne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1454
	Échelon 2	1477
Niveau 2	Échelon 1	1484
	Échelon 2	1505
	Échelon 3	1550
Niveau 3	Échelon 1	1557
	Échelon 2	1582
	Échelon 3	1629
Niveau 4	Échelon 1	1638
	Échelon 2	1664
	Échelon 3	1723
Niveau 5	Échelon 1	1729
	Échelon 2	1784
	Échelon 3	1907
Niveau 6	Échelon 1	1939
	Échelon 2	2015
	Échelon 3	2177
Niveau 7	Échelon 1	2219
	Échelon 2	2355
	Échelon 3	2564

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus

inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mars 2014.

Les partenaires sociaux sont convenus de se revoir, au cours du mois de novembre 2014, pour une prochaine réunion de négociation.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Châlons-en-Champagne.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article D. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01 Le groupe 15.02 Le groupe 15.03 Le groupe 15.05 Le groupe 15.07 Le groupe 15.09	Sables et graviers d'alluvions Matériaux concassés de roches et de laitier Pierres de construction Plâtres et produits en plâtre Béton prêt à l'emploi Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en Béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 29 avril 2016

[Étendu par 4 oct. 2016, JO 11 oct., à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2016]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Champagne-Ardenne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO ;
CFF CGC BTP Section SICMA ;
CFTC.

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2 **Champ d'application territorial**

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ardennes, Aube, Marne et Haute-Marne.

Article 3 **Salaires mensuels minimaux garantis**

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	Évolution en %
Niveau 1	Échelon 1	1467	0,60
	Échelon 2	1487	0,70
Niveau 2	Échelon 1	1494	0,70
	Échelon 2	1516	0,70
	Échelon 3	1561	0,70
Niveau 3	Échelon 1	1568	0,70
	Échelon 2	1593	0,70
	Échelon 3	1640	0,70
Niveau 4	Échelon 1	1649	0,70
	Échelon 2	1676	0,70
	Échelon 3	1735	0,70
Niveau 5	Échelon 1	1741	0,70
	Échelon 2	1796	0,70
	Échelon 3	1920	0,70
Niveau 6	Échelon 1	1953	0,70
	Échelon 2	2029	0,70
	Échelon 3	2192	0,70
Niveau 7	Échelon 1	2235	0,70
	Échelon 2	2371	0,70
	Échelon 3	2582	0,70

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,

- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2016.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de Châlons-en-Champagne.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article D. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers

Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 9 mai 2017

[Étendu par arr. 18 oct. 2017, JO 26 oct., applicable à compter du 1^{er} janv. 2017]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Champagne-Ardenne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO Construction ;

CFE CGC BTP section SICMA ;

Bâti Mat TP CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne et de la Haute-Marne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	% d'augmentation
Niveau 1	Échelon 1	1481	0,93 % (SMIC)
	Échelon 2	1502	1 %
Niveau 2	Échelon 1	1509	1 %
	Échelon 2	1531	1 %
	Échelon 3	1577	1 %
Niveau 3	Échelon 1	1584	1 %
	Échelon 2	1609	.1 %
	Échelon 3	1656	1 %
Niveau 4	Échelon 1	1665	1 %
	Échelon 2	1693	1 %
	Échelon 3	1752	1 %
Niveau 5	Échelon 1	1758	1 %
	Échelon 2	1814	1 %
	Échelon 3	1939	1%

		Valeurs mensuelles (€)	% d'augmentation
Niveau 6	Échelon 1	1973	1 %
	Échelon 2	2049	1 %
	Échelon 3	2214	1 %
Niveau 7	Échelon 1	2257	1 %
	Échelon 2	2395	1 %
	Échelon 3	2608	1 %

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 28 septembre 2017

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} oct. 2017]

La réunion paritaire, tenue à Châlons en Champagne le 9 mai 2017, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des Etam.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte,

se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente recommandation s'applique dans les départements suivants : Ardenne, Aube, Marne et Haute Marne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} octobre 2017, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 490

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 533
Niveau 3	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 612
Niveau 4	Échelon 1	1 626
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 704
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 763
	Échelon 3	1 885
Niveau 6	Échelon 1	1 918
	Échelon 2	1 992
	Échelon 3	2 150
Niveau 7	Échelon 1	2 193
	Échelon 2	2 326
	Échelon 3	2 535

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,*
- des rémunérations pour heures supplémentaires,*
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,*
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,*
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,*
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.*

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes de la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour

un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} octobre 2017.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes de Châlons en Champagne.

Accord du 14 mai 2018

[Étendu par arr. 20 déc. 2018, JO 23 déc., applicable à compter du 1^{er} janv. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Champagne-Ardenne.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO Construction ;

Bâti Mat TP CFTC ;

CFDT Construction et Bois.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe, et relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne et de la Haute-Marne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	% d'augmentation
Niveau 1	Échelon 1	1 498.47	SMIC
	Échelon 2	1 525	1.5 %
Niveau 2	Échelon 1	1 532	1.5 %
	Échelon 2	1 554	1.5 %
	Échelon 3	1 601	1.5 %
Niveau 3	Échelon 1	1 608	1.5 %
	Échelon 2	1 633	1.5 %
	Échelon 3	1 681	1.5 %

		Valeurs mensuelles (€)	% d'augmentation
Niveau 4	Échelon 1	1 690	1.5 %
	Échelon 2	1 718	1.5 %
	Échelon 3	1 778	1.5 %
Niveau 5	Échelon 1	1 784	1.5 %
	Échelon 2	1 841	1.5 %
	Échelon 3	1 968	1.5 %
Niveau 6	Échelon 1	2 003	1.5 %
	Échelon 2	2 080	1.5 %
	Échelon 3	2 247	1.5 %
Niveau 7	Échelon 1	2 291	1.5 %
	Échelon 2	2 431	1.5 %
	Échelon 3	2 647	1.5 %

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7 Dépôt et notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Grand-Est Accord du 21 mai 2019

[Étendu par arr. 5 févr. 2020, JO 12 févr., applicable à compter du 1^{er} janv. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Grand-Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

CFDT Construction Bois ;

FG FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, et relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y com-

pris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute Marne, de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle, du Bas Rhin, du Haut Rhin, et des Vosges.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	% d'augmentation sur grille	
			Alsace / Champagne-Ardenne	Lorraine
Niveau 1	Échelon 1	1 521.22	1.48 %	1.08 %
	Échelon 2	1 557	2.10 %	2.84 %
Niveau 2	Échelon 1	1 564	2.10 %	2.17 %
	Échelon 2	1 587	2.10 %	2.17 %
	Échelon 3	1 635	2.10 %	2.10 %
Niveau 3	Échelon 1	1 642	2.10 %	2.10 %
	Échelon 2	1 667	2.10 %	2.23 %
	Échelon 3	1 716	2.10 %	2.10 %
Niveau 4	Échelon 1	1 725	2.10 %	2.16 %
	Échelon 2	1 754	2.10 %	2.16 %
	Échelon 3	1 815	2.10 %	2.16 %
Niveau 5	Échelon 1	1 821	2.10 %	1.99 %
	Échelon 2	1 880	2.10 %	1.99 %
	Échelon 3	2 009	2.10 %	1.94 %
Niveau 6	Échelon 1	2 045	2.10 %	2.05 %
	Échelon 2	2 124	2.10 %	2.05 %
	Échelon 3	2 294	2.10 %	2.01 %
Niveau 7	Échelon 1	2 339	2.10 %	2.01 %
	Échelon 2	2 482	2.10 %	1.97 %
	Échelon 3	2 703	2.10 %	2.02 %

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais, des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances

conventionnelle,

— des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale,

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 10 octobre 2019

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} juill. 2019]

La réunion paritaire, tenue à Vandœuvre les Nancy le 21 mai 2019, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord, le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des ETAM.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte, se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8 convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente recommandation s'applique dans les départements suivants : Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne, Meurthe et Moselle, Meuse, Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin et Vosges.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} juillet 2019, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1521,22
	Échelon 2	1544
Niveau 2	Échelon 1	1555
	Échelon 2	1566
	Échelon 3	1578
Niveau 3	Échelon 1	1598
	Échelon 2	1618
	Échelon 3	1638
Niveau 4	Échelon 1	1663
	Échelon 2	1688
	Échelon 3	1713
Niveau 5	Échelon 1	1748
	Échelon 2	1788
	Échelon 3	1893
Niveau 6	Échelon 1	1943
	Échelon 2	2033
	Échelon 3	2153
Niveau 7	Échelon 1	2223
	Échelon 2	2353
	Échelon 3	2543

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de

la présente recommandation patronale.

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008 les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation s'applique aux entreprises adhérentes à la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation s'applique à compter du 1^{er} juillet 2019.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Conseil des prud'hommes de Nancy.

Accord du 13 novembre 2020

[Étendu par arr. 19 mai 2021, JO 2 juin, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2020]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Grand-Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

CFDT Construction Bois ;

FG FO Construction ;

CFE CGC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale

des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute Marne, de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle, du Bas Rhin, du Haut Rhin et des Vosges.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1539,42
	Échelon 2	1577
Niveau 2	Échelon 1	1584
	Échelon 2	1608
	Échelon 3	1656
Niveau 3	Échelon 1	1663
	Échelon 2	1689
	Échelon 3	1738
Niveau 4	Échelon 1	1747
	Échelon 2	1777
	Échelon 3	1839
Niveau 5	Échelon 1	1845
	Échelon 2	1904
	Échelon 3	2035
Niveau 6	Échelon 1	2072
	Échelon 2	2152
	Échelon 3	2324
Niveau 7	Échelon 1	2369
	Échelon 2	2514
	Échelon 3	2738

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours

fériés,

— de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,

— des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,

— des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2020

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers

Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

XXAccord du 19 avril 2021

[Étendu par arr. 17 sept. 2021, JO 29 sept., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Grand-Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute Marne, de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle, du Bas Rhin, du Haut Rhin, et des Vosges.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 554 58
	Échelon 2	1 593
Niveau 2	Échelon 1	1 600
	Échelon 2	1 624
	Échelon 3	1 673
Niveau 3	Échelon 1	1 680
	Échelon 2	1 706
	Échelon 3	1 755
Niveau 4	Échelon 1	1 764
	Échelon 2	1 795
	Échelon 3	1 857

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 5	Échelon 1	1 863
	Échelon 2	1 923
	Échelon 3	2 055
Niveau 6	Échelon 1	2 093
	Échelon 2	2 174
	Échelon 3	2 347
Niveau 7	Échelon 1	2 393
	Échelon 2	2 539
	Échelon 3	2 765

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 31 mars 2022

[Étendu par arr. 18 juill. 2022, JO 22 juill., applicable à compter du 1^{er} avr. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Grand Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et Bois ;

FG-FO Construction ;

BATI-MAT-TP CFTC ;

CFE-CGC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 31 mars 2022 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Grand Est relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute Marne, de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle, du Bas Rhin, du Haut Rhin, et des Vosges.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Taux de revalorisation par rapport aux valeurs applicables au 1 ^{er} janvier 2021	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	+ 5,8 %	1 645
	Échelon 2	+ 3.5 %	1 649
Niveau 2	Échelon 1	+ 3.5 %	1 656
	Échelon 2	+ 3.5 %	1 681
	Échelon 3	+ 3.5 %	1 732
Niveau 3	Échelon 1	+ 3.5 %	1 739
	Échelon 2	+ 3.5 %	1 766
	Échelon 3	+ 3.5 %	1 816
Niveau 4	Échelon 1	+ 3.5 %	1 826
	Échelon 2	+ 3.5 %	1 858
	Échelon 3	+ 3.5 %	1 922
Niveau 5	Échelon 1	+ 3.5 %	1 928
	Échelon 2	+ 3.5 %	1 990
	Échelon 3	+ 3.5 %	2 127
Niveau 6	Échelon 1	+ 3.5 %	2 166
	Échelon 2	+ 3.5 %	2 250
	Échelon 3	+ 3.5 %	2 429
Niveau 7	Échelon 1	+ 3.5 %	2 477
	Échelon 2	+ 3.5 %	2 628
	Échelon 3	+ 3.5 %	2 862

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

-
- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
 - des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
 - des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
 - de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
 - des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
 - des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} avril 2022.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord (avenant), ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord (avenant) notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord (avenant) sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord (avenant) signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14 Minéraux divers

Le groupe 14.02 Matériaux de carrières pour l'industrie

Dans la classe 15 Matériaux de construction

Le groupe 15.01 Sables et graviers d'alluvions

Le groupe 15.02 Matériaux concassés de roches et de laitier

Le groupe 15.03 Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)

Le groupe 15.05 Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)

Le groupe 15.07 Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09 Matériaux de construction divers
Dans la classe 87 Services divers (marchands)
Le groupe 87.05 pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 21 octobre 2022

[Étendu par arr.1^{er} févr. 2023, JO 8 févr., applicable à compter du 1^{er} oct. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Grand-Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;

CFDT ;

CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 21 octobre 2022 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Grand Est relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute Marne, de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle, du Bas Rhin, du Haut Rhin, et des Vosges.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Rappel Accord du 1 ^{er} avril 2022	Valeurs mensuelles (€) Augmentation d'un talon de 55 € par rapport à l'accord du 1 ^{er} avril 2022 sauf pour le niveau 1.1 qui est établi au SMIC, soit une augmentation de 34 €	
Niveau 1	Échelon 1	1 645	1 679	Nota : Exceptionnellement, cet accord traite des augmentations de la grille en valeur absolue (et non pas en % comme traditionnellement) afin de répondre à l'augmentation exceptionnelle de l'inflation sur l'année 2022.
	Échelon 2	1 649	1 704	
Niveau 2	Échelon 1	1 656	1 711	
	Échelon 2	1 681	1 736	
	Échelon 3	1 732	1 787	
Niveau 3	Échelon 1	1 739	1 794	
	Échelon 2	1 766	1 821	
	Échelon 3	1 816	1 871	
Niveau 4	Échelon 1	1 826	1 881	
	Échelon 2	1 858	1 913	
	Échelon 3	1 922	1 977	
Niveau 5	Échelon 1	1 928	1 983	
	Échelon 2	1 990	2 045	
	Échelon 3	2 127	2 182	
Niveau 6	Échelon 1	2 166	2 221	
	Échelon 2	2 250	2 305	
	Échelon 3	2 429	2 484	
Niveau 7	Échelon 1	2 477	2 532	
	Échelon 2	2 628	2 683	
	Échelon 3	2 862	2 917	

Article 4 Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} octobre 2022.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord (avenant), ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord (avenant) notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord (avenant) sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord (avenant) signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 5 avril 2023

[Étendu par arr. 17 juill. 2023, JO 1^{er} août, applicable à compter du 1^{er} avr. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Grand Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

FG-FO ;

CFE-CGC ;

CFDT.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 5 avril 2023 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Grand Est relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute Marne, de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle, du Bas Rhin, du Haut Rhin, et des Vosges.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Rappel Accord du 21 octobre 2022	Valeurs mensuelles (€) au 1 ^{er} avril 2023
Niveau 1	Échelon 1	1 679	1 747.20
	Échelon 2	1 704	1 772
Niveau 2	Échelon 1	1 711	1 779
	Échelon 2	1 736	1 805
	Échelon 3	1 787	1 858
Niveau 3	Échelon 1	1 794	1 866
	Échelon 2	1 821	1 894
	Échelon 3	1 871	1 946
Niveau 4	Échelon 1	1 881	1 956
	Échelon 2	1 913	1 989
	Échelon 3	1 977	2 056
Niveau 5	Échelon 1	1 983	2 063
	Échelon 2	2 045	2 127
280	Mise à jour (septembre 2024)	Échelon 3	2 182 2 269

		Rappel Accord du 21 octobre 2022	Valeurs mensuelles (€) au 1 ^{er} avril 2023
Niveau 6	Échelon 1	2 221	2 310
	Échelon 2	2 305	2 397
	Échelon 3	2 484	2 584
Niveau 7	Échelon 1	2 532	2 633
	Échelon 2	2 683	2 790
	Échelon 3	2 917	3 033

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} avril 2023.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord (avenant) notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail

en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.
Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord (avenant) signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 13 février 2024

[Étendu par arr. 5 juin 2024, JO 15 juin, applicable à compter du 1^{er} janv. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Grand Est.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FG-FO ;

CFE-CGC ;

BATI MAT TP CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 13 février 2024 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Grand Est relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute Marne, de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle, du Bas Rhin, du Haut Rhin, et des Vosges.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€) au 1 ^{er} janvier 2024	Rappel Accord du 1 ^{er} avril 2023	Taux de revalorisation par rapport aux valeurs appli- cables au 1 ^{er} avril 2023
Niveau 1	Échelon 1	1 802	1 747.20	3.13 %
	Échelon 2	1 822	1 772	2.8 %
Niveau 2	Échelon 1	1 829	1 779	2.8 %
	Échelon 2	1 856	1 805	2.8 %
	Échelon 3	1 910	1 858	2.8 %
Niveau 3	Échelon 1	1 918	1 866	2.8 %
	Échelon 2	1 947	1 894	2.8 %
	Échelon 3	2 000	1 946	2.8 %
Niveau 4	Échelon 1	2 011	1 956	2.8 %
	Échelon 2	2 045	1 989	2.8 %
	Échelon 3	2 114	2 056	2.8 %
Niveau 5	Échelon 1	2 121	2 063	2.8 %
	Échelon 2	2 187	2 127	2.8 %
	Échelon 3	2 333	2 269	2.8 %
Niveau 6	Échelon 1	2 375	2 310	2.8 %
	Échelon 2	2 464	2 397	2.8 %
	Échelon 3	2 656	2 584	2.8 %
Niveau 7	Échelon 1	2 707	2 633	2.8 %
	Échelon 2	2 868	2 790	2.8 %
	Échelon 3	3 118	3 033	2.8 %

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,

— des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Hauts de France

Accord du 24 avril 2017

[Étendu par arr. 26 déc. 2017, JO 30 déc. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2017]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Hauts de France.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

SICMA CFE-CGC ;

FG FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne et Oise.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés (avec une augmentation de 0,7 % sur la grille) :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 485
	Échelon 2	1 495
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 531
	Échelon 3	1 563
Niveau 3	Échelon 1	1 571
	Échelon 2	1 593
	Échelon 3	1 642
Niveau 4	Échelon 1	1 650
	Échelon 2	1 677
	Échelon 3	1 736
Niveau 5	Échelon 1	1 741
	Échelon 2	1 796
	Échelon 3	1 920
Niveau 6	Échelon 1	1 955
	Échelon 2	2 030

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 7	Échelon 1	2 235
	Échelon 2	2 371
	Échelon 3	2 582

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de

produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	Pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 «Produits en béton» ne sont pas couvertes par le présent accord.

Recommandation patronale de la FIB du 28 septembre 2017

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} oct. 2017]

La réunion paritaire, tenue à Arras le 24 avril 2017, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des Etam.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte,

se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955 et à l'Accord national du 10 juillet 2008 et notamment à son articles 8, convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton, entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Nord, Pas de Calais, Somme, Aisne et Oise.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} octobre 2017, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 490
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 533

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 3	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 612
Niveau 4	Échelon 1	1 626
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 704
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 763
	Échelon 3	1 885
Niveau 6	Échelon 1	1 918
	Échelon 2	1 992
	Échelon 3	2 150
Niveau 7	Échelon 1	2 193
	Échelon 2	2 326
	Échelon 3	2 535

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- *des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,*
- *des rémunérations pour heures supplémentaires,*
- *des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,*
- *de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,*
- *des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,*
- *des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.*

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes de la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} octobre 2017.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes d'Arras.

Accord du 12 avril 2018

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} janvier 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Hauts-de-France.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et Bois ;

BATIMAT TP CFTC ;

FG FO Construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne et Oise.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés (avec une augmentation de 1.50 % sur la grille) :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 507
	Échelon 2	1 517
Niveau 2	Échelon 1	1 523
	Échelon 2	1 554
	Échelon 3	1 586
Niveau 3	Échelon 1	1 595
	Échelon 2	1 617
	Échelon 3	1 667
Niveau 4	Échelon 1	1 675
	Échelon 2	1 702
	Échelon 3	1 762
Niveau 5	Échelon 1	1 767
	Échelon 2	1 823
	Échelon 3	1 949
Niveau 6	Échelon 1	1 984
	Échelon 2	2 060
	Échelon 3	2 225

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 7	Échelon 1	2 269
	Échelon 2	2 407
	Échelon 3	2 621

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais.
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Datte d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de

produits de 1973 :

<i>Dans la classe 14</i>	<i>Minéraux divers</i>
<i>Le groupe 14.02</i>	<i>Matériaux de carrières pour l'industrie</i>
<i>Dans la classe 15</i>	<i>Matériaux de construction</i>
<i>Le groupe 15.01</i>	<i>Sables et graviers d'alluvions</i>
<i>Le groupe 15.02</i>	<i>Matériaux concassés de roches et de laitier</i>
<i>Le groupe 15.03</i>	<i>Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)</i>
<i>Le groupe 15.05</i>	<i>Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)</i>
<i>Le groupe 15.07</i>	<i>Béton prêt à l'emploi</i>
<i>Le groupe 15.09</i>	<i>Matériaux de construction divers</i>
<i>Dans la classe 87</i>	<i>Services divers (marchands)</i>
<i>Le groupe 87.05</i>	<i>Pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)</i>

Les activités relevant du groupe 15.08 «Produits en béton» ne sont pas couvertes par le présent accord.

Grille des salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM

		<i>Hauts-de-France</i>	<i>Hauts-de-France</i>	
		<i>Valeurs au 1^{er} janvier 2017 (accord)</i>	<i>Valeurs au 1^{er} janvier 2018 (accord)</i>	<i>%</i>
<i>Niveau 1</i>	<i>Échelon 1</i>	<i>1 485</i>	<i>1 507</i>	<i>1,480 %</i>
	<i>Échelon 2</i>	<i>1 495</i>	<i>1 517</i>	<i>1,470 %</i>
<i>Niveau 2</i>	<i>Échelon 1</i>	<i>1 500</i>	<i>1 523</i>	<i>1,530 %</i>
	<i>Échelon 2</i>	<i>1 531</i>	<i>1 554</i>	<i>1,500 %</i>
	<i>Échelon 3</i>	<i>1 563</i>	<i>1 586</i>	<i>1,470 %</i>
<i>Niveau 3</i>	<i>Échelon 1</i>	<i>1 571</i>	<i>1 595</i>	<i>1,530 %</i>
	<i>Échelon 2</i>	<i>1 593</i>	<i>1 617</i>	<i>1,510 %</i>
	<i>Échelon 3</i>	<i>1 642</i>	<i>1 667</i>	<i>1,520 %</i>
<i>Niveau 4</i>	<i>Échelon 1</i>	<i>1 650</i>	<i>1 675</i>	<i>1,520 %</i>
	<i>Échelon 2</i>	<i>1 677</i>	<i>1 702</i>	<i>1,490 %</i>
	<i>Échelon 3</i>	<i>1 736</i>	<i>1 762</i>	<i>1,500 %</i>
<i>Niveau 5</i>	<i>Échelon 1</i>	<i>1 741</i>	<i>1 767</i>	<i>1,490 %</i>
	<i>Échelon 2</i>	<i>1 796</i>	<i>1 823</i>	<i>1,500 %</i>
	<i>Échelon 3</i>	<i>1 920</i>	<i>1 949</i>	<i>1,510 %</i>
<i>Niveau 6</i>	<i>Échelon 1</i>	<i>1 955</i>	<i>1 984</i>	<i>1,480 %</i>
	<i>Échelon 2</i>	<i>2 030</i>	<i>2 060</i>	<i>1,480 %</i>
	<i>Échelon 3</i>	<i>2 192</i>	<i>2 225</i>	<i>1,510 %</i>

		Hauts-de-France	Hauts-de-France	
		Valeurs au 1 ^{er} janvier 2017 (accord)	Valeurs au 1 ^{er} janvier 2018 (accord)	%
Niveau 7	Échelon 1	2 235	2 269	1,520 %
	Échelon 2	2 371	2 407	1,520 %
	Échelon 3	2 582	2 621	1,510 %
				1,50 %

Recommandation patronale de la FIB du 10 octobre 2019

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} juill. 2019]

La réunion paritaire, tenue à Arras le 1^{er} avril 2019, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des ETAM.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte, se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton, entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Nord, Pas de Calais, Somme, Aisne et Oise.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} juillet 2019, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1521,22
	Échelon 2	1544
Niveau 2	Échelon 1	1555
	Échelon 2	1566
	Échelon 3	1578
Niveau 3	Échelon 1	1598
	Échelon 2	1618
	Échelon 3	1638
Niveau 4	Échelon 1	1663
	Échelon 2	1688
	Échelon 3	1713

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 5	Échelon 1	1748
	Échelon 2	1788
	Échelon 3	1893
Niveau 6	Échelon 1	1943
	Échelon 2	2033
	Échelon 3	2153
Niveau 7	Échelon 1	2223
	Échelon 2	2353
	Échelon 3	2543

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes à la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} juillet 2019.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Conseil des prud'hommes d'Arras.

Accord du 4 septembre 2020

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} juill. 2020]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Hauts de France.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et bois ;

BATI MAT TP CFTC ;

FG FO Construction ;

CFE CGC BTP.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.»

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne et Oise.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés (avec une augmentation de 1.5 % sur la grille).

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1557
	Échelon 2	1567
Niveau 2	Échelon 1	1573
	Échelon 2	1606
	Échelon 3	1639
Niveau 3	Échelon 1	1648
	Échelon 2	1671
	Échelon 3	1722
Niveau 4	Échelon 1	1731
	Échelon 2	1759
	Échelon 3	1821
Niveau 5	Échelon 1	1826
	Échelon 2	1884
	Échelon 3	2014
Niveau 6	Échelon 1	2050
	Échelon 2	2128
	Échelon 3	2299
294	Mise à jour (septembre 2024)	Dictionnaire Permanent Conventions Collectives

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 7	Échelon 1	2345
	Échelon 2	2487
	Échelon 3	2708

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixes à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} juillet 2020

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

<i>Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 : Dans la classe 14</i>	<i>Minéraux divers</i>
<i>Le groupe 14.02</i>	<i>Matériaux de carrières pour l'industrie</i>
<i>Dans la classe 15</i>	<i>Matériaux de construction</i>
<i>Le groupe 15.01</i>	<i>Sables et graviers d'alluvions</i>
<i>Le groupe 15.02</i>	<i>Matériaux concassés de roches et de laitier</i>
<i>Le groupe 15.03</i>	<i>Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)</i>
<i>Le groupe 15.05</i>	<i>Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)</i>
<i>Le groupe 15.07</i>	<i>Béton prêt à l'emploi</i>
<i>Le groupe 15.09</i>	<i>Matériaux de construction divers</i>
<i>Dans la classe 87</i>	<i>Services divers (marchands)</i>
<i>Le groupe 87.05</i>	<i>Pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)</i>

Accord du 12 avril 2021

[Étendu par arr. 19 nov. 2021, JO 8 déc., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Hauts-de-France.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FNCB CFDT ;

BATI MAT TP CFTC ;

FG FO Construction ;

CFE CGC BTP.

Se référant, il la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit ;

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les Industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris au TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Nord, Pas-de-Calais, Somme, Alsace et Oise.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés (avec une augmentation de 0.80 % sur la grille),

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1569
	Échelon 2	1580
Niveau 2	Échelon 1	1586
	Échelon 2	1619
	Échelon 3	1652
Niveau 3	Échelon 1	1662
	Échelon 2	1684
	Échelon 3	1736
Niveau 4	Échelon 1	1744
	Échelon 2	1773
	Échelon 3	1835
Niveau 5	Échelon 1	1841
	Échelon 2	1899
	Échelon 3	2030
Niveau 6	Échelon 1	2067
	Échelon 2	2145
	Échelon 3	2317
Niveau 7	Échelon 1	2363
	Échelon 2	2507
	Échelon 3	2730

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixes ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, noncomprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixes à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2021

Article 6 Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 1231-8 du code du travail.

Article 7 Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14 Minéraux divers

Le groupe 14.02 Matériaux de carrières pour l'industrie

Dans la classe 15 Matériaux de construction

Le groupe 15.01 Sables et graviers d'alluvions

Le groupe 15.02 Matériaux concassés de roches et de laitier

Le groupe 15.03 Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)

Le groupe 15.05 Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)

Le groupe 15.07 Béton prêt à l'emploi

Le groupe 15.09 Matériaux de construction divers

Dans la classe 87 Services divers (marchands)

Le groupe 87.05 pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Grille des salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM

		Hauts-de-France	Hauts-de-France	
		Valeurs au 1 ^{er} juillet 2020 (accord)	Valeurs au 1 ^{er} janvier 2021 (accord)	%
Niveau 1	Échelon 1	1 557	1 569	0,80 %
	Échelon 2	1 567	1 580	0,80 %
Niveau 2	Échelon 1	1 573	1 586	0,80 %
	Échelon 2	1 606	1 619	0,80 %
	Échelon 3	1 639	1 652	0,80 %

		Hauts-de-France	Hauts-de-France	
		Valeurs au 1 ^{er} juillet 2020 (accord)	Valeurs au 1 ^{er} janvier 2021 (accord)	%
Niveau 3	Échelon 1	1 648	1 662	0,80 %
	Échelon 2	1 671	1 684	0,80 %
	Échelon 3	1 722	1 736	0,80 %
Niveau 4	Échelon 1	1 731	1 744	0,80 %
	Échelon 2	1 759	1 773	0,80 %
	Échelon 3	1 821	1 835	0,80 %
Niveau 5	Échelon 1	1 826	1 841	0,80 %
	Échelon 2	1 884	1 899	0,80 %
	Échelon 3	2 014	2 030	0,80 %
Niveau 6	Échelon 1	2 050	2 067	0,80 %
	Échelon 2	2 128	2 145	0,80 %
	Échelon 3	2 299	2 317	0,80 %
Niveau 7	Échelon 1	2 345	2 363	0,80 %
	Échelon 2	2 487	2 507	0,80 %
	Échelon 3	2 708	2 730	0,80 %
				0,80 %

Accord du 4 octobre 2022

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} août 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Hauts-de-France.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC ;

FO ;

CFE-CGC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 4 octobre 2022 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Hauts-de-France relevant des conventions collectives des Industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord (avenant) concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord (avenant) s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2
Champ d'application territorial

Le présent accord (avenant) s'applique dans les départements suivants : 59, 62, 80, 02, et 60.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés (avec une augmentation de 60.00 € sur la grille).

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 681
	Échelon 2	1 692
Niveau 2	Échelon 1	1 698
	Échelon 2	1 732
	Échelon 3	1 767
Niveau 3	Échelon 1	1 776
	Échelon 2	1 800
	Échelon 3	1 854
Niveau 4	Échelon 1	1 862
	Échelon 2	1 892
	Échelon 3	1 956
Niveau 5	Échelon 1	1 961
	Échelon 2	2 022
	Échelon 3	2 157
Niveau 6	Échelon 1	2 195
	Échelon 2	2 276
	Échelon 3	2 454
Niveau 7	Échelon 1	2 501
	Échelon 2	2 649
	Échelon 3	2 880

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,*
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,*
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,*
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,*
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,*
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.*

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord (avenant), conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} août 2022.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord (avenant), ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord (avenant) notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord (avenant) sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord (avenant) signé aux organisations syndicales représentatives.

Accord du 3 avril 2023

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} janv. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Unicem Hauts-de-France.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et Bois ;

BATI-MAT-TP CFTC ;

FG-FO Construction ;

CFE-CGC BTP Section Sigma.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 3 avril 2023 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Hauts-de-France relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord (avenant) concerne les entreprises des Industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure

en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord (avenant) s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME-.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord (avenant) s'applique dans les départements suivants : 59, 62, 80, 02, et 60

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés (avec une augmentation de 5 % sur toute la grille).

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1765
	Échelon 2	1777
Niveau 2	Échelon 1	1783
	Échelon 2	1819
	Échelon 3	1855
Niveau 3	Échelon 1	1865
	Échelon 2	1890
	Échelon 3	1947
Niveau 4	Échelon 1	1955
	Échelon 2	1987
	Échelon 3	2054
Niveau 5	Échelon 1	2059
	Échelon 2	2123
	Échelon 3	2265
Niveau 6	Échelon 1	2305
	Échelon 2	2390
	Échelon 3	2577
Niveau 7	Échelon 1	2626
	Échelon 2	2781
	Échelon 3	3024

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle,

- de la prime de vacances conventionnelle,

- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus Inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord (avenant), conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord (avenant), ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord (avenant) notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord (avenant) sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension, Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord (avenant) signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Grille des salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM

		Hauts-de-France	Hauts-de-France	
		Valeurs au 1 ^{er} août 2022	Accord avec effet au 1 ^{er} janvier 2023	%
Niveau 1	Échelon 1	1 681	1 765	5,00 %
	Échelon 2	1 692	1 777	5,00 %
Niveau 2	Échelon 1	1 698	1 783	5,00 %
	Échelon 2	1 732	1 819	5,00 %
	Échelon 3	1 767	1 855	5,00 %
Niveau 3	Échelon 1	1 776	1 865	5,00 %
	Échelon 2	1 800	1 890	5,00 %
	Échelon 3	1 854	1 947	5,00 %
Niveau 4	Échelon 1	1 862	1 955	5,00 %
	Échelon 2	1 892	1 987	5,00 %
	Échelon 3	1 956	2 054	5,00 %
Niveau 5	Échelon 1	1 961	2 059	5,00 %
	Échelon 2	2 022	2 123	5,00 %
	Échelon 3	2 157	2 265	5,00 %
Niveau 6	Échelon 1	2 195	2 305	5,00 %
	Échelon 2	2 276	2 390	5,00 %
	Échelon 3	2 454	2 577	5,00 %
Niveau 7	Échelon 1	2 501	2 626	5,00 %
	Échelon 2	2 649	2 781	5,00 %
	Échelon 3	2 880	3 024	5,00 %
				5,00 %

Accord du 12 avril 2024

[Étendu par arr. 23 juil. 2024, JO 9 août, applicable à compter du 1^{er} janv. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Hauts-de-France.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFE CGC ;

FO.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 12 février 2024 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Hauts-de-France relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord (avenant) s'applique dans les départements suivants : Nord (59), Pas-de-Calais (62), Somme (80), Aisne (02), et Oise (60).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés (avec une augmentation de 2,5 % sur toute la grille).

		% d'augmentation	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	2,5 %	1809
	Échelon 2	2,5 %	1821
Niveau 2	Échelon 1	2,5 %	1827
	Échelon 2	2,5 %	1864
	Échelon 3	2,5 %	1902
Niveau 3	Échelon 1	2,5 %	1911
	Échelon 2	2,5 %	1937
	Échelon 3	2,5 %	1995
Niveau 4	Échelon 1	2,5 %	2004
	Échelon 2	2,5 %	2036
	Échelon 3	2,5 %	2105
Niveau 5	Échelon 1	2,5 %	2111
	Échelon 2	2,5 %	2176
	Échelon 3	2,5 %	2321
Niveau 6	Échelon 1	2,5 %	2362
	Échelon 2	2,5 %	2450
	Échelon 3	2,5 %	2641
Niveau 7	Échelon 1	2,5 %	2692
	Échelon 2	2,5 %	2851
	Échelon 3	2,5 %	3100

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

— des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,

- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord (avenant) sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)

Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Ile-de-France

Accord du 23 octobre 2008

[Étendu par arr. 9 janv. 2009, JO 16 janv., applicable à compter du 1^{er} nov. 2008]

Article 1

Salaires minimaux garantis

Les salaires horaires minimaux garantis des ouvriers ne pourront être inférieurs aux montants suivants :

Catégories	Coefficient	Salaire horaire en euros Au 1-11-2008
OM	120	8,71
OS 1	130	8,87
OS 2	140	8,95
OS 3	150	9,05
OQ 1	160	9,17
OQ 2	170	9,38
OQ 3	185	9,73
OHQ	200	10,16
Chef d'équipe	225	10,60

Les salaires minimaux garantis n'ont aucune influence sur la prime d'ancienneté, qui reste calculée sur les salaires minimaux de qualification.

Le salaire mensuel minimum garanti est déterminé en multipliant le taux horaire tel que défini ci-dessus, par l'horaire mensuel collectif appliqué par l'entreprise.

Article 2

Salaires minimaux de qualification

Les salaires minimaux de qualification servant de base au calcul de la prime d'ancienneté sont les suivants :

Catégorie	Coefficient	Salaire horaire en euros
OM	120	5,04
OS 1	130	5,12
OOS 2	140	5,24
OS 3	150	5,41
OQ 1	160	5,59
OQ 2	170	5,85
OQ 3	185	6,37
OHQ	200	6,89
Chef d'équipe	225	7,75

Article 3

Conformément aux clauses de l'article 4 de l'Accord national du 21 février 1957, les salaires minimaux garantis déterminés à l'article 1 ci-dessus comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes ou toute autre dénomination que ce soit y compris l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail. Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

- a) les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport,
- b) les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres et pénibles,
- c) les majorations pour heures supplémentaires,
- d) les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 10 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes,
- e) les primes d'ancienneté et d'assiduité et les primes de vacances,
- f) les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 4

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises du fait du présent accord est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis fixés à l'article 1, et de calculer les primes d'ancienneté conformément aux bases fixées à l'article 2.

Article 5 Date d'effet

Le présent accord entre en vigueur au 1^{er} novembre 2008.

Article 6 Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955.

Article 7 Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements ci-après :

Paris - Essonne - Hauts de Seine - Seine et Marne - Seine Saint Denis - Val de Marne - Val d'Oise - et Yvelines

Article 8 Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle où il aura été déposé.

Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Article 9

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Accord du 5 mai 2011

[Étendu par arr. 16 août 2011, JO 24 août, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2 Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Paris - Seine et Marne - Yvelines - Essonne - Hauts de Seine - Seine St Denis - Val de Marne - Val d'Oise, constituant l'UNICEM Ile-de-France.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1365 €
	Échelon 2	1398 €
Niveau 2	Échelon 1	1404 €
	Échelon 2	1425 €
	Échelon 3	1468 €
Niveau 3	Échelon 1	1475 €
	Échelon 2	1498 €
	Échelon 3	1543 €
Niveau 4	Échelon 1	1551 €
	Échelon 2	1576 €
	Échelon 3	1632 €
Niveau 5	Échelon 1	1638 €
	Échelon 2	1689 €
	Échelon 3	1806 €
Niveau 6	Échelon 1	1836 €
	Échelon 2	1908 €
	Échelon 3	2061 €
Niveau 7	Échelon 1	2102 €
	Échelon 2	2229 €
	Échelon 3	2428 €

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5
Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mai 2011.

Article 6
Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIREC-CTE). Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7
Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8
Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 9 mars 2012

[Étendu par 5 juill. 2012, JO 12 juill. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable au 1^{er} janv. 2012]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Île-de-France.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG/FO ;

URCB/CFDT.

Article 1
Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2
Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	Taux de variation/précédent accord
Niveau 1	Échelon 1	1410	3,3%
	Échelon 2	1432	2,4%
Niveau 2	Échelon 1	1438	2,4%
	Échelon 2	1459	2,4%
	Échelon 3	1503	2,4%

		Valeurs mensuelles (€)	Taux de variation/précédent accord
Niveau 3	Échelon 1	1510	2,4%
	Échelon 2	1534	2,4%
	Échelon 3	1580	2,4%
Niveau 4	Échelon 1	1588	2,4%
	Échelon 2	1614	2,4%
	Échelon 3	1671	2,4%
Niveau 5	Échelon 1	1677	2,4%
	Échelon 2	1730	2,4%
	Échelon 3	1849	2,4%
Niveau 6	Échelon 1	1880	2,4%
	Échelon 2	1954	2,4%
	Échelon 3	2110	2,4%
Niveau 7	Échelon 1	2158	2,4%
	Échelon 2	2282	2,4%
	Échelon 3	2486	2,4%

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 9 juillet 2013

[Étendu par arr. 18 déc. 2013, JO 26 déc., applicable le 1^{er} juin 2013, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Île-de-France.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO ;

URCB CFDT.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés et correspondent à une augmentation uniforme de tous les niveaux de la grille de 1,8 % :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1435
	Échelon 2	1458
Niveau 2	Échelon 1	1464
	Échelon 2	1485
	Échelon 3	1530
Niveau 3	Échelon 1	1537
	Échelon 2	1562
	Échelon 3	1608
Niveau 4	Échelon 1	1617
	Échelon 2	1643
	Échelon 3	1701

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 5	Échelon 1	1707
	Échelon 2	1761
	Échelon 3	1882
Niveau 6	Échelon 1	1914
	Échelon 2	1989
	Échelon 3	2148
Niveau 7	Échelon 1	2197
	Échelon 2	2323
	Échelon 3	2531

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires.
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} juin 2013.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe I - Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	Pour partie, services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 30 avril 2014

[Étendu par arr. 24 oct. 2014, JO 28 nov. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2014]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Île-de-France.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB/CFDT ;

CFE CGC BTP ;

FG FO.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés et correspondent à une augmentation uniforme de tous les niveaux de la grille de 1,4 % :

		Valeurs mensuelles (€)
314	Mise à jour (septembre 2024) Niveau 1	Échelon 1 1455
		Échelon 2 1478

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 2	Échelon 1	1484
	Échelon 2	1506
	Échelon 3	1551
Niveau 3	Échelon 1	1559
	Échelon 2	1584
	Échelon 3	1631
Niveau 4	Échelon 1	1640
	Échelon 2	1666
	Échelon 3	1725
Niveau 5	Échelon 1	1731
	Échelon 2	1786
	Échelon 3	1908
Niveau 6	Échelon 1	1941
	Échelon 2	2017
	Échelon 3	2178
Niveau 7	Échelon 1	2228
	Échelon 2	2356
	Échelon 3	2566

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 6

En cas de revalorisation du SMIC à partir du 1^{er} juillet 2014, les parties conviennent de se revoir pour étudier

d'éventuels ajustements.

Article 7 Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 8 Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 9 Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe - Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 15 juin 2015

[Étendu par arr. 13 oct. 2015, JO 3 nov., applicable à compter du 1^{er} mai 2015]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Île-de-France.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction ;

CFTC ;

FG FO.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés et correspondent à une augmentation uniforme de tous les niveaux de la grille de 0,8 % :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1467
	Échelon 2	1490
Niveau 2	Échelon 1	1496
	Échelon 2	1518
	Échelon 3	1563
Niveau 3	Échelon 1	1571
	Échelon 2	1597
	Échelon 3	1644
Niveau 4	Échelon 1	1653
	Échelon 2	1679
	Échelon 3	1739
Niveau 5	Échelon 1	1745
	Échelon 2	1800
	Échelon 3	1923
Niveau 6	Échelon 1	1957
	Échelon 2	2033
	Échelon 3	2195
Niveau 7	Échelon 1	2246
	Échelon 2	2375
	Échelon 3	2587

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,

-
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
 - des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
 - des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mai 2015.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe - Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 7 septembre 2017

[Étendu par arr. 26 déc. 2017, JO 30 déc., applicable à compter du 1^{er} janv. 2017]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Ile-de-France.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO Construction ;

CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.»

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1486
	Échelon 2	1509
Niveau 2	Échelon 1	1515
	Échelon 2	1538
	Échelon 3	1583
Niveau 3	Échelon 1	1591
	Échelon 2	1618
	Échelon 3	1665
Niveau 4	Échelon 1	1674
	Échelon 2	1701
	Échelon 3	1762
Niveau 5	Échelon 1	1768
	Échelon 2	1823
	Échelon 3	1948
Niveau 6	Échelon 1	1982
	Échelon 2	2059
	Échelon 3	2223

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 7	Échelon 1	2275
	Échelon 2	2406
	Échelon 3	2621

ce qui correspond à une augmentation homogène de la grille de 1,3 % par rapport à la précédente.

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des

conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 28 septembre 2017

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} oct. 2017]

La réunion paritaire, tenue à Paris le 7 septembre 2017, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des Etam.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte,

se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} octobre 2017, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 490
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 533

		valeurs mensuelles (€)
Niveau 3	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 612
Niveau 4	Échelon 1	1 626
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 704
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 763
	Échelon 3	1 885
Niveau 6	Échelon 1	1 918
	Échelon 2	1 992
	Échelon 3	2 150
Niveau 7	Échelon 1	2 193
	Échelon 2	2 326
	Échelon 3	2 535

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes à la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} octobre 2017.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes de Paris.

Accord du 5 juin 2018

[Étendu par arr. 27 déc. 2018, JO 29 déc., applicable à compter du 1^{er} janv. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Ile-de-France.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et Bois ;

CFTC ;

FG FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.»

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1508
	Échelon 2	1532
Niveau 2	Échelon 1	1538
	Échelon 2	1561
	Échelon 3	1607
Niveau 3	Échelon 1	1615
	Échelon 2	1642
	Échelon 3	1690
Niveau 4	Échelon 1	1699
	Échelon 2	1727
	Échelon 3	1788
Niveau 5	Échelon 1	1795
	Échelon 2	1850
	Échelon 3	1977

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 6	Échelon 1	2012
	Échelon 2	2090
	Échelon 3	2256
Niveau 7	Échelon 1	2309
	Échelon 2	2442
	Échelon 3	2660

ce qui correspond à une augmentation homogène de la grille de 1,5 % par rapport à la précédente.

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organi-

sations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 10 avril 2019

[Étendu par arr. 23 déc. 2019, JO 27 déc., applicable à compter du 1^{er} janv. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Île-de-France.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

CFDT Construction Bois ;

FG FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1537
	Échelon 2	1561
Niveau 2	Échelon 1	1567
	Échelon 2	1591
	Échelon 3	1637
Niveau 3	Échelon 1	1646
	Échelon 2	1673
	Échelon 3	1722
Niveau 4	Échelon 1	1731
	Échelon 2	1760
	Échelon 3	1822
Niveau 5	Échelon 1	1829
	Échelon 2	1885
	Échelon 3	2015
Niveau 6	Échelon 1	2050
	Échelon 2	2130
	Échelon 3	2299
Niveau 7	Échelon 1	2353
	Échelon 2	2488
	Échelon 3	2710

Cette grille correspond à une augmentation homogène de 1,9 % par rapport à la précédente.

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 11 octobre 2019

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} juill. 2019]

La réunion paritaire, tenue à Paris le 10 avril 2019, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des ETAM.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte, se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955

et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1
Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2
Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94 et 95.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} juillet 2019, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1521,22
	Échelon 2	1544
Niveau 2	Échelon 1	1555
	Échelon 2	1566
	Échelon 3	1578
Niveau 3	Échelon 1	1598
	Échelon 2	1618
	Échelon 3	1638
Niveau 4	Échelon 1	1663
	Échelon 2	1688
	Échelon 3	1713
Niveau 5	Échelon 1	1748
	Échelon 2	1788
	Échelon 3	1893
Niveau 6	Échelon 1	1943
	Échelon 2	2033
	Échelon 3	2153
Niveau 7	Échelon 1	2223
	Échelon 2	2353
	Échelon 3	2543

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

-
- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
 - des rémunérations pour heures supplémentaires,
 - des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
 - de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
 - des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
 - des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes à la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} juillet 2019.

Article 6 **Dépôt**

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Conseil des prud'hommes de Paris.

Accord du 26 mars 2021

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

SICMA CFE-CGC ;

FG FO Construction ;

CFDT CB.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2 **Champ d'application territorial**

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Paris (75), Seine-et-Marne (77), Yvelines (78), Essonne (91), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), Val-de-Marne (94) et Val-d'Oise (95).

Article 3 Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		% d'augmentation	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1,5 %	1560
	Échelon 2	1,6 %	1586
Niveau 2	Échelon 1	1,8 %	1595
	Échelon 2	1,8 %	1620
	Échelon 3	1,8 %	1666
Niveau 3	Échelon 1	1,8 %	1676
	Échelon 2	1,8 %	1703
	Échelon 3	1,8 %	1753
Niveau 4	Échelon 1	1,8 %	1762
	Échelon 2	1,8 %	1792
	Échelon 3	1,8 %	1855
Niveau 5	Échelon 1	1,8 %	1862
	Échelon 2	1,8 %	1919
	Échelon 3	1,8 %	2051
Niveau 6	Échelon 1	1,8 %	2087
	Échelon 2	1,8 %	2168
	Échelon 3	1,8 %	2340
Niveau 7	Échelon 1	1,8 %	2395
	Échelon 2	1,8 %	2533
	Échelon 3	1,8 %	2759

Article 4 Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient deve-

nus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L 3221-2 du Code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du Code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du Code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article D. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14 Minéraux divers

Le groupe 14.02 Matériaux de carrières pour l'industrie

Dans la classe 15 Matériaux de construction

Le groupe 15.01 Sables et graviers d'alluvions

Le groupe 15.02 Matériaux concassés de roches et de laitier

Le groupe 15.03 Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)

Le groupe 15.05 Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)

Le groupe 15.07 Béton prêt à l'emploi

Le groupe 15.09 Matériaux de construction divers

Dans la classe 87 Services divers (marchands)

Le groupe 87.05 pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 16 février 2022

[Étendu par arr. 31 oct. 2022, JO 19 nov., applicable à compter du 1^{er} janv. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC ;

CFE CGC ;

FO.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 16 février 2022 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Île-de-France relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Paris (75), Seine-et-Marne (77), Yvelines (78), Essonne (91), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), Val-de-Marne (94) et Val-d'Oise (95).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		% d'augmentation	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	3,2 %	1610
	Échelon 2	3,2 %	1637
Niveau 2	Échelon 1	3,2 %	1646
	Échelon 2	3,2 %	1672
	Échelon 3	3,2 %	1719
Niveau 3	Échelon 1	3,2 %	1730
	Échelon 2	3,2 %	1757
	Échelon 3	3,2 %	1809
Niveau 4	Échelon 1	3,2 %	1818
	Échelon 2	3,2 %	1849
	Échelon 3	3,2 %	1914
Niveau 5	Échelon 1	3,2 %	1922
	Échelon 2	3,2 %	1980
	Échelon 3	3,2 %	2117
Niveau 6	Échelon 1	3,2 %	2154
	Échelon 2	3,2 %	2237
	Échelon 3	3,2 %	2415

		% d'augmentation	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 7	Échelon 1	3,2 %	2472
	Échelon 2	3,2 %	2614
	Échelon 3	3,2 %	2847

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du Code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui, d'une part seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui, d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Si l'indice de l'inflation, en moyenne annuelle, de juillet 2021 à juillet 2022, publié en août 2022 montre un taux supérieur à 3,5 %, une réunion de révision des grilles des minima de l'UNICEM Île-de-France sera organisée la première quinzaine de septembre 2022.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du Code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du Code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article D. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 9 mai 2023

[Étendu par arr. 17 juill. 2023, JO 1^{er} août, applicable à compter du 1^{er} mai 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Île-de-France.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT FO ;

CFE CGC ;

CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 9 mai 2023 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Ile-de-France relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Paris (75), Seine-et-Marne (77), Yvelines (78), Essonne (91), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), Val-de-Marne (94) et Val-d'Oise (95).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		% d'augmentation	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	8,55 %	1748
	Échelon 2	8,00 %	1768
Niveau 2	Échelon 1	8,00 %	1778
	Échelon 2	8,00 %	1806
	Échelon 3	8,00 %	1857
Niveau 3	Échelon 1	8,00 %	1868
	Échelon 2	8,00 %	1898
	Échelon 3	8,00 %	1954
Niveau 4	Échelon 1	8,00 %	1963
	Échelon 2	8,00 %	1997
	Échelon 3	8,00 %	2067
Niveau 5	Échelon 1	8,00 %	2076
	Échelon 2	8,00 %	2138
	Échelon 3	8,00 %	2286
Niveau 6	Échelon 1	8,00 %	2326
	Échelon 2	8,00 %	2416
	Échelon 3	8,00 %	2608
Niveau 7	Échelon 1	8,00 %	2670
	Échelon 2	8,00 %	2823
	Échelon 3	8,00 %	3075

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du Code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui, d'une part seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui, d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} mai 2023.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L.2261-6 du Code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du Code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article D. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 29 février 2024

[Étendu par arr. 11 juin 2024, JO 15 juin, applicable à compter du 1^{er} janv. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM IDF.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFE CGC ;

FO.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 29 février 2024 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Ile-de-France relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Paris (75), Seine-et-Marne (77), Yvelines (78), Essonne (91), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), Val-de-Marne (94) et Val-d'Oise (95).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		% d'augmentation	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	2,50 %	1792
	Échelon 2	2,50 %	1812
Niveau 2	Échelon 1	2,50 %	1822
	Échelon 2	2,50 %	1851
	Échelon 3	2,50 %	1903
Niveau 3	Échelon 1	2,50 %	1915
	Échelon 2	2,50 %	1945
	Échelon 3	2,50 %	2003
Niveau 4	Échelon 1	2,50 %	2012
	Échelon 2	2,50 %	2047
	Échelon 3	2,50 %	2119

		% d'augmentation	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 5	Échelon 1	2,50 %	2128
	Échelon 2	2,50 %	2191
	Échelon 3	2,50 %	2343
Niveau 6	Échelon 1	2,50 %	2384
	Échelon 2	2,50 %	2476
	Échelon 3	2,50 %	2673
Niveau 7	Échelon 1	2,50 %	2737
	Échelon 2	2,50 %	2894
	Échelon 3	2,50 %	3152

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du Code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui, d'une part seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui, d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du Code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du Code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article D. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Languedoc-Roussillon

Avenant n° 29 du 30 juillet 2008

[Étendu par arr. 21 oct. 2008, JO 28 oct., mod. par arr. 26 nov. 2008, JO 3 déc., à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Article 1er

Le présent avenant concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication des produits en béton.

Article 2

Le présent accord s'applique aux départements ci-après constituant la région Languedoc-Roussillon : Aude, Gard, Hérault, Lozère et Pyrénées-Orientales.

Article 3

Le barème des salaires minimaux de qualification fixé à l'article 3 du 23^{ème} avenant du 23 décembre 1997 n'est pas modifié.

Article 4

Le barème des salaires minimaux garantis en vigueur depuis le 1^{er} août 2007 est remplacé par le barème suivant :

Catégories	Coefficients	Salaires minimaux garantis horaires en euros
O.M.	120	8.79
O.S. 1	130	8.92
O.S. 2	140	8.98
O.S. 3	150	9.03
O.Q. 1	160	9.14
O.Q. 2	170	9.35
O.Q. 3	185	9.60
O.H.Q.	200	9.98
Chef d'équipe	225	10.50

Les entreprises doivent relever, s'il y a lieu, les salaires qui seraient devenus inférieurs à ceux de la grille ci-dessus. Il est rappelé que la grille de salaires minimaux garantis n'a aucune incidence sur le calcul de la prime d'ancienneté qui se réfère au barème des salaires minimaux de qualification.

Article 5

Il est précisé que conformément aux clauses de l'article 4 de l'accord National du 21 février 1957, les salaires minimaux comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes ou toute autre dénomination que ce soit.

Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

- a) Les indemnités ayant un caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b) Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travail dangereux, insalubre et pénible ;
- c) Les majorations pour heures supplémentaires ;
- d) Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955 ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes ;
- e) Les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f) Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Il est précisé en outre, que conformément l'article 3 § 3 de l'Accord National du 21 février 1957, dans le cadre de travail à la tâche ou aux pièces (rémunération fixée pour une production déterminée), la rémunération des intéressés ne pourra être inférieure, dans une même période de paie au salaire minimum garanti de leur catégorie et échelon majoré de 10 %.

Article 6

Le présent accord est applicable au 1^{er} août 2008.

Article 7

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 8

Toute organisation syndicale représentative non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi de l'Hérault.

Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Avenant n° 30 du 15 février 2011

[Étendu par arr. 1^{er} juin 2011, JO 9 juin, applicable à compter du 1^{er} janv. 2011, mod. par arr. 16 août 2011, JO 23 août, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues

de l'extension]

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2 **Champ d'application territorial**

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Aude - Gard - Hérault - Lozère et Pyrénées-Orientales.

Article 3 **Salaires mensuels minimaux garantis**

Les salaires mensuels minimaux garantis aux Ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1376
	Échelon 2	1396
Niveau 2	Échelon 1	1402
	Échelon 2	1424
	Échelon 3	1466
Niveau 3	Échelon 1	1473
	Échelon 2	1496
	Échelon 3	1541
Niveau 4	Échelon 1	1549
	Échelon 2	1574
	Échelon 3	1630
Niveau 5	Échelon 1	1635
	Échelon 2	1686
	Échelon 3	1804
Niveau 6	Échelon 1	1834
	Échelon 2	1906
	Échelon 3	2058
Niveau 7	Échelon 1	2099
	Échelon 2	2227
	Échelon 3	2425

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours

fériés,

— de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,

— des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,

— des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2011.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte) du Languedoc-Roussillon. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Avenant n° 31 du 19 janvier 2012

[Étendu par arr. 5 juill. 2012, JO 14 juill.]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Languedoc-Roussillon.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO ;

CFDT ;

CFE CGC BTP SICMA.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Aude - Gard - Hérault - Lozère et Pyrénées-Orientales.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux Ouvriers et aux ETAM sont revalorisés de 2,4 % par rapport au 30^{ème} Avenant et ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1409
	Échelon 2	1430
Niveau 2	Échelon 1	1436
	Échelon 2	1458
	Échelon 3	1501
Niveau 3	Échelon 1	1508
	Échelon 2	1532
	Échelon 3	1578
Niveau 4	Échelon 1	1586
	Échelon 2	1612
	Échelon 3	1669
Niveau 5	Échelon 1	1674
	Échelon 2	1726
	Échelon 3	1847
Niveau 6	Échelon 1	1878
	Échelon 2	1952
	Échelon 3	2107
Niveau 7	Échelon 1	2149
	Échelon 2	2280
	Échelon 3	2483

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) du Languedoc-Roussillon. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Avenant n° 32 du 13 mars 2013

[Étendu par arr. 8 juill. 2013, JO 19 juill., applicable au 1^{er} janv. 2013, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FG FO ;

CFE CGC SICMA.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Aude - Gard - Hérault - Lozère et Pyrénées-Orientales.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux Ouvriers et aux ETAM sont revalorisés de 1,9 % par rapport au 31^{ème} Avenant et ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1436
	Échelon 2	1457
Niveau 2	Échelon 1	1463
	Échelon 2	1486
	Échelon 3	1530
Niveau 3	Échelon 1	1537
344 Mise à jour (septembre 2024)	Échelon 2	1561
	Échelon 3	1608

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 4	Échelon 1	1616
	Échelon 2	1643
	Échelon 3	1701
Niveau 5	Échelon 1	1706
	Échelon 2	1759
	Échelon 3	1882
Niveau 6	Échelon 1	1914
	Échelon 2	1989
	Échelon 3	2147
Niveau 7	Échelon 1	2190
	Échelon 2	2323
	Échelon 3	2530

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé de travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Avenant n° 33 du 16 avril 2014

[Étendu par arr. 1^{er} août 2014, JO 23 août à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2014]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Languedoc-Roussillon.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO ;

CFDT Languedoc-Roussillon ;

Syndicat Régional CFE-CGC BTP SICMA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Aude - Gard - Hérault - Lozère et Pyrénées-Orientales.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	Revalorisation / 32 ^{ème} Avenant
Niveau 1	Échelon 1	1458	+1,5 %
	Échelon 2	1479	+1,5 %
Niveau 2	Échelon 1	1485	+1,5 %
	Échelon 2	1508	+1,5 %
	Échelon 3	1553	+1,5 %
Niveau 3	Échelon 1	1560	+1,5 %
	Échelon 2	1584	+1,5 %
	Échelon 3	1632	+1,5 %
Niveau 4	Échelon 1	1640	+1,5 %
	Échelon 2	1668	+1,5 %
	Échelon 3	1727	+1,5 %
Niveau 5	Échelon 1	1732	+1,5 %
	Échelon 2	1785	+1,5 %
	Échelon 3	1910	+1,5 %

Niveau 6	Échelon 1	1943	+1,5 %
	Échelon 2	2019	+1,5 %
	Échelon 3	2179	+1,5 %
Niveau 7	Échelon 1	2223	+1,5 %
	Échelon 2	2358	+1,5 %
	Échelon 3	2568	+1,5 %

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des

conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 produits en béton ne sont pas couvertes par le présent Avenant.

Avenant n° 34 du 17 juin 2016

[Étendu par arr. 6 déc. 2016, JO 11 déc., à l'exception de l'activité de fabrication de produits en béton exclue de l'extension, applicable à compter du 1^{er} avr. 2016]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Languedoc-Roussillon.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO Construction ;

CFDT Construction et Bois Languedoc-Roussillon ;

CFE CGC BTP, section SICMA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Aude - Gard - Hérault - Lozère et Pyrénées-Orientales.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux Ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

	Valeurs mensuelles (€)	Revalorisation / 33 ^{ème} Avenant
348 Niveau 1 (septembre 2024) Échelon 1	1474	Dictionnaire Permanent Conventions Collectives
Échelon 2	1496	+1,10 %

		Valeurs mensuelles (€)	Revalorisation / 33 ^{ème} Avenant
Niveau 2	Échelon 1	1502	+ 1,10 %
	Échelon 2	1525	+1,10 %
	Échelon 3	1570	+1,10 %
Niveau 3	Échelon 1	1577	+1,10 %
	Échelon 2	1602	+1,10 %
	Échelon 3	1650	+1,10 %
Niveau 4	Échelon 1	1658	+1,10 %
	Échelon 2	1687	+1,10 %
	Échelon 3	1746	+1,10 %
Niveau 5	Échelon 1	1751	+1,10 %
	Échelon 2	1805	+1,10 %
	Échelon 3	1931	+1,10 %
Niveau 6	Échelon 1	1965	+1,10 %
	Échelon 2	2041	+1,10 %
	Échelon 3	2203	+1,10 %
Niveau 7	Échelon 1	2248	+1,10 %
	Échelon 2	2384	+1,10 %
	Échelon 3	2596	+1,10 %

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} avril 2016.

Article 6 Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 produits en béton ne sont pas couvertes par le présent Avenant.

Avenant n° 35 du 30 mai 2017

[Étendu par arr. 17 oct. 2017, JO 26 oct. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2017]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Languedoc-Roussillon.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération CFDT Construction et Bois Languedoc-Roussillon ;

Fédération CFTC BATI MAT TP ;

Fédération FG FO Construction ;

Fédération CFE CGC BTP, section SICMA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2 **Champ d'application territorial**

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Aude - Gard - Hérault - Lozère et Pyrénées-Orientales.

Article 3 **Salaires mensuels minimaux garantis**

Les salaires mensuels minimaux garantis aux Ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	Revalorisation / 34 ^{ème} Avenant
Niveau 1	Échelon 1	1487	+ 0,9 %
	Échelon 2	1512	+ 1,1 %
Niveau 2	Échelon 1	1519	+ 1,1 %
	Échelon 2	1542	+ 1,1 %
	Échelon 3	1587	+ 1,1 %
Niveau 3	Échelon 1	1594	+ 1,1 %
	Échelon 2	1620	+ 1,1 %
	Échelon 3	1668	+ 1,1 %
Niveau 4	Échelon 1	1676	+ 1,1 %
	Échelon 2	1706	+ 1,1 %
	Échelon 3	1765	+ 1,1 %
Niveau 5	Échelon 1	1770	+ 1,1 %
	Échelon 2	1825	+ 1,1 %
	Échelon 3	1952	+ 1,1 %
Niveau 6	Échelon 1	1987	+ 1,1 %
	Échelon 2	2063	+ 1,1 %
	Échelon 3	2227	+ 1,1 %
Niveau 7	Échelon 1	2273	+ 1,1 %
	Échelon 2	2410	+ 1,1 %
	Échelon 3	2625	+ 1,1 %

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,

- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article D-2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers

Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 produits en béton ne sont pas couvertes par le présent Avenant.

Recommandation patronale de la FIB du 28 septembre 2017

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} oct. 2017]

La réunion paritaire, tenue à Montpellier le 30 mai 2017, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des ETAM.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte,

se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente Recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Aude, Gard, Hérault, Lozère et Pyrénées-Orientales.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} octobre 2017, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 490
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 533
Niveau 3	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 612
Niveau 4	Échelon 1	1 626
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 704
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 763
	Échelon 3	1 885

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 6	Échelon 1	1 918
	Échelon 2	1 992
	Échelon 3	2 150
Niveau 7	Échelon 1	2 193
	Échelon 2	2 326
	Échelon 3	2 535

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes de la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} octobre 2017.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes de Montpellier.

Avenant n° 36 du 18 juin 2018

[Étendu par arr. 13 févr. 2019, JO 21 févr. à l'exception de l'activité de fabrication de produits en béton exclue de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Languedoc-Roussillon.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération FG-FO Construction ;

Fédération CFDT Construction et Bois Languedoc-Roussillon ;

Fédération CFTC BATI MAT TP.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Aude - Gard - Hérault - Lozère et Pyrénées-Orientales.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux Ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	Revalorisation / 35 ^{ème} Avenant
Niveau 1	Échelon 1	1517	+ 2,02 %
	Échelon 2	1535	+ 1,55 %
Niveau 2	Échelon 1	1543	+ 1,55 %
	Échelon 2	1566	+ 1,55 %
	Échelon 3	1612	+ 1,55 %
Niveau 3	Échelon 1	1619	+ 1,55 %
	Échelon 2	1645	+ 1,55 %
	Échelon 3	1694	+ 1,55 %
Niveau 4	Échelon 1	1702	+ 1,55 %
	Échelon 2	1732	+ 1,55 %
	Échelon 3	1792	+ 1,55 %
Niveau 5	Échelon 1	1797	+ 1,55 %
	Échelon 2	1853	+ 1,55 %
	Échelon 3	1982	+ 1,55 %
Niveau 6	Échelon 1	2018	+ 1,55 %
	Échelon 2	2095	+ 1,55 %
	Échelon 3	2262	+ 1,55 %
Niveau 7	Échelon 1	2308	+ 1,55 %
	Échelon 2	2447	+ 1,55 %
	Échelon 3	2666	+ 1,55 %

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égalé, l'égalité, de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction

Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et du laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Avenant n° 37 du 16 avril 2019

[Étendu par arr. 15 janv. 2020, JO 22 janv. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Languedoc-Roussillon.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et Bois Languedoc-Roussillon ;

CFTC BATI MAT TP ;

FG FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Aude - Gard - Hérault - Lozère et Pyrénées-Orientales.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux Ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	Revalorisation / 36 ^{ème} Avenant
Niveau 1	Échelon 1	1547	+ 2,00 %
	Échelon 2	1566	+ 2,00 %
Niveau 2	Échelon 1	1574	+ 2,00 %
	Échelon 2	1597	+ 2,00 %
	Échelon 3	1644	+ 2,00 %
Niveau 3	Échelon 1	1651	+ 2,00 %
Dictionnaire Permanent Conventions Collectives	Échelon 2	1678	+ 2,00 %
	Échelon 3	1728	+ 2,00 %

Mise à jour (septembre 2024)

		Valeurs mensuelles (€)	Revalorisation / 36 ^{ème} Avenant
Niveau 4	Échelon 1	1736	+ 2,00 %
	Échelon 2	1767	+ 2,00 %
	Échelon 3	1828	+ 2,00 %
Niveau 5	Échelon 1	1833	+ 2,00 %
	Échelon 2	1890	+ 2,00 %
	Échelon 3	2022	+ 2,00 %
Niveau 6	Échelon 1	2058	+ 2,00 %
	Échelon 2	2137	+ 2,00 %
	Échelon 3	2307	+ 2,00 %
Niveau 7	Échelon 1	2354	+ 2,00 %
	Échelon 2	2496	+ 2,00 %
	Échelon 3	2719	+ 2,00 %

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, fa partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14 Minéraux divers

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 14 octobre 2019

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} juill. 2019]

La réunion paritaire, tenue à Montpellier le 16 avril 2019, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des ETAM.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte, se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente Recommandation Patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Aude, Gard, Hérault, Lozère et Pyrénées-Orientales.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} juillet 2019, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1521,22
	Échelon 2	1544
Niveau 2	Échelon 1	1555
	Échelon 2	1566
	Échelon 3	1578
Niveau 3	Échelon 1	1598
	Échelon 2	1618
	Échelon 3	1638
Niveau 4	Échelon 1	1663
	Échelon 2	1688
	Échelon 3	1713
Niveau 5	Échelon 1	1748
	Échelon 2	1788
	Échelon 3	1893
Niveau 6	Échelon 1	1943
	Échelon 2	2033
	Échelon 3	2153
Niveau 7	Échelon 1	2223
	Échelon 2	2353
	Échelon 3	2543

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à

temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes à la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} juillet 2019.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Conseil des prud'hommes de Montpellier.

Limousin

Accord du 25 mars 2009

[Étendu par arr. 8 juill. 2009, JO 17 juill., applicable à compter du 1^{er} avr. 2009]

Article 1

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'UNICEM Limousin, constituée par les trois départements suivants : Corrèze, Creuse et Haute-Vienne.

Article 3

Salaires Minimaux de Qualification

Les salaires minimaux de qualification qui, conformément à l'article 3 de l'accord national du 23 janvier 1992 étendu, servent de base de calcul de la prime d'ancienneté restent fixés aux valeurs de l'accord applicable depuis le 1^{er} juillet 2001.

Catégories	Coefficient	Salaire horaire en Euros
OM	120	3,25
OS1	130	3,52
OS2	140	3,79
OS3	150	4,06
OQ1	160	4,33
OQ2	170	4,60
OQ3	185	5,01
OHQ	200	5,41
Chef d'Équipe	225	6,09

Article 4

Salaires Minimaux Garantis

À compter du 1^{er} avril 2009, les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux montants ci-après.

Catégories	Coefficient	Salaire horaire Euros
OM	120	8,75
OS1	130	8,80
OS2	140	8,90
OS3	150	9,00
OQ1	160	9,11
OQ2	170	9,26
OQ3	185	9,52
OHQ	200	9,76
Chef d'Équipe	225	10,41

Article 5

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Accord national du 21 février 1957, les salaires minimaux fixés ci-dessus comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes, ou toute autre dénomination que ce soit. Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

- Les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport,
- Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres et pénibles,
- Les majorations pour heures supplémentaires,
- Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes,
- Les primes d'ancienneté et d'assiduité,
- Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 4

Article 6

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} avril 2009.

Article 7

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires

Article 8

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du Travail.

Article 9

Les parties présentes conviennent d'un commun accord de se revoir au cours d'une réunion prévue le 17 novembre 2009.

Accord du 28 mars 2011

[Étendu par arr. 25 août 2011, JO 1^{er} sept., à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'Unicem-Limousin, constituée par les trois départements suivants : Corrèze, Creuse et Haute-Vienne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux Ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 377 €
	Échelon 2	1 397 €
Niveau 2	Échelon 1	1 404 €
	Échelon 2	1 425 €
	Échelon 3	1 468 €
Niveau 3	Échelon 1	1 475 €
	Échelon 2	1 497 €
	Échelon 3	1 542 €
Niveau 4	Échelon 1	1 550 €
	Échelon 2	1 576 €
	Échelon 3	1 632 €
Niveau 5	Échelon 1	1 637 €
	Échelon 2	1 688 €
	Échelon 3	1 805 €
Niveau 6	Échelon 1	1 836 €
	Échelon 2	1 907 €
	Échelon 3	2 060 €
Niveau 7	Échelon 1	2 101 €
	Échelon 2	2 229 €
	Échelon 3	2 428 €

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'Article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'Article 3.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} avril 2011.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (Direccte). Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du Travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat Greffe du Conseil des Prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du Travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 21 mars 2012

[Étendu par arr. 6 août 2012, JO 11 août, applicable à compter du 1^{er} avr. 2012, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFE-CGC ;

CFDT.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Corrèze, Creuse et Haute-Vienne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 411 €
	Échelon 2	1 432 €
Niveau 2	Échelon 1	1 439 €
	Échelon 2	1 461 €
	Échelon 3	1 505 €

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 3	Échelon 1	1 512 €
	Échelon 2	1 534 €
	Échelon 3	1 581 €
Niveau 4	Échelon 1	1 589 €
	Échelon 2	1 615 €
	Échelon 3	1 673 €
Niveau 5	Échelon 1	1 678 €
	Échelon 2	1 730 €
	Échelon 3	1 850 €
Niveau 6	Échelon 1	1 882 €
	Échelon 2	1 955 €
	Échelon 3	2 112 €
Niveau 7	Échelon 1	2 154 €
	Échelon 2	2 285 €
	Échelon 3	2 489 €

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} avril 2012.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un

exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat- Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 19 mars 2014

[Étendu par arr. 3 nov. 2014, JO 29 nov., applicable à compter du 1^{er} avr. 2014, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Limousin.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE CGC BTP ;

CFDT construction-bois Limousin ;

Fédération Générale du bâtiment Force Ouvrière.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2 Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Corrèze, Creuse et Haute-Vienne

Article 3 Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	Taux de revalorisation
Niveau 1	Échelon 1	1446	2.48 %
	Échelon 2	1462	2.10 %
Niveau 2	Échelon 1	1469	2.10 %
	Échelon 2	1492	2.10 %
	Échelon 3	1537	2.10 %
Niveau 3	Échelon 1	1544	2.10 %
	Échelon 2	1566	2.10 %
	Échelon 3	1614	2.10 %
Niveau 4	Échelon 1	1622	2.10 %
	Échelon 2	1649	2.10 %
	Échelon 3	1708	2.10 %
Niveau 5	Échelon 1	1713	2.10 %
366 Mise à jour (septembre 2024)	Échelon 2	1766	2.10 %
	Échelon 3	1889	2.10 %

		Valeurs mensuelles (€)	Taux de revalorisation
Niveau 6	Échelon 1	1922	2.10 %
	Échelon 2	1996	2.10 %
	Échelon 3	2156	2.10 %
Niveau 7	Échelon 1	2199	2.10 %
	Échelon 2	2333	2.10 %
	Échelon 3	2541	2.10

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} avril 2014

Les partenaires sociaux présents conviennent de se revoir au cours d'une réunion prévue le 30 septembre 2014.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 16 mars 2016

[Étendu par arr. du 29 juill. 2016, JO 9 août, applicable à compter du 1^{er} janv. 2016]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Limousin.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE CGC BTP section SICMA ;

Fédération BATI-MAT TP (CFTC) ;

Fédération Générale Force Ouvrière construction (FG FO) ;

Fédération Nationale des salariés de la construction et du bois (CFDT).

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Corrèze, Creuse et Haute-Vienne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	Taux de revalorisation
Niveau 1	Échelon 1	1467	1.43 %
	Échelon 2	1480	1.20 %
Niveau 2	Échelon 1	1487	1.20 %
	Échelon 2	1510	1.20 %
	Échelon 3	1555	1.20 %
Niveau 3	Échelon 1	1562	1.20 %
	Échelon 2	1585	1.20 %
	Échelon 3	1634	1.20 %
Niveau 4	Échelon 1	1642	1.20 %
	Échelon 2	1669	1.20 %
	Échelon 3	1729	1.20 %
Niveau 5	Échelon 1	1734	1.20 %
	Échelon 2	1788	1.20 %
	Échelon 3	1912	1.20 %
Niveau 6	Échelon 1	1945	1.20 %
	Échelon 2	2020	1.20 %
	Échelon 3	2182	1.20 %
Niveau 7	Échelon 1	2226	1.20 %
	Échelon 2	2361	1.20 %
	Échelon 3	2572	1.20 %

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5
Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2016.

Les partenaires sociaux présents conviennent de se revoir au cours d'une réunion, courant Septembre, si la conjoncture économique s'améliore de manière significative.

Article 6
Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7
Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8
Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01 Le groupe 15.02 Le groupe 15.03 Le groupe 15.05 Le groupe 15.07 Le groupe 15.09	Sables et graviers d'alluvions Matériaux concassés de roches et de laitier Pierres de construction Plâtres et produits en plâtre Béton prêt à l'emploi Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 15 mai 2017

[Étendu par arr. 19 déc. 2017, JO 27 déc., applicable à compter du 1^{er} janv. 2017]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Limousin.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI-MAT-TP (CFTC) ;

FG FO ;

CFE CGC section SICMA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet

1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1
Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2
Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Corrèze et Creuse et Haute-Vienne.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1480.27
	Échelon 2	1492
Niveau 2	Échelon 1	1502
	Échelon 2	1522
	Échelon 3	1567
Niveau 3	Échelon 1	1574
	Échelon 2	1598
	Échelon 3	1647
Niveau 4	Échelon 1	1655
	Échelon 2	1682
	Échelon 3	1740
Niveau 5	Échelon 1	1748
	Échelon 2	1802
	Échelon 3	1925
Niveau 6	Échelon 1	1961
	Échelon 2	2036
	Échelon 3	2194
Niveau 7	Échelon 1	2244
	Échelon 2	2380
	Échelon 3	2593

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

— des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,

-
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
 - des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
 - de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
 - des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
 - des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14 Minéraux divers

Le groupe 14.02 Matériaux de carrières pour l'industrie

Dans la classe 15 Matériaux de construction

Le groupe 15.01 Sables et graviers d'alluvions

Le groupe 15.02 Matériaux concassés de roches et de laitier

Le groupe 15.03 Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)

Le groupe 15.05 Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)

Le groupe 15.07 Béton prêt à l'emploi

Le groupe 15.09 Matériaux de construction divers

Dans la classe 87 Services divers (marchands)

Le groupe 87.05 pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Recommandation patronale de la FIB du 28 septembre 2017

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} oct. 2017]

La réunion paritaire, tenue à Limoges le 15 mai 2017, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des Etam.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte,

se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Corrèze, Creuse et Haute Vienne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} octobre 2017, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 490
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 533
Niveau 3	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 612
Niveau 4	Échelon 1	1 626
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 704
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 763
	Échelon 3	1 885
Niveau 6	Échelon 1	1 918
	Échelon 2	1 992
	Échelon 3	2 150
Niveau 7	Échelon 1	2 193
	Échelon 2	2 326
	Échelon 3	2 535

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de

la présente recommandation patronale.

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes de la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} octobre 2017.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes de Limoges.

Accord du 16 mai 2018

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} janv. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Limousin.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération BATI-MAT TP CFTC ;

Fédération Générale FO.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 et s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2
Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Corrèze et Creuse et Haute-Vienne

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1498,47
	Échelon 2	1513
Niveau 2	Échelon 1	1524
	Échelon 2	1542
	Échelon 3	1584
Niveau 3	Échelon 1	1594
	Échelon 2	1619
	Échelon 3	1660
Niveau 4	Échelon 1	1675
	Échelon 2	1702
	Échelon 3	1756
Niveau 5	Échelon 1	1768
	Échelon 2	1821
	Échelon 3	1942
Niveau 6	Échelon 1	1983
	Échelon 2	2061
	Échelon 3	2214
Niveau 7	Échelon 1	2270
	Échelon 2	2406
	Échelon 3	2618

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,*
- des rémunérations pour heures supplémentaires,*
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,*
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,*
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,*

- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Lorraine

Avenant n° 49 du 27 août 2008

[Étendu par arr. 28 nov. 2008, JO 5 déc.]

Article 1

Le présent avenant concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Il s'applique dans les départements ci-après : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges.

Article 3

Les salaires horaires minimaux de qualification permettant le calcul de la prime d'ancienneté demeurent fixés au niveau actuel soit :

Coefficient	Catégorie	Classification	Salaire en Euro	
			Horaire	mensuel (base 169 h)
		Ouvrier Manoeuvre		
120	I	Échelon unique OM	2,83	478,27
		Ouvrier Spécialisé		
130	II	Échelon A OS1	3,06	517,14
140	II	Échelon B OS2	3,30	557,70
150	II	Échelon C OS3	3,53	596,57
		Ouvrier Qualifié		
160	III	Échelon A OQ1	3,77	637,13
170	III	Échelon B OQ2	4,00	676,00
185	III	Échelon C OQ3	4,36	736,84
		Ouvrier Haut. Qualifié		
200	IV	Échelon unique OHQ	4,71	795,99

La réduction du temps de travail en application de la loi du 19 janvier 2000 ne peut être une cause de réduction du montant de la prime d'ancienneté acquise par le salarié sur la base de 39 heures par semaine.

Article 4

À compter du 1^{er} octobre 2008, les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux montants ci-après :

Coefficient	Catégorie	Classification	Salaires garantis en Euro base 35 h/semaine	
			horaire	mensuel
		Ouvrier Manoeuvre		
120	I	Échelon unique OM	8,71	1 321,05
		Ouvrier Spécialisé		
130	II	Échelon A OS1	8,83	1 339,25
140	II	Échelon B OS2	8,93	1 354,41
150	II	Échelon C OS3	9,03	1 369,58
		Ouvrier Qualifié		

Coefficient	Catégorie	Classification	Salaires garantis en Euro base 35 h/semaine	
			horaire	mensuel
160	III	Échelon A OQ1	9,18	1 392,33
170	III	Échelon B OQ2	9,35	1 418,11
185	III	Échelon C OQ3	9,60	1 456,03
		Ouvrier Haut. Qualifié		
200	IV	Échelon unique OHQ	9,92	1 504,57
225		Chef d'équipe	10,44	1 583,43

Article 5

Le contenu des salaires minimaux figurant aux articles 3 et 4 est déterminé conformément à l'article 1^{er} de l'accord national de salaires du 23 janvier 1992 étendu, à savoir qu'ils englobent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit.

Toutefois, en sont exclues :

- a) les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b) les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux insalubres ou pénibles ;
- c) les majorations pour heures supplémentaires ;
- d) les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes ;
- e) les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f) les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 6

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises au regard de l'article 4 est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires garantis fixés à l'article 4.

Article 7

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 8

Toute organisation salariée représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations signataires.

Accord du 15 décembre 2011

[Étendu par 3 mai 2012, JO 13 mai à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Lorraine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1406.30
	Échelon 2	1426.80
Niveau 2	Échelon 1	1433.98
	Échelon 2	1455.50
	Échelon 3	1499.58
Niveau 3	Échelon 1	1506.75
	Échelon 2	1529.30
	Échelon 3	1575.43
Niveau 4	Échelon 1	1583.63
	Échelon 2	1609.25
	Échelon 3	1666.65
Niveau 5	Échelon 1	1671.78
	Échelon 2	1724.05
	Échelon 3	1843.98
Niveau 6	Échelon 1	1874.73
	Échelon 2	1947.50
	Échelon 3	2104.33
Niveau 7	Échelon 1	2145.33
	Échelon 2	2275.50
	Échelon 3	2479.48

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Régionale des entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIREC-CTE) de Meurthe-et-Moselle. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes de Nancy.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 27 février 2013

[Étendu par 22 juill. 2013, JO 6 août à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2013]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Lorraine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1435
	Échelon 2	1449
Niveau 2	Échelon 1	1456
	Échelon 2	1478
	Échelon 3	1523

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 3	Échelon 1	1530
	Échelon 2	1552
	Échelon 3	1600
Niveau 4	Échelon 1	1608
	Échelon 2	1634
	Échelon 3	1692
Niveau 5	Échelon 1	1697
	Échelon 2	1750
	Échelon 3	1872
Niveau 6	Échelon 1	1903
	Échelon 2	1977
	Échelon 3	2136
Niveau 7	Échelon 1	2178
	Échelon 2	2310
	Échelon 3	2517

L'augmentation appliquée est de 1.5 % sur l'ensemble de la grille, hormis le niveau 1 échelon 1 pour lequel l'évolution est de 2 %.

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations

syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 9 mai 2016

[Étendu par 4 oct. 2016, JO 11 oct. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2016]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Lorraine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

UR CFDT Lorraine Construction et bois ;

BATI MAT TP CFTC ;

FG FO Construction ;

CFE-CGC BTP.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 54 - 55 - 57 - 88

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	Évolution en %
Niveau 1	Échelon 1	1467	0.6 *
	Échelon 2	1475	1.03
Niveau 2	Échelon 1	1491	1.35
	Échelon 2	1513	1.35
	Échelon 3	1559	1.35
Niveau 3	Échelon 1	1566	1.35
	Échelon 2	1589	1.35
	Échelon 3	1638	1.35
Niveau 4	Échelon 1	1646	1.35
	Échelon 2	1672	1.35
	Échelon 3	1732	1.35

		Valeurs mensuelles (€)	Évolution en %
Niveau 5	Échelon 1	1740	1.35
	Échelon 2	1795	1.35
	Échelon 3	1920	1.35
Niveau 6	Échelon 1	1952	1.35
	Échelon 2	2028	1.35
	Échelon 3	2191	1.35
Niveau 7	Échelon 1	2234	1.35
	Échelon 2	2371	1.35
	Échelon 3	2581	1.35
* Par rapport au Smic 2015 (1 ^{er} janvier)			

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2016.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 4 mai 2017

[Étendu par arr. 17 oct. 2017, JO 26 oct. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2017]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Lorraine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération Bâti-Mat-TP CFTC ;

Fédération FG FO Construction ;

Fédération CFE CGC BTP, section SICMA ;

Fédération CFDT Construction et Bois.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des

Vosges.

Article 3 **Salaires mensuels minimaux garantis**

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	% d'augmentation
Niveau 1	Échelon 1	1481	0,93 % (SMIC)
	Échelon 2	1490	1 %
Niveau 2	Échelon 1	1506	1 %
	Échelon 2	1528	1 %
	Échelon 3	1575	1 %
Niveau 3	Échelon 1	1582	1 %
	Échelon 2	1605	1 %
	Échelon 3	1654	1 %
Niveau 4	Échelon 1	1662	1 %
	Échelon 2	1689	1 %
	Échelon 3	1749	1 %
Niveau 5	Échelon 1	1757	1 %
	Échelon 2	1813	1 %
	Échelon 3	1939	1 %
Niveau 6	Échelon 1	1972	1 %
	Échelon 2	2048	1 %
	Échelon 3	2213	1 %
Niveau 7	Échelon 1	2256	1 %
	Échelon 2	2395	1 %
	Échelon 3	2607	1 %

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures

complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 28 septembre 2017

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} oct. 2017]

La réunion paritaire, tenue le 4 mai 2017 à Vandœuvre les Nancy, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des Etam.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte, se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale

des Etam du 12 juillet 1955 et à l'accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1
Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton et procédant à la fabrication des produits en béton, entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955.

Article 2
Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Meurthe et Moselle, Meuse, Moselle et Vosges.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} octobre 2017, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 490
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 533
Niveau 3	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 612
Niveau 4	Échelon 1	1 626
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 704
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 763
	Échelon 3	1 885
Niveau 6	Échelon 1	1 918
	Échelon 2	1 992
	Échelon 3	2 150
Niveau 7	Échelon 1	2 193
	Échelon 2	2 326
	Échelon 3	2 535

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,*
- des rémunérations pour heures supplémentaires,*
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,*
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,*
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,*
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.*

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes de la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} octobre 2017.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes de Nancy.

Accord du 17 mai 2018

[Étendu par arr. 27 déc. 2018, JO 29 déc., applicable à compter du 1^{er} janv. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Lorraine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération FG-FO Construction ;

Fédération CFDT Construction et Bois ;

Fédération Bâti-Mat-TP-CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe, et relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des

Vosges.

Article 3 Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	% d'augmentation
Niveau 1	Échelon 1	1 505	1.6 %
	Échelon 2	1 514	1.6 %
Niveau 2	Échelon 1	1 531	1.6 %
	Échelon 2	1 553	1.6 %
	Échelon 3	1 601	1.6 %
Niveau 3	Échelon 1	1 608	1.6 %
	Échelon 2	1 631	1.6 %
	Échelon 3	1 681	1.6 %
Niveau 4	Échelon 1	1 689	1.6 %
	Échelon 2	1 717	1.6 %
	Échelon 3	1 777	1.6 %
Niveau 5	Échelon 1	1 786	1.6 %
	Échelon 2	1 843	1.6 %
	Échelon 3	1 971	1.6 %
Niveau 6	Échelon 1	2 004	1.6 %
	Échelon 2	2 081	1.6 %
	Échelon 3	2 249	1.6 %
Niveau 7	Échelon 1	2 293	1.6 %
	Échelon 2	2 434	1.6 %
	Échelon 3	2 649	1.6 %

Article 4 Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures

complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Midi-Pyrénées

Accord du 12 décembre 2008

[Étendu par arr. 31 mars 2009, JO 10 avr.]

Article 1

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Il s'applique dans les départements ci-après : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, et Tarn & Garonne.

Article 3

Les barèmes de salaires minimaux sont établis en salaires horaires.

Ils peuvent être convertis en salaires mensuels en multipliant le taux horaire par l'horaire mensuel de l'intéressé, dans le cadre des dispositions légales en vigueur.

Article 4

Salaires minimaux de qualification

Le barème des salaires minimaux de qualification servant de base de calcul de la prime d'ancienneté est le suivant :

Catégories	Coefficient	Salaire horaire (en €)
OM	120	3,96
OS1	130	4,04
OS2	140	4,12
OS3	150	4,19
OQ1	160	4,27
OQ2	170	4,50
OQ3	185	4,84
OHQ	200	5,18
CE	225	5,75

Article 5

Salaires minimaux garantis

Le barème des salaires minimaux garantis est actualisé comme suit :

Catégories	Coefficient	Salaires horaires garantis en €
OM	120	8.72
OS1	130	8.81
OS2	140	8.91
OS3	150	9.00
OQ1	160	9.20
OQ2	170	9.40
OQ3	185	9.70
OHQ	200	10.00
CE	225	10.50

Les minimaux garantis ainsi déterminés comprennent l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail éventuellement versée par l'entreprise.

Article 6

Conformément à l'article 1 de l'Accord national des salaires du 23 janvier 1992 étendu, les salaires minimaux englobent tous les avantages en nature ou autres, accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit.

En sont toutefois exclues :

- a. Les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport, etc...
- b. Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour les travaux dangereux, insalubres, ou pénibles
- c. Les heures supplémentaires
- d. Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1995, ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes
- e. Les primes d'ancienneté et d'assiduité
- f. Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant

Article 7

La seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires garantis fixés à l'article 5.

Article 8

Le présent Accord prendra effet au 1^{er} janvier 2009.

Article 9

Le présent Accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article L. 2231-2 du code du travail.

Article 10

Toute organisation syndicale représentative non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration selon les dispositions prévues à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Accord du 1^{er} mars 2012

[Étendu par 5 juill. 2012, JO 14 juill. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2012]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFE-CGC.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ariège / Aveyron / Haute-Garonne / Gers / Lot / Hautes-Pyrénées / Tarn / Tarn-et-Garonne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont revalorisés de 4,3 % par rapport à la grille de référence de 2010, soit :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1409
	Échelon 2	1430
Niveau 2	Échelon 1	1436
	Échelon 2	1458
	Échelon 3	1501
Niveau 3	Échelon 1	1508
	Échelon 2	1532
	Échelon 3	1578
Niveau 4	Échelon 1	1586
	Échelon 2	1612
	Échelon 3	1669
Niveau 5	Échelon 1	1674
	Échelon 2	1726
	Échelon 3	1847
Niveau 6	Échelon 1	1878
	Échelon 2	1952
	Échelon 3	2107
Niveau 7	Échelon 1	2149
	Échelon 2	2280
	Échelon 3	2483

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 29 avril 2013

[Étendu par arr. 2 août 2013, JO 11 août, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2013]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Midi-Pyrénées.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ariège / Aveyron / Haute-Garonne / Gers / Lot / Hautes-Pyrénées / Tarn / Tarn-et-Garonne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1431
	Échelon 2	1451
Niveau 2	Échelon 1	1456
	Échelon 2	1480
	Échelon 3	1524
Niveau 3	Échelon 1	1531
	Échelon 2	1555
	Échelon 3	1602

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 4	Échelon 1	1610
	Échelon 2	1636
	Échelon 3	1694
Niveau 5	Échelon 1	1699
	Échelon 2	1752
	Échelon 3	1875
Niveau 6	Échelon 1	1906
	Échelon 2	1981
	Échelon 3	2139
Niveau 7	Échelon 1	2181
	Échelon 2	2314
	Échelon 3	2520

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 24 avril 2014

[Étendu par arr. 11 août 2014, JO 19 août à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janvier 2014]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Midi-Pyrénées.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFE CGC ;

FO.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le Champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ariège / Aveyron / Haute-Garonne / Gers / Lot / Hautes-Pyrénées / Tarn / Tarn-et-Garonne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM correspondent à une augmentation de + 1,5 % par rapport au précédent accord de 2013. Ils sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1452
	Échelon 2	1473
Niveau 2	Échelon 1	1478
	Échelon 2	1502
	Échelon 3	1547
Niveau 3	Échelon 1	1554
	Échelon 2	1578
	Échelon 3	1626
Niveau 4	Échelon 1	1634
	Échelon 2	1661
	Échelon 3	1719

Niveau 5	Échelon 1	1724
	Échelon 2	1778
	Échelon 3	1903
Niveau 6	Échelon 1	1935
	Échelon 2	2011
	Échelon 3	2171
Niveau 7	Échelon 1	2214
	Échelon 2	2349
	Échelon 3	2558

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'oppo-

sition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 13 mai 2016

[Étendu par 16 sept. 2016, JO 24 sept. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2016]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Midi-Pyrénées.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

FG FO Construction ;

CFE CGC, BTP Section SICMA ;

CFDT Construction Bois.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ariège / Aveyron / Haute-Garonne / Gers / Lot / Hautes-Pyrénées / Tarn / Tarn-et-Garonne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM correspondent à une augmentation de + 1,2 % par rapport au précédent accord de 2014. Ils sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1475
	Échelon 2	1491
Niveau 2	Échelon 1	1496
	Échelon 2	1520
	Échelon 3	1566
Niveau 3	Échelon 1	1573
	Échelon 2	1597
	Échelon 3	1646
Niveau 4	Échelon 1	1654
	Échelon 2	1681
	Échelon 3	1740
Niveau 5	Échelon 1	1745
	Échelon 2	1799
	Échelon 3	1926
Niveau 6	Échelon 1	1958
	Échelon 2	2035
	Échelon 3	2197
Niveau 7	Échelon 1	2241
	Échelon 2	2377
	Échelon 3	2589

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2016.

Article 6 Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 4 juillet 2017

[Étendu par arr.6 déc. 2017, JO 13 déc., applicable à compter du 1^{er} janv. 2017]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Midi-Pyrénées.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Syndicat BATI MAT TP CFTC ;

Syndicat FG FO Construction ;

Syndicat CFE CGC, BTP Section SICMA ;

Syndicat CFDT Construction Bois.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETANI du 12 juillet 1955.

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ariège / Aveyron / Haute-Garonne / Gers / Lot / Hautes-Pyrénées / Tarn / Tarn-et-Garonne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM correspondent à une augmentation de + 1,2 % par rapport au précédent accord de 2016. Ils sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1493
	Échelon 2	1509
Niveau 2	Échelon 1	1514
	Échelon 2	1538
	Échelon 3	1585
Niveau 3	Échelon 1	1592
	Échelon 2	1616
	Échelon 3	1666
Niveau 4	Échelon 1	1674
	Échelon 2	1701
	Échelon 3	1761
Niveau 5	Échelon 1	1766
	Échelon 2	1821
	Échelon 3	1949
Niveau 6	Échelon 1	1981
	Échelon 2	2059
	Échelon 3	2223
Niveau 7	Échelon 1	2268
	Échelon 2	2406
	Échelon 3	2620

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions

Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Recommandation patronale de la FIB du 28 septembre 2017

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} oct. 2017]

La réunion paritaire, tenue à Toulouse le 28 juin 2017, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des Etam.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte,

se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8 convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton, entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants ; Ariège, Aveyron, Haute Garonne, Gers, Lot, Hautes Pyrénées, Tarn et Tarn-et-Garonne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} octobre 2017, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 490
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 533
Niveau 3	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 612
Niveau 4	Échelon 1	1 626
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 704

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 763
	Échelon 3	1 885
Niveau 6	Échelon 1	1 918
	Échelon 2	1 992
	Échelon 3	2 150
Niveau 7	Échelon 1	2 193
	Échelon 2	2 326
	Échelon 3	2 535

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,*
- des rémunérations pour heures supplémentaires,*
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,*
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient, des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,*
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.*

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes de la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} octobre 2017.

Article 6 **Dépôt**

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes de Toulouse.

Accord du 3 mai 2018

[Étendu par arr. 27 déc. 2018, JO 29 déc., applicable à compter du 1^{er} janv. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Midi-Pyrénées.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

FG FO Construction ;

CFDT Construction Bois.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ariège / Aveyron / Haute-Garonne / Gers / Lot / Hautes-Pyrénées / Tarn / Tarn-et-Garonne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM correspondent à une augmentation de + 1,6 % par rapport au précédent accord de 2017. Ils sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1517
	Échelon 2	1533
Niveau 2	Échelon 1	1538
	Échelon 2	1563
	Échelon 3	1610
Niveau 3	Échelon 1	1617
	Échelon 2	1642
	Échelon 3	1693
Niveau 4	Échelon 1	1701
	Échelon 2	1728
	Échelon 3	1789
Niveau 5	Échelon 1	1794
	Échelon 2	1850
	Échelon 3	1980
Niveau 6	Échelon 1	2013
		2092
		2259

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 7	Échelon 1	2304
	Échelon 2	2444
	Échelon 3	2662

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord national du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et

entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 15 avril 2019

[Étendu par arr. 15 janv. 2020, JO 22 janv., à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Midi-Pyrénées.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

FG FO Construction ;

CFDT Construction Bois.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Allège / Aveyron / Haute-Garonne / Gers / Lot / Hautes-Pyrénées / Tarn / Tarn-et-Garonne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM correspondent à une augmentation moyenne de 2,2 % par rapport au précédent accord de 2018. Ils sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1547
	Échelon 2	1566
Niveau 2	Échelon 1	1574
	Échelon 2	1597
	Échelon 3	1644
Niveau 3	Échelon 1	1651
	Échelon 2	1678
	Échelon 3	1728
Niveau 4	Échelon 1	1736
	Échelon 2	1767
	Échelon 3	1828
Niveau 5	Échelon 1	1833
	Échelon 2	1890
	Échelon 3	2022
Niveau 6	Échelon 1	2058
	Échelon 2	2137
	Échelon 3	2307
Niveau 7	Échelon 1	2354
	Échelon 2	2496
	Échelon 3	2719

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5
Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 6
Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7
Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 15 octobre 2019

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} juill. 2019]

La réunion paritaire, tenue à Toulouse le 15 avril 2019, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des ETAM.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte, se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1
Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton, entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2
Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Ariège, Aveyron, Haute Garonne, Gers, Lot, Hautes Pyrénées, Tarn et Tarn-et-Garonne.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} juillet 2019, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1521,22
	Échelon 2	1544
Niveau 2	Échelon 1	1555
	Échelon 2	1566
	Échelon 3	1578
Niveau 3	Échelon 1	1598
	Échelon 2	1618
	Échelon 3	1638
Niveau 4	Échelon 1	1663
	Échelon 2	1688
	Échelon 3	1713
Niveau 5	Échelon 1	1748
	Échelon 2	1788
	Échelon 3	1893
Niveau 6	Échelon 1	1943
	Échelon 2	2033
	Échelon 3	2153
Niveau 7	Échelon 1	2223
	Échelon 2	2353
	Échelon 3	2543

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes à la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} juillet 2019.

Article 6 Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Conseil des prud'hommes de Toulouse.

Nord - Pas-de-Calais

(Voir également la Région Hauts de France)

Accord du 30 octobre 2008

[Étendu par arr. 31 mars 2009, JO 10 avr.]

Article 1 Salaires minimaux de qualification

Les salaires minimaux horaires de qualification sont les suivants :

Catégories	Coefficients	Taux horaire €
1	120	3,28
2a	130	3,55
2b	140	3,82
2c	150	4,10
3a	160	4,37
3b	170	4,64
3c	185	5,05
4	200	5,46
-	225	6,14

Article 2 Salaires minimaux garantis

En application de l'Accord national du 23 janvier 1992, les salaires minimaux horaires garantis des Ouvriers ne

pourront être inférieurs aux valeurs fixées ci-après :

Catégories	Coefficients	Valeurs horaires €
1	120	8,77
2a	130	8,83
2b	140	8,89
2c	150	8,99
3a	160	9,16
3b	170	9,38
3c	185	9,58
4	200	9,89
-	225	10,47

Article 3

Détermination des salaires minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Accord national du 21 février 1957, les salaires minimaux fixés ci-dessus comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes, ou toute autre dénomination que ce soit. Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

- Les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport,
- Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres et pénibles,
- Les majorations pour heures supplémentaires,
- Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes,
- Les primes d'ancienneté et d'assiduité et les primes de vacances,
- Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Il est précisé en outre que conformément à l'article 3 3 de l'accord national du 21 février 1957, dans le cadre de travail à la tâche ou aux pièces (rémunération fixée à une production déterminée), la rémunération des intéressés ne pourra être inférieure, dans une même période de paie, au salaire minimal garanti de leur catégorie et échelon majorée de 10 %.

Article 4

Il est rappelé que les seules obligations des entreprises du fait du présent accord sont de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis fixés à l'article 2, et, d'autre part, de calculer les primes d'ancienneté à partir des salaires minimaux de qualification fixés à l'article 1.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} décembre 2008.

Article 6

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955.

Article 7

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements ci-après :

- Nord
- Pas-de-Calais

Article 8 Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration selon les modalités prévues à l'article L. 2261-3 du Code du Travail.

Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Article 9

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions fixées à l'article L. 2231-2 du code du travail en vue de son extension, ainsi qu'au Secrétariat du Greffe du Conseil de Prud'hommes de Lille.

Accord du 1^{er} mars 2011

[Étendu par arr. 16 août 2011, JO 24 août, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable au 1^{er} mars 2011]

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2 Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : le Nord et le Pas de Calais.

Article 3 Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 373 €
	Échelon 2	1 393 €
Niveau 2	Échelon 1	1 399 €
	Échelon 2	1 421 €
	Échelon 3	1 463 €
Niveau 3	Échelon 1	1 471 €
	Échelon 2	1 493 €
	Échelon 3	1 538 €
Niveau 4	Échelon 1	1 546 €
	Échelon 2	1 571 €
	Échelon 3	1 627 €
Niveau 5	Échelon 1	1 632 €
	Échelon 2	1 683 €
	Échelon 3	1 800 €
Niveau 6	Échelon 1	1 831 €
	Échelon 2	1 902 €
	Échelon 3	2 054 €

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 7	Échelon 1	2 095 €
	Échelon 2	2 222 €
	Échelon 3	2 420 €

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mars 2011.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIREC-CTE). Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 1^{er} mars 2012

[Étendu par arr. 6 août 2012, JO 14 août, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Nord Pas de Calais.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT URCB.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1
Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2
Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Nord et Pas de Calais.

Article 3
Date d'entrée en vigueur & salaires mensuels minimaux garantis

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mars 2012 à un taux de 2,5 %.

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles
Niveau 1	Échelon 1	1 407 €
	Échelon 2	1 428 €
Niveau 2	Échelon 1	1 434 €
	Échelon 2	1 457 €
	Échelon 3	1 500 €
Niveau 3	Échelon 1	1 508 €
	Échelon 2	1 530 €
	Échelon 3	1 576 €
Niveau 4	Échelon 1	1 585 €
	Échelon 2	1 610 €
	Échelon 3	1 668 €
Niveau 5	Échelon 1	1 673 €
	Échelon 2	1 725 €
	Échelon 3	1 845 €
Niveau 6	Échelon 1	1 877 €
	Échelon 2	1 950 €
	Échelon 3	2 105 €
Niveau 7	Échelon 1	2 147 €
	Échelon 2	2 278 €
	Échelon 3	2 481 €

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

— des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,

-
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
 - des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
 - de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
 - des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
 - des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 6 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 7 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 8 avril 2014

[Étendu par arr. 24 oct. 2014, JO 28 nov. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2014]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Nord-Pas de Calais.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO Construction ;

CFDT ;

CFC CGC BTP.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955².

² Si la FIB ne souhaite pas être dans le champ d'application de l'accord indiquez alors «Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.»

Article 2 **Champ d'application territorial**

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : le Nord et le Pas de Calais.

Article 3 **Salaires mensuels minimaux garantis**

Il est à noter une augmentation différenciée pour le Niveau 1 - Échelon 1.

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés³ :

³ Les UNICEM Régionales sont invitées à appliquer, autant que possible, des taux de revalorisation différents suivant les niveaux et/ou échelons. De ce fait, l'accord ne mentionnera pas un taux unique de revalorisation de l'ensemble de la grille. Le cas échéant, une colonne complémentaire, à droite de celle relative aux valeurs mensuelles, permettra d'indiquer le taux correspondant à chaque échelon. Enfin, il est rappelé que le niveau 1, échelon 1, se situera utilement au plus près du réel SMIC.

		Taux d'augmentation (%)	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	2,99	1 449
	Échelon 2	2,73	1 467
Niveau 2	Échelon 1	2,72	1 473
	Échelon 2	2,68	1 496
	Échelon 3	2,73	1 541
Niveau 3	Échelon 1	2,72	1 549
	Échelon 2	2,68	1 571
	Échelon 3	2,66	1 619
Niveau 4	Échelon 1	2,71	1 628
	Échelon 2	2,67	1 653
	Échelon 3	2,70	1 713
Niveau 5	Échelon 1	2,69	1 718
	Échelon 2	2,67	1 772
	Échelon 3	2,71	1 895
Niveau 6	Échelon 1	2,72	1 928
	Échelon 2	2,72	2 003
	Échelon 3	2,71	2 162
Niveau 7	Échelon 1	2,70	2 205
	Échelon 2	2,68	2 340
	Échelon 3	2,70	2 548

Article 4 Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe - Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.08	Produits en béton ⁴ <i>Dans le cas où la FIB ne serait pas comprise dans le champ d'application de l'accord régional, ne pas mentionner dans l'annexe, le code 15.08 Produits en béton et ajouter en fin de page la mention : Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.</i>
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de l'UNICEM Nord - Pas-de-Calais du 2 avril

2015

[Applicable à compter du 1^{er} janvier 2015]

La réunion paritaire qui s'est tenue le 24 mars 2015, à 14 heures 30, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord ;
Le conseil d'administration de l'UNICEM Nord - Pas de Calais du 2 avril 2015 se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8 recommande aux entreprises adhérentes relevant de son champ d'application territorial ce qui suit :

À compter du 1^{er} janvier 2015, les salaires mensuels minimaux garantis des ouvriers et des ETAM sont les suivants :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 458
	Échelon 2	1 467
Niveau 2	Échelon 1	1 473
	Échelon 2	1 496
	Échelon 3	1 541
Niveau 3	Échelon 1	1 549
	Échelon 2	1 572
	Échelon 3	1 620
Niveau 4	Échelon 1	1 628
	Échelon 2	1 654
	Échelon 3	1 713
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 772
	Échelon 3	1 895
Niveau 6	Échelon 1	1 928
	Échelon 2	2 003
	Échelon 3	2 163
Niveau 7	Échelon 1	2 205
	Échelon 2	2 340
	Échelon 3	2 548

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés précédemment sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés par la présente recommandation.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} janvier 2015 aux entreprises adhérentes de l'UNICEM Nord - Pas de Calais.

Recommandation patronale de l'UNICEM Nord-Pas-de-Calais du 31 mai 2016

La réunion paritaire qui s'est tenue le 26 avril 2015, à 14 heures 30, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord ;

Le conseil d'administration de l'UNICEM Nord-Pas de Calais se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, recommande aux entreprises adhérentes relevant de son champ d'application territorial ce qui suit :

À compter du 1^{er} avril 2016, les salaires mensuels minimaux garantis des ouvriers et des ETAM sont les suivants :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 475
	Échelon 2	1 485
Niveau 2	Échelon 1	1 490
	Échelon 2	1 520
	Échelon 3	1 552
Niveau 3	Échelon 1	1 560
	Échelon 2	1 582
	Échelon 3	1 631
Niveau 4	Échelon 1	1 639
	Échelon 2	1 665
	Échelon 3	1 724
Niveau 5	Échelon 1	1 729
	Échelon 2	1 784
	Échelon 3	1 907
Niveau 6	Échelon 1	1 941
	Échelon 2	2 016
	Échelon 3	2 177
Niveau 7	Échelon 1	2 219
	Échelon 2	2 355
	Échelon 3	2 564

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,*
- des rémunérations pour heures supplémentaires,*
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,*

- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés par la présente recommandation.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} avril 2016 aux entreprises adhérentes de l'UNICEM Nord-Pas de Calais.

Normandie

Accord du 12 janvier 2011

[Étendu par arr. 7 juin 2011, JO 16 juin, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2011]

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Calvados, Eure, Manche, Orne et Seine-Maritime.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1372
	Échelon 2	1392
Niveau 2	Échelon 1	1398
	Échelon 2	1419
	Échelon 3	1462
Niveau 3	Échelon 1	1469
	Échelon 2	1491
	Échelon 3	1536
Niveau 4	Échelon 1	1544
	Échelon 2	1570
	Échelon 3	1626
Niveau 5	Échelon 1	1631
	Échelon 2	1681
	Échelon 3	1798
Niveau 6	Échelon 1	1829
	Échelon 2	1900
	Échelon 3	2052

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 7	Échelon 1	2093
	Échelon 2	2220
	Échelon 3	2418

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
 - des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
 - des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2011.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Calvados. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 12 janvier 2012

[Étendu par arr. 10 août 2012, JO 19 août, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Basse-Normandie et Haute-Normandie ;

FO Basse-Normandie et Haute-Normandie ;

CFE CGC BTP.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Calvados, Eure, Manche, Orne et Seine-Maritime.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1406
	Échelon 2	1424
Niveau 2	Échelon 1	1430
	Échelon 2	1452
	Échelon 3	1496
Niveau 3	Échelon 1	1503
	Échelon 2	1525
	Échelon 3	1571
Niveau 4	Échelon 1	1580
	Échelon 2	1606
	Échelon 3	1663
Niveau 5	Échelon 1	1669
	Échelon 2	1720
	Échelon 3	1839
Niveau 6	Échelon 1	1871
	Échelon 2	1944
	Échelon 3	2099
Niveau 7	Échelon 1	2141
	Échelon 2	2271
	Échelon 3	2474

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en

nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Calvados. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 7 février 2013

[Étendu par arr. 9 juill. 2013, JO 20 juill., applicable à compter du 1^{er} janv. 2013]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Calvados, Eure, Manche, Orne et Seine-Maritime.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1435
	Échelon 2	1445
Niveau 2	Échelon 1	1450
	Échelon 2	1470
	Échelon 3	1514
Niveau 3	Échelon 1	1522
	Échelon 2	1546
	Échelon 3	1592
Niveau 4	Échelon 1	1600
	Échelon 2	1626
	Échelon 3	1685
Niveau 5	Échelon 1	1690
	Échelon 2	1743
	Échelon 3	1863
Niveau 6	Échelon 1	1890
	Échelon 2	1963
	Échelon 3	2120
Niveau 7	Échelon 1	2162
	Échelon 2	2294
	Échelon 3	2499

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes avant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Calvados. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 27 avril 2016

[Étendu par arr. 3 nov. 2016, JO 15 nov., mod. par arr. 5 janv. 2017, JO 13 janv. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} mai 2016]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Normandie ;

CFTC ;

CFE CGC BTP.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Calvados (14), Eure (27), Manche (50), Orne (61) et Seine-Maritime.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1467
	Échelon 2	1470
Niveau 2	Échelon 1	1475
	Échelon 2	1495
426	Mise à jour (septembre 2024)	Échelon 3 1540

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 3	Échelon 1	1542
	Échelon 2	1566
	Échelon 3	1613
Niveau 4	Échelon 1	1628
	Échelon 2	1654
	Échelon 3	1713
Niveau 5	Échelon 1	1719
	Échelon 2	1773
	Échelon 3	1895
Niveau 6	Échelon 1	1922
	Échelon 2	1997
	Échelon 3	2156
Niveau 7	Échelon 1	2199
	Échelon 2	2333
	Échelon 3	2542

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3. Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mai 2016.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations

syndicales signataires.

Article 7

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux-divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 28 septembre 2017

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} oct. 2017]

La réunion paritaire, tenue à Mont Saint Aignan le 27 mars 2017, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et les représentants de la FIB, le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des Etam.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte, se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8,

Convient de ce qui suit :

Article 1 ***Champ d'application professionnel***

La présente Recommandation Patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955.

Article 2 ***Champ d'application territorial***

La présente Recommandation Patronale s'applique dans les départements suivants : Calvados, Eure, Manche, Orne et Seine Maritime.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} octobre 2017, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 490
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 533
Niveau 3	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 612
Niveau 4	Échelon 1	1 626
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 704
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 763
	Échelon 3	1 885
Niveau 6	Échelon 1	1 918
	Échelon 2	1 992
	Échelon 3	2 150
Niveau 7	Échelon 1	2 193
	Échelon 2	2 326
	Échelon 3	2 535

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente Recommandation Patronale.

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés, de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes de la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette Recommandation Patronale s'applique à compter du 1^{er} octobre 2017.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente Recommandation Patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes de Rouen.

Accord du 19 mars 2018

[Étendu par arr. 27 déc. 2018, JO 29 déc., applicable à compter du 1^{er} janv. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Normandie ;

CFTC ;

FO.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Calvados (14), Eure (27), Manche (50), Orne (61) et Seine-Maritime (76).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeur mensuelle (€)
Niveau 1	Échelon 1	1499
	Échelon 2	1504
Niveau 2	Échelon 1	1510
	Échelon 2	1528
	Échelon 3	1571

		Valeur mensuelle (€)
Niveau 3	Échelon 1	1573
	Échelon 2	1585
	Échelon 3	1633
Niveau 4	Échelon 1	1648
	Échelon 2	1675
	Échelon 3	1734
Niveau 5	Échelon 1	1740
	Échelon 2	1795
	Échelon 3	1918
Niveau 6	Échelon 1	1922
	Échelon 2	2022
	Échelon 3	2183
Niveau 7	Échelon 1	2199
	Échelon 2	2362
	Échelon 3	2574

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des

services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffier du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activité et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 13 mai 2019

[Étendu par arr. 17 févr. 2020, JO 22 févr., applicable à compter du 1^{er} janv. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Normandie ;

FO ;

CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataire et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Calvados (14), Eure (27), Manche (50), Orne (61) et Seine-Maritime (76).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelle (€)
Niveau 1	Échelon 1	1529
	Échelon 2	1534
Niveau 2	Échelon 1	1540
	Échelon 2	1559
	Échelon 3	1602
Niveau 3	Échelon 1	1604
	Échelon 2	1617
	Échelon 3	1666
Niveau 4	Échelon 1	1681
	Échelon 2	1709
	Échelon 3	1769
Niveau 5	Échelon 1	1775
	Échelon 2	1831
	Échelon 3	1956
Niveau 6	Échelon 1	1960
	Échelon 2	2062
	Échelon 3	2227
Niveau 7	Échelon 1	2243
	Échelon 2	2409
	Échelon 3	2625

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,

- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du Code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixés aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du Code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers

Dans la classe 87	Service divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 17 octobre 2019

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} juill. 2019]

La réunion paritaire, tenue à Mont Saint Aignan le 13 mai 2019, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et les représentants de la FIB, le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des ETAM.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte, se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8,

Convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente Recommandation Patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente Recommandation Patronale s'applique dans les départements suivants : Calvados, Eure, Manche, Orne et Seine Maritime.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} juillet 2019, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1521,22
	Échelon 2	1544
Niveau 2	Échelon 1	1555
	Échelon 2	1566
	Échelon 3	1578
Niveau 3	Échelon 1	1598
	Échelon 2	1618
	Échelon 3	1638
Niveau 4	Échelon 1	1663
	Échelon 2	1688
	Échelon 3	1713
Niveau 5	Échelon 1	1748
	Échelon 2	1788
	Échelon 3	1893
Niveau 6	Échelon 1	1943
	Échelon 2	2033
	Échelon 3	2153

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 7	Échelon 1	2223
	Échelon 2	2353
	Échelon 3	2543

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente Recommandation Patronale.

Article 4

Détermination des salaires minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes à la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette Recommandation Patronale s'applique à compter du 1^{er} juillet 2019.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente Recommandation Patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Conseil des prud'hommes de Rouen.

Accord du 25 mars 2021

[Étendu par arr. 17 sept. 2021, JO 29 sept., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2 **Champ d'application territorial**

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Calvados (14), Eure (27), Manche (50), Orne (61) et Seine-Maritime (76).

Article 3 **Salaires mensuels minimaux garantis**

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		% d'augmentation	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	17 %	1555
	Échelon 2	18 %	1562
Niveau 2	Échelon 1	18 %	1568
	Échelon 2	18 %	1587
	Échelon 3	18 %	1631
Niveau 3	Échelon 1	18 %	1633
	Échelon 2	18 %	1646
	Échelon 3	18 %	1696
Niveau 4	Échelon 1	18 %	1711
	Échelon 2	18 %	1740
	Échelon 3	18 %	1801
Niveau 5	Échelon 1	18 %	1807
	Échelon 2	1,8 %	1864
	Échelon 3	18 %	1991
Niveau 6	Échelon 1	18 %	1995
	Échelon 2	1,8 %	2099
	Échelon 3	18 %	2267
Niveau 7	Échelon 1	18 %	2283
	Échelon 2	18 %	2452
	Échelon 3	1,8 %	2672

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67

heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais, des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du Code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du Code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du Code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article D. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier

Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 21 février 2022

[Étendu par arr. 11 août 2022, JO 23 août, applicable à compter du 1^{er} janv. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFE CGC ;

FO.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 21 février 2022 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Normandie relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Calvados (14), Eure (27), Manche (50), Orne (61) et Seine-Maritime (76).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		% d'augmentation	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	3,2 %	1605
	Échelon 2	3,2 %	1612
Niveau 2	Échelon 1	3,2 %	1618
	Échelon 2	3,2 %	1638
Dictionnaire Permanent Conventions Collectives		3,2 %	Mise à jour (septembre 2024) 1683
			439

		% d'augmentation	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 3	Échelon 1	3,2 %	1685
	Échelon 2	3,2 %	1699
	Échelon 3	3,2 %	1750
Niveau 4	Échelon 1	3,2 %	1766
	Échelon 2	3,2 %	1796
	Échelon 3	3,2 %	1859
Niveau 5	Échelon 1	3,2 %	1865
	Échelon 2	3,2 %	1924
	Échelon 3	3,2 %	2055
Niveau 6	Échelon 1	3,2 %	2059
	Échelon 2	3,2 %	2166
	Échelon 3	3,2 %	2340
Niveau 7	Échelon 1	3,2 %	2356
	Échelon 2	3,2 %	2530
	Échelon 3	3,2 %	2758

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du Code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui, d'une part seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui, d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Article 6 Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du Code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du Code du travail.

Article 7 Dépôt et Notification

En application de l'article D. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de l'UNICEM du 17 octobre 2022

[Applicable à compter du 1^{er} août 2022]

La réunion paritaire, tenue à Mont-Saint-Aignan le 17 octobre 2022, n'a pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et les représentants de l'UNICEM Normandie. Par conséquent, l'UNICEM Normandie a décidé de prendre la recommandation patronale suivante :

Article 1 Champ d'application professionnel

La présente recommandation concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Elle s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe. La présente recommandation s'applique à toutes les entreprises quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2
Champ d'application territorial

La présente recommandation s'applique dans les départements suivants : Calvados (14), Eure (27), Manche (50), Orne (61) et Seine-Maritime (76).

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 679
	Échelon 2	1 686
Niveau 2	Échelon 1	1 693
	Échelon 2	1 714
	Échelon 3	1 733
Niveau 3	Échelon 1	1 736
	Échelon 2	1 750
	Échelon 3	1 794
Niveau 4	Échelon 1	1 808
	Échelon 2	1 837
	Échelon 3	1 901
Niveau 5	Échelon 1	1 906
	Échelon 2	1 965
	Échelon 3	2 096
Niveau 6	Échelon 1	2 100
	Échelon 2	2 207
	Échelon 3	2 381
Niveau 7	Échelon 1	2 397
	Échelon 2	2 570
	Échelon 3	2 799

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,*
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,*
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,*
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,*
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,*
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.*

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du Code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui, d'une part seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui, d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

La présente recommandation, conclue pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Elle entre en vigueur le 1^{er} août 2022.

Article 6

Dépôt

La présente recommandation sera déposée au Secrétariat-Greffe du Conseil des Prud'hommes de Caen.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 5 mai 2023

[Étendu par arr. 14 août 2023, JO 23 août, applicable à compter du 1^{er} janv. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC ;

CFE CGC ;

FO.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 5 mai 2023 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Normandie relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2 Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Calvados (14), Eure (27), Manche (50), Orne (61) et Seine-Maritime (76).

Article 3 Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		% d'augmentation	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	8,9 %	1748
	Échelon 2	8,8 %	1754
Niveau 2	Échelon 1	8,6 %	1757
	Échelon 2	8,6 %	1779
	Échelon 3	8,6 %	1828
Niveau 3	Échelon 1	8,6 %	1830
	Échelon 2	8,6 %	1845
	Échelon 3	8,6 %	1901
Niveau 4	Échelon 1	8,6 %	1918
	Échelon 2	8,6 %	1950
	Échelon 3	8,6 %	2019
Niveau 5	Échelon 1	8,6 %	2025
	Échelon 2	8,6 %	2089
	Échelon 3	8,6 %	2232
Niveau 6	Échelon 1	8,6 %	2236
	Échelon 2	8,6 %	2352
	Échelon 3	8,6 %	2541
Niveau 7	Échelon 1	8,6 %	2559
	Échelon 2	8,6 %	2748
	Échelon 3	8,6 %	2995

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du Code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui, d'une part seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui, d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du Code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du Code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article D. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 19 février 2024

[Étendu par arr. 5 juin 2024, JO 15 juin, applicable à compter du 1^{er} janv. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Normandie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC ;

FO.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 19 février 2024 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Normandie relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Calvados (14), Eure (27), Manche (50), Orne (61) et Seine-Maritime (76).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		% d'augmentation	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	2,5 %	1792
	Échelon 2	2,5 %	1798
Niveau 2	Échelon 1	2,5 %	1801
	Échelon 2	2,5 %	1823
	Échelon 3	2,5 %	1874
Niveau 3	Échelon 1	2,5 %	1876
	Échelon 2	2,5 %	1891
	Échelon 3	2,5 %	1949
Niveau 4	Échelon 1	2,5 %	1966
	Échelon 2	2,5 %	1999
	Échelon 3	2,5 %	2069
Niveau 5	Échelon 1	2,5 %	2076
	Échelon 2	2,5 %	2141
	Échelon 3	2,5 %	2288
Niveau 6	Échelon 1	2,5 %	2292
	Échelon 2	2,5 %	2411
	Échelon 3	2,5 %	2605
Niveau 7	Échelon 1	2,5 %	2623
	Échelon 2	2,5 %	2817
	Échelon 3	2,5 %	3070

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du Code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui, d'une part seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui, d'autre part,

seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du Code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du Code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article D. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Basse-Normandie

Accord du 9 juin 2008

[Étendu par arr. 22 oct. 2008, JO 31 oct., applicable à compter du 1^{er} juin 2008]

Article 1

Le présent Accord concerne des Industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Le présent Accord s'applique aux départements du Calvados, de la Manche et de l'Orne.

Article 3 Salaires Minimaux de Qualification

Les salaires minimaux de qualification qui, conventionnellement, servent de base de calcul de la prime d'ancienneté restent fixés aux valeurs de l'Accord applicable depuis le 1^{er} janvier 1993 ; ils sont les suivants :

Catégories	Coefficient	Salaire horaire en Euros
M	120	4,37
OS 1	130	4,42
OS 2	140	4,48
OS 3	150	4,58
OQ 1	160	4,82
OQ 2	170	5,06
OHQ	185	5,42
CEI-2	200	5,78
CE II	225	6,38

Article 4 Salaires Minimaux Garantis

À compter du 1^{er} juin 2008, les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux montants ci-après :

Catégories	Salaires garantis en Euros au 1 ^{er} juin 2008	
	Horaire	Mensuel
M 120	8,63	1.308,92
OS 1 130	8,73	1.324,57
OS 2 140	8,83	1.338,66
OS 3 150	8,93	1.354,32
OQ 1 160	9,02	1.368,41
OQ 2 170	9,22	1.398,16
OQ3 185	9,41	1.427,91
OHQ 200	9,71	1.473,31
CE 225	10.71	1.624,39

Article 5

Conformément à l'article 1^{er} de l'Accord National de salaires du 23 janvier 1992 étendu, les salaires minimaux englobent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit, y compris l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail.

Toutefois, en sont exclues :

- a) les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport.
- b) les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres ou pénibles.
- c) les majorations pour heures supplémentaires.
- d) les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes.

e) les primes d'ancienneté et d'assiduité.

f) les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 6

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises au regard de l'article 4 est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires garantis fixés à l'article 4.

Article 7

Le texte du présent Accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du Travail auprès de la Direction des Relations du Travail de Paris, en vue de son extension.

Article 8

Toute Organisation Syndicale représentative non signataire du présent Accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la D.R.T. où il est déposé. Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les Organisations signataires.

Article 9

Les parties sont convenues de convoquer, dans les plus brefs délais, une nouvelle Commission Paritaire si l'indice des prix à la consommation de l'INSEE (Ensemble des ménages - hors tabac) augmente de plus de 3 % au cours des 12 mois suivant avril 2008. L'indice de référence retenu est donc avril 2008, soit 117,86 ; indice de déclenchement 121,40.

Article 10

Les parties sont convenues de convoquer, dans les plus brefs délais, une nouvelle Commission Paritaire si le SMIC augmente au 1^{er} janvier 2009.

Haute-Normandie Accord régional du 1^{er} mars 1973

[Étendu par arrêté du 31 octobre 1973, JO 21 novembre 1973]

Article 1

Le présent accord s'applique aux industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 22 avril 1955, à l'exclusion de l'amiante-ciment, qui fait l'objet de négociations particulières, et situées dans la région Haute-Normandie (départements de la Seine-Maritime et de l'Eure).

Article 2

La hiérarchie professionnelle adoptée pour le présent accord est celle de l'accord national du 21 février 1957.

Article 3

Conformément aux clauses de l'article 4 de l'accord national de salaires du 21 février 1957, les salaires minimaux comprennent tous les avantages, en nature ou autres, accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit.

Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

a) Les indemnités ayant le caractère de remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;

b) Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres ou pénibles ;

c) Les majorations pour heures supplémentaires ;

d) Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955 ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes ;

e) Les primes d'ancienneté ou d'assiduité ;

f) Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 4

Il est précisé en outre que, conformément à l'article 3 (paragraphe 3) de l'accord national de salaires du 21 février 1957, dans le cas de travail à la tâche ou aux pièces (rémunération fixée par une production déterminée), la rémunération des intéressés ne pourra être inférieure, par heure normale en moyenne, dans une même période de paye, au salaire minimum de qualification de leur catégorie et échelon, majoré d'au moins 10 p. 100.

Article 5

Le présent accord, qui fixe les salaires minima, ne devra avoir aucune incidence sur les salaires réels pratiqués, dès lors que ceux-ci leur sont au moins égaux. Il annule et remplace les accords antérieurs.

Article 6

Il est convenu que, sauf en cas d'incapacité physique, la catégorie minimale est assimilée à celle de l'ouvrier spécialisé 3 *a* pour l'ensemble de la région.

Article 7

La valeur du point de base a été fixée à 3,75 F (zone unique).

Article 8

Compte tenu de ces définitions, le barème des salaires, annexé, est applicable à compter du 1^{er} mars 1973.

Annexe à l'accord du 1^{er} mars 1973

Salaires minimaux ouvriers applicables à compter du 1^{er} mars 1973 dans les départements de la Seine-Maritime et de l'Eure

Zone unique (point de base : 3,75)

Coefficient 100.	— Manoeuvre.	
Coefficient 117.	— Manoeuvre spécialisé 2 a.	
Coefficient 120.	— Manoeuvre spécialisé 2 b.	
Coefficient 125.	— Ouvrier spécialisé 3 a	4,69
Coefficient 130.	— Ouvrier spécialisé 3 b	4,88
Coefficient 135.	— Ouvrier spécialisé 3 c	5,06
Coefficient 142.	— Ouvrier qualifié 4 a	5,33
Coefficient 152.	— Ouvrier qualifié 4 b	5,70
Coefficient 163.	— Ouvrier qualifié 4 c	6,11
Coefficient 175.	— Ouvrier hautement qualifié 5 a	6,56
Coefficient 200.	— Ouvrier hautement qualifié 5 b	7,50

Nouvelle-Aquitaine Accord du 22 mai 2019

[Étendu par arr. 3 déc. 2019, JO 13 déc. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Nouvelle-Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

CFDT Construction Bois Bordeaux ;

FG FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8 ;

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2 Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants:

16 - Charente	24 - Dordogne	64 - Pyrénées-Atlantiques
17 - Charente-Maritime	33 - Gironde	79 - Deux-Sèvres
19 - Corrèze	40 - Landes	86 - Vienne
23 - Creuse	47 - Lot-et-Garonne	87 - Haute-Vienne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles €
Niveau 1	Échelon 1	1 521,22
	Échelon 2	1 543,26
Niveau 2	Échelon 1	1 554,48
	Échelon 2	1 572,84
	Échelon 3	1 615,68
Niveau 3	Échelon 1	1 625,88
	Échelon 2	1 651,38
	Échelon 3	1 693,20
Niveau 4	Échelon 1	1 708,50
	Échelon 2	1 736,04
	Échelon 3	1 791,12
Niveau 5	Échelon 1	1 803,36
	Échelon 2	1 857,42
	Échelon 3	1 980,84
Niveau 6	Échelon 1	2 022,66
	Échelon 2	2 102,22
	Échelon 3	2 258,28
Niveau 7	Échelon 1	2 315,40
	Échelon 2	2 454,12
	Échelon 3	2 670,36

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps parties, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient deve-

nus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du Code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du Code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du Code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton, ne sont pas couvertes par le présent accord.

Recommandation patronale de la FIB du 17 octobre 2019

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} juill. 2019]

La réunion paritaire, tenue à Bordeaux le 22 mai 2019, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a

décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des ETAM.
La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte, se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8 convient de ce qui suit :

Article 1
Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2
Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Charente, Charente-Maritime, Corrèze, Creuse, Dordogne, Gironde, Landes, Lot et Garonne, Pyrénées atlantiques, Deux-Sèvres, Vienne, Haute-Vienne.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} juillet 2019, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1521,22
	Échelon 2	1544
Niveau 2	Échelon 1	1555
	Échelon 2	1566
	Échelon 3	1578
Niveau 3	Échelon 1	1598
	Échelon 2	1618
	Échelon 3	1638
Niveau 4	Échelon 1	1663
	Échelon 2	1688
	Échelon 3	1713
Niveau 5	Échelon 1	1748
	Échelon 2	1788
	Échelon 3	1893
Niveau 6	Échelon 1	1943
	Échelon 2	2033
	Échelon 3	2153
Niveau 7	Échelon 1	2223
	Échelon 2	2353
	Échelon 3	2543

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes à la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} juillet 2019.

Article 6 **Dépôt**

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Conseil des prud'hommes de Bordeaux.

Accord du 26 février 2020

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} janv. 2020]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Nouvelle-Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction Bois Bordeaux ;

BATI-MAT-TP CFTC ;

FG FO Construction.

se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8 ;

il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne les industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y

compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants:

16 - Charente
17 - Charente-Maritime
19 - Corrèze
23 - Creuse
24 - Dordogne
33 - Gironde
40 - Landes
47 - Lot-et-Garonne
64 - Pyrénées-Atlantiques
79 - Deux-Sèvres
86- Vienne
87- Haute-Vienne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles €
Niveau 1	Échelon 1	1 539,42
	Échelon 2	1 564,87
Niveau 2	Échelon 1	1 576,24
	Échelon 2	1 594,86
	Échelon 3	1 638,30
Niveau 3	Échelon 1	1 648,64
	Échelon 2	1 674,50
	Échelon 3	1 716,90
Niveau 4	Échelon 1	1 732,42
	Échelon 2	1 760,34
	Échelon 3	1 816,20
Niveau 5	Échelon 1	1 828,61
	Échelon 2	1 883,42
	Échelon 3	2 008,57
Niveau 6	Échelon 1	2 050,98
	Échelon 2	2 131,65
	Échelon 3	2 289,90
Niveau 7	Échelon 1	2 347,82
	Échelon 2	2 488,48
	Échelon 3	2 707,75

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L 3221-2 du Code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du Code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du Code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe

Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

<i>Dans la classe 14</i>	<i>Minéraux divers</i>
<i>Le groupe 14.02</i>	<i>Matériaux de carrières pour l'industrie</i>
<i>Dans la classe 15</i>	<i>Matériaux de construction</i>
<i>Le groupe 15.01</i>	<i>Sables et graviers d'alluvions</i>
<i>Le groupe 15.02</i>	<i>Matériaux concassés de roches et de laitier</i>
<i>Le groupe 15.03</i>	<i>Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)</i>
<i>Le groupe 15.05</i>	<i>Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)</i>
<i>Le groupe 15.07</i>	<i>Béton prêt à l'emploi</i>
<i>Le groupe 15.09</i>	<i>Matériaux de construction divers</i>
<i>Dans la classe 87</i>	<i>Services divers (marchands)</i>
<i>Le groupe 87.05</i>	<i>Pour partie. Services funéraires (marbrerie funéraire)</i>

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton, ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 15 avril 2021

[Étendu par arr. 17 sept. 2021, JO 29 sept., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC;

SICMA CFE-CGC;

FG FO Construction;

CFDT Bois Bordeaux.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8 ;

il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants :

16 - Charente

17 - Charente-Maritime

19 - Corrèze

23 - Creuse

24 - Dordogne

33 - Gironde

40 - Landes

47 - Lot-et-Garonne

64 - Pyrénées-Atlantiques
79 - Deux-Sèvres
86 - Vienne
87 - Haute-Vienne

Article 3 **Salaires mensuels minimaux garantis**

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM, à l'exception du Niveau 1 Échelon 1, sont revalorisés de 0,7 % et sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles €
Niveau 1	Échelon 1	1554,62
	Échelon 2	1576
Niveau 2	Échelon 1	1588
	Échelon 2	1607
	Échelon 3	1650
Niveau 3	Échelon 1	1661
	Échelon 2	1687
	Échelon 3	1729
Niveau 4	Échelon 1	1745
	Échelon 2	1773
	Échelon 3	1829
Niveau 5	Échelon 1	1842
	Échelon 2	1897
	Échelon 3	2023
Niveau 6	Échelon 1	2066
	Échelon 2	2147
	Échelon 3	2306
Niveau 7	Échelon 1	2365
	Échelon 2	2506
	Échelon 3	2727

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,

• des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du Code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2021.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du Code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du Code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 5 avril 2022

[Étendu par arr. 25 août 2022, JO 31 août, applicable à compter du 1^{er} janv. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Nouvelle-Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

SICMA CFE-CGC ;

FG FO Construction ;

CFDT Bois Bordeaux.

se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8 ;

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 15 mars 2022, les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Nouvelle-Aquitaine relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants :

16 - Charente

17 - Charente-Maritime

19 - Corrèze

23 - Creuse

24 - Dordogne

33 - Gironde

40 - Landes

47 - Lot-et-Garonne

64 - Pyrénées-Atlantiques

79 - Deux-Sèvres

86 - Vienne

87 - Haute-Vienne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis applicables aux ouvriers et aux ETAM, à l'exception du Niveau 1 Échelon 1, sont revalorisés de 3,2 % et sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles €
Niveau 1 462 Mise à jour (septembre 2024)	Échelon 1	1603,12
	Échelon 2	Dictionnaire Permanent des Conventions Collectives

		Valeurs mensuelles €
Niveau 2	Échelon 1	1638,82
	Échelon 2	1658,42
	Échelon 3	1702,80
Niveau 3	Échelon 1	1714,15
	Échelon 2	1740,98
	Échelon 3	1784,33
Niveau 4	Échelon 1	1800,84
	Échelon 2	1829,74
	Échelon 3	1887,53
Niveau 5	Échelon 1	1900,94
	Échelon 2	1957,70
	Échelon 3	2087,74
Niveau 6	Échelon 1	2132,11
	Échelon 2	2215,70
	Échelon 3	2379,79
Niveau 7	Échelon 1	2440,68
	Échelon 2	2586,19
	Échelon 3	2814,26

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du Code du Travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3 et qui, d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022.

Exceptionnellement, au titre de l'année 2022, si l'indice de l'inflation du premier semestre 2022 montre un taux supérieur à 2,5 %, une réunion pourra être organisée, à la demande de la partie la plus diligente.

Conformément à la décision prise en Commission paritaire du 15 mars 2022, cette réunion se tiendra en visioconférence le 30 juin 2022.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du Code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du Code du Travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe

Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 24 mai 2023

[Étendu par arr. 21 août 2023, JO 25 août, applicable à compter du 1^{er} mai 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFTC ;

FO ;

CFE-CGC.

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 24 avril 2023, les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Nouvelle-Aquitaine relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants :

16 - Charente	24 - Dordogne	64 - Pyrénées-Atlantiques
17 - Charente-Maritime	33 - Gironde	79 - Deux-Sèvres
19 - Corrèze	40 - Landes	86 - Vienne
23 - Creuse	47 - Lot-et-Garonne	87 - Haute-Vienne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis applicables aux ouvriers et aux ETAM, à l'exception du Niveau 1 Échelon 1, sont revalorisés de 8 % et sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles €
Niveau 1	Échelon 1	1 747,20 (SMIC)
	Échelon 2	1 756,55
Niveau 2	Échelon 1	1 769,92
	Échelon 2	1 791,10
	Échelon 3	1 839,02
Niveau 3	Échelon 1	1 851,28
	Échelon 2	1 880,26
	Échelon 3	1 927,07

		Valeurs mensuelles €
Niveau 4	Échelon 1	1 944,91
	Échelon 2	1 976,11
	Échelon 3	2 038,53
Niveau 5	Échelon 1	2 053,02
	Échelon 2	2 114,32
	Échelon 3	2 254,75
Niveau 6	Échelon 1	2 302,68
	Échelon 2	2 392,96
	Échelon 3	2 570,18
Niveau 7	Échelon 1	2 635,93
	Échelon 2	2 793,09
	Échelon 3	3 039,41

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du Code du Travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3 et qui, d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur à compter du 1^{er} mai 2023.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du Code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du Code du Travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Le Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 13 février 2024

[Étendu par arr. 5 juin 2024, JO 15 juin, applicable à compter du 1^{er} janv. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Nouvelle-Aquitaine.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC ;

FO.

se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8 ;

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 6 février 2024, les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Nouvelle-Aquitaine relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants :

- 16 - Charente
- 17 - Charente-Maritime
- 19 - Corrèze
- 23 - Creuse
- 24 - Dordogne
- 33 - Gironde
- 40 - Landes
- 47 - Lot-et-Garonne
- 64 - Pyrénées-Atlantiques
- 79 - Deux-Sèvres
- 86 - Vienne
- 87 - Haute-Vienne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis applicables aux ouvriers et aux ETAM sont revalorisés de 2,5 %, y compris le Niveau 1 Échelon 1 et sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles €
Niveau 1	Échelon 1	1791
	Échelon 2	1 801
Niveau 2	Échelon 1	1 815
	Échelon 2	1 836
	Échelon 3	1 885
Niveau 3	Échelon 1	1 898
	Échelon 2	1 928
	Échelon 3	1 976
Niveau 4	Échelon 1	1 994
	Échelon 2	2 026
	Échelon 3	2 090
Niveau 5	Échelon 1	2 105
	Échelon 2	2 168
	Échelon 3	2 312
Niveau 6	Échelon 1	2 361
	Échelon 2	2 453
468 Mise à jour (septembre 2024)	Échelon 3	

		Valeurs mensuelles €
Niveau 7	Échelon 1	2 702
	Échelon 2	2 863
	Échelon 3	3 116

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du Code du Travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3 et qui, d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2024.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du Code du Travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du Ministère du Travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du Code du Travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du Travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du Travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec Accusé Réception de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Occitanie Accord du 7 avril 2021

[Étendu par arr. 10 sept. 2021, JO 25 sept., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Occitanie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

SICMA CFE-CGC ;

FG FO Construction ;

CFDT CB.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2 Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants :

09 - Ariège

11 - Aude

12 - Aveyron
30 - Gard
31 - Haute-Garonne
32 - Gers
34 - Hérault
46 - Lot
48 - Lozère
65 - Hautes-Pyrénées
66 - Pyrénées-Orientales
81 - Tarn
82 - Tarn et Garonne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM correspondent à une augmentation moyenne de 1,8 % par rapport au précédent accord de 2019. Ils sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1575
	Échelon 2	1594
Niveau 2	Échelon 1	1602
	Échelon 2	1626
	Échelon 3	1674
Niveau 3	Échelon 1	1681
	Échelon 2	1708
	Échelon 3	1759
Niveau 4	Échelon 1	1767
	Échelon 2	1799
	Échelon 3	1861
Niveau 5	Échelon 1	1866
	Échelon 2	1924
	Échelon 3	2058
Niveau 6	Échelon 1	2095
	Échelon 2	2175
	Échelon 3	2349
Niveau 7	Échelon 1	2396
	Échelon 2	2541
	Échelon 3	2768

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

-
- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
 - des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
 - des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
 - de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
 - des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
 - des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14 Minéraux divers

Le groupe 14.02 Matériaux de carrières pour l'industrie

Dans la classe 15 Matériaux de construction

Le groupe 15.01 Sables et graviers d'alluvions

Le groupe 15.02 Matériaux concassés de roches et de laitier

Le groupe 15.03 Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)

Le groupe 15.05 Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)

Le groupe 15.07 Béton prêt à l'emploi

Le groupe 15.09 Matériaux de construction divers
Dans la classe 87 Services divers (marchands)
Le groupe 87.05 pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 7 avril 2022

[Étendu par arr. 11 août 2022, JO 23 août, applicable à compter du 1^{er} janv. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Occitanie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

SICMA CFE-CGC ;

FG FO Construction ;

CFDT CB.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 7 avril 2022 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Occitanie relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants :

- 09 - Ariège
- 11 - Aude
- 12 - Aveyron
- 30 - Gard
- 31 - Haute-Garonne
- 32 - Gers
- 34 - Hérault
- 46 - Lot
- 48 - Lozère
- 65 - Hautes-Pyrénées
- 66 - Pyrénées-Orientales
- 81 - Tarn
- 82 - Tarn et Garonne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM correspondent à une augmentation de 3,5 % par rapport à l'accord de salaires antérieurs conclu en région Occitanie. Ils sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 630
	Échelon 2	1 650
Niveau 2	Échelon 1	1 658
	Échelon 2	1 683
	Échelon 3	1 733
Niveau 3	Échelon 1	1 740
	Échelon 2	1 768
	Échelon 3	1 821
Niveau 4	Échelon 1	1 829
	Échelon 2	1 862
	Échelon 3	1 926
Niveau 5	Échelon 1	1 931
	Échelon 2	1 991
	Échelon 3	2 130
Niveau 6	Échelon 1	2 168
	Échelon 2	2 251
	Échelon 3	2 431
Niveau 7	Échelon 1	2 480
	Échelon 2	2 630
	Échelon 3	2 865

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part,

seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 10 mars 2023

[Étendu par arr. 3 juil. 2023, JO 12 juil., applicable à compter du 1^{er} janv. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Occitanie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

CFDT Construction Bois.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 8 février 2023, les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Occitanie et relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Les échanges intervenus depuis cette réunion paritaire ont permis d'aboutir à un compromis UNICEM Occitanie - CFDT - CFTC sur la base de la grille reprise à l'article 3.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques visées par la liste qui figure en annexe et qui sont représentées par les fédérations signataires.

Afin de maintenir l'équité entre toutes les entreprises des secteurs d'activités professionnels, le présent avenant s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe, sans considération d'effectifs, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants :

09 - Ariège

30 - Gard

34 - Hérault

65 - Hautes-Pyrénées

82 - Tarn et Garonne

11 - Aude

31 - Haute-Garonne

46 - Lot

66 - Pyrénées-Orientales

12 - Aveyron

32 - Gers

48 - Lozère

81 - Tarn

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	Augmentation par rapport au précédent accord du 7 avril 2022
Niveau 1	Échelon 1	1 744	+ 7 %
	Échelon 2	1 766	+ 7 %
Niveau 2	Échelon 1	1 774	+ 7 %
	Échelon 2	1 801	+ 7 %
	Échelon 3	1 854	+ 7 %

Niveau 3	Échelon 1	1 862	+ 7 %
	Échelon 2	1 892	+ 7 %
	Échelon 3	1 948	+ 7 %
Niveau 4	Échelon 1	1 957	+ 7 %
	Échelon 2	1 992	+ 7 %
	Échelon 3	2 061	+ 7 %
Niveau 5	Échelon 1	2 066	+ 7 %
	Échelon 2	2 130	+ 7 %
	Échelon 3	2 258	+ 6 %
Niveau 6	Échelon 1	2 298	+ 6 %
	Échelon 2	2 386	+ 6 %
	Échelon 3	2 577	+ 6 %
Niveau 7	Échelon 1	2 629	+ 6 %
	Échelon 2	2 788	+ 6 %
	Échelon 3	3 037	+ 6 %

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Les partenaires sociaux conviennent qu'une nouvelle réunion pourra être organisée en septembre 2023, à la demande de la partie la plus diligente.

Article 6 Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 30 novembre 2023

[Étendu par arr. 14 févr. 2024, 16 mars, applicable à compter du 1^{er} sept. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Occitanie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction Bois ;

FG-FO Construction ;

BATI MAT TP CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 25 octobre 2023, les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Occitanie et relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Les échanges intervenus depuis cette réunion paritaire ont permis d'aboutir à un compromis UNICEM Occitanie - CFDT - CFTC - FO sur la base de la grille reprise à l'article 3.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques visées par la liste qui figure en annexe et qui sont représentées par les fédérations signataires.

Afin de maintenir l'équité entre toutes les entreprises des secteurs d'activités professionnels, le présent avenant s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe, sans considération d'effectifs, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants :

09 - Ariège
30 - Gard
34 - Hérault
65 - Hautes-Pyrénées
82 - Tarn et Garonne
11 - Aude
31 - Haute-Garonne
46 - Lot
66 - Pyrénées-Orientales
12 - Aveyron
32 - Gers
48 - Lozère
81 - Tarn

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	Augmentation par rapport au précédent accord du 10 mars 2023
Niveau 1	Échelon 1	1788	+ 2,5 %
	Échelon 2	1810	+ 2,5 %
Niveau 2	Échelon 1	1818	+ 2,5 %
	Échelon 2	1846	+ 2,5 %
	Échelon 3	1900	+ 2,5 %
Niveau 3	Échelon 1	1909	+ 2,5 %
	Échelon 2	1939	+ 2,5 %
	Échelon 3	1997	+ 2,5 %

		Valeurs mensuelles (€)	Augmentation par rapport au précédent accord du 10 mars 2023
Niveau 4	Échelon 1	2006	+ 2,5 %
	Échelon 2	2042	+ 2,5 %
	Échelon 3	2113	+ 2,5 %
Niveau 5	Échelon 1	2118	+ 2,5 %
	Échelon 2	2183	+ 2,5 %
	Échelon 3	2303	+ 2 %
Niveau 6	Échelon 1	2344	+ 2 %
	Échelon 2	2434	+ 2 %
	Échelon 3	2629	+ 2 %
Niveau 7	Échelon 1	2682	+ 2 %
	Échelon 2	2844	+ 2 %
	Échelon 3	3098	+ 2 %

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} septembre 2023.

Les partenaires sociaux et l'UNICEM ont convenu de se réunir le 7 février 2024 pour une prochaine réunion paritaire.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale repré-

sentative de salariés non-signataire du présent accord (avenant), ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord (ou avenant) sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 11 mars 2024

[Étendu par arr. 11 juin 2024, JO 15 juin, applicable à compter du 1^{er} janv. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Occitanie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CGT-FO ;

CFE-CGC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 7 février 2024, les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur

le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Occitanie et relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Les échanges intervenus depuis cette réunion paritaire ont permis d'aboutir à un compromis UNICEM Occitanie - CFDT - CFE-CGC - FO sur la base de la grille reprise à l'article 3.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques visées par la liste qui figure en annexe et qui sont représentées par les fédérations signataires.

Afin de maintenir l'équité entre toutes les entreprises des secteurs d'activités professionnels, le présent accord s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe, sans considération d'effectifs, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants :

09 - Ariège
11 - Aude
12 - Aveyron
30 - Gard
31 - Haute-Garonne
32 - Gers
34 - Hérault
46 - Lot
48 - Lozère
65 - Hautes-Pyrénées
66 - Pyrénées-Orientales
81 - Tarn
82 - Tarn et Garonne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	Augmentation par rapport au précédent accord du 30 novembre 2023
Niveau 1	Échelon 1	1815	1,50 %
	Échelon 2	1837	1,50 %
Niveau 2	Échelon 1	1845	1,50 %
	Échelon 2	1874	1,50 %
	Échelon 3	1929	1,50 %
Niveau 3	Échelon 1	1938	1,50 %
	Échelon 2	1968	1,50 %
	Échelon 3	2027	1,50 %
Niveau 4	Échelon 1	2036	1,50 %
	Échelon 2	2073	1,50 %
	Échelon 3	2145	1,50 %

		Valeurs mensuelles (€)	Augmentation par rapport au précédent accord du 30 novembre 2023
Niveau 5	Échelon 1	2150	1,50 %
	Échelon 2	2216	1,50 %
	Échelon 3	2338	1,50 %
Niveau 6	Échelon 1	2379	1,50 %
	Échelon 2	2471	1,50 %
	Échelon 3	2668	1,50 %
Niveau 7	Échelon 1	2722	1,50 %
	Échelon 2	2887	1,50 %
	Échelon 3	3144	1,50 %

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Exceptionnellement, une nouvelle réunion paritaire pourra être organisée en 2024, à la demande de la partie la plus diligente, en cas d'augmentation de 2 % ou plus du SMIC actuel (1766,92 euros).

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du minis-

rière du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Pays de la Loire

Accord du 1^{er} décembre 2008

[Etendu par arr. 23 févr. 2009, JO 4 mars]

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée constituant l'UNICEM Pays de la Loire.

Article 3

Salaires minimaux de Qualification

Conformément à l'article 3 de l'Accord National du 23 janvier 1992, les salaires minimaux de qualification servent exclusivement de base de calcul de la prime d'ancienneté et sont fixés aux valeurs suivantes :

Catégorie	Coefficient	Valeurs horaires en €
OM	120	4,83
OS 1	130	4,95
OS 2	140	5,06
OS 3	150	5,17
OQ 1	160	5,28
OQ 2	170	5,49
OQ 3	185	5,56
OHQ	200	6,15
CE	225	6,76

Article 4 **Salaires minimaux garantis**

Les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux valeurs fixées ci-après :

Catégorie	Coefficient	Salaire horaire en €
OM	120	8,71
OS 1	130	8,76
OS 2	140	8,82
OS 3	150	8,92
OQ 1	160	9,10
OQ 2	170	9,25
OQ 3	185	9,55
OHQ	200	9,80
CE	225	10,30

Article 5 **Détermination des salaires minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Accord national du 21 février 1957, les salaires minimaux fixés ci-dessus comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes, ou toute autre dénomination que ce soit. Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

- Les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport,
- Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres et pénibles,
- Les majorations pour heures supplémentaires,
- Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes,
- Les primes d'ancienneté et d'assiduité,
- les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 4.

Article 6 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2009.

Article 7
Prochaine négociation paritaire

Les parties conviennent de se réunir pour une nouvelle négociation paritaire sur les salaires minimum ouvriers au cours du 2^{ème} semestre 2009.

Article 8
Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration selon les dispositions prévues à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 9
Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé conformément aux dispositions de l'article D. 2231-2 du Code du Travail, et un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat - Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Accord du 27 juin 2011

[Étendu par arr. 17 févr. 2012, JO 29 févr., applicable à compter du 1^{er} juin 2011, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Pays-de-la-Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO.

Article 1
Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955 et de la convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2
Champ d'application territorial

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'UNICEM Pays-de-la-Loire, constituée par les 5 départements suivants : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 373,00
	Échelon 2	1 393,00
Niveau 2	Échelon 1	1 399,00
	Échelon 2	1 421,00
	Échelon 3	1 463,00
Niveau 3	Échelon 1	1 471,00
	Échelon 2	1 493,00
	Échelon 3	1 538,00
Niveau 4	Échelon 1	1 546,00

		Valeurs mensuelles (€)
	Échelon 2	1 571,00
	Échelon 3	1 627,00
Niveau 5	Échelon 1	1 632,00
	Échelon 2	1 683,00
	Échelon 3	1 800,00
Niveau 6	Échelon 1	1 831,00
	Échelon 2	1 902,00
	Échelon 3	2 054,00
Niveau 7	Échelon 1	2 095,00
	Échelon 2	2 222,00
	Échelon 3	2 420,00

Valeurs mensuelles brutes en euros

(+ 1,7 % par rapport à la grille de janvier 2010)

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'Article 6 de l'Accord national du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base d'une durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunérations, y compris les avantages en nature à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'Article 3.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} juin 2011.

Article 6

Calendrier de la négociation

Les parties conviennent de se réunir pour une nouvelle négociation paritaire sur les salaires minima au cours du deuxième semestre 2011.

Article 7

Adhésion

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIREC-CTE). Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations syndicales signataires.

Article 8 Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du Travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat Greffe du Conseil des Prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 9 Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du Travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 13 février 2012

[Étendu par 5 juill. 2012, JO 14 juill. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2012]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFDT.

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955 et de la convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2 Champ d'application territorial

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'UNICEM Pays-de-la-Loire, constituée par les 5 départements suivants : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée.

Article 3 Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

(Valeurs mensuelles brutes en euro)

(+ 2,30 % sur l'ensemble de la grille par rapport à la grille de juin 2011)

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 405
	Échelon 2	1 425
Niveau 2	Échelon 1	1 431
	Échelon 2	1 454
	Échelon 3	1 497
Niveau 3	Échelon 1	1 505
	Échelon 2	1 527
	Échelon 3	1 573
Niveau 4	Échelon 1	1 582
	Échelon 2	1 607
	Échelon 3	1 664

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 5	Échelon 1	1 670
	Échelon 2	1 722
	Échelon 3	1 841
Niveau 6	Échelon 1	1 873
	Échelon 2	1 946
	Échelon 3	2 101
Niveau 7	Échelon 1	2 143
	Échelon 2	2 271
	Échelon 3	2 476

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'Article 6 de l'Accord national du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base d'une durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunérations, y compris les avantages en nature à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'Article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2012.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du Travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat Greffe du Conseil des Prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article D. 2231-7 du Code du Travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 20 février 2013

[Étendu par arr. 8 juill. 2013, JO 19 juill., applicable à compter du 1^{er} mars 2013]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB-CFDT Pays de la Loire.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés : (Valeurs mensuelles brutes en euro)

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 435
	Échelon 2	1 445
Niveau 2	Échelon 1	1 450
	Échelon 2	1 470
	Échelon 3	1 514
Niveau 3	Échelon 1	1 522
	Échelon 2	1 546
	Échelon 3	1 592
Niveau 4	Échelon 1	1 600
	Échelon 2	1 626
	Échelon 3	1 685
Niveau 5	Échelon 1	1 690
	Échelon 2	1 743
	Échelon 3	1 863
Niveau 6	Échelon 1	1 896
	Échelon 2	1 969
	Échelon 3	2 126
Niveau 7	Échelon 1	2 169
	Échelon 2	2 300
	Échelon 3	2 505

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle,
- de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mars 2013.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 21 mai 2014

[Étendu par arr. 24 oct. 2014, JO 28 nov., mod. par arr. 11 mars 2015, JO 25 mars, à l'exception de l'activité de fabrication de produits en béton exclue de l'extension, applicable à compter du 1^{er} mai 2014]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Pays de La Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et Bois ;

FO ;

CGC BTP.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 452.20
	Échelon 2	1 462.30
Niveau 2	Échelon 1	1 467.40
	Échelon 2	1 487.60
	Échelon 3	1 532.20
Niveau 3	Échelon 1	1 540.30
	Échelon 2	1 564.60
	Échelon 3	1 611.10
Niveau 4	Échelon 1	1 619.20
	Échelon 2	1 645.50
	Échelon 3	1 705.20
Niveau 5	Échelon 1	1 710.30
	Échelon 2	1 763.90
	Échelon 3	1 885.40
Niveau 6	Échelon 1	1 918.80
	Échelon 2	1 992.60
	Échelon 3	2 151.50
Niveau 7	Échelon 1	2 195.00
	Échelon 2	2 327.60
	Échelon 3	2 535.00

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,

- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mai 2014

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01 Le groupe 15.02 Le groupe 15.03 Le groupe 15.05 Le groupe 15.07 Le groupe 15.09	Sables et graviers d'alluvions Matériaux concassés de roches et de laitier Pierres de construction Plâtres et produits en plâtre Béton prêt à l'emploi Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 23 mai 2017

[Étendu par arr. 19 déc. 2017, JO 27 déc., applicable à compter du 1^{er} janv. 2017]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Pays de La Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et Bois ;

CFE CGC BTP ;

CFTC ;

FG FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés : (+ 1,5 % arrondi à l'euro près par rapport aux derniers accords, sauf E1N1 au SMIC)

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 481
	Échelon 2	1 484
Niveau 2	Échelon 1	1 489
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 555
Niveau 3	Échelon 1	1 563
	Échelon 2	1 588
	Échelon 3	1 635
Niveau 4	Échelon 1	1 643
	Échelon 2	1 670
	Échelon 3	1 731
Niveau 5	Échelon 1	1 736
	Échelon 2	1 790
	Échelon 3	1 914
Niveau 6	Échelon 1	1 948
	Échelon 2	2 022

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 7	Échelon 1	2 228
	Échelon 2	2 363
	Échelon 3	2 573

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L-2231.7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de

produits de 1973 :

Dans la classe 14 Minéraux divers

Le groupe 14.02 Matériaux de carrières pour l'industrie

Dans la classe 15 Matériaux de construction

Le groupe 15.01 Sables et graviers d'alluvions

Le groupe 15.02 Matériaux concassés de roches et de laitier

Le groupe 15.03 Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)

Le groupe 15.05 Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)

Le groupe 15.07 Béton prêt à l'emploi

Le groupe 15.09 Matériaux de construction divers

Dans la classe 87 Services divers (marchands)

Le groupe 87.05 pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 28 septembre 2017

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} oct. 2017]

La réunion paritaire, tenue à Orvault le 23 mai 2017, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des Etam.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte,

se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton, entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} octobre 2017, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 490
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 533
Niveau 3	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 612

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 4	Échelon 1	1 626
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 704
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 763
	Échelon 3	1 885
Niveau 6	Échelon 1	1 918
	Échelon 2	1 992
	Échelon 3	2 150
Niveau 7	Échelon 1	2 193
	Échelon 2	2 326
	Échelon 3	2 535

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes de la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} octobre 2017.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes de

Accord du 5 mai 2018

[Étendu par arr. 8 févr. 2019, JO 14 févr., à l'exception de l'activité de fabrication de produits en béton exclue de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

CFDT Construction et Bois ;

FG FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés : les niveaux N1E1 au SMIC, N1E2 au-dessus du SMIC et les autres échelons + 1,6 % applicable au 1^{er} janvier 2018 arrondi à l'euro.

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 498,5
	Échelon 2	1 502
Niveau 2	Échelon 1	1 513
	Échelon 2	1 534
	Échelon 3	1 580
Niveau 3	Échelon 1	1 588
	Échelon 2	1 613
	Échelon 3	1 661
Niveau 4	Échelon 1	1 669
	Échelon 2	1 697
	Échelon 3	1 759
Niveau 5	Échelon 1	1 764
	Échelon 2	1 819
	Échelon 3	1 945

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 6	Échelon 1	1 979
	Échelon 2	2 054
	Échelon 3	2 219
Niveau 7	Échelon 1	2 264
	Échelon 2	2 401
	Échelon 3	2 614

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 6 **Adhésion**

Toute Organisation Syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Notification et Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 17 juin 2019

[Étendu par arr. 7 avr. 2020, JO 12 avr. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM PL.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

FG FO ;

UR CFDT PL.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés (+ 1,9 % applicable sur l'ensemble de la grille au 1^{er} janvier 2019 arrondi à l'euro) :

		Valeurs mensuels (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 527
	Échelon 2	1 531
Niveau 2	Échelon 1	1 542
	Échelon 2	1 563
	Échelon 3	1 610
Niveau 3	Échelon 1	1 618
	Échelon 2	1 644
	Échelon 3	1 693
Niveau 4	Échelon 1	1 701
	Échelon 2	1 729
	Échelon 3	1 792
Niveau 5	Échelon 1	1 797
	Échelon 2	1 853
	Échelon 3	1 982
Niveau 6	Échelon 1	2 017
	Échelon 2	2 093
	Échelon 3	2 261
Niveau 7	Échelon 1	2 307
	Échelon 2	2 446
	Échelon 3	2 655

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 6 Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7 Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 18 octobre 2019

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} juill. 2019]

La réunion paritaire, tenue à Orvault le 17 juin 2019, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des ETAM,

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte, se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1
Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton, entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2
Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} juillet 2019, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1521,22
	Échelon 2	1544
Niveau 2	Échelon 1	1555
	Échelon 2	1566
	Échelon 3	1578
Niveau 3	Échelon 1	1598
	Échelon 2	1618
	Échelon 3	1638
Niveau 4	Échelon 1	1663
	Échelon 2	1688
	Échelon 3	1713
Niveau 5	Échelon 1	1748
	Échelon 2	1788
	Échelon 3	1893
Niveau 6	Échelon 1	1943
	Échelon 2	2033
	Échelon 3	2153
Niveau 7	Échelon 1	2223
	Échelon 2	2353
	Échelon 3	2543

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

-
- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
 - des rémunérations pour heures supplémentaires,
 - des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
 - de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
 - des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
 - des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes à la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} juillet 2019.

Article 6 **Dépôt**

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Conseil des prud'hommes de Nantes.

Accord du 2 mai 2022

[Étendu par arr. 11 août 2022, JO 23 août, applicable à compter du 1^{er} janv. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM PL.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

FG FO ;

UR CFDT PL ;

CFE CGC BTP SICMA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 17 mars 2022 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Pays de la Loire relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés (+ 3,5 % applicable sur l'ensemble de la grille au 1^{er} janvier 2022 arrondi à l'euro supérieur) :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 613
	Échelon 2	1 617
Niveau 2	Échelon 1	1 628
	Échelon 2	1 651
	Échelon 3	1 699
Niveau 3	Échelon 1	1 709
	Échelon 2	1 736
	Échelon 3	1 787
Niveau 4	Échelon 1	1 796
	Échelon 2	1 826
	Échelon 3	1 892
Niveau 5	Échelon 1	1 897
	Échelon 2	1 956
	Échelon 3	2 093
Niveau 6	Échelon 1	2 129
	Échelon 2	2 210
	Échelon 3	2 387
Niveau 7	Échelon 1	2 435
	Échelon 2	2 686
	Échelon 3	2 803

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne

salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Exceptionnellement, au titre de l'année 2022, si l'indice de l'inflation, en moyenne annuelle, de juillet 2021 à juillet 2022, montre un taux supérieur à 3,5 %, une réunion de révision des grilles des minima de l'UNICEM Pays de la Loire sera organisée en septembre 2022.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers

Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 27 septembre 2022

[Étendu par arr. 1^{er} févr. 2023, JO 8 févr. 2023, applicable le 1^{er} août 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;

CFDT ;

CFTC.

Mod. par Avenant, 2 févr. 2023, étendu par 19 avr. 2023, JO 28 avr., applicable à compter du 1^{er} août 2022⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

UNICEM Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salariés :

FG - FO Construction ;

CFTC ;

CFDT URCB ;

CFE - CGC BTP Section SICMA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 27 septembre 2022 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Pays de la Loire relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Mod. par Avenant, 2 févr. 2023, étendu par 19 avr. 2023, JO 28 avr., applicable à compter du 1^{er} août 2022⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisations patronales :

UNICEM Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salariés :

FG - FO Construction ;

CFTC ;

CFDT URCB ;

CFE - CGC BTP Section SICMA.

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés (+ 70 euros entre chaque éche-

lon) applicable sur l'ensemble de la grille au 1^{er} août 2022 :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 683
	Échelon 2	1 687
Niveau 2	Échelon 1	1 698
	Échelon 2	1 721
	Échelon 3	1 769
Niveau 3	Échelon 1	1 779
	Échelon 2	1 806
	Échelon 3	1 857
Niveau 4	Échelon 1	1 866
	Échelon 2	1 896
	Échelon 3	1 962
Niveau 5	Échelon 1	1 967
	Échelon 2	2 026
	Échelon 3	2 163
Niveau 6	Échelon 1	2 199
	Échelon 2	2 280
	Échelon 3	2 457
Niveau 7	Échelon 1	2 505
	Échelon 2	2 653
	Échelon 3	2 873

(Tableau précédent remplacé par Avenant, 2 févr. 2023, étendu)

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 683
	Échelon 2	1 687
Niveau 2	Échelon 1	1 698
	Échelon 2	1 721
	Échelon 3	1 769
Niveau 3	Échelon 1	1 779
	Échelon 2	1 806
	Échelon 3	1 857
Niveau 4	Échelon 1	1 866
	Échelon 2	1 896
	Échelon 3	1 962
Niveau 5	Échelon 1	1 967
	Échelon 2	2 026
	Échelon 3	2 163

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 6	Échelon 1	2 199
	Échelon 2	2 280
	Échelon 3	2 457
Niveau 7	Échelon 1	2 505
	Échelon 2	2 756
	Échelon 3	2 873

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} août 2022.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail

en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 6 juin 2023

[Étendu par arr. 8 août 2023, JO 12 août, applicable à compter du 1^{er} mars 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FG FO ;

CFE CGC ;

CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du mardi 6 juin 2023, les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Pays de la Loire et relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord (ou avenant) concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques visées par la liste qui figure en annexe et qui sont représentées par les fédérations signataires.

Afin de maintenir l'équité entre toutes les entreprises des secteurs d'activités professionnels, le présent avenant

s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe, sans considération d'effectifs, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord (ou avenant) s'applique dans les départements suivants : Loire-Atlantique (44), Maine-et-Loire (49), Mayenne (53), Sarthe (72) et Vendée (85).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés et revalorisés à + 5 % sur l'ensemble des coefficients de la grille :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 767 €
	Échelon 2	1 771 €
Niveau 2	Échelon 1	1 783 €
	Échelon 2	1 807 €
	Échelon 3	1 857 €
Niveau 3	Échelon 1	1 868 €
	Échelon 2	1 896 €
	Échelon 3	1 950 €
Niveau 4	Échelon 1	1 959 €
	Échelon 2	1 991 €
	Échelon 3	2 060 €
Niveau 5	Échelon 1	2 065 €
	Échelon 2	2 127 €
	Échelon 3	2 271 €
Niveau 6	Échelon 1	2 309 €
	Échelon 2	2 394 €
	Échelon 3	2 580 €
Niveau 7	Échelon 1	2 630 €
	Échelon 2	2 894 €
	Échelon 3	3 017 €

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,

- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} mars 2023.

Exceptionnellement, au titre de l'année 2023, si l'indice de l'inflation, en moyenne annuelle, de juillet 2022 à juillet 2023, publié en août 2023 montre un taux supérieur à 4 %, une réunion de révision des grilles des minima de l'UNICEM sera organisée en octobre 2023.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord (avenant), ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord (ou avenant) notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord (ou avenant) sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord (ou avenant) signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi

Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 13 février 2024

[Étendu par arr. 5 juin 2024, JO 15 juin, applicable à compter du 1^{er} janv. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Pays de la Loire.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT URCB ;

CFE CGC BTP Section SICMA ;

FG FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du mardi 23 janvier 2024, les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Pays de la Loire et relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

À l'issue de la réunion paritaire, l'absence d'accord a été constaté.

Toutefois, le collège patronal, désireux de maintenir la qualité du dialogue social en région Pays de la Loire, s'est réuni en Bureau exceptionnel le 9 février 2024. À l'issue de cette réunion, les membres de ce bureau exceptionnel ont proposé une revalorisation unique de + 2,5 % sur toute la grille, sans clause de revoyure, proposée aux Organisations syndicales de la Branche.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord (ou avenant) concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques visées par la liste qui figure en annexe et qui sont représentées par les fédérations signataires.

Afin de maintenir l'équité entre toutes les entreprises des secteurs d'activités professionnels, le présent avenant s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe, sans considération d'effectifs, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord (ou avenant) s'applique dans les départements suivants : Loire-Atlantique (44), Maine-et-Loire (49), Mayenne (53), Sarthe (72) et Vendée (85).

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés et revalorisés à + 2,5 % sur l'ensemble des coefficients de la grille :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 812 €
Dictionnaire Permanent Conventions Collectives	Échelon 2	Mise à jour 8 septembre 2024)
		513

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 2	Échelon 1	1 828 €
	Échelon 2	1 853 €
	Échelon 3	1 904 €
Niveau 3	Échelon 1	1 915 €
	Échelon 2	1 944 €
	Échelon 3	1 999 €
Niveau 4	Échelon 1	2 008 €
	Échelon 2	2 041 €
	Échelon 3	2 112 €
Niveau 5	Échelon 1	2 117 €
	Échelon 2	2 181 €
	Échelon 3	2 328 €
Niveau 6	Échelon 1	2 367 €
	Échelon 2	2 454 €
	Échelon 3	2 645 €
Niveau 7	Échelon 1	2 696 €
	Échelon 2	2 967 €
	Échelon 3	3 093 €

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Article 5 Date d'entrée en vigueur

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Article 6 Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord (avenant), ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord (ou avenant) notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord (ou avenant) sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord (ou avenant) signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Picardie

(Voir également la Région Hauts de France)

Accord du 6 octobre 2008

[Étendu par arr. 15 déc. 2008, JO 20 déc., applicable à compter du 1^{er} nov. 2008]

Article 1 Salaires minimaux de qualification

Les salaires minimaux horaires de qualification sont les suivants :

Catégories	Coefficients	Salaires horaires Unité : €/h
1	120	3,22 €
2a	130	3,32 €
2b	140	3,42 €
2c	150	3,50 €
3a	160	3,59 €
3b	170	3,73 €
3c	185	3,93 €
4	200	4,15 €
-	225	4,48 €

Article 2

Salaires minimaux garantis

En application de l'Accord national du 23 janvier 1992, les salaires minimaux horaires garantis des Ouvriers ne pourront être inférieurs aux montants suivants :

Catégories	Coefficients	Salaires horaires Unité €/h
1	120	8,72 €
2a	130	8,79 €
2b	140	8,86 €
2c	150	8,97 €
3a	160	9,13 €
3b	170	9,34 €
3c	185	9,55 €
4	200	9,85 €
-	225	10,38 €

Le salaire mensuel minimal garanti est déterminé en multipliant le taux horaire tel que défini ci-dessus par l'horaire mensuel collectif appliqué par l'entreprise.

Article 3

Conformément aux clauses de l'article 4 de l'Accord national du 21 février 1957, ces salaires minimaux fixés à l'article 2 ci-dessus comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes ou toute autre dénomination que ce soit. Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

- a)** les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport,
- b)** les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres et pénibles,
- c)** les majorations pour heures supplémentaires,
- d)** les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes,
- e)** les primes d'ancienneté et d'assiduité et les primes de vacances,
- f)** les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Il est précisé en outre que conformément à l'article 3 § 3 de l'accord national du 21 février 1957, dans le cadre de travail à la tâche ou aux pièces (rémunération fixée pour une production déterminée), la rémunération des intéressés ne pourra être inférieure, dans une même période de paie, au salaire minimal garanti de leur catégorie et

échelon majorée de 10 %.

Article 4

Il est rappelé que les seules obligations des entreprises du fait du présent accord sont de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis fixés à l'article 2 et, d'autre part, de calculer les primes d'ancienneté à partir des salaires minimaux de qualification fixés à l'article 1.

Article 5

Date d'effet

Le présent accord entre en vigueur au 1^{er} Novembre 2008.

Article 6

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de Convention Collective Nationale du 22 avril 1955.

Article 7

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements ci-après :

- Aisne
- Oise
- Somme

Article 8

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration selon les modalités prévues à l'article L. 2261-3 du Code du Travail.

Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Article 9

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail en vue de son extension, ainsi qu'au Secrétariat du Greffe du Conseil de Prud'hommes d'Amiens.

Accord du 18 février 2011

[Étendu par arr. 7 juill. 2011, JO 21 juill., applicable à compter du 1^{er} mars 2011 ⁽¹⁾

(1) L'arrêté du 7 juillet 2011 étend cet accord pour les ouvriers. Un arrêté du 19 août 2011 (JO 26 août) étend ce même accord pour les ETAM à l'exception des entreprises procédant à la fabrication d'éléments en béton exclues de l'extension.

]

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication d'éléments en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : l'Aisne, l'Oise et la Somme.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 373
	Échelon 2	1 393
Niveau 2	Échelon 1	1 399

		Valeurs mensuelles (€)
	Échelon 2	1 421
	Échelon 3	1 463
Niveau 3	Échelon 1	1 471
	Échelon 2	1 493
	Échelon 3	1 538
Niveau 4	Échelon 1	1 546
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 627
Niveau 5	Échelon 1	1 632
	Échelon 2	1 683
	Échelon 3	1 800
Niveau 6	Échelon 1	1 831
	Échelon 2	1 902
	Échelon 3	2 054
Niveau 7	Échelon 1	2 095
	Échelon 2	2 222
	Échelon 3	2 420

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mars 2011.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIREC-CTE). Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 et D-2231-3 du Code du travail.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 15 mai 2012

[Étendu par arr. 16 janv. 2013, JO 23 janv. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication des produits en béton exclu de l'extension, applicable à compter du 1^{er} fév. 2012]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Union Régionale des Industries de Carrières et Matériaux de Construction (UNICEM Picardie).

Syndicat(s) de salarié(s) :

Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;

Fédération Générale Force Ouvrière Construction (FO).

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955⁽¹⁾.

(1) À l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : l'Aisne, l'Oise et la Somme.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} février 2012 avec un pourcentage à 2,4 %.

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 406
	Échelon 2	1 426
Niveau 2	Échelon 1	1 433
	Échelon 2	1 455
	Échelon 3	1 498
Niveau 3	Échelon 1	1 506
	Échelon 2	1 529
	Échelon 3	1 575
Niveau 4	Échelon 1	1 583
	Échelon 2	1 609
	Échelon 3	1 666

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 5	Échelon 1	1 671
	Échelon 2	1 723
	Échelon 3	1 843
Niveau 6	Échelon 1	1 875
	Échelon 2	1 948
	Échelon 3	2 103
Niveau 7	Échelon 1	2 145
	Échelon 2	2 275
	Échelon 3	2 478

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 6 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 7 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 12 février 2013

[Étendu par arr. 2 juill. 2013, JO 13 juill., à l'exception des entreprises procédant à la fabrication des produits en béton exclu de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2013]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Picardie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

FO.

Article 1
Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955⁽¹⁾

(1) À l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton

Article 2
Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : l'Aisne, l'Oise et la Somme.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2013 avec un pourcentage à 2,06 % pour le niveau 1 - échelon 1, et un pourcentage à 1,5 % sur le reste de la grille.

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		% d'augmentation	Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	2,06 %	1 435
	Échelon 2	1,5 %	1 447
Niveau 2	Échelon 1	1,5 %	1 454
	Échelon 2	1,5 %	1 447
	Échelon 3	1,5 %	1 520
Niveau 3	Échelon 1	1,5 %	1 529
	Échelon 2	1,5 %	1 552
	Échelon 3	1,5 %	1 599
Niveau 4	Échelon 1	1,5 %	1 607
	Échelon 2	1,5 %	1 633
	Échelon 3	1,5 %	1 691
Niveau 5	Échelon 1	1,5 %	1 696
	Échelon 2	1,5 %	1 749
	Échelon 3	1,5 %	1 871
Niveau 6	Échelon 1	1,5 %	1 903
	Échelon 2	1,5 %	1 977
	Échelon 3	1,5 %	2 135
Niveau 7	Échelon 1	1,5 %	2 177
	Échelon 2	1,5 %	2 309
	Échelon 3	1,5 %	2 515

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67

heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 17 mars 2014

[Étendu par arr. 22 sept. 2014, JO 30 sept., à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janvier 2014]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Picardie.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE CGC ;

FG FO ;

CFDT.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les

organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Aisne, Oise et Somme.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés (1,3 % d'augmentation sur toute la grille) :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 454
	Échelon 2	1 466
Niveau 2	Échelon 1	1 473
	Échelon 2	1 496
	Échelon 3	1 540
Niveau 3	Échelon 1	1 549
	Échelon 2	1 572
	Échelon 3	1 620
Niveau 4	Échelon 1	1 628
	Échelon 2	1 654
	Échelon 3	1 713
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 772
	Échelon 3	1 895
Niveau 6	Échelon 1	1 928
	Échelon 2	2 003
	Échelon 3	2 163
Niveau 7	Échelon 1	2 205
	Échelon 2	2 339
	Échelon 3	2 548

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,

— des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Recommandation patronale de l'UNICEM Picardie du 3 avril 2015

[Applicable à compter du 1^{er} janvier 2015]

La réunion paritaire qui s'est tenue le 24 mars 2015, à 10 heures, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord, Le conseil d'administration de l'UNICEM Picardie du 3 avril 2015 se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8 recommande aux entreprises adhérentes relevant de son champ d'application territorial ce qui suit :

À compter du 1^{er} janvier 2015 les salaires mensuels minimaux garantis des ouvriers et des ETAM sont les suivants :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 458
	Échelon 2	1 467
Niveau 2	Échelon 1	1 473
	Échelon 2	1 496
	Échelon 3	1 541
Niveau 3	Échelon 1	1 549
	Échelon 2	1 572
	Échelon 3	1 620
Niveau 4	Échelon 1	1 628
	Échelon 2	1 654
	Échelon 3	1 713
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 772
	Échelon 3	1 895
Niveau 6	Échelon 1	1 928
	Échelon 2	2 003
	Échelon 3	2 163
Niveau 7	Échelon 1	2 205
	Échelon 2	2 340
	Échelon 3	2 548

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés par la présente recommandation.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} janvier 2015 aux entreprises adhérentes de l'UNICEM Picardie.

Recommandation patronale de l'UNICEM Picardie du 31 mai 2016

La réunion paritaire qui s'est tenue le 26 avril 2010, à 10 heures, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord,

Le conseil d'administration de l'UNICEM Picardie se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, recommande aux entreprises adhérentes relevant de son champ d'application territorial ce qui suit :

À compter du 1^{er} avril 2016 les salaires mensuels minimaux garantis des ouvriers et des ETAM sont les suivants :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 475
	Échelon 2	1 485
Niveau 2	Échelon 1	1 490
	Échelon 2	1 520
	Échelon 3	1 552
Niveau 3	Échelon 1	1 560
	Échelon 2	1 582
	Échelon 3	1 631
Niveau 4	Échelon 1	1 639
	Échelon 2	1 665
	Échelon 3	1 724
Niveau 5	Échelon 1	1 729
	Échelon 2	1 784
	Échelon 3	1 907
Niveau 6	Échelon 1	1 941
	Échelon 2	2 016
	Échelon 3	2 177
Niveau 7	Échelon 1	2 219
	Échelon 2	2 355
	Échelon 3	2 564

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,*
- des rémunérations pour heures supplémentaires,*
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,*
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,*

- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,

- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés par la présente recommandation.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} avril 2016 aux entreprises adhérentes de l'UNICEM Picardie.

Poitou-Charentes

Accord du 21 septembre 2007

[Étendu par arr. 19 déc. 2007, JO 26 déc.]

Article 1

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale du 22 Avril 1955.

Article 2

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'UNICEM Poitou-Charentes, constituée par les quatre départements suivants

Charente - Charente-Maritime - Deux-Sèvres - Vienne

Article 3

Salaires Minimaux de Qualification

Les salaires minimaux de qualification qui, conformément à l'article 3 de l'accord national du 23 janvier 1992 étendu, servent de base de calcul de la prime d'ancienneté, restent fixés aux valeurs de l'accord applicable depuis le 1^{er} juillet 2001.

Catégories	Coefficient	Salaire horaire en Euros
OM	120	4,39
OS1	130	4,57
OS2	140	4,74
OS3	150	4,85
OQ1	160	4,94
OQ2	170	5,13
OQ3	185	5,52
OHQ	200	5,96
Chef d'Équipe	225	6,71

Article 4

Salaires Minimaux Garantis

À compter du 1^{er} janvier 2008 les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux montants ci-après :

Catégories	Coefficient	Salaire horaire en Euros
OM	120	8,45
OS1	130	8,49
OS2	140	8,56

Catégories	Coefficient	Salaire horaire en Euros
OS3	150	8,70
OQ1	160	8,80
OQ2	170	8,95
OQ3	185	9,15
OHQ	200	9,35
Chef d'Équipe	225	9,70

Article 5

Conformément aux dispositions de l'Article 4 de l'Accord National de Salaires du 21 Février 1957, les Salaires Minimaux Garantis comprennent tous les avantages en nature, y compris l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail, ou autres, accordés sous forme de primes ou toute autre dénomination que ce soit.

Toutefois, en sont exclues :

- a) les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b) les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux dangereux, insalubres ou pénibles ;
- c) les majorations pour heures supplémentaires ;
- d) les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les Décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes données par ces textes ;
- e) les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f) les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 6

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2008.

Article 7

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires

Article 8

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du Code du Travail.

Article 9

Les partenaires sociaux présents conviennent de se revoir au cours d'une réunion prévue courant Septembre 2008.

Accord du 15 juin 2011

[Étendu par 19 déc. 2011, JO 23 déc. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} juill. 2011]

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'UNICEM-Poitou-Charentes, constituée par les quatre départements suivants : Charente - Charente-Maritime - Deux-Sèvres - Vienne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux Ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 384 €
	Échelon 2	1 404 €
Niveau 2	Échelon 1	1 410 €
	Échelon 2	1 432 €
	Échelon 3	1 475 €
Niveau 3	Échelon 1	1 482 €
	Échelon 2	1 505 €
	Échelon 3	1 550 €
Niveau 4	Échelon 1	1 558 €
	Échelon 2	1 584 €
	Échelon 3	1 640 €
Niveau 5	Échelon 1	1 645 €
	Échelon 2	1 696 €
	Échelon 3	1 814 €
Niveau 6	Échelon 1	1 845 €
	Échelon 2	1 917 €
	Échelon 3	2 071 €
Niveau 7	Échelon 1	2 112 €
	Échelon 2	2 240 €
	Échelon 3	2 440 €

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'Article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'Article 3.

Article 5
Date d'entrée en vigueur

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} Juillet 2011.

Article 6
Adhésion

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIREC-CTE). Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7
Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du Travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat Greffe du Conseil des Prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8
Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du Travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 14 septembre 2012

[Étendu par arr. 19 févr. 2013, JO 2 mars, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} septembre 2012]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Poitou-Charentes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Union Régionale CFDT/ Construction & Bois ;

CFE-CGC - BTP/ SICMA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son Article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1
Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2
Champ d'application territorial

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'UNICEM-Poitou-Charentes, constituée par les quatre départements suivants : Charente - Charente-Maritime - Deux-Sèvres - Vienne.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux Ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 426 €
	Échelon 2	1 436 €
Niveau 2	Échelon 1	1 442 €
530	Échelon 2	1 465 €
	Échelon 3	1 509 €

Mise à jour (septembre 2024)

Dictionnaire Permanent Conventions Collectives

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 3	Échelon 1	1 516 €
	Échelon 2	1 540 €
	Échelon 3	1 586 €
Niveau 4	Échelon 1	1 594 €
	Échelon 2	1 620 €
	Échelon 3	1 678 €
Niveau 5	Échelon 1	1 683 €
	Échelon 2	1 735 €
	Échelon 3	1 856 €
Niveau 6	Échelon 1	1 887 €
	Échelon 2	1 961 €
	Échelon 3	2 119 €
Niveau 7	Échelon 1	2 161 €
	Échelon 2	2 292 €
	Échelon 3	2 496 €

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'Article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'Article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} Septembre 2012

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du Travail. Un

exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat Greffe du Conseil des Prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du Travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 5 avril 2013

[Étendu par arr. 8 sept. 2013, JO 18 sept., applicable à compter du 1^{er} juin 2013]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Poitou-Charentes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord de salaires est applicable dans toute la région géographique de l'UNICEM-Poitou-Charentes, constituée par les quatre départements suivants : Charente - Charente-Maritime Deux-Sèvres - Vienne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux Ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 430,28 €
	Échelon 2	1 443,18 €
Niveau 2	Échelon 1	1 449,21 €
	Échelon 2	1 472,33 €
	Échelon 3	1 516,55 €
Niveau 3	Échelon 1	1 523,58 €
	Échelon 2	1 547,70 €
	Échelon 3	1 593,93 €
Niveau 4	Échelon 1	1 601,97 €
	Échelon 2	1 628,10 €
	Échelon 3	1 686,39 €
Niveau 5	Échelon 1	1 691,42 €
	Échelon 2	1 743,68 €
	Échelon 3	1 865,28 €
Niveau 6	Échelon 1	1 896,44 €
	Échelon 2	1 970,81 €

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 7	Échelon 1	2 171,81 €
	Échelon 2	2 303,46 €
	Échelon 3	2 508,48 €

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'Article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'Article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord s'applique à compter du 1^{er} Juin 2013

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du Travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat Greffe du Conseil des Prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du Travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 24 mars 2014

[Étendu par arr. 24 oct. 2014, JO 28 nov., mod. par arr. 11 mars 2015, JO 25 mars, à l'exception de l'activité de fabrication de produits en béton exclue de l'extension, applicable à compter du 1^{er} juill. 2014]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Poitou-Charentes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE-CGC BTP ;

UR Construction et Bois CFDT ;

FO Bâtiment.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants :

Charente - Charente-Maritime - Deux-Sèvres et Vienne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	Taux de revalorisation
Niveau 1	Échelon 1	1446	1.10 %
	Échelon 2	1463	1.40 %
Niveau 2	Échelon 1	1469	1.40 %
	Échelon 2	1493	1.40 %
	Échelon 3	1538	1.40 %
Niveau 3	Échelon 1	1545	1.40 %
	Échelon 2	1569	1.40 %
	Échelon 3	1615	1.40 %
Niveau 4	Échelon 1	1624	1.40 %
	Échelon 2	1651	1.40 %
	Échelon 3	1710	1.40 %
Niveau 5	Échelon 1	1715	1.40 %
	Échelon 2	1768	1.40 %
	Échelon 3	1891	1.40 %
Niveau 6	Échelon 1	1923	1.40 %
	Échelon 2	1998	1.40 %
	Échelon 3	2159	1.40 %
Niveau 7	Échelon 1	2202	1.40 %
	Échelon 2	2336	1.40 %
	Échelon 3	2544	1.40 %

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés

ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} juillet 2014

Les partenaires sociaux présents conviennent de se revoir au cours d'une réunion prévue le 1^{er} octobre 2014.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier

Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 17 mars 2016

[Étendu par arr. 16 août 2016, JO 7 sept., à l'exception de l'activité de fabrication de produits en béton exclue de l'extension, applicable à compter du 1^{er} juill. 2016]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Poitou-Charentes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO ;

SICMA CFE-CGC ;

UR CFDT Poitou-Charentes ;

UR BATI-MAT-TP CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8 Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants :

Charente - Charente-Maritime - Deux-Sèvres et Vienne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	Taux de revalorisation
Niveau 1	Échelon 1	1 467	1.43 %
	Échelon 2	1 475	0.90 %
Niveau 2	Échelon 1	1 482	0.90 %
	Échelon 2	1 505	0.90 %
	Échelon 3	1 551	0.90 %
Niveau 3	Échelon 1	1 558	0.90 %
	Échelon 2	1 580	0.90 %
	Échelon 3	1 629	0.90 %

		Valeurs mensuelles (€)	Taux de revalorisation
Niveau 4	Échelon 1	1 637	0.90 %
	Échelon 2	1 664	0.90 %
	Échelon 3	1 724	0.90 %
Niveau 5	Échelon 1	1 729	0.90 %
	Échelon 2	1 782	0.90 %
	Échelon 3	1 906	0.90 %
Niveau 6	Échelon 1	1 939	0.90 %
	Échelon 2	2 014	0.90 %
	Échelon 3	2 176	0.90 %
Niveau 7	Échelon 1	2 219	0.90 %
	Échelon 2	2 354	0.90 %
	Échelon 3	2 564	0.90 %

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008 en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} juillet 2016

Les partenaires sociaux présents conviennent de se revoir au cours d'une réunion prévue courant Septembre 2016 si la conjoncture économique connaît une évolution positive significative.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 23 mai 2017

[Étendu par arr. 6 déc. 2017, JO 13 déc., à l'exception de l'activité de fabrication de produits en béton exclue de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2017]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Poitou-Charentes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FG FO ;

BATI-MAT-TP (CFTC).

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les

organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1480.27
	Échelon 2	1490
Niveau 2	Échelon 1	1497
	Échelon 2	1520
	Échelon 3	1563
Niveau 3	Échelon 1	1574
	Échelon 2	1596
	Échelon 3	1642
Niveau 4	Échelon 1	1652
	Échelon 2	1679
	Échelon 3	1736
Niveau 5	Échelon 1	1745
	Échelon 2	1798
	Échelon 3	1919
Niveau 6	Échelon 1	1953
	Échelon 2	2028
	Échelon 3	2191
Niveau 7	Échelon 1	2235
	Échelon 2	2370
	Échelon 3	2582

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne

salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2017

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction à l'exception de l'ardoise
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Recommandation patronale de la FIB du 28 septembre 2017

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} oct. 2017]

La réunion paritaire, tenue le 23 mai 2017, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des Etam.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte,

se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton, entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : Charente, Charente-Maritime, Deux Sèvres et Vienne.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} octobre 2017, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 490
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 533
Niveau 3	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 612
Niveau 4	Échelon 1	1 626
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 704
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 763
	Échelon 3	1 885
Niveau 6	Échelon 1	1 918
	Échelon 2	1 992
	Échelon 3	2 150
Niveau 7	Échelon 1	2 193
	Échelon 2	2 326
	Échelon 3	2 535

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes de la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} octobre 2017.

Article 6 **Dépôt**

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes de Poitiers.

Accord du 25 mai 2018

[Non étendu, applicable à compter du 1^{er} janv. 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Poitou-Charentes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération BATI-MAT TP CFTC ;

Fédération Générale FO construction ;

CFDT Fédération Nationale des salariés de la construction et du bois.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne les industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale

des ouvriers du 22 avril 1915 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 et s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1498,47
	Échelon 2	1513
Niveau 2	Échelon 1	1524
	Échelon 2	1542
	Échelon 3	1584
Niveau 3	Échelon 1	1594
	Échelon 2	1619
	Échelon 3	1660
Niveau 4	Échelon 1	1675
	Échelon 2	1702
	Échelon 3	1756
Niveau 5	Échelon 1	1768
	Échelon 2	1821
	Échelon 3	1942
Niveau 6	Échelon 1	1983
	Échelon 2	2061
	Échelon 3	2214
Niveau 7	Échelon 1	2270
	Échelon 2	2406
	Échelon 3	2618

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,

- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

La présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

<i>Dans la classe 14</i>	<i>Minéraux divers</i>
<i>Le groupe 14.02</i>	<i>Matériaux de carrières pour l'industrie</i>
<i>Dans la classe 15</i>	<i>Matériaux de construction</i>
<i>Le groupe 15.01</i>	<i>Sables et graviers d'alluvions</i>
<i>Le groupe 15.02</i>	<i>Matériaux concassés de roches et de laitier</i>
<i>Le groupe 15.03</i>	<i>Pierres de construction à l'exception de l'ardoise</i>
<i>Le groupe 15.05</i>	<i>Plâtres et produits en plâtre à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment</i>
<i>Le groupe 15.07</i>	<i>Béton prêt à l'emploi</i>
<i>Le groupe 15.09</i>	<i>Matériaux de construction divers</i>

<i>Dans la classe 87</i>	<i>Services divers (marchands)</i>
<i>Le groupe 87.05</i>	<i>pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)</i>

Les activités du groupe 15.08 Produits en béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Provence - Alpes - Côte d'Azur - Corse Avenant n° 34 du 3 novembre 2008

[Étendu par arr. 7 janv. 2009, JO 14 janv., applicable à compter du 1^{er} nov. 2008]

Article 1er

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Le présent accord s'applique aux départements ci-après constituant la Région PACAC : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes Alpes, Alpes Maritimes, Bouches-du-Rhône, Haute Corse, Corse du Sud, Var et Vaucluse.

Article 3

Le barème des salaires mensuels minimaux professionnels devient le suivant :

		Salaires horaires minimaux de qualification	Salaires minimaux garantis (1)	
			Horaires	Mensuels (base 35 heures par semaine)
O.M.	120	4.84	8,74 €	1 325,60 €
O.S.1.	130	4.90	8,81 €	1 336,21 €
O.S.2.	140	5.00	8,86 €	1 343,80 €
O.S.3.	150	5.08	9,01 €	1 366,55 €
O.Q.1.	160	5.29	9,18 €	1 392,33 €
O.Q.2.	170	5.45	9,40 €	1 425,70 €
O.Q.3.	185	5.93	9,68 €	1 468,17 €
O.H.Q.	200	6.40	10,09 €	1 530,35 €
Chef d'équipe	225	7.20	10,69 €	1 621,35 €
(1) Les salaires minimaux garantis définis ci-dessus comprennent l'indemnité différentielle de réduction de temps de travail éventuellement versée par l'entreprise.				

Article 4

Conformément aux dispositions en vigueur au plan national, le calcul de la prime d'ancienneté se réfère au barème des salaires minimaux de qualification.

Article 5

Le présent accord est applicable aux seuls salaires qui seraient inférieurs à ceux résultant de l'article 3 du présent accord ; il ne comporte aucun engagement en ce qui concerne les salaires réellement pratiqués qui ne sont pas inférieurs à ces niveaux et dont la fixation reste de la compétence de chaque entreprise.

Article 6

Il est précisé que conformément aux clauses de l'article 4 de l'accord National du 21 février 1957, ces salaires minimaux comprennent l'indemnité différentielle de réduction de temps de travail éventuellement versée par l'entreprise, tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes ou toute autre dénomination que ce soit.

Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

a) Les indemnités ayant un caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;

b) Les primes d'ancienneté et d'assiduité

c) Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travail dangereux, insalubre et pénible ;

d) Les majorations pour heures supplémentaires ;

e) Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955 ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes ;

f) Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Il est précisé en outre, que conformément l'article 3 § 3 de l'Accord National du 21 février 1957, dans le cadre de travail à la tâche ou aux pièces (rémunération fixée pour une production déterminée), la rémunération des intéressés ne pourra être inférieure, dans une même période de paie au salaire minimum garanti de leur catégorie et échelon majoré de 10 %.

Article 7

Le présent accord est applicable au 1^{er} novembre 2008.

Article 8

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du Travail et au Secrétariat-Greffe du Conseil des Prud'hommes (Loi du 13 novembre 1982).

Article 9

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration qui devra être déposée auprès des services du Ministre chargé du travail, conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du Code de Travail.

Elle devra en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Accord du 8 mars 2011

[Étendu par arr. 7 juill. 2011, JO 17 juill. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension ; rect. par arr. 19 août 2011, JO, 26 août ⁽¹⁾

(1) L'arrêté du 7 juillet 2011 étend cet accord pour les ouvriers.

Un arrêté du 19 août 2011 étend cet même accord pour ETAM.

Notons également que l'accord est du 8 mars 2011 et non du 11 juin comme indiqué dans les arrêtés d'extension

]

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants constituant la Région PACAC : Alpes de Haute Provence, Hautes Alpes, Alpes Maritimes, Corse du Sud, Haute Corse, Bouches-du-Rhône, Vaucluse et Var.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles brutes en euros (+ 1.9 % par rapport à la grille de janvier 2010)
Niveau 1	Échelon 1	1 376
	Échelon 2	1 396
Niveau 2	Échelon 1	1 402
	Échelon 2	1 424
	Échelon 3	1 466

		Valeurs mensuelles brutes en euros (+ 1.9 % par rapport à la grille de janvier 2010)
Niveau 3	Échelon 1	1 473
	Échelon 2	1 496
	Échelon 3	1 541
Niveau 4	Échelon 1	1 549
	Échelon 2	1 574
	Échelon 3	1 630
Niveau 5	Échelon 1	1 635
	Échelon 2	1 686
	Échelon 3	1 804
Niveau 6	Échelon 1	1 834
	Échelon 2	1 906
	Échelon 3	2 058
Niveau 7	Échelon 1	2 099
	Échelon 2	2 227
	Échelon 3	2 425

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2011.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des Bouches-du-Rhône. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 8 mars 2012

[Étendu par arr. 10 août 2012, JO 19 août à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Pacac.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

CFE CGC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955, à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 04, 05, 06, 13, 83, 84 et Corse

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€) (+ 2.4 % par rapport à 2011)
Niveau 1	Échelon 1	1 409 €
	Échelon 2	1 430 €
Niveau 2	Échelon 1	1 436 €
	Échelon 2	1 458 €
	Échelon 3	1 501 €
Niveau 3	Échelon 1	1 508 €
	Échelon 2	1 532 €
	Échelon 3	1 578 €
Niveau 4	Échelon 1	1 586 €
	Échelon 2	1 612 €
	Échelon 3	1 669 €

		Valeurs mensuelles (€) (+ 2.4 % par rapport à 2011)
Niveau 5	Échelon 1	1 674 €
	Échelon 2	1 726 €
	Échelon 3	1 847 €
Niveau 6	Échelon 1	1 878 €
	Échelon 2	1 952 €
	Échelon 3	2 107 €
Niveau 7	Échelon 1	2 149 €
	Échelon 2	2 280 €
	Échelon 3	2 483 €

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2012

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 4 avril 2013

[Étendu par arr. 22 juill. 2013, JO 31 juill. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Union Régionale des Industries de Carrières et Matériaux de Construction «Unicem Pacac».

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération Générale Force Ouvrière Construction ;

CFE - CGC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 04, 05, 06, 13, 83, 84 et Corse

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€) (+1.9 % par rapport à 2012)
Niveau 1	Échelon 1	1 436
	Échelon 2	1 457
Niveau 2	Échelon 1	1 463
	Échelon 2	1 486
	Échelon 3	1 530
Niveau 3	Échelon 1	1 537
	Échelon 2	1 561
	Échelon 3	1 608
Niveau 4	Échelon 1	1 616
	Échelon 2	1 642
	Échelon 3	1 701
Niveau 5	Échelon 1	1 706
	Échelon 2	1 759
	Échelon 3	1 882
Niveau 6	Échelon 1	1 914
	Échelon 2	1 989
	Échelon 3	2 147

		Valeurs mensuelles (€) (+1.9 % par rapport à 2012)
Niveau 7	Échelon 1	2 190
	Échelon 2	2 324
	Échelon 3	2 530

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 22 mai 2014

[Étendu par 2 avr. 2015, JO 14 avr. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2014]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM PACA Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE-CGC ;

URCB PACA CFDT ;

FG FO BTP.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 04, 05, 06, 13, 83, 84 et Corse

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€) (+1.5 % par rapport à 2013)
Niveau 1	Échelon 1	1 457
	Échelon 2	1 479
Niveau 2	Échelon 1	1 485
	Échelon 2	1 508
	Échelon 3	1 553
Niveau 3	Échelon 1	1 560
	Échelon 2	1 584
	Échelon 3	1 632
Niveau 4	Échelon 1	1 641
	Échelon 2	1 667
	Échelon 3	1 726
Niveau 5	Échelon 1	1 732
	Échelon 2	1 786
	Échelon 3	1 911
Niveau 6	Échelon 1	1 942
	Échelon 2	2 019
	Échelon 3	2 180
Niveau 7	Échelon 1	2 223
	Échelon 2	2 359
	Échelon 3	2 568

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en

nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire, non comprises les heures supplémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe - Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'Industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et laitier
Le groupe 15.03	Pierre de construction
Le groupe 15.04	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton Prêt à l'Emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers

Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 6 avril 2016

[Étendu par arr. du 29 juill. 2016, JO 9 août, applicable à compter du 1^{er} janv. 2016]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM PACA Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFTC ;

CFDT Construction Bois Paca.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 04, 05, 06, 13, 83, 84 et Corse

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€) (+1 % par rapport à 2014)
Niveau 1	Échelon 1	1 472
	Échelon 2	1 494
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 523
	Échelon 3	1 569
Niveau 3	Échelon 1	1 576
	Échelon 2	1 600
	Échelon 3	1 648
Niveau 4	Échelon 1	1 657
	Échelon 2	1 684
	Échelon 3	1 743
Niveau 5	Échelon 1	1 749
	Échelon 2	1 804
	Échelon 3	1 930

		Valeurs mensuelles (€) (+1 % par rapport à 2014)
Niveau 6	Échelon 1	1 961
	Échelon 2	2 039
	Échelon 3	2 202
Niveau 7	Échelon 1	2 245
	Échelon 2	2 383
	Échelon 3	2 594

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire, non comprises les heures supplémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2016.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délais d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe - Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'Industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et laitier
Le groupe 15.03	Pierre de construction
Le groupe 15.04	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton Prêt à l'Emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 29 mars 2017

[Étendu par arr. 3 août 2017, JO 11 août à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2017]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM PACAC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE-CGC ;

BATIMAT TP CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 04, 05, 06, 13, 83, 84 et Corse

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

			Valeurs mensuelles (€) (+ 1,2 % par rapport à 2016 sauf pour le 1 ^{er} niveau)
556	Niveau 1 Mise à jour (septembre 2024)	Échelon 1	Dictionnaire Permanent Conventions Collectives
		Échelon 2	1 512

		Valeurs mensuelles (€) (+ 1,2 % par rapport à 2016 sauf pour le 1 ^{er} niveau)
Niveau 2	Échelon 1	1 518
	Échelon 2	1 542
	Échelon 3	1 588
Niveau 3	Échelon 1	1 595
	Échelon 2	1 619
	Échelon 3	1 668
Niveau 4	Échelon 1	1 677
	Échelon 2	1 704
	Échelon 3	1 764
Niveau 5	Échelon 1	1 770
	Échelon 2	1 825
	Échelon 3	1 953
Niveau 6	Échelon 1	1 985
	Échelon 2	2 063
	Échelon 3	2 228
Niveau 7	Échelon 1	2 272
	Échelon 2	2 412
	Échelon 3	2 625

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire, non comprises les heures supplémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 6 Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'Industrie.
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et laitier
Le groupe 15.03	Pierre de construction
Le groupe 15.04	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton Prêt à l'Emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 28 septembre 2017

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} oct. 2017]

La réunion paritaire, tenue à Aix en Provence le 28 mars 2017, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des Etam.

La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte,

se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1 ***Champ d'application professionnel***

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton, entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des Etam du 12 juillet 1955.

Article 2
Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : 04, 05, 06, 13, 83, 84 et Corse.

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} octobre 2017, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1 480,27
	Échelon 2	1 490
Niveau 2	Échelon 1	1 500
	Échelon 2	1 510
	Échelon 3	1 533
Niveau 3	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 612
Niveau 4	Échelon 1	1 626
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 704
Niveau 5	Échelon 1	1 718
	Échelon 2	1 763
	Échelon 3	1 885
Niveau 6	Échelon 1	1 918
	Échelon 2	1 992
	Échelon 3	2 150
Niveau 7	Échelon 1	2 193
	Échelon 2	2 326
	Échelon 3	2 535

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,*
- des rémunérations pour heures supplémentaires,*
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,*
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,*
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,*

- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes de la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} octobre 2017.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes d'Aix en Provence.

Accord du 3 juillet 2018

[Étendu par arr. 13 févr. 2019, JO 16 févr., applicable à compter du 1^{er} janvier 2018]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM PACAC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATIMAT TP CFTC ;

FG FO Construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 04, 05, 06, 13, 83, 84 et Corse.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€) (+ 1,9 % par rapport à 2017)
Niveau 1	Échelon 1	1 499
	Échelon 2	1 541
Niveau 2	Échelon 1	1 547
	Échelon 2	1 571
	Échelon 3	1 618

		Valeurs mensuelles (€) (+ 1,9 % par rapport à 2017)
Niveau 3	Échelon 1	1 625
	Échelon 2	1 650
	Échelon 3	1 700
Niveau 4	Échelon 1	1 709
	Échelon 2	1 736
	Échelon 3	1 797
Niveau 5	Échelon 1	1 804
	Échelon 2	1 860
	Échelon 3	1 990
Niveau 6	Échelon 1	2 022
	Échelon 2	2 103
	Échelon 3	2 271
Niveau 7	Échelon 1	2 315
	Échelon 2	2 457
	Échelon 3	2 675

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire, non comprises les heures supplémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 6 Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'Industrie, y compris la silice pour l'Industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et laitier
Le groupe 15.03	Pierre de construction
Le groupe 15.04	Plâtres et produits en plâtre
Le groupe 15.07	Béton Prêt à l'Emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 25 avril 2019

[Étendu par arr. 7 avr. 2020, JO 21 avr., à l'exception de l'activité de fabrication de produits en béton exclue de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2019]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM PACAC.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

FG FO ;

CFDT FNSCB.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1
Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2
Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 04, 05, 06, 13, 83, 84 et Corse

Article 3
Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux Etam sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€) (+ 2.1 % par rapport à 2018)
Niveau 1	Échelon 1	1 522
	Échelon 2	1 573
Niveau 2	Échelon 1	1 579
	Échelon 2	1 604
	Échelon 3	1 652
Niveau 3	Échelon 1	1 659
	Échelon 2	1 685
	Échelon 3	1 736
Niveau 4	Échelon 1	1 745
	Échelon 2	1 773
	Échelon 3	1 835
Niveau 5	Échelon 1	1 841
	Échelon 2	1 899
	Échelon 3	2 032
Niveau 6	Échelon 1	2 065
	Échelon 2	2 147
	Échelon 3	2 318
Niveau 7	Échelon 1	2 364
	Échelon 2	2 509
	Échelon 3	2 731

Article 4
Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,

- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire, non comprises les heures supplémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et notification**

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte de l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'Industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et laitier
Le groupe 15.03	Pierre de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.04	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton Prêt à l'Emploi
564 Mise à jour (septembre 2024) 5.09	Matériaux de construction Dictionnaire Permanent Conventions Collectives

Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Recommandation patronale de la FIB du 17 octobre 2019

[Non étendue, applicable à compter du 1^{er} juill. 2019]

La réunion paritaire, tenue à Aix en Provence le 25 avril 2019, n'ayant pas permis d'aboutir à un accord entre les organisations syndicales de salariés et la Fédération de l'Industrie du Béton (FIB), le Comité Exécutif de la FIB a décidé d'adopter une recommandation patronale portant sur les salaires minimaux des Ouvriers et des ETAM. La Fédération de l'Industrie du Béton (F.I.B.), agissant pour son propre compte, se référant à la Convention Collective Nationale des Ouvriers du 22 avril 1955, la Convention collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 et à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8, convient de ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

La présente recommandation patronale concerne l'ensemble des entreprises, adhérant à la Fédération de l'Industrie du Béton, et procédant à la fabrication des produits en béton, entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955.

Article 2

Champ d'application territorial

La présente recommandation patronale s'applique dans les départements suivants : 04, 05, 06, 13, 83, 84 et Corse.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

À compter du 1^{er} juillet 2019, les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1521,22
	Échelon 2	1544
Niveau 2	Échelon 1	1555
	Échelon 2	1566
	Échelon 3	1578
Niveau 3	Échelon 1	1598
	Échelon 2	1618
	Échelon 3	1638
Niveau 4	Échelon 1	1663
	Échelon 2	1688
	Échelon 3	1713
Niveau 5	Échelon 1	1748
	Échelon 2	1788
	Échelon 3	1893
Niveau 6	Échelon 1	1943
	Échelon 2	2033
	Échelon 3	2153

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 7	Échelon 1	2223
	Échelon 2	2353
	Échelon 3	2543

Ces valeurs mensuelles ont un caractère impératif pour les entreprises comprises dans le champ d'application de la présente recommandation patronale.

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Cette recommandation patronale s'applique aux entreprises adhérentes à la F.I.B.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cette recommandation patronale s'applique à compter du 1^{er} juillet 2019.

Article 6

Dépôt

Le texte de la présente recommandation patronale sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Conseil des prud'hommes d'Aix en Provence.

Accord du 29 avril 2021

[Étendu par arr. 10 sept. 2021, JO 25 sept., applicable à compter du 1^{er} janv. 2021]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM PACA Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires dont la liste figure en annexe.

Il s'applique à toutes les entreprises relevant de son champ d'application professionnel quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2 **Champ d'application territorial**

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 04, 05, 06, 13, 83, 84 et Corse

Article 3 **Salaires mensuels minimaux garantis**

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés (cf. page suivante)

Accord portant sur les salaires minimaux des ouvriers et ETAM

		Valeurs mensuelles (€) (+ 2,5 % par rapport à 2019)
Niveau 1	Échelon 1	1 560
	Échelon 2	1 612
Niveau 2	Échelon 1	1 619
	Échelon 2	1 644
	Échelon 3	1 693
Niveau 3	Échelon 1	1 700
	Échelon 2	1 727
	Échelon 3	1 779
Niveau 4	Échelon 1	1 788
	Échelon 2	1 817
	Échelon 3	1 881
Niveau 5	Échelon 1	1 887
	Échelon 2	1 946
	Échelon 3	2 083
Niveau 6	Échelon 1	2 116
	Échelon 2	2 200
	Échelon 3	2 376
Niveau 7	Échelon 1	2 423
	Échelon 2	2 572
	Échelon 3	2 799

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Le présent accord conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Article 6

Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L.2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7

Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14 Minéraux divers

Le groupe 14.02 Matériaux de carrières pour l'industrie

Dans la classe 15 Matériaux de construction

Le groupe 15.01 Sables et graviers d'alluvions

Le groupe 15.02 Matériaux concassés de roches et de laitier

Le groupe 15.03 Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)

Le groupe 15.05 Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)

Le groupe 15.07 Béton prêt à l'emploi

Le groupe 15.09 Matériaux de construction divers

Dans la classe 87 Services divers (marchands)

Le groupe 87.05 pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 22 février 2022

[Etendu par arr. 11 août 2022, JO 23 août, applicable à compter du 1^{er} janv. 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Sud PACA et Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et Bois ;

CFE CGC, section SICMA ;

FG FO Construction.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 22 février 2022 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et Corse relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord (avenant) s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 04, 05, 06, 13, 83, 84 et Corse

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€) (+ 3,3 % par rapport à 2021 sauf niveau 1.1. au SMIC)
Niveau 1	Échelon 1	1 604
	Échelon 2	1 666
Niveau 2	Échelon 1	1 672
	Échelon 2	1 698
Dictionnaire Permanent Conventions Collectives		Mise à jour (septembre 2024) 569

		Valeurs mensuelles (€) (+ 3,3 % par rapport à 2021 sauf niveau 1.1. au SMIC)
Niveau 3	Échelon 1	1 757
	Échelon 2	1 784
	Échelon 3	1 838
Niveau 4	Échelon 1	1 847
	Échelon 2	1 877
	Échelon 3	1 943
Niveau 5	Échelon 1	1 950
	Échelon 2	2 011
	Échelon 3	2 151
Niveau 6	Échelon 1	2 186
	Échelon 2	2 273
	Échelon 3	2 455
Niveau 7	Échelon 1	2 503
	Échelon 2	2 657
	Échelon 3	2 892

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités men-

tionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Exceptionnellement, au titre de l'année 2022, si l'indice de l'inflation du premier semestre 2022 montre un taux supérieur à 2,5 %, une réunion pourra être organisée, à la demande de la partie la plus diligente.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 22 septembre 2022

[Étendu par arr. 13 déc. 2022, JO 27 déc., applicable à compter du 1^{er} août 2022]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM PACA et Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CGT-FO ;

CFDT ;

CFTC ;
CFE-CGC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 22 septembre 2022 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et Corse relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1 Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord (avenant) s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2 Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 04, 05, 06, 13, 83, 84 et Corse

Article 3 Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Rappel : Accord du 22 février 2022	Valeurs mensuelles (€) (Augmentation d'un talon de 70 € par rapport à l'accord du 22 février 2022 sauf pour le niveau 1.1. qui est établi au SMIC, soit une augmentation de 75 €)
Niveau 1	Échelon 1	1 604	1 679
	Échelon 2	1 666	1 736
Niveau 2	Échelon 1	1 672	1 742
	Échelon 2	1 698	1 768
	Échelon 3	1 749	1 819
Niveau 3	Échelon 1	1 757	1 827
	Échelon 2	1 784	1 854
	Échelon 3	1 838	1 908
Niveau 4	Échelon 1	1 847	1 917
	Échelon 2	1 877	1 947
	Échelon 3	1 943	2 013
Niveau 5	Échelon 1	1 950	2 020
	Échelon 2	2 011	2 081
	Échelon 3	2 151	2 221
Niveau 6	Échelon 1	2 186	2 256
	Échelon 2	2 273	2 343
	Échelon 3	2 455	2 525

		Rappel : Accord du 22 février 2022	Valeurs mensuelles (€) (Augmentation d'un talon de 70 € par rapport à l'accord du 22 février 2022 sauf pour le niveau 1.1. qui est établi au SMIC, soit une augmentation de 75 €)
Niveau 7	Échelon 1	2 503	2 573
	Échelon 2	2 657	2 727
	Échelon 3	2 892	2 962

Nota :

Exceptionnellement, cet accord traite des augmentations de la grille en valeur absolue (et non pas en % comme traditionnellement) afin de répondre à l'augmentation exceptionnelle de l'inflation sur l'année 2022.

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} août 2022.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 Dépôt et Notification

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 13 septembre 2023

[Étendu par arr. 26 déc. 2023, JO 28 déc., applicable à compter du 1^{er} sept. 2023]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Sud PACA et Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT ;

CFE-CGC ;

CGT-FO ;

CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 13 septembre 2023 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et Corse relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord (avenant) s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 04, 05, 06, 13, 83, 84 et Corse.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Rappel accord du 22 septembre 2022 : Valeurs mensuelles (€) : talon de 70 € ¹ par rapport à l'accord du 22 février sauf pour le niveau 1.1. qui est établi au SMIC, soit une augmentation de 75 €	Accord du 13 septembre 2023 (+ 5 % sur toute la grille - arrondi à l'euro supérieur)
Niveau 1	Échelon 1	1 679	1 763
	Échelon 2	1 736	1 823
Niveau 2	Échelon 1	1 742	1 830
	Échelon 2	1 768	1 857
	Échelon 3	1 819	1 911
Niveau 3	Échelon 1	1 827	1 918
	Échelon 2	1 854	1 947
	Échelon 3	1 908	2 004
Niveau 4	Échelon 1	1 917	2 014
	Échelon 2	1 947	2 045
	Échelon 3	2 013	2114
Niveau 5	Échelon 1	2 020	2121
	Échelon 2	2 081	2185
	Échelon 3	2 221	2 333
Niveau 6	Échelon 1	2 256	2 369
	Échelon 2	2 343	2 461
	Échelon 3	2 525	2 652
Niveau 7	Échelon 1	2 573	2 702
	Échelon 2	2 727	2 863
	Échelon 3	2 962	3110
¹ Nota (rappel) : Exceptionnellement, l'accord de septembre 2022 traite des augmentations de la grille en valeur absolue (et non pas en % comme traditionnellement) afin de répondre à l'augmentation exceptionnelle de l'inflation sur l'année 2022			

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} septembre 2023.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction

Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Accord du 26 mars 2024

[Étendu par arr. 2 juil. 2024, 6 juil., applicable à compter du 1^{er} janv. 2024]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Sud CAPA et Corse.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT Construction et Bois ;

CFE-CGC section SICMA ;

FG FO Construction ;

BATI-MAT-TP-CFTC.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Lors de la réunion paritaire du 26 mars 2024 les partenaires sociaux se sont réunis afin d'échanger et discuter sur le niveau des salaires minimaux hiérarchiques conventionnels des entreprises de la région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et Corse relevant des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne les entreprises des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955. Il s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques dont la liste figure en annexe et qui sont représentées par les organisations patronales signataires.

Le présent accord (avenant) s'applique à toutes les entreprises, quel que soit l'effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : 04, 05, 06, 13, 83, 84 et Corse

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Rappel accord du 13 septembre 2023 : (+ 5 % sur toute la grille - arrondi à l'euro supérieur)	Accord du 26 mars 2024 (+ 3 % sur toute la grille - arrondi à l'euro supérieur)
Niveau 1	Echelon 1	1 763	1 816
Dictionnaire Permanent Conventions Collectives	Echelon 2	1 823	Mise à jour (septembre 2024) 1 877
			577

		Rappel accord du 13 septembre 2023 : (+ 5 % sur toute la grille - arrondi à l'euro supérieur)	Accord du 26 mars 2024 (+ 3 % sur toute la grille - arrondi à l'euro supérieur)
Niveau 2	Échelon 1	1 830	1 884
	Échelon 2	1 857	1 913
	Échelon 3	1 911	1 968
Niveau 3	Échelon 1	1 918	1 976
	Échelon 2	1 947	2 006
	Échelon 3	2 004	2 064
Niveau 4	Échelon 1	2 014	2 074
	Échelon 2	2 045	2 106
	Échelon 3	2 114	2 178
Niveau 5	Échelon 1	2 121	2 185
	Échelon 2	2 185	2 251
	Échelon 3	2 333	2 403
Niveau 6	Échelon 1	2 369	2 441
	Échelon 2	2 461	2 534
	Échelon 3	2 652	2 731
Niveau 7	Échelon 1	2 702	2 783
	Échelon 2	2 863	2 949
	Échelon 3	3 110	3 204

Article 4 Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations et majorations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé, en application de l'article L. 3221-2 du code du travail, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Il est également rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui, d'une part, seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3, et qui d'autre part, seraient devenus inférieurs au SMIC, en cas de revalorisation de celui-ci.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un

même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, s'applique à toutes les entreprises relevant des activités mentionnées en annexe. Il entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Article 6 **Adhésion**

Dans les conditions fixées aux articles L. 2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non-signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dépôt A et Notification**

En application de l'article L. 2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Rhône-Alpes **Accord du 19 septembre 2008**

[Étendu par arr. 7 janv. 2009, JO 14 janv., applicable à compter du 1^{er} juill. 2008]

Article 1er

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Cet accord s'applique dans les départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Loire, du Rhône, de la Savoie et de la Haute Savoie qui constituent la Région Rhône-Alpes.

Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2008.

Article 4

Les salaires minimaux horaires GARANTIS sont les suivants (en euros) :

Catégories	Coefficients	Salaires Minimaux Garantis
OM	120	8,71
OS 1	130	8,71
OS 2	140	8,71
OS 3	150	8,72
OQ 1	160	9,18
OQ 2	170	9,40
OQ 3	185	10,05
OHQ	200	10,25
C.E.	225	10,95

Article 5

Les salaires minimaux horaires de Qualification servant de base au calcul de la prime d'ancienneté, sont les suivants (en euros) :

Catégories	Coefficients	Salaires Minimaux de Qualification
OM	120	5,11
OS 1	130	5,19
OS 2	140	5,27
OS 3	150	5,36
OQ 1	160	5,41
OQ 2	170	5,49
OQ 3	185	5,90
OHQ	200	6,38
C.E.	225	7,18

Article 6

Conformément aux clauses de l'Article 4 de l'Accord National du 21 février 1957, les salaires minimaux de qualification comme les salaires minimaux garantis comprennent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de primes ou toute autre dénomination que ce soit. Seules doivent être payées en plus de ces salaires minimaux :

- a) les majorations pour heures supplémentaires,
- b) les indemnités ayant un caractère de remboursement de frais telles qu'indemnités d'outillage, de transport,
- c) les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travail dangereux, insalubre et pénible,
- d) les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955 ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes,

e) les primes d'ancienneté et d'assiduité,

f) les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 4.

Article 7

Toute organisation syndicale représentative, non signataire du présent accord, pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direction Générale du Travail ; elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations signataires.

Article 8

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du Travail.

Accord du 11 avril 2011

[Étendu par arr. 23 août 2011, JO 30 août à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension]

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles brutes en € (+ 2 % par rapport à la grille 2010)
Niveau 1	Échelon 1	1377
	Échelon 2	1397
Niveau 2	Échelon 1	1404
	Échelon 2	1425
	Échelon 3	1468
Niveau 3	Échelon 1	1475
	Échelon 2	1497
	Échelon 3	1542
Niveau 4	Échelon 1	1550
	Échelon 2	1576
	Échelon 3	1632
Niveau 5	Échelon 1	1637
	Échelon 2	1688
	Échelon 3	1805

		Valeurs mensuelles brutes en € (+ 2 % par rapport à la grille 2010)
Niveau 6	Échelon 1	1836
	Échelon 2	1907
	Échelon 3	2060
Niveau 7	Échelon 1	2101
	Échelon 2	2229
	Échelon 3	2428

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mars 2011.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la Direccte (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi). Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffé du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article D. 2231-2 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 12 mars 2012

[Étendu par arr. 9 août 2012, JO 17 août à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de pro-

duits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} févr. 2012]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

URCB CFDT.

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€) (+ 2,3% par rapport à la grille 2011)
Niveau 1	Échelon 1	1409
	Échelon 2	1429
Niveau 2	Échelon 1	1436
	Échelon 2	1458
	Échelon 3	1502
Niveau 3	Échelon 1	1509
	Échelon 2	1531
	Échelon 3	1577
Niveau 4	Échelon 1	1586
	Échelon 2	1612
	Échelon 3	1670
Niveau 5	Échelon 1	1675
	Échelon 2	1727
	Échelon 3	1847
Niveau 6	Échelon 1	1878
	Échelon 2	1951
	Échelon 3	2107
Niveau 7	Échelon 1	2149
	Échelon 2	2280
	Échelon 3	2484

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} février 2012.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 27 février 2013

[Étendu par arr. 8 juill. 2013, JO 19 juill., applicable à compter du 1^{er} janvier 2013]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFE CGC BTP SICMA ;

URCB/CFDT Rhône-Alpes.

Se référant à la Convention Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 **Champ d'application professionnel**

Le présent accord concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des ouvriers du 22 avril 1955 et de la Convention Collective Nationale des ETAM du 12 juillet 1955 à

l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)
Niveau 1	Échelon 1	1450
	Échelon 2	1463
Niveau 2	Échelon 1	1466
	Échelon 2	1483
	Échelon 3	1525
Niveau 3	Échelon 1	1533
	Échelon 2	1555
	Échelon 3	1602
Niveau 4	Échelon 1	1611
	Échelon 2	1637
	Échelon 3	1696
Niveau 5	Échelon 1	1701
	Échelon 2	1754
	Échelon 3	1876
Niveau 6	Échelon 1	1907
	Échelon 2	1981
	Échelon 3	2140
Niveau 7	Échelon 1	2182
	Échelon 2	2315
	Échelon 3	2522

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle,
- de la prime de vacances conventionnelle,

— des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2013.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Accord du 4 avril 2014

[Étendu par arr. 24 oct. 2014, JO 28 nov. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} mars 2014]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT ;

FO ;

CFE CGC BTP SICMA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	Taux (%)
Niveau 1	Échelon 1	1473	1,6
	Échelon 2	1486	1,6
Niveau 2	Échelon 1	1489	1,6
	Échelon 2	1507	1,6
	Échelon 3	1549	1,6
Niveau 3	Échelon 1	1558	1,6
	Échelon 2	1580	1,6
	Échelon 3	1628	1,6
Niveau 4	Échelon 1	1637	1,6
	Échelon 2	1663	1,6
	Échelon 3	1723	1,6
Niveau 5	Échelon 1	1727	1,5
	Échelon 2	1780	1,5
	Échelon 3	1904	1,5
Niveau 6	Échelon 1	1936	1,5
	Échelon 2	2011	1,5
	Échelon 3	2172	1,5
Niveau 7	Échelon 1	2215	1,5
	Échelon 2	2350	1,5
	Échelon 3	2560	1,5

Article 4 **Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels**

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5
Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} mars 2014.

Article 6
Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7
Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8
Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
	Le groupe 14.02 Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
	Le groupe 15.01 Sables et graviers d'alluvions
	Le groupe 15.02 Matériaux concassés de roches et de laitier
	Le groupe 15.03 Pierres de construction
	Le groupe 15.05 Plâtres et produits en plâtre
	Le groupe 15.07 Béton prêt à l'emploi
	Le groupe 15.09 Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
	Le groupe 87.05 pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en Béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 10 avril 2015

[Étendu par arr. 18 août 2015, JO 11 sept. à l'exception des entreprises procédant à la fabrication de produits en béton exclues de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2015]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

URCB CFDT ;

CFTC ;

FO ;

CFE-CGC BTP SICMA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8 ;

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	Taux (%)
Niveau 1	Échelon 1	1483	0,65
	Échelon 2	1496	0,65
Niveau 2	Échelon 1	1499	0,65
	Échelon 2	1517	0,65
	Échelon 3	1559	0,65
Niveau 3	Échelon 1	1568	0,65
	Échelon 2	1590	0,65
	Échelon 3	1639	0,65
Niveau 4	Échelon 1	1648	0,65
	Échelon 2	1674	0,65
	Échelon 3	1734	0,65
Niveau 5	Échelon 1	1738	0,65
	Échelon 2	1792	0,65
	Échelon 3	1916	0,65
Niveau 6	Échelon 1	1946	0,50
	Échelon 2	2021	0,50
	Échelon 3	2183	0,50
Niveau 7	Échelon 1	2226	0,50
	Échelon 2	2362	0,50
	Échelon 3	2573	0,50

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 **Date d'entrée en vigueur**

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2015.

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7 **Dépôt**

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8 **Délai d'opposition**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers Le groupe 14.02 Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction Le groupe 15.01 Sables et graviers d'alluvions Le groupe 15.02 Matériaux concassés de roches et de laitier Le groupe 15.03 Pierres de construction Le groupe 15.05 Plâtres et produits en plâtre Le groupe 15.07 Béton prêt à l'emploi Le groupe 15.09 Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands) Le groupe 87.05 pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en Béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 11 mars 2016

[Étendu par arr. 4 juill. 2016, JO 12 juill., à l'exception de l'activité de fabrication de produits en béton exclue de l'extension, applicable à compter du 1^{er} janv. 2016]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM Rhône-Alpes.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FO ;

URCB CFDT ;

CFTC ;

CFE CGC BTP SICMA.

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application professionnel

Le présent accord s'applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Article 2

Champ d'application territorial

Le présent accord s'applique dans les départements suivants : Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie.

Article 3

Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€)	Taux (%)
Niveau 1	Échelon 1	1492	0,60
	Échelon 2	1505	0,60
Niveau 2	Échelon 1	1508	0,60
	Échelon 2	1526	0,60
	Échelon 3	1568	0,60
Niveau 3	Échelon 1	1577	0,60
	Échelon 2	1600	0,60
	Échelon 3	1649	0,60
Niveau 4	Échelon 1	1658	0,60
	Échelon 2	1684	0,60
	Échelon 3	1744	0,60
Niveau 5	Échelon 1	1748	0,60
	Échelon 2	1803	0,60
	Échelon 3	1927	0,60

		Valeurs mensuelles (€)	Taux (%)
Niveau 6	Échelon 1	1958	0,60
	Échelon 2	2033	0,60
	Échelon 3	2196	0,60
Niveau 7	Échelon 1	2239	0,60
	Échelon 2	2376	0,60
	Échelon 3	2588	0,60

Article 4

Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire de travail, non comprises les heures complémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L. 3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5

Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2016.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès des services centraux du ministère chargé du travail. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Article 7

Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire de ce texte sera adressé au Secrétariat-Greffe du Conseil des prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Article 8

Délai d'opposition

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales.

Annexe : liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et entrant dans le champ du présent accord

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14	Minéraux divers
	Le groupe 14.02 Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
	Le groupe 15.01 Sables et graviers d'alluvions
	Le groupe 15.02 Matériaux concassés de roches et de laitier
	Le groupe 15.03 Pierres de construction
	Le groupe 15.05 Plâtres et produits en plâtre
	Le groupe 15.07 Béton prêt à l'emploi
	Le groupe 15.09 Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
	Le groupe 87.05 pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Les activités relevant du groupe 15.08 Produits en Béton ne sont pas couvertes par le présent accord.

Accord du 18 avril 2017

(Voir «Auvergne-Rhône-Alpes»)

TEXTES COMPLÉMENTAIRES

Rapprochement de la CCN avec la convention collective des industries de la Chaux

Accord de méthode du 17 janvier 2019

[Non étendu, applicable à compter de sa date de signature]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM ;

FIB ;

UP Chaux.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FNCB CFDT ;

BATI MAT TP CFTC ;

SICMA CFE CGC BTP ;

FNSCBA CGT.

Préambule

Le dispositif de restructuration des branches, initié par plusieurs lois successives, a été précisé par les ordonnances relatives à la réforme du code du travail de septembre 2017 et, cadré dans un calendrier.

L'objectif du ministre du travail dans un premier temps, est de favoriser le regroupement volontaire de branches professionnelles. Toutefois, il peut également imposer leur fusion en application des dispositions de l'article L. 2261-32 du code du travail.

Par ailleurs et selon l'article L. 2261-33 du code du travail, en cas de conclusion d'un accord collectif regroupant le champ de plusieurs conventions collectives existantes, les partenaires sociaux disposent d'un délai de 5 ans pour négocier leur rapprochement. À l'issue de ce délai, les stipulations de la convention collective de rattachement s'appliquent automatiquement à défaut d'accord.

Dans ce contexte, des contacts ont été pris avec l'Union patronale de la chaux afin d'étudier la volonté et la faisabilité d'un rapprochement.

Après discussions, les partenaires sociaux des Industries de carrières et matériaux de construction et de l'Industrie de la chaux ont décidé d'élaborer dans un premier temps un accord de méthode encadrant leurs discussions préalables à la conclusion éventuelle d'un accord de rapprochement de leurs champs conventionnels.

Le présent accord de méthode ne constitue pas l'accord de champ qui fera l'objet, le cas échéant, d'un accord séparé au terme des travaux définis ci-après.

Article 1

Champ d'application de l'accord

Le présent accord concerne l'ensemble des entreprises et des salariés relevant des conventions collectives ci-dessous répertoriées, à la date de signature de l'accord :

- IDCC 0087 : personnel ouvrier des industries de carrières et matériaux de construction.
- IDCC 0135 : personnel ETAM des industries de carrières et matériaux de construction.
- IDCC 0211 : personnel cadre des industries de carrières et matériaux de construction.
- IDCC 3227 : personnel des industries de la chaux.

Article 2

Désignation de la branche des industries de Carrières et Matériaux de Construction en tant que branche de rattachement

Comme annoncé dans le préambule, les partenaires sociaux de la Branche Chaux ont décidé de mener une réflexion afin d'opérer un rapprochement avec la branche des Industries de Carrières et Matériaux de construction, étant précisé que ces branches sont déjà regroupées au sein d'un même accord interbranches dans le domaine de la formation professionnelle et de l'apprentissage

Pour cela, les partenaires sociaux de la branche de la Chaux ont signé le 25 septembre 2018 un accord de méthode afin d'étudier la faisabilité de ce rapprochement et établir un calendrier d'action. Une première réunion commune

a été organisée le 21 novembre afin de présenter la démarche aux membres des deux CPPNI.

Article 3 **Méthode de rapprochement**

Dans un premier temps, il revient aux représentants de la fédération des producteurs de chaux de procéder à une analyse comparative des dispositions conventionnelles afin de déterminer :

-

les dispositions des conventions collectives des industries de carrières et matériaux de construction qu'ils souhaiteraient adopter dans le cadre du rapprochement envisagé.

-

les dispositions conventionnelles qu'ils souhaiteraient maintenir dans une annexe sectorielle.

Dans un deuxième temps, les partenaires sociaux des deux branches s'emploieront à définir les dispositions qui peuvent faire l'objet d'un socle commun et les dispositions et les thèmes qui pourront faire l'objet d'une annexe, en raison de leurs spécificités liées à des situations juridiques différentes, si la validité juridique de ces annexes sectorielles est confirmée.

À l'issue de ce travail d'analyse, le rapprochement des dispositions conventionnelles pourra être scellé par la signature d'un accord de champ, dans les conditions légales en vigueur. Le cas échéant, certaines dispositions conventionnelles pourront faire l'objet de négociations unificatrices dans le délai de 5 ans visé à l'article L. 2261-33 du code du travail.

La signature de cet accord de champ se fera dans le respect et en application des arrêtés de mesure de la représentativité en vigueur à la date de signature.

Article 4 **Méthode de travail**

Article 4.1 **Constitution d'un groupe de travail «chaux»**

Pour ce faire, les partenaires sociaux reconnaissent que, dans un premier temps, il revient à la CPPNI de la branche des industries de la fabrication de la chaux de définir les conditions de réunion de son groupe de travail paritaire.

Pour faciliter ces missions, il est convenu que le groupe de travail paritaire comprendra au plus, deux représentants de chaque organisation syndicale représentative au niveau de la branche professionnelle et un nombre équivalent représentant la délégation patronale.

Article 4.2 **Constitution d'un groupe de travail commun**

Dans un deuxième temps, les travaux seront partagés au sein d'un groupe de travail commun réunissant l'ensemble des représentants des fédérations d'employeurs et de salariés des deux branches concernées, étant précisé que chaque groupe de travail paritaire comprendra au plus, deux représentants de chaque organisation syndicale représentative au niveau de la branche professionnelle et un nombre équivalent représentant la délégation patronale.

Article 4.3 **Information et règles de prise en charge**

Chaque organisation syndicale représentative désignera au plus, deux référents titulaires et deux représentants suppléants, étant précisé que l'ensemble des documents sera adressé aux uns et aux autres ainsi qu'aux représentants des deux CPPNI.

Le représentant suppléant assiste à la réunion du groupe de travail paritaire restreint lorsque le référent titulaire est absent.

Les règles de prise en charge des frais de déplacement du référent titulaire ou de son représentant suppléant (restauration, hébergement, transport) sont en vigueur dans chacune des branches concernées.

Chaque groupe de travail paritaire établira au début de ses travaux un calendrier prévisionnel de ses réunions.

Chaque réunion donnera lieu à un procès-verbal constatant l'avancement des travaux qui sera diffusé à l'ensemble des membres des CPPNI au fur et à mesure.

Article 5 **Date d'application de l'accord**

L'accord est conclu pour une durée de 12 mois et entrera en vigueur à compter de sa date de signature.

Il expirera automatiquement et sans formalisme particulier à l'issue de cette durée. S'ils l'estiment nécessaire, les

partenaires sociaux pourront toutefois décider de prolonger cette période par voie d'avenant au présent accord.

Article 6 **Adhésion, Révision, Dénonciation**

Toute Organisation Syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

La procédure de révision devra être engagée conformément aux dispositions légales en vigueur.

Le présent accord pourra être dénoncé par l'une des parties signataires ou ayant adhéré à l'accord avec un préavis de 3 mois minimum.

Cette dénonciation est portée à la connaissance des autres parties signataires ou ayant adhéré, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce contexte, les parties signataires conviennent de se réunir dans les meilleurs délais pour apprécier la situation ainsi créée.

Article 7 **Dépôt et publicité**

Le présent avenant sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail, Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Article 8 **Notification de l'accord**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'avenant signé aux organisations syndicales représentatives.

Accord du 11 juillet 2019

[Étendu par arr. 17 févr. 2020, JO 25 févr., applicable à compter de la date de parution au Journal Officiel de son arrêté d'extension]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM ;

FIB ;

UP Chaux.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FNCB CFTD ;

BATI MAT TP CFTC ;

SICMA CFE CGC BTP ;

FNSCBA CGT.

Préambule

Le dispositif de restructuration des branches, initié par plusieurs lois successives, a été précisé par les ordonnances relatives à la réforme du code du travail de septembre 2017 et, cadré dans un calendrier.

L'objectif du ministre du travail est de favoriser le regroupement volontaire de branches professionnelles, même si par ailleurs, il peut imposer leur fusion en application des dispositions de l'article L. 2261-32 du code du travail

En application des dispositions de l'article L. 2261-33 du code du travail, en cas de conclusion d'un accord collectif regroupant le champ de plusieurs conventions collectives existantes, les partenaires sociaux disposent d'un délai maximum de 5 ans pour négocier les modalités de ce rapprochement. À l'issue de ce délai, les stipulations de la convention collective de rattachement s'appliquent automatiquement à défaut d'accord.

Dans ce contexte et après discussions, les partenaires sociaux des Industries de Carrières et Matériaux de construction et des Industries de fabrication de la Chaux ont décidé de se rapprocher afin d'établir un accord de fusion de leurs champs conventionnels.

Afin de préparer cette fusion un accord de méthode a été conclu le 17 janvier 2019.

Cela étant, et devant le calendrier imposé, les partenaires sociaux décident de procéder à la fusion de leurs champs conventionnels. L'accord de méthode précité reste toutefois en vigueur pour le rapprochement des autres dispositions conventionnelles dans le délai maximum de 5 ans précité.

Article 1 **Champ d'application de l'accord**

Les partenaires sociaux décident de fusionner les champs des conventions collectives suivants :

- IDCC 0087 : personnel ouvrier des Industries de Carrières et Matériaux de construction.
- IDCC 0135 : personnel Etam des Industries de Carrières et Matériaux de construction.
- IDCC 0211 : personnel cadre des Industries de Carrières et Matériaux de construction.
- IDCC 3227 : personnel des Industries de la Chaux.

Les activités professionnelles regroupant les champs conventionnels tels que définis par les quatre codes IDCC ci-dessus mentionnés sont reprises en annexe du présent accord.

Eu égard à son objet, le présent accord ne comporte pas de stipulations particulières vis-à-vis des entreprises TPE-PME de moins de 50 salariés.

Article 2 **Désignation de la branche des Industries de Carrières et Matériaux de Construction en tant que branche de rattachement**

Les partenaires sociaux représentant les activités visées en annexe, ont décidé de désigner, en tant que branche de rattachement, la branche des industries de carrières et matériaux de construction.

Les partenaires sociaux de la branche des Industries de Carrières et Matériaux de construction ont entrepris en 2018 un travail en vue du rapprochement des conventions ouvriers, Etam et cadres. La convention issue de cette fusion sera à terme la convention de rattachement. À défaut, la convention collective répertoriée sous le code IDCC 0087 (ouvriers) le sera.

Article 3 **Méthode de rapprochement**

À l'issue d'un travail d'analyse comparative des dispositions conventionnelles, et dans le cadre du nouveau champ conventionnel unifié, les partenaires sociaux s'emploieront à définir les dispositions qui pourront faire l'objet de négociations unificatrices dans le délai maximum de 5 ans visé à l'article L. 2261-33 du code du travail, et, le cas échéant, celles qui pourront faire l'objet d'annexes sectorielles et/ou catégorielles, en raison de leurs spécificités.

Les partenaires sociaux conviennent que ces négociations se dérouleront au sein de la CPPNI des Industries de Carrières et Matériaux de construction dont le périmètre sera étendu au nouveau champ conventionnel fusionné, par voie d'avenant.

Dans le délai maximum de 5 ans tel que fixé à l'alinéa 1, et dans l'attente de la négociation de dispositions communes et de la négociation des dispositions qui pourraient faire l'objet d'annexes sectorielles et/ou catégorielles les dispositions des quatre conventions collectives visées par les codes IDCC mentionnés à l'article 1 du présent accord restent en vigueur et continuent de produire effet.

Les partenaires sociaux rappellent que le présent accord de champs est signé dans le respect et en application des arrêtés de mesure de la représentativité, tant des organisations patronales que des organisations syndicales de salariés.

Article 4 **Date d'application de l'accord**

L'accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à compter de la date de parution au journal officiel de son arrêté d'extension.

Article 5 **Adhésion, Révision, Dénonciation**

Toute Organisation Syndicale représentative non-signataire du présent accord pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

La procédure de révision devra être engagée conformément aux dispositions légales en vigueur.

Le présent accord pourra être dénoncé par l'une des parties signataires ou ayant adhéré à l'accord avec un préavis de 3 mois minimum.

Cette dénonciation est portée à la connaissance des autres parties signataires ou ayant adhéré, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce contexte, les parties signataires conviennent de se réunir dans les meilleurs délais pour apprécier la situation ainsi créée.

Article 6 **Dépôt et publicité**

Le présent avenant sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Article 7 **Notification et demande d'extension de l'accord**

En application de l'article L. 2231-5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant notifiera le texte à l'ensemble des organisations représentatives et demandera l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et L. 2261-24 du code du travail.

Annexe : Liste des activités d'application fusionné des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction et des industries des producteurs de chaux

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.08	Produits en béton
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	Pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective des industries des producteurs de chaux tel que défini ci-après par référence à la Nomenclature d'activités françaises (décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992) :

Le code 26.52 Z : Fabrication de chaux (à l'exclusion de la fabrication du plâtre)

Rapprochement de la CCN avec la convention collective Tuiles et briques

Accord de méthode du 1^{er} octobre 2019

[Étendu par arr. 18 déc. 2020, JO 24 déc., applicable à compter de sa signature pour une durée de 1 an]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

Fédération Française des Tuiles et Briques.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;
Fédération BATI-MAT-TP CFTC ;
Fédération Générale FO Construction.

Mod. par Avenant 18 mai 2020, étendu par arr. 18 déc. 2020, JO 24 déc., applicable à compter de sa signature, soit le 18 mai 2020⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFTB.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC ;

FG FO Construction.

Préambule

Dans le cadre des ordonnances relatives à la réforme du code du travail de septembre 2017, le dispositif de rapprochement des branches initié par la loi du 8 août 2016 a été confirmé.

L'objectif poursuivi est de favoriser le regroupement de branches.

Dans ce contexte, les partenaires sociaux de la branche de l'Industrie des Tuiles et Briques ont décidé de se réunir pour élaborer un accord de méthode en vue d'un rapprochement de la branche Tuiles et Briques avec une branche des Matériaux de Construction pour l'Industrie afin de former un ensemble économique et social cohérent, notamment pour les salariés de la branche des Tuiles et Briques

Cet accord doit permettre de favoriser la mutualisation et la continuité d'un dialogue social constructif.

Les partenaires sociaux soulignent à ce sujet que la branche de l'Industrie des Tuiles et Briques a participé aux négociations interbranches relatives à la mise en place d'un accord relatif à la Formation Professionnelle Continue avec le secteur des matériaux de construction pour l'industrie, et plus spécifiquement depuis 2010, lors de la création de l'OPCA 3+. Ces branches sont d'ailleurs réunies dans la même Section Paritaire Professionnelle de l'OPCO 2i sous l'appellation Matériaux de Construction pour l'Industrie et le Verre (MCIV).

Article 1

Champ d'application de l'accord

Le présent accord est applicable à l'ensemble des entreprises relevant de la Convention Collective Nationale de l'Industrie des Tuiles et Briques (IDCC 1170).

Article 2

Désignation de la branche de rapprochement

Comme annoncé dans le préambule, les partenaires sociaux de la Branche Tuiles et Briques ont décidé de mener une réflexion afin d'opérer un rapprochement avec la branche des Industries de Carrières et Matériaux de construction identifiée sous les codes IDCC : 87/135/211.

Les conventions collectives des Industries de Carrières et Matériaux de construction (60 500 salariés - données DARES 2015) et celle des Tuiles et Briques participent à une structure paritaire commune pour la formation professionnelle.

Article 3

La méthode de rapprochement

Mod. par Avenant 18 mai 2020, étendu par arr. 18 déc. 2020, JO 24 déc., applicable à compter de sa signature, soit le 18 mai 2020⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFTB.

Syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

CFTC ;

FG FO Construction.

La CPPNI de la branche de l'Industrie des Tuiles et Briques a pour objectif de prendre contact avec la CPPNI des Industries de Carrières et Matériaux de construction pour étudier la faisabilité d'un accord de méthode.

Des réunions de CPPNI communes commenceront au cours du second semestre 2020.

Les parties intéressées vont devoir établir une méthode permettant de définir les thèmes pouvant faire l'objet d'un socle commun de dispositions et les thèmes pouvant être traités en annexes en raison de spécificités liées à des

situations différentes.

Ce n'est qu'une fois le contenu de ce tissu conventionnel «suffisamment abouti» que le rapprochement des branches pourra être scellé par la signature d'un accord de champ, dans un délai de 5 ans au maximum, par un statut conventionnel commun.

Article 4 **Représentativité**

Jusqu'en 2021, date des prochaines mesures de représentativité, la branche Tuiles et Briques reste représentative dans son champ d'application.

Au-delà de 2021, cette représentativité sera calculée suivant les règles légales en vigueur.

Article 5 **Entrée en vigueur - Clause de rendez-vous - Dépôt**

Le présent accord, conclu pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction, entre en vigueur dès sa signature.

Cet accord fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre en charge du travail et de l'emploi dans les conditions fixées à l'article D. 2231-3 du Code du Travail

Article 6 **Adhésion**

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer.

Cette adhésion devra être notifiée à toutes les organisations syndicales représentatives de la branche et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 7 **Dénonciation, Révision**

Le présent accord pourra être dénoncé par l'une des parties signataires ou ayant adhéré à l'accord dans les conditions prévues par le code du travail.

Cette dénonciation est portée à la connaissance des autres parties signataires ou ayant adhéré, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties conformément à l'article L. 2261-7 du code du travail.

Accord de méthode du 8 septembre 2020

[Étendu par arr. 21 mai 2021, JO 12 juin, applicable à compter de sa date de signature pour une durée de 24 mois]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM ;

FFTB ;

FIB ;

UP'Chaux.

Syndicat(s) de salarié(s) :

BATI MAT TP CFTC ;

CFDT FNSCB ;

SICMA CFE-CGC ;

CGT FNSCBA.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Dans le cadre des ordonnances relatives à la réforme du Code du travail en septembre 2017, le dispositif de rapprochement des branches initié par plusieurs lois successives a été confirmé et cadré dans un calendrier.

L'objectif de la Ministre du travail est dans un premier temps de favoriser le regroupement volontaire de branches

professionnelles. Toutefois, elle peut également imposer leur fusion en application des dispositions de l'article L. 2261-32 du code du travail.

Par ailleurs et selon l'article L. 2261-33 du code du travail, en cas de conclusion d'un accord collectif regroupant le champ de plusieurs conventions collectives existantes, les partenaires sociaux disposent d'un délai de cinq ans au maximum pour négocier leur rapprochement. À l'issue de ce délai, les stipulations de la convention collective de rattachement s'appliquent automatiquement à défaut d'accord.

Dans ce contexte, les partenaires sociaux de la branche de l'Industrie des Tuiles et Briques ont pris contact avec la branche des Industries de Carrières et Matériaux de construction et celle des producteurs de chaux afin d'étudier la volonté et la faisabilité d'un rapprochement de leurs conventions collectives.

Ils souhaitent élaborer dans un premier temps un accord de méthode encadrant leurs discussions préalables à la conclusion éventuelle d'un accord de rapprochement de leurs champs conventionnels.

Le présent accord de méthode ne constitue pas l'accord de champ qui fera l'objet, le cas échéant, d'un accord séparé au terme des travaux définis ci-après.

Article 1 **Champ d'application de l'accord**

Le présent accord concerne l'ensemble des entreprises et des salariés relevant des conventions collectives ci-dessous répertoriées, à la date de signature de l'accord :

- IDCC 0087 : personnel ouvrier des industries de carrières et matériaux de construction.
- IDCC 0135 : personnel ETAM des industries de carrières et matériaux de construction.
- IDCC 0211 : personnel cadre des industries de carrières et matériaux de construction.
- IDCC 3227 : personnel des industries de la chaux.
- IDCC 1170 : personnel de l'industrie des tuiles et des briques.

Au vu de son objet, cet accord s'applique à toute entreprise, sans considération d'effectif.

Article 2 **Désignation de la branche des Industries de Carrières et Matériaux de Construction en tant que branche de rapprochement**

Comme annoncé dans le préambule, les partenaires sociaux de la Branche de l'Industrie des Tuiles et des Briques ont décidé de mener une réflexion afin d'opérer un rapprochement avec la branche des Industries de Carrières et Matériaux de construction et celle des industries de la chaux, étant précisé que ces branches participent à une structure paritaire commune pour la formation professionnelle.

Pour cela, les partenaires sociaux de la branche de l'Industrie des Tuiles et Briques ont signé le 1^{er} octobre 2019 un accord de méthode désignant la branche des Industries de Carrières et Matériaux de construction et des industries de la chaux comme étant celle avec laquelle un rapprochement était souhaité.

Les partenaires sociaux des branches ont décidé de commencer la réflexion commune en organisant une réunion exceptionnelle réunissant les membres des deux CPPNI le 8 septembre 2020, au cours de laquelle le présent accord a été examiné.

Article 3 **Méthode de rapprochement**

Dans un premier temps, il revient aux représentants de la branche de l'Industrie des Tuiles et Briques de procéder à une analyse comparative des dispositions conventionnelles afin de déterminer :

- les dispositions de la convention collective des Industries de Carrières et Matériaux de construction qu'ils souhaiteraient adopter dans le cadre du rapprochement envisagé.
- les dispositions conventionnelles qu'ils souhaiteraient maintenir dans une annexe sectorielle en raison de leurs spécificités liées à des situations juridiques différentes, si la validité juridique de ces annexes sectorielles était confirmée.

Dans un deuxième temps, les partenaires sociaux des branches s'emploieront à définir les dispositions qui peuvent faire l'objet d'un socle commun et les dispositions et les thèmes qui pourraient faire l'objet d'annexes sectorielles. À l'issue de ce travail d'analyse, le rapprochement des dispositions conventionnelles pourra être scellé par la signature d'un accord de champ, dans les conditions légales en vigueur. Le cas échéant, certaines dispositions conventionnelles pourront faire l'objet de négociations unificatrices dans le délai de 5 ans au maximum, visé à l'article L. 2261-33 du code du travail.

La signature de cet accord de champ se fera dans le respect et en application des arrêtés de mesure de la représentativité en vigueur à la date de signature.

Article 4

Méthode de travail

Article 4.1

Constitution d'un groupe technique de travail commun

Les travaux seront partagés au sein d'un groupe technique de travail commun réunissant l'ensemble des représentants des fédérations d'employeurs et de salariés représentatives des branches concernées, étant précisé que chaque groupe technique de travail paritaire comprendra au plus, un représentant de chaque organisation syndicale représentative au niveau de chacune des branches professionnelles et un nombre équivalent de représentants de la délégation patronale.

Article 4.2

Information et règles de prise en charge des représentants au groupe technique

Chaque organisation syndicale représentative désignera au plus, un référent titulaire et un représentant suppléant, étant précisé que l'ensemble des documents sera adressé aux uns et aux autres ainsi qu'aux représentants des groupes techniques paritaires.

Le représentant suppléant assiste à la réunion du groupe technique de travail paritaire restreint lorsque le référent titulaire est absent.

Les règles de prise en charge des frais de déplacement du référent titulaire ou de son représentant suppléant (restauration, transport) sont celles en vigueur pour les groupes techniques paritaires dans chacune des branches concernées.

Chaque groupe technique de travail paritaire établira au début de ses travaux un calendrier prévisionnel de ses réunions.

Chaque réunion donnera lieu à un compte-rendu établi par la délégation patronale constatant l'avancement des travaux qui sera diffusé au groupe technique paritaire et aux membres des CPPNI au fur et à mesure.

Article 4.3

Constitution d'une commission paritaire «ad hoc» de coordination

Afin de coordonner les travaux des groupes techniques, les partenaires sociaux des branches représentatives relevant du présent accord ont décidé de créer une commission paritaire «ad hoc» dédiée.

Commune aux deux CPPNI, cette commission, instituée à l'initiative de chacune des CPPNI, aura pour mission de suivre et coordonner les travaux entrepris au sein de chacune des CPPNI, ayant pour finalité, à terme, le regroupement des dispositions conventionnelles.

Cette commission «ad hoc» se réunira au moins deux fois par an, étant précisé que la première réunion de cette commission de coordination se tiendra au plus tard le 31 mars 2021.

Chaque CPPNI désignera les représentants syndicaux et patronaux appelés à participer à cette commission de coordination, dans la limite d'un représentant syndical par organisation syndicale représentative, et d'un nombre de représentants patronaux équivalent.

Les modalités de convocation, de prise en charge, de remboursement des participants sont définies par chacune des CPPNI.

Article 5

Date d'application de l'accord

L'accord est conclu pour une durée de 24 mois et entrera en vigueur à compter de sa date de signature.

Il expirera automatiquement et sans formalisme particulier à l'issue de cette durée. S'ils l'estiment nécessaire, les partenaires sociaux pourront toutefois décider de prolonger cette période par voie d'avenant au présent accord.

Article 6

Adhésion, Révision

Suivant les règles de droit commun en vigueur, toute Organisation Syndicale représentative non-signataire du présent accord ainsi que de toute organisation syndicale ou association d'employeur ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Les organisations syndicales de salariés et professionnelles d'employeurs habilitées à engager la procédure de révision sont déterminées conformément aux dispositions de l'article L. 2261-7 du Code du travail.

Les conditions de validité de l'avenant de révision obéissent aux conditions posées par l'article L. 2232-6 du Code du travail.

À la demande d'engagement de la procédure de révision sont jointes les modifications que son auteur souhaite voir apporter au présent accord. La demande est adressée, par tout moyen permettant de lui conférer date certaine, à l'ensemble des organisations habilitées à négocier.

Son opportunité est discutée dès la réunion paritaire de négociation suivant la demande pour peu que, à la date de réception de la convocation, toutes les organisations habilitées à négocier en aient reçu communication.

Article 7 **Dépôt et publicité**

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail, en vue de son extension auprès des services du ministre chargé du travail dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du Conseil des Prud'hommes de Paris.

Article 8 **Notification de l'accord - Extension**

En application de l'article L. 2232-6 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Amélioration des conditions de travail

Avenant n° 12 du 31 mai 1977

[Étendu par arrêté du 18 octobre 1977, JO 1^{er} novembre 1977]

(Abrogé par la Convention Collective Nationale du 6 juillet 2022)

Préambule

Les organisations signataires du présent avenant s'inspirant de l'accord cadre sur l'amélioration des conditions de travail signé le 17 mars 1975 entre le C.N.P.F. et les confédérations de salariés suivantes : C.F.T.C., C.G.C., C.G.T. - F.O. sont convenues de rendre obligatoires la fourniture et l'utilisation d'équipements individuels de protection, outre ceux qui sont déjà imposés par la réglementation en vigueur et dans les cas où les mesures d'hygiène et de sécurité prises au plan collectif dans les établissements ne permettraient pas d'assurer aux salariés une protection suffisante.

En conséquence, les équipements individuels de protection suivants :

- bottes ou guêtres ;
- casques antichoc ;
- ceintures de maintien ;
- chaussures de sécurité ;
- gants de protection ;
- lunettes de protection et verres protecteurs ;
- tabliers de protection,

devront être fournis aux salariés dans les conditions définies au présent avenant.

Article 1

L'employeur déterminera en accord avec le comité d'hygiène et de sécurité, ou avec les délégués du personnel en l'absence de C.H.S. ou avec le personnel en l'absence de C.H.S. et de délégués, les postes de travail présentant un risque de nature à être prévenu par le port d'équipements individuels de protection.

L'encadrement sera étroitement associé aux délibérations et aux décisions visées à l'alinéa précédent.

Article 2

Les équipements individuels de protection seront échangés lorsque leur état ne leur permettra plus de remplir le rôle protecteur, compte tenu de conditions d'entretien et d'utilisation normales.

Article 3

Les salariés affectés même occasionnellement aux postes de travail visés à l'article 1 devront être munis des équipements de protection correspondants.

Article 4

Les salariés visés aux articles précédents seront tenus de porter pendant le travail les équipements qui leur auront

été fournis, sauf contre-indication médicale formelle attestée par le médecin du travail.

Article 5

Les équipements, objet du présent avenant, ne pourront être emportés hors des lieux de travail. Ils seront restitués à l'employeur à l'expiration du contrat de travail, quelle qu'en soit la cause, dans l'état où ils se trouveront.

Article 6

Le présent avenant ne pourra porter atteinte aux avantages acquis à titre personnel ou collectif par les salariés, en matière d'équipements individuels de protection, antérieurement à sa signature.

Article 7

Dans les établissements où des dispositions ont été prises de quelque manière que ce soit, antérieurement au présent avenant, en vue de fournir aux salariés des équipements individuels de protection, l'employeur sera tenu de compléter les dispositions existantes pour parvenir à une situation identique à celle résultant de l'application du présent avenant.

Article 8

La mise en application du présent avenant s'effectuera au 1^{er} octobre 1977 au plus tard, étant précisé qu'à cette date devront être terminées les conversations prévues à l'article 1 en vue de déterminer les postes de travail entrant dans l'objet du présent avenant. La mise en place des équipements correspondants devra être effective au 31 décembre 1977 au plus tard.

Article 9

Le champ d'application professionnel et territorial du présent avenant est identique à celui des conventions collectives du 22 avril 1955 et du 12 juillet 1955.

Article 10

Le présent avenant sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé au secrétariat du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions prévues par le code du travail en vue de son extension.

Article 11

Toute organisation syndicale non signataire du présent avenant pourra y adhérer par simple déclaration au secrétariat du conseil de prud'hommes de Paris où il aura été déposé.

Elle devra également aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Réduction du temps de travail à 35 heures

(Se reporter à l'accord national du 22 décembre 1998 reproduit dans les accords nationaux)

Département du Tarn Accord du 30 juin 1999

[Non étendu]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UMGS.

Syndicat(s) de salarié(s) :

CFDT.

Préambule

Les nouvelles dispositions découlant de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 qui fixe la nouvelle durée légale du travail à 35 heures hebdomadaires au 1^{er} janvier 2000 pour les entreprises de plus de 20 salariés et au 1^{er} janvier 2002 pour les entreprises dont l'effectif est inférieur ou égal à 20 salariés, et l'accord de branche signé avec l'UNICEM le 22 décembre 1998 ont conduit l'UMGS à se rapprocher des organisations syndicales de salariés pour rechercher les moyens propres à répondre à la situation nouvelle ainsi créée dans les entreprises dont l'activité est la transformation et/ou l'extraction de la pierre (entrant notamment dans les codes de nomenclature 267 Z et 141 A, définis par l'INSEE en 1993).

Cet accord est un accord territorial qui doit être étendu afin de permettre à toute entreprise concernée, dont l'effec-

tif est inférieur à 50 salariés, de l'utiliser en son sein sans obligation de négocier et de conclure un accord d'entreprise.

Il pourra être applicable dès son extension à toutes les entreprises concernées qui voudront réduire de façon anticipée le temps de travail, ou immédiatement avec un accord d'entreprise conclu avec un délégué syndical ou, à défaut, un salarié mandaté.

Dans les entreprises de 50 salariés et plus, un accord d'entreprise reste nécessaire même après extension.

Les parties signataires considèrent qu'il faut prendre en compte les spécificités et les contraintes des activités de ces entreprises et préserver leur compétitivité en recourant à de nouveaux modes d'organisation du travail.

Elles considèrent que cet accord professionnel doit permettre :

- de développer l'emploi chaque fois que l'activité le permet, et particulièrement de favoriser l'embauche de jeunes, par une organisation du travail adaptée au contexte économique et à la concurrence des marchés ;
- de s'adapter aux variations d'activité identifiées dans ce secteur et aux contraintes de l'environnement ;
- d'améliorer les conditions de vie et de travail des salariés.

Une circulaire d'application de cet accord sera mise à disposition des entreprises concernées dès parution de l'arrêté ministériel d'extension.

Article 1 **Champ d'application**

L'accord s'appliquera au département du Tarn.

Article 2 **Durée conventionnelle du temps de travail**

Pour toute entreprise concernée par les codes de nomenclature suivants :267 Z ,141 A et, en général, dont l'activité est l'extraction et/ou la transformation de la pierre, la durée conventionnelle du temps de travail des salariés peut être réduite à 35 heures hebdomadaires.

Article 3 **Modalités de réduction de l'horaire effectif du temps de travail**

Cette réduction d'horaires peut se traduire par différentes modalités pouvant se combiner entre elles. Ces modalités peuvent être utilisées au niveau de l'entreprise, d'un établissement, d'une unité de travail ou d'un site d'activité.

1. Réduction quotidienne du temps de travail.
2. Réduction hebdomadaire du temps de travail (correspondant à une demi-journée de repos supplémentaire).
3. Réduction bimensuelle du temps de travail (correspondant à une journée de repos supplémentaire par quinzaine).
4. Octroi de jours de repos supplémentaires répartis sur l'année (à raison de 50% au choix du salarié et 50% au choix de l'employeur). Ces jours de repos sont à prendre dans les 12 mois suivant la date d'entrée en vigueur de l'accord dans l'entreprise, date de référence pour les années suivantes.

Le délai de prévenance à respecter par les deux parties est de 7 jours.

Les jours de repos supplémentaire ne pourront pas être pris dans la période de plus forte production (début septembre à fin octobre).

Un seul refus pourra être opposé si l'effectif présent dans l'entreprise n'est pas suffisant pour les besoins de la production.

Le salarié qui quitte l'entreprise en cours d'année perçoit une indemnité correspondant aux droits acquis déterminés à partir du système de décompte de son temps de travail.

Article 4 **Modulation du temps de travail**

Toute entreprise entrant dans le champ d'application du présent accord peut mettre en oeuvre un dispositif d'organisation du temps de travail sur l'année.

Le recours à ce type d'organisation peut permettre une utilisation adaptée à la charge d'activité prévisible de l'entreprise, des outils et équipements.

Certaines modalités sont alors à respecter :

1° Le chef d'entreprise doit informer le personnel et les représentants du personnel, quand ils existent, de la mise en place de la modulation.

2° L'horaire moyen annuel est fixé au plus à 35 heures de travail effectif par semaine. Les heures effectuées au-delà et en deçà de cet horaire moyen se compensent arithmétiquement. L'horaire annuel de travail effectif corres-

pondant ne peut excéderx heures de travail effectif :

$$[(365 - (104 + 25 + x \text{ jours fériés}) / 5) \times 35]$$

pour un salarié à temps plein présent sur toute la période de 12 mois, non comprises les heures supplémentaires visées à l'article 5.

Chaque année le compte doit être fait en fonction du nombre de jours fériés tombant sur des jours habituellement travaillés, ou en période de congés, sur des jours ouvrables. Il est également à adapter aux salariés bénéficiant de 2 jours de fractionnement.

3° Une programmation indicative des horaires de travail sur une période de 12 mois (à compter de la date d'entrée en vigueur de l'accord dans l'entreprise) précise les périodes de basse et de haute activité.

Ce programme indicatif est porté à la connaissance du personnel par voie d'affichage.

Chaque mois, l'horaire de travail prévu pour les mois suivants est défini par l'employeur et communiqué au personnel par voie d'affichage au plus tard le 22 du mois précédent.

La programmation prévue par le mois peut être modifiée :

- avec un délai de prévenance minimal de 3 jours ouvrés, dans les circonstances exceptionnelles suivantes :

- commandes exceptionnelles non prévues, reportées ou annulées ;
- débuts de chantiers avancés, reportés ou annulés ;
- réduction importante de l'effectif due à des absences ;

- ou avec le délai donné par EDF.

4° Amplitude de la modulation :

La limite supérieure ne peut excéder 48 heures par semaine (à titre exceptionnel) et 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives.

L'horaire de travail sur 12 mois consécutifs ne peut pas comporter plus de 9 semaines à 48 heures de travail par semaine ; les heures au-delà de la 44^e heure donneront lieu au payement de la majoration de 25%, dans le mois considéré, mais ne s'imputeront pas sur le contingent d'heures supplémentaires.

Le temps de travail peut s'étaler exceptionnellement sur 6 jours par semaine à raison de 9 samedis au maximum par salarié. En cas de recours à une semaine non travaillée (dans la limite de 4 par période de modulation), sa programmation ne pourra être modifiée moins d'un mois à l'avance, sauf accord des salariés concernés.

Heures supplémentaires dans le cadre de la modulation

Les heures au-delà de 35 heures hebdomadaires ne sont pas considérées comme heures supplémentaires quand la durée annuelle calculée selon la formule de l'article 4, alinéa 4, n'est pas dépassée.

Seules les heures réellement effectuées au-delà de cette durée annuelle sont considérées comme heures supplémentaires et rémunérées comme telles sur la base du salaire en vigueur au moment où elles sont payées.

Le calcul et le payement des heures supplémentaires s'effectuent à la fin de la période de modulation. Elles ne donnent pas droit à un repos de substitution qui se reporterait sur la période de modulation suivante.

Un système de décompte du temps de travail sera mis en place dans chaque entreprise associant chaque salarié pour sa validation. Ce décompte lui sera communiqué mensuellement.

Rémunération dans le cadre de la modulation

Le salaire est lissé sur la base de l'horaire moyen de 35 heures, indépendamment de l'horaire réellement accompli.

Pour les salariés en contrat à durée indéterminée entrant en période de modulation :

- la rémunération pour les salariés dont l'horaire sera inférieur à l'horaire de référence à 35 heures devra être équivalente à un horaire de 35 heures ;
- la rémunération pour les salariés dont l'horaire serait supérieur à l'horaire de référence à 35 heures sera calculée en fonction des heures effectivement travaillées, et les heures dépassant la moyenne de 35 heures sur la période considérée ouvriront droit aux majorations légales.

Les primes à périodicité mensuelle ne sont pas affectées par la modulation du temps de travail ; elles seront calculées sur la base de 35 heures (soit 152 heures mensuelles) et tiendront compte des heures supplémentaires effectuées, à la fin de la période de modulation :

$$(\text{heures effectivement travaillées} - \text{durée annuelle}) \times \text{taux acquis.}$$

En cas de période non travaillée, mais donnant lieu à indemnisation par l'employeur, tels qu'arrêts maladie ou accident..., l'indemnisation due est calculée sur la base de la rémunération lissée, quel que soit l'horaire réel pendant cette période.

En cas d'absence non rémunérée, la retenue sur salaire correspondante est également calculée sur la base de la

rémunération lissée.

Les heures d'absence maladie, accident du travail, maladie professionnelle et maternité, qu'elles soient rémunérées ou non, sont comptabilisées au compte individuel d'heures du salarié, en fonction de l'horaire effectivement applicable pendant la période d'absence.

Article 5

Les heures supplémentaires

Régime général

Le contingent annuel d'heures supplémentaires pouvant être utilisé sans l'autorisation de l'inspection du travail est fixé à 130 heures par an et par salarié.

Ce contingent est augmenté de 35 heures par an et par salarié pour les salariés dont l'horaire de travail n'est pas modulé.

L'emploi de ce contingent complémentaire est soumis à consultation des représentants du personnel, ou, à défaut, à information du personnel concerné dans un délai de 7 jours avant mise en place.

Les heures supplémentaires des salariés dont l'horaire n'est pas modulé sont les heures de travail effectif effectuées au-delà de la durée conventionnelle du travail de 35 heures par semaine ou sur le cycle de 15 jours.

Lepayement des heures supplémentaires donne lieu aux majorations de salaire et repos compensateurs déterminées dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi.

Un système de décompte du temps de travail sera mis en place dans chaque entreprise associant chaque salarié pour sa validation. Ce décompte lui sera communiqué mensuellement.

Cepayement peut être remplacé totalement ou partiellement par un repos de substitution équivalent, pris par journée entière ou 1/2 journée à un moment fixé d'un commun accord. Elles doivent être prises dans les 4 mois suivants, à partir du moment où 7 heures ont été acquises.

Le délai de prévenance à respecter est de 7 jours.

Les jours de repos de substitution ne pourront pas être pris dans la période de plus forte production (début septembre à fin octobre).

Un seul refus pourra être opposé si l'effectif présent dans l'entreprise n'est pas suffisant pour les besoins de la production.

Article 6

Rémunération

Régime général horaires modulés ou non modifiés

Le salaire mensuel brut de base pour 35 heures est maintenu sur la base du salaire actuel pour 39 heures sous forme de hausse du tarif horaire, non comprises les primes de toute nature.

Les pauses sont comptabilisées de la même manière avant et après la réduction du temps de travail, n'entraînant pas de perte de salaire.

Les primes d'ancienneté d'origine conventionnelle seront maintenues pour chaque salarié bénéficiaire et seront calculées au prorata des heures réellement travaillées. Elles seront gelées au taux et au pourcentage acquis au moment de l'entrée en vigueur de l'accord dans l'entreprise jusqu'au 31 décembre 2002, sauf intervention d'un accord collectif venant modifier cette disposition.

La prime s'appliquera immédiatement au 1^{er} janvier 2003 au tarif acquis en application de la convention collective aux salariés qui ne bénéficiaient pas d'une prime d'ancienneté au moment de l'entrée en vigueur de l'accord.

Article 7

Recours au chômage partiel

S'il apparaît en cours de modulation que les baisses d'activité ne pourront pas être suffisamment compensées par les hausses d'activité, l'entreprise sortant du cadre de la modulation peut solliciter l'indemnisation au titre du chômage partiel des heures perdues dans les conditions légales en vigueur.

Article 8

Dispositions spécifiques

Encadrement :

Personnel ayant un horaire de référence déterminé et contrôlable. Ce personnel est concerné par le mode d'organisation du temps de travail appliqué dans l'entreprise. La rémunération peut être forfaitisée sur la base d'un horaire mensuel ou annuel. Les heures supplémentaires forfaitisées ne peuvent excéder le contingent d'heures supplémentaires légal. Le contrat de travail définit expressément les présentes dispositions.

Temps partiels :

Les modalités du temps de travail de ce personnel doivent être définies dans l'entreprise en accord avec les intéressés en tenant compte du principe de l'égalité des droits entre les salariés à temps partiel et les salariés à temps plein.

Les modifications liées à la réduction du temps de travail devront faire l'objet d'un avenant au contrat de travail.

CDD :

La modulation est applicable aux salariés embauchés sous CDD ou temporaire si leur contrat de travail ou un avenant à celui-ci en précise les conditions ainsi que les modalités de rémunération. Il en va de même pour les apprentis âgés de plus de 18 ans et les jeunes en contrat de formation en alternance si les obligations de formation pratique et théorique qui incombent à l'employeur sont respectées.

Article 9

Dispositif aidé

Toute entreprise peut, si elle le désire, bénéficier des aides financières à la réduction du temps de travail prévues dans la loi du 13 juin 1998. Ces aides prennent la forme d'abattement des cotisations sociales patronales.

Pour en bénéficier, les entreprises doivent remplir les conditions suivantes :

- réduction du temps de travail d'au moins 10% portant le nouvel horaire au plus à 35 heures :
 - avant le 1^{er} janvier 2000 pour une entreprise de plus de 20 salariés ;
 - avant le 1^{er} janvier 2002 pour une entreprise de 20 salariés au plus ;
- embauches compensatrices de nouveaux salariés à hauteur d'au moins 6% de son effectif. Ces embauches doivent intervenir dans un délai d'un an à compter de la réduction effective du temps de travail et l'effectif ainsi atteint doit être maintenu pendant au moins 2 ans à compter de la dernière embauche effectuée ;
- l'entreprise doit conclure une convention avec l'État.

Article 10

Nouveaux embauchés

Tout salarié embauché dans une entreprise après l'entrée en vigueur de l'accord bénéficiera des mêmes conditions de rémunérations que les salariés présents dans l'entreprise au moment de la signature de l'accord.

Article 11

Durée - Dénonciation

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

En cas de remise en cause de l'équilibre du présent accord par des dispositions législatives et réglementaires postérieures à sa signature, les signataires se réuniront immédiatement en vue d'en tirer les conséquences.

En tout état de cause, le présent accord pourra être dénoncé à tout moment par les parties signataires, moyennant un préavis de 3 mois. La dénonciation sera notifiée par écrit aux autres signataires et donnera lieu aux formalités de dépôt conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du Code du Travail.

Article 12

Commission de suivi

Une commission paritaire sera composée de 4 dirigeants d'entreprises adhérentes à l'UMGS et de 4 membres des syndicats signataires.

Cette commission se réunira pour traiter tout litige ou dysfonctionnement dont elle se saisira elle-même ou dont elle aura été saisie par un salarié, un syndicat ou un chef d'entreprise par rapport aux termes du présent accord.

Cet accord sera affiché sur les lieux de travail pendant 3 mois. Il sera déposé auprès de la DDTEFP d'Albi en 5 exemplaires, du greffe du conseil des prud'hommes de Castres en 1 exemplaire, de la délégation syndicale en 1 exemplaire. Il est tenu à la disposition des salariés qui pourront le consulter sur simple demande dans les locaux de l'entreprise.

Une commission paritaire au champ élargi sera mise en place ultérieurement pour envisager d'offrir aux adhérents de l'UMGS ainsi qu'à leurs salariés un certain nombre de services à définir.

Article 13

Dépôt d'extension

Le présent accord est déposé auprès de la DDTEFP en vue de son extension conformément à l'article L. 132-10 du Code du Travail.

Régime complémentaire de retraite

Avenant du 19 mai 1960

[Étendu par arrêté du 13 décembre 1960, JO 21 décembre 1960]

(Abrogé par la Convention Collective Nationale du 6 juillet 2022)

Article 1

Sauf dérogations prévues à l'article 4 ci-dessous, toutes les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective du 22 avril 1955 devront, au plus tard à la date de mise en application du présent avenant, souscrire un régime complémentaire de retraite en faveur de leur personnel ouvrier.

Article 2

Afin de permettre notamment la validation des services passés dans les entreprises ayant cessé leur activité, elles devront adhérer à une institution de retraite agréée par l'Union nationale des institutions de retraites des salariés (U.N.I.R.S.).

Article 3

(Modifié par avenant n° 5 du 3 mai 1966, étendu par arrêté du 9 août 1967, JO 26 août 1967)

Les cotisations seront assises sur la rémunération brute servant de base à la déclaration des salaires fournie à l'administration des contributions directes.

Chaque entreprise sera libre de choisir son taux de cotisation, sous réserve que la participation patronale ne soit pas inférieure à 2 p. 100 et la participation salariée ne soit pas inférieure à 1,5 p. 100 des salaires.

Le taux minimal de la cotisation globale devra être porté à 4 p. 100 à partir du 1^{er} janvier 1967.

Article 4

(Modifié par avenant n° 5 du 3 mai 1966, étendu par arrêté du 9 août 1967, JO 26 août 1967)

Par dérogation, les entreprises qui, antérieurement à la mise en vigueur de l'avenant du 19 mai 1960, auraient adhéré à un autre régime que celui de l'U.N.I.R.S., n'auront pas l'obligation d'en modifier les dispositions si leur cotisation globale est au moins égale à 4 p. 100 ; dans le cas contraire, elles devront compléter leur régime de façon à porter le taux global à 4 p. 100 à partir du 1^{er} janvier 1967.

Au cas où le régime institué dans l'entreprise antérieurement à la mise en vigueur du présent avenant comporterait, à condition d'assiette identique, une cotisation d'un taux global au moins égal à 3,50 p. 100, mais avec une part patronale inférieure à 2 p. 100, les entreprises qui, par leurs propres moyens, assurent actuellement des retraites à leurs anciens ouvriers disposeront d'un délai d'un an pour adhérer à une institution de retraite, dans les conditions fixées par le présent avenant, étant entendu que ce nouveau régime se substituera au précédent et qu'il ne pourra pas y avoir cumul des deux retraites.

Article 5

Une commission professionnelle composée d'un représentant de chacune des organisations syndicales ouvrières signataires et d'un nombre égal de représentants désignés par l'U.N.I. examinera les difficultés d'application qui lui seront soumises en vue de leur règlement.

Article 6

Les dispositions du présent avenant seront applicables à compter du premier jour du trimestre légal qui suivra la parution de l'arrêté ministériel portant extension de la convention collective nationale du 22 avril 1955.

Régime de prévoyance

Avenant n° 10 du 12 septembre 1973

[Étendu par arrêté du 15 mai 1974, JO 22 mai 1974]

(Abrogé par la Convention Collective Nationale du 6 juillet 2022)

Article 1

Le champ d'application du présent avenant est identique à celui de la convention collective nationale du 22 avril 1955 et de ses avenants.

Toutefois, en sont exclues les entreprises procédant à l'extraction de pierres de construction, marbre, granit (activités visées à la rubrique 142 de la nomenclature des activités économiques, décret du 9 avril 1959) et celles exerçant

les activités visées aux rubriques 321.22 et 322.0 de ladite nomenclature.

Article 2

Toute entreprise entrant dans le champ d'application du présent avenant devra, au plus tard à la date de mise en vigueur de celui-ci et sous réserve des dérogations prévues à l'article 6 ci-dessous, souscrire un contrat de prévoyance en faveur de son personnel ouvrier.

Article 3

Le contrat de prévoyance visé à l'article 2 ci-dessus devra assurer la couverture des risques décès, invalidité et incapacité temporaire.

Les prestations garanties au titre de ces risques, le taux de cotisation et les modalités d'application devront être conformes à l'annexe I du présent avenant.

En conséquence, l'entreprise ne pourra conclure de contrat de prévoyance qu'avec l'un des organismes préconisés paritairement par les parties au présent avenant et dont la liste figure à l'annexe II du présent avenant.

Article 4

Par dérogation aux dispositions de l'article 3 ci-dessus, l'entreprise aura la faculté de conclure un contrat de prévoyance ne répondant pas aux conditions décrites à l'article 3 ci-dessus, pourvu que les représentants élus de son personnel ou, en l'absence de tels représentants, le personnel lui-même ait reconnu les garanties proposées par l'entreprise comme équivalentes ou supérieures à celles décrites à l'annexe I.

Article 5

Les cotisations seront assises sur la rémunération brute totale des salariés telle que déclarée par l'employeur à l'administration des contributions directes pour l'établissement de l'impôt sur le revenu.

Elles seront à la charge de l'entreprise pour les deux tiers de leur montant et à la charge du salarié pour le tiers restant.

Article 6

Par dérogation au présent avenant, les entreprises qui auraient conclu un contrat de prévoyance pour leur personnel antérieurement à la signature du présent avenant n'auront pas à en conclure un nouveau.

Si les garanties couvertes par ce contrat n'étaient pas reconnues par les représentants élus du personnel ou, en l'absence de tels représentants, par le personnel lui-même, comme au moins équivalentes à celles décrites à l'annexe I du présent avenant, l'entreprise serait tenue de réviser son contrat pour porter la couverture des risques au niveau de celle décrite à ladite annexe. S'il en résulte une modification du taux de cotisation, les salariés seront appelés à participer dans une proportion qui ne pourra excéder un tiers de la cotisation totale annuelle. En aucun cas le taux de cotisation antérieur de l'entreprise ne pourra être diminué.

Article 7

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à compter du premier jour du trimestre civil qui suivra la publication au Journal officiel de son arrêté ministériel d'extension.

Article 8

Une commission paritaire professionnelle composée d'un représentant de chacune des organisations syndicales de salariés signataires et d'un nombre égal de représentants de l'U.N.I.C.E.M. examinera les difficultés d'application qui lui seront soumises en vue de leur règlement.

Article 9

Le présent avenant sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé au secrétariat du conseil de prud'hommes de Paris en vue de son extension.

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration au secrétariat du conseil de prud'hommes de Paris, où il aura été déposé. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations signataires.

Annexe I - Schéma des garanties et conditions

I. La cotisation est fixée à 1,50 p. 100 du salaire total perçu. Elle est répartie entre l'employeur et le salarié de la façon suivante :

Employeur : 1 p. 100 ;

Salarié : 0,50 p. 100.

II. Les prestations sont dues :

a) A tout participant figurant aux effectifs de l'entreprise ;

b) A la condition que le fait générateur du risque couvert se soit produit postérieurement :

à la date d'effet du présent accord pour le personnel déjà en activité dans la profession ;

à la date d'embauche pour le personnel entrant dans la profession à cette date.

III. Les garanties devront être les suivantes :

a) Décès

En cas de décès du salarié, quel que soit son âge, et quelle qu'en soit la cause, il est versé au conjoint ou à défaut aux descendants directs ou à défaut aux ascendants directs à charge un capital déterminé en fonction du salaire perçu par l'intéressé, au cours des douze derniers mois d'activité, et de sa situation de famille.

Ce capital est fixé :

Pour les salariés célibataires, veufs ou divorcés sans enfant à charge : 75 p. 100 du salaire ;

Pour les salariés mariés sans enfant à charge : 100 p. 100 du salaire ;

Pour les salariés ayant un enfant à charge, qu'ils soient célibataires, veufs, divorcés ou mariés : 115 p. 100 du salaire ;

Chaque enfant à charge supplémentaire donne droit à une majoration du capital versé égale à 15 p. 100 du salaire.

b) Incapacité absolue et définitive

En cas d'incapacité absolue et définitive (classant le salarié dans le troisième groupe d'invalidité prévu par l'article 310-3 du code de sécurité sociale) survenant avant soixante ans, il est versé à l'intéressé en une ou plusieurs fois un capital déterminé dans les mêmes conditions que pour le décès.

c) Indemnités journalières

En cas d'interruption de travail totale et continue, supérieure à quarante-cinq jours, chaque participant a droit à des indemnités journalières complémentaires à celles de la sécurité sociale, destinées à compléter les prestations de cet organisme, à concurrence de 90 p. 100 du salaire qu'il aurait perçu sur la base de la moyenne des salaires versés au cours des douze derniers mois d'activité.

Cette indemnité est versée à l'issue de la période de paiement intégral du salaire prévu par la convention collective applicable au personnel en cause et au plus tôt à partir du quarante-sixième jour d'interruption de travail ; elle est versée aussi longtemps que se poursuit le des indemnités journalières par la sécurité sociale et au plus tard jusqu'au soixante-cinquième anniversaire de l'intéressé ou à la date d'attribution par la sécurité sociale de la pension de vieillesse.

d) Rente d'invalidité

Lorsque, avant son soixantième anniversaire, un salarié est, à la suite de maladie ou d'accident, admis au bénéfice de l'assurance invalidité de la sécurité sociale, il est versé une rente d'invalidité fixée forfaitairement à 30 p. 100 de la moyenne des salaires perçus au cours des douze derniers mois d'activité.

Cette rente est servie intégralement si l'intéressé est classé par la sécurité sociale dans le deuxième ou le troisième groupe d'invalidité et seulement pour les trois quarts de son montant, s'il est classé dans le premier groupe.

Elle est versée aussi longtemps que la sécurité sociale verse elle-même une pension d'invalidité et au plus tard jusqu'au 31 décembre de l'année de son soixantième anniversaire.

Elle est revalorisée chaque année en fonction de l'évolution de la valeur du point de retraite de l'U.N.I.R.S.

e) Accident de travail

Il donne droit aux mêmes prestations incapacités et invalidité que celles définies ci-dessus. Toutefois, le total des prestations perçues tant au titre de la sécurité sociale (régime des accidents du travail) qu'au titre du présent régime ne peut excéder celui précédemment défini en cas de maladie ou autre accident.

f) Maintien des garanties

Les garanties du présent régime sont maintenues :

Aux salariés qui perçoivent de la sécurité sociale soit des indemnités journalières, complètes ou partielles, soit la pension attribuée aux invalides du deuxième ou du troisième groupe.

Elles sont maintenues aussi longtemps que les intéressés remplissent les conditions énoncées à l'alinéa précédent, même après rupture de leur contrat de travail, à condition qu'ils n'aient pas repris une autre activité professionnelle.

Aux chômeurs pendant une période maximum de trois mois consécutifs à compter de la mise en chômage, pourvu qu'ils bénéficient des prestations de l'Assedic au titre du chômage total, les garanties maintenues dans ce cas sont celles relatives au décès et à l'incapacité absolue et définitive.

Les garanties cessent d'être accordées en cas de transformation de la pension d'invalidité de la sécurité sociale en pension de vieillesse.

Annexe II - Liste des organismes préconisés paritairement

(Adresses à la date de l'accord)

C.N.P.O., 51, rue de Ponthieu, 75008 Paris.
C.G.I.S., 7, rue Mornay, 75004 Paris.
U.R.R.P.I.M.M.E.C., 121, avenue de Malakoff, 75116 Paris.
C.I.R.S., 30, rue de Prony, 75827 Paris CEDEX 17.
I.R.N.I.S., 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris.
I.N.I.R.S., 15-17, rue de Chabrol, B.P. 261-10, 75461 Paris CEDEX 10.
I.G.I.R.S., 46, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.
C.I.S., 7, rue Mornay, 75004 Paris.
A.G.R.R., 37, boulevard Brune, 75014 Paris.
C.R.I.S., 28, rue de Châteaudun, 75442 Paris CEDEX 09.
A.N.E.P., 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris.
A.P.C.I.L., 38, rue Piessel, 69000 Lyon.
I.R.I.S., 22, rue de la Rochefoucauld, 75009 Paris.
C.I.R.R.I.C., 63, rue des Belles-Feuilles, 75016 Paris.
A.P.G.I.S., 7, rue d'Uzès, 75002 Paris.
F.N.M.T., 71, rue de la Victoire, 75009 Paris.
C.R.I., 5, avenue du Général-de-Gaulle, 92800 Puteaux.
Société nationale de prévoyance de la mutualité française, 10, rue Desaix, 75015 Paris.

Commission paritaire de validation

(Se reporter à l'accord du 28 mars 2011 reproduit dans les accords nationaux)

Formation

(Se reporter à Formation professionnelle dans «Carrières et matériaux : Accord nationaux»)

Contrat de génération

(Se reporter à l'accord du 18 juin 2013 reproduit dans les accords nationaux)

Pacte de responsabilité et de solidarité

(Se reporter à l'accord du 28 octobre 2014 reproduit dans les accords nationaux)

Fusion des conventions collectives ETAM, ouvriers et cadres

Accord de méthode du 7 juin 2017

[Étendu par arr. 20 avr. 2018, JO 26 avr., applicable à compter de sa date de signature, pour une durée déterminée de 12 mois]

Avenant n° 3, 11 juill. 2019, non étendu⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM ;

FIB.

Syndicat(s) de salariés :

FNCB CFTD ;

BATI MAT TP CFTC ;

SICMA CFE CGC BTP ;

FNSCBA CGT.

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM ;

FIB.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FNCB CFTD ;

Préambule

Suite au constat partagé des partenaires sociaux des Industries de carrières et matériaux de construction de la nécessité de fusionner la convention collective des ouvriers du 22 avril 1955 (IDCC 87) avec la convention collective des employés, techniciens et agents de maîtrise (ETAM) du 12 juillet 1955 (IDCC 135), il a été décidé de procéder à une réécriture de l'ensemble des dispositions conventionnelles afin d'offrir ainsi une meilleure lisibilité du dispositif applicable aux ouvriers et aux Etam. En effet, du fait des évolutions législatives, réglementaires et conventionnelles, il est devenu nécessaire de permettre aux entreprises de la branche et à leurs salariés d'avoir un accès plus facile au socle des règles sociales applicables.

Cette démarche s'inscrit également dans l'objectif gouvernemental d'une rationalisation des conventions collectives. C'est dans ce contexte qu'il a été envisagé de constituer un groupe de travail paritaire, mandaté par la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI), afin de procéder à ce travail que les partenaires sociaux ont voulu à droit constant.

Afin de faciliter les travaux de ce groupe de travail paritaire, les partenaires sociaux ont souhaité, par un accord de méthode, fixer les règles les encadrant et se donner comme objectif d'aboutir dans un délai de 12 mois à compter de son entrée en vigueur.

Article 1 (d'origine)

Objet

Le présent accord a pour objet de définir une méthode de travail de la fusion des règles définissant le statut conventionnel des Ouvriers et des Etam.

Il est apparu en effet depuis plusieurs années, du fait notamment des évolutions législatives, réglementaires, mais aussi conventionnelles, que certaines dispositions étaient devenues soit obsolètes, soit communes aux ouvriers et aux ETAM entraînant une répétition de règles.

En effet, le fait de devoir consulter deux conventions collectives différentes pouvant être une source d'erreur d'interprétation pour les personnes en charge de leur application, les partenaires sociaux ont souhaité sécuriser et rendre plus lisible la lecture des dispositions conventionnelles.

Article 1 (nouveau)

Objet

Mod. par Avenant n° 3, 11 juill. 2019, non étendu⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM ;

FIB.

Syndicat(s) de salariés :

FNCB CFDT ;

BATI MAT TP CFTC ;

SICMA CFE CGC BTP ;

FNSCBA CGT.

Le présent accord a pour objet de définir une méthode de travail de la fusion des règles définissant le statut conventionnel des Ouvriers, des Etam et des cadres.

Il est apparu en effet depuis plusieurs années, du fait notamment des évolutions législatives, réglementaires, mais aussi conventionnelles, que certaines dispositions étaient devenues soit obsolètes, soit communes aux ouvriers, aux Etam et aux cadres entraînant une répétition de règles.

En effet, le fait de devoir consulter trois conventions collectives différentes pouvant être une source d'erreur d'interprétation pour les personnes en charge de leur application, les partenaires sociaux ont souhaité sécuriser et rendre plus lisible la lecture des dispositions conventionnelles.

Article 2 (d'origine)

Principe général pour la fusion des conventions

Le travail de fusion consiste d'une part, à supprimer les dispositions devenues obsolètes pour les raisons précédemment évoquées, et d'autre part à regrouper les dispositions communes aux ouvriers et aux ETAM, tout en maintenant, le cas échéant, les différences catégorielles dans des rubriques dédiées.

Aussi, chaque chapitre sera repris en tenant compte :

— des dispositions communes ;

-
- des dispositions propres aux ouvriers, si besoin ;
 - des dispositions propres aux ETAM, si besoin ;
 - des dispositions propres à certains secteurs d'activité ou secteurs catégoriels si besoin.

Considérant que les partenaires sociaux ont souhaité fusionner les conventions collectives à droit constant, les dispositions de la future convention collective auront vocation à se substituer de plein droit aux deux conventions susmentionnées, qui cesseront de produire effet à la date de la signature définitive du texte de substitution.

Ceci étant, et par dérogation au principe rappelé ci-dessus, les parties pourront décider d'aménager certaines dispositions afin de les harmoniser. Ces dispositions à harmoniser seront examinées par la CPPNI dans le cadre de l'article 3-3 ci-dessous.

Article 2 (nouveau) **Principe général pour la fusion des conventions**

Mod. par Avenant n° 3, 11 juill. 2019, non étendu⁽¹⁾

(1) Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM ;

FIB.

Syndicat(s) de salariés :

FNCB CFDT ;

BATI MAT TP CFTC ;

SICMA CFE CGC BTP ;

FNSCBA CGT.

Le travail de fusion consiste d'une part, à supprimer les dispositions devenues obsolètes pour les raisons précédemment évoquées, et d'autre part à regrouper les dispositions communes aux ouvriers, aux ETAM et aux cadres, tout en maintenant, le cas échéant, les différences catégorielles dans des rubriques dédiées.

Aussi, chaque chapitre sera repris en tenant compte :

- des dispositions communes ;*
- des dispositions propres aux ouvriers, si besoin ;*
- des dispositions propres aux ETAM, si besoin ;*
- des dispositions propres aux cadres, si besoin ;*
- des dispositions propres à certains secteurs d'activité ou secteurs catégoriels si besoin.*

Considérant que les partenaires sociaux ont souhaité fusionner les conventions collectives à droit constant, les dispositions de la future convention collective auront vocation à se substituer de plein droit aux trois conventions susmentionnées, qui cesseront de produire effet à la date de la signature définitive du texte de substitution.

Ceci étant, et par dérogation au principe rappelé ci-dessus, les parties pourront décider d'aménager certaines dispositions afin de les harmoniser. Ces dispositions à harmoniser seront examinées par la CPPNI dans le cadre de l'article 3-3 ci-dessous.

Article 3 **Méthode de travail**

Article 3-1 **Composition du groupe de travail paritaire**

Le groupe de travail paritaire comprend deux représentants de chaque organisation syndicale représentative au niveau de la branche professionnelle et un nombre équivalent représentant la délégation patronale.

Chaque organisation syndicale représentative désigne deux référents titulaires et deux représentants suppléants, étant précisé que l'ensemble des documents sera adressé aux uns et aux autres ainsi qu'aux membres de la CPPNI. Le représentant suppléant assiste à la réunion du groupe de travail paritaire restreint en l'absence du référent titulaire qu'il remplace alors.

Les règles de prise en charge des frais de déplacement du référent titulaire ou de son représentant suppléant appelé à participer à la réunion en l'absence du référent titulaire (restauration, hébergement, transport) sont celles visées à l'accord national du 6 décembre 2012 sur le fonctionnement du paritarisme.

Article 3-2 **Calendrier des réunions du groupe de travail paritaire**

Le groupe de travail paritaire établira au début de ses travaux un calendrier prévisionnel de ses réunions.

Chaque réunion donnera lieu à un procès-verbal constatant l'avancement des travaux qui sera diffusé à l'ensemble

des membres de la CPPNI au fur et à mesure.

Article 3-3 **Réunions plénières**

À l'issue des travaux du groupe de travail paritaire, la CPPNI sera convoquée et saisie de l'intégralité de la convention collective.

Article 4 **Durée et suivi de l'accord - Clause de rendez-vous**

(Voir également Avenant n° 1 du 18 avril 2018)

L'accord est conclu pour une durée déterminée de 12 mois et entrera en vigueur à compter de sa date de signature. Il expirera automatiquement et sans formalisme particulier à l'issue de cette durée. S'ils l'estiment nécessaire, les partenaires sociaux pourront toutefois décider de prolonger cette période par voie d'avenant au présent accord.

Article 5 **Autres dispositions**

Les dispositions de la future convention unifiée se substitueront aux dispositions des conventions collectives examinées, qu'elles annulent et remplacent.

Article 6 **Adhésion, Dénonciation, Révision**

Article 6-1 **Adhésion**

Toute Organisation Syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Article 6-2 **Révision**

La procédure de révision devra être engagée conformément aux dispositions légales en vigueur.

Article 6-3 **Dénonciation**

Le présent accord pourra être dénoncé par l'une des parties signataires ou ayant adhéré à l'accord avec un préavis de 6 mois minimum.

Cette dénonciation est portée à la connaissance des autres parties signataires ou ayant adhéré, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce contexte, les parties signataires conviennent de se réunir dans les meilleurs délais pour apprécier la situation ainsi créée.

Article 7 **Dépôt et publicité**

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Article 8 **Notification de l'accord**

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe 1 : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'Industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.08	Produits en béton
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Avenant n° 1 du 18 avril 2018

[Non étendu]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM ;

FIB.

Syndicat(s) de salarié(s) :

Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois CFDT ;

Fédération BATI-MAT-TP CFTC ;

FNSCBA CGT.

Préambule

Afin de faciliter les travaux du groupe de travail paritaire ayant en charge l'examen des conditions dans lesquelles la fusion des conventions collectives doit s'opérer, les partenaires sociaux ont souhaité prolonger la durée de l'accord de méthode du 7 juin 2017.

Article 1

La durée fixée à l'article 4 de l'accord du 7 juin 2017 est prolongée jusqu'au 31 décembre 2018.

Les autres dispositions de l'article sont inchangées.

Article 2

Dépôt et publicité

Le présent avenant sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Article 3

Notification de l'accord

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'avenant signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe 1 : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries

de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.08	Produits en béton
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Avenant n° 2 du 17 janvier 2019

[Étendu par arr 24 juill. 2019, JO 20 août]

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

UNICEM ;

FIB.

Syndicat(s) de salarié(s) :

FNCB CFDT ;

BATI-MAT-TP CFTC ;

FNSCBA CGT.

Préambule

Afin de faciliter les travaux du groupe de travail paritaire ayant en charge l'examen des conditions dans lesquelles la fusion des conventions collectives doit s'opérer, les partenaires sociaux ont souhaité prolonger la durée de l'accord de méthode du 7 juin 2017.

Article 1

La durée fixée à l'article 4 de l'accord du 7 juin 2017 est prolongée jusqu'au 31 décembre 2019.

Les autres dispositions de l'article sont inchangées.

Article 2

Dépôt et publicité

Le présent avenant sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du Code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Article 3

Notification de l'accord

(Art exclu de l'extension par arr. 24 juill. 2019, JO 20 août)

En application de l'article L. 2231-7 du Code du travail, ce dépôt ne peut être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'avenant signé aux organisations syndicales représentatives.

Annexe 1 : Liste des activités économiques relevant du champ d'application des conventions collectives des industries de carrières et de matériaux de construction

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction, tel que défini ci-après par référence à la nomenclature d'activités et de produits de 1973 :

Dans la classe 14	Minéraux divers
Le groupe 14.02	Matériaux de carrières pour l'industrie
Dans la classe 15	Matériaux de construction
Le groupe 15.01	Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02	Matériaux concassés de roches et de laitier
Le groupe 15.03	Pierres de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.05	Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07	Béton prêt à l'emploi
Le groupe 15.08	Produits en béton
Le groupe 15.09	Matériaux de construction divers
Dans la classe 87	Services divers (marchands)
Le groupe 87.05	pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

Contrats de travail à durée déterminée (CDD)

(Se reporter à l'accord du 5 décembre 2018 reproduit dans les accords nationaux)

